

سكنا عن الامم

« Arts et Spectacles » : Avignon 92

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14767 - 7 F

JEUDI 9 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



BOURSE ★★

Après l'appel des organisations syndicales

La plupart des barrages routiers ont été levés

Interdépendance

L'EXISTENCE de l'Europe se prouve aussi par l'absurde et par défaut. Ainsi la grève des transporteurs routiers français aura-t-elle eu cette vertu de démontrer de façon éclatante la solidarité économique du Vieux Continent, qui découvre avec étonnement - et un brin d'indignation - que ses membres ne peuvent se passer les uns des autres.

Que les axes routiers de France se bouchent, et les ouvriers belges des usines Renault sont menacés de chômage technique en raison de la pénurie de pièces ; les marchands des quatre saisons de Genève ne reçoivent plus les tomates et les pêches exigées par les chalandises suisses ; les arboriculteurs de Castille ont leur désespoir de ne pouvoir exporter dans l'Europe entière leurs oranges et leurs primeurs.

POUR une fois solidaires, producteurs et consommateurs européens dénoncent d'une même voix l'atteinte portée à la liberté de circulation. Il n'est que d'entendre les demandes de dédommagement qui montent des bancs des Parlements nationaux, à Rome comme à Londres ou à Bruxelles ! Passé le tampon, peu de ces « addictions » seront effectivement présentées au gouvernement français, coupable désigné des préjudices, tant elles paraissent relever de la gestualité destinée à prouver aux électeurs que l'on défend leurs intérêts. L'exception pour cause de force majeure ne manquera pas d'être soulevée à Paris.

Quelques-uns de ces dossiers iront peut-être en justice, à Luxembourg ou ailleurs, et il sera intéressant de suivre les raisonnements des juges, qui accepteront-ils ou non les demandes de remboursement des dégâts causés par les routiers français. On verra alors mieux jusqu'à quel point un Etat demeure responsable des calamités « continentales » déclenchées par un conflit national.

Si elle prouve l'Europe, la thrombose routière française confirme le rôle de plaque tournante de l'Hexagone. La géographie, le relief, la répartition de la richesse économique entre les nations et la spécialisation des producteurs valent à la France une fonction de transit essentielle qui s'accroîtra dans les prochaines décennies. Le trafic dans les couloirs rhodanien et rhénan, les tunnels alpins et pyrénéens seront, dès l'an prochain, accrues par le tunnel sous la Manche.

Pour ses hommes comme pour ses marchandises, l'Europe n'a pas fini d'avoir la bougeotte. Il devient donc urgent qu'elle se dote d'une politique des transports et des infrastructures cohérente avec celle de ses Etats membres, afin que la souplesse et la substitution entre ses différents modes de transports écartent la menace de thromboses accidentelles ou sociales.

Mais l'Europe ne pourra pas éviter non plus de se pencher sur une harmonisation de ses règles sociales, car au-delà du problème du permis de conduire à points (déjà en vigueur chez nos principaux voisins) la grève des routiers français souligne l'archaïsme d'une profession bouleversée par la libéralisation et par son propre succès.

M0147 - 0708 0 - 7 00 F



La plupart des barrages routiers, qui paralysaient encore le trafic, ont été levés spontanément dans la matinée du mercredi 8 juillet, après l'appel de plusieurs organisations syndicales à l'arrêt du mouvement et à la reprise du travail. La protestation contre l'entrée en vigueur du permis à points se poursuivait depuis neuf jours. L'intervention, parfois violente, des forces de l'ordre avait permis de rétablir, dès le 7 juillet, la circulation dans une quinzaine de départements.



Lire page 18 les articles de MARTINE LARONCHE, SERGE AIOLODI et ROBERT MARMOZ, et les réactions politiques page 26

Munich, sommet morose

Les dirigeants du G 7 ne sont pas parvenus à dissiper le pessimisme suscité par le marasme économique et les difficultés des anciens pays communistes

MUNICH

de nos envoyés spéciaux

« Vers un nouveau partenariat ? » Le titre de la déclaration politique adoptée, mardi 7 juillet, par les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus riches du monde, réunis à Munich, en Allemagne, depuis le début de la semaine, portait d'une intention générale. L'offre s'adressait à tous les pays du monde, mais ceux qu'elle intéressait aujourd'hui en priorité sont les pays de l'ancien bloc communiste. Comme l'année dernière

M. Mikhaïl Gorbatchev, représentant alors une URSS moribonde, le président russe, M. Boris Eltsine, a rejoint, mardi soir, les responsables du monde occidental pour discuter des moyens d'éviter un effondrement général de la Russie et des autres Républiques de la nouvelle Communauté des Etats indépendants (CEI). Plutôt qu'un guide des

relations avec l'Est dans l'après-guerre froide, la déclaration de Munich est en fait davantage un catalogue des angoisses de l'Occident face aux problèmes qui assaillent ces nouveaux « partenaires ».

HENRI DE BRESSON et CLAIRE TRÉAN

Lire la suite et nos informations, page 3

- M. Eltsine ne repartira pas du G7 les mains vides
par ERIC LE BOUCHER, page 3
- Les embarras de la réforme économique russe
par FRANÇOISE LAZARE, page 19

La relâche de M. Tapie

L'ancien ministre de la ville vend Adidas et dit s'éloigner de la politique

par Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot

Il y avait l'homme politique. Il y avait l'homme d'affaires. Il y a eu l'inculpation. Il y a désormais la cession d'Adidas. Il ne reste aujourd'hui que le président de l'Olympique de Marseille. Par deux fois, en six semaines, M. Bernard Tapie a dû céder à la pression des événements, corriger ses ambitions et réduire son registre. Le flamboyant joueur est condamné à faire relâche. Une rupture comme il n'en avait pas connue en quinze ans d'estrade. Presque une autre vie.

Lui qui avait tant plié les événements à sa volonté s'est vu contraint de reculer. De démissionner du gouvernement après avoir dit qu'il ne le ferait jamais. De vendre Adidas après avoir affirmé qu'il ne l'achèterait pas pour s'en séparer. Ministre de la ville, il avait dû abandonner ses fonctions sans barguigner pour que l'affaire l'opposant au député

RPR Georges Tranchant n'entame pas le crédit du nouveau premier ministre, M. Pierre Bérégovoy. Patron de la firme de sport, il s'est résolu à en abandonner le contrôle après un sermon de ses financiers.

C'est en effet après son inculpation, au cours d'une réunion, que M. Gilberte Beaux, sa représentante chez Adidas, sa représentante chez Adidas, M. Jean-Yves Haberer, le président du Crédit lyonnais et M. Michel Albert, celui des Assurances générales de France (AGF), lui ont demandé de choisir entre politique et affaires.

Les difficultés de la marque aux trois bandes ne toléreraient plus gestion lointaine et polémiques politiques. Que l'ex-ministre de la ville se consacre tout entier à son groupe et leur soutien lui serait assuré. Qu'il se refuse à trancher et leur appui lui serait compté.

Lire la suite et nos informations page 20

Demandé par M. Bérégovoy

Le rapport sur la corruption accuse les pouvoirs locaux

La commission de prévention de la corruption a rendu public, mercredi 8 juillet, le rapport que lui avait commandé M. Bérégovoy. Le premier ministre avait annoncé le 8 avril, à son entrée en fonctions, que la lutte contre la corruption était à ses yeux une « urgence ». Le rapport décrit les mécanismes permettant à certains élus et fonctionnaires, principalement locaux, de s'enrichir illégalement. Il propose soixante-quinze mesures permettant de circonscrire ces errements.

Déontologie

par Thierry Bréhier

La corruption fait d'autant plus de ravages dans les esprits que son importance réelle est, par nature, inconnue. Agir contre ce mal et, pour commencer, recenser les procédures qui le favorisent, avait été l'un des points forts de la déclaration de politique générale de M. Pierre Bérégovoy devant l'Assemblée nationale, le 8 avril. Quelques décisions de justice spectaculaires ne pouvaient suffire à prouver la volonté du gouvernement d'éradiquer le mal. Il lui fallait aussi, et surtout, démontrer qu'il entendait s'attaquer à ses racines. D'où l'installation, dès le

23 avril, par le nouveau premier ministre, d'une commission de prévention de la corruption, composée de magistrats et de hauts fonctionnaires, chargée de lui proposer, en deux mois, une série de mesures immédiates de « moralisation ». A quelques jours près, le délai a été tenu, puisque le rapport de cette commission est rendu public mercredi 8 juillet. La rapidité imposée à cette étude ne pouvait qu'en limiter la portée. M. Bérégovoy espérait qu'elle lui permettrait de montrer que la corruption, puisque corruption il y a, ne touchait pas seulement le milieu politique, mais aussi celui des affaires.

Lire la suite page 8

Séismes à l'école

Deux mutations : l'éclatement de la FEN et l'accord avec le privé

par Gérard Courtois

La Fédération de l'éducation nationale qui éclate, la Syndicat national des instituteurs qui disparaît, le gouvernement socialiste qui signe un accord en bonne et due forme avec les responsables de l'enseignement catholique : depuis quelques semaines, c'est un véritable séisme qui secoue la planète éducation nationale.

L'Histoire est en train de tourner une page, dans une étrange indifférence. La FEN n'était-elle pas devenue, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le symbole d'un syndicalisme unitaire, voire tentaculaire, partenaire obligé de l'Etat ? La voilà qui s'effondre comme un empire finissant et se divise en autant de clans, après à se disputer l'héritage devant les tribunaux.

Lire la suite page 14

EDUCATION - CAMPUS

■ La recherche universitaire à l'aune internationale
■ Lycéens olympiques ■ Les Beltes entra réforme et pénurie.
pages 13 à 15

Avignon, nuit latine

Cette année, en souvenir de Colomb le festival est d'Espagne et d'Amérique

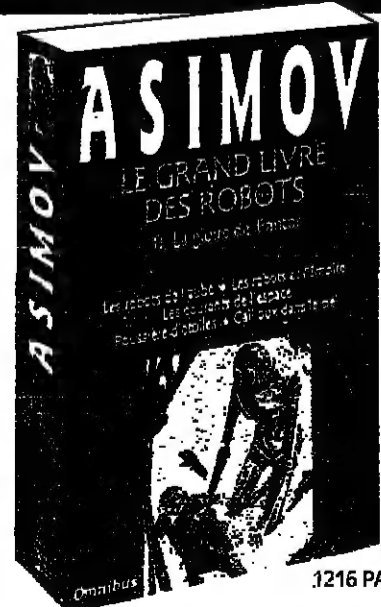
En 1992, Avignon se situe quelque part entre Séville, Barcelone et l'Amérique latine. Cinq centième anniversaire du voyage de Colomb, Exposition universelle, Jeux olympiques, le festival est à la fois d'Espagne et d'Amérique. Le Catalan Lluís Pasqual met en scène le Chevalier d'Olmedo du Castillan Lope de Vega dans la Cour d'honneur et dirigera l'Argentin Alfredo Alcon sur des textes de Federico Garcia Lorca. Georges Lavaudant se souvient du Mexique dans Terra Incognita. La tragédie de la rencontre

des deux mondes s'entendra à travers l'exploration des musiques africaines d'Amérique. Mais Avignon en 1992, c'est aussi la dernière année du directeur Alain Crombecque, qui propose une rétrospective de ses neuf festivals ; de la danse avec Jean-Claude Gallois, de la musique contemporaine avec les créations du centre Acanthes. Et surtout une image du théâtre tel qu'il se crée en France. Cinq artistes - acteurs, chorégraphes, danseurs - cinq itinéraires exigeants et discrets.

Pages 27 à 42

OMNIBUS

GROS LIVRES
POUR LECTEURS VORACES



56 TITRES PARUS / PRESSES DE LA CITÉ

Algérie : M. Ghazali a démissionné

M. Abdesslam, premier ministre.

Lire page 26

La Serbie, forteresse assiégée

Lire page 5 l'article de FLORENCE HARTMANN

Les comptes de France Plus

Une gestion sévèrement critiquée.

Lire page 11 l'article de PHILIPPE BERNARD

POINT

Le nouveau code pénal

page 9

Lire également page 8 l'article de GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 36

« Le Monde immobilier », pages 16 et 17
« Le Monde des carrières », page 18

DÉBATS

Inventer une autre Europe

par Jean-Pierre Chevènement

La France traverse une passe difficile de son histoire. Sa politique étrangère est en crise. Dans le pays lui-même, l'explosion des corporatismes révèle la crise de l'idée républicaine et l'affaiblissement du sens civique.

Le traité de Maastricht ouvre-t-il une issue à la mesure des défis de notre temps ou bien n'est-il qu'une fuite en avant, voire un trompe-l'œil ?

C'est à cette question que chaque citoyen devra répondre, en son âme et conscience, le 20 septembre prochain. Chacun accomplira un geste historique, dépassant, par la force des choses, le clivage droite-gauche.

Rien ne serait plus désolant que de se déterminer d'abord par rapport à des enjeux de politique politicienne, quand il s'agit de l'avenir de la démocratie, de l'équilibre des pouvoirs, de la conception que nous nous faisons de l'Europe, et de la France elle-même.

Les positionnements tactiques manquent de dignité. Chacun doit aller, quoi qu'il lui en coûte, au bout de ses convictions.

Bien sûr, il faut aussi raisonner en dynamique : « Qu'arrivera-t-il si Maastricht est ratifié en l'état ? Et inversement, s'il ne l'est pas, comment remettre sur pied la construction européenne ? »

Quatre crises

prévisibles

Que Maastricht soit ratifié en l'état, et l'Europe s'écroulerait, je crois, vers une quadruple crise :

1) Crise économique et sociale d'abord : les critères fixés pour l'Union économique et monétaire (réduction de l'inflation, du déficit budgétaire, de l'endettement public, stabilité des taux de change et d'intérêt) imposent dans tous les pays d'Europe un concours de rigueur.

Du fait même de l'interdépendance des économies, il en résultera un puissant effet déflationniste. Les perspectives d'une reprise s'éloignent encore. Les fractures sociales s'élargissent. Partout, l'extrême droite en fera son miel.

2) Crise diplomatique ensuite : équilibre précaire entre les arrière-pensées des différents pays signataires, le traité de Maastricht ne résistera pas à son application.

Un habillage européen est nécessaire à l'Allemagne pour rendre acceptable le retour de sa puissance en Europe. En France, l'absence d'un véritable projet national se déguise sous l'apparence d'un grand dessein de substitution et sous la réalité d'une recombinaison de politique intérieure.

L'Italie (ou plutôt ses oligarchies) espèrent trouver dans l'Europe de Maastricht une discipline extérieure que le peuple italien, par lui-même, n'accepterait pas.

L'Espagne mais aussi le Portugal, l'Irlande et la Grèce entendent obtenir le maximum d'aides du Fonds de cohésion européen en échange du minimum de contraintes sur leur politique intérieure. C'est une nouvelle version de « l'Allemagne paiera », maxime sur laquelle la France d'après 1918 avait fondé son avenir, avec le succès qu'on sait.

Naturellement, l'Allemagne, sollicitée ailleurs, ne paiera pas autant qu'on l'attend, même secourue par la France. Déjà, la Banque des règlements internationaux, reflétant les vues de la Bundesbank, a fait connaître ses alarmes : aucun

laxisme ne sera toléré dans l'application de l'Union économique et monétaire.

Une grave crise diplomatique interne à l'Europe de Maastricht se profile donc dès aujourd'hui à l'horizon. Alain Minc suggérerait dans ces colonnes que la France ratifie Maastricht, pour laisser ensuite l'Allemagne porter le chapeau de l'échec.

Etrange conception de la construction européenne...

De cette Europe-là, l'Angleterre a, bien sûr, gardé ouverte pour elle la porte de sortie.

3) Une crise, institutionnelle celle-là, est inscrite en filigrane du traité de Maastricht. L'architecture de celui-ci repose sur deux conceptions antagonistes : l'une, supranationale, est celle de la Commission. L'autre, intergouvernementale – ou confédérale –, est celle des nations les plus anciennement constituées.

De ce mariage contre-nature résulte l'abîme du « déficit démocratique ».

L'union monétaire sous l'égide d'une banque centrale indépendante est moins le couronnement de l'union économique que le levier d'une union politique fédérale à laquelle les supranationalistes ont dû, provisoirement croient-ils, renoncer. Le Parlement européen, par ailleurs, n'est doté de quelques prérogatives supplémentaires que pour donner à la Commission l'apparence d'un gouvernement européen légitime. L'inevitable élargissement de l'Union hâtera la crise de ses institutions.

4) La quatrième crise, existentielle, est inscrite dans la conception, dépassée avant que d'être née, qui est au principe même de Maastricht. Le traité, en faisant passer l'union économique et monétaire des Douze – les pays de la petite Europe, celle de la guerre froide, – avant un dessein de recombinaison de l'Union européenne, a mis la charrette devant les bœufs.

Au lieu d'enrayer la décomposition de l'Europe de l'Est qui s'accélère, il creuse le fossé. Loin d'être un môle pour un élargissement ultérieur, l'Union économique et monétaire crée un dojon financier autour duquel les nations sont cordialement – invitées à se regrouper.

Où est la capacité d'anticipation politique là-dedans ?

Ainsi que les pays qui sortent du communisme subissent de plein fouet les conséquences d'une libéralisation et d'une décompression brutales, l'Europe occidentale se concentre encore une fois sur la chimère d'une monnaie unique, qui l'occupait déjà au début des années 70 (plan Werner).

Elle s'enferme dans une logique de récession, au lieu de prendre une initiative pan-européenne de croissance, qui, en aidant les pays de l'Europe centrale et orientale à sortir de leur marasme, l'aiderait elle-même à endiguer le flot montant du chômage.

Au lieu de procéder à une « nouvelle donne », il ferait de l'Europe toute entière le grand marché du vingt et unième siècle – sans oublier d'y associer la rive sud de la Méditerranée, – Maastricht nous dote d'un projet libéral étié pour l'an 2000.

Le démembrement de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, deux États que la France avait jadis portés sur les bords baptismaux, montre que l'Europe de Maastricht, parce

qu'elle n'a pas d'autre identité que celle d'un billet de banque, est incapable d'exporter le modèle de la nation citoyenne, et d'ouvrir ainsi la voie à une véritable confédération.

La fin de la guerre froide marque le retour aux guerres chaudes en Europe et Maastricht n'a pas enrayer le processus, bien au contraire.

Renégocier

Faut-il ratifier dans ces conditions ?

Une renégociation ne serait-elle pas plus salutaire qu'une succession de crises dès aujourd'hui prévisibles ?

Le non danois oblige de toute façon à renégocier, sauf à vouloir mettre le peuple danois à la question jusqu'à ce qu'il réponde oui, ou à vouloir l'exclure du cercle de famille.

Il ne serait pas déshonorant pour des démocrates de tenir compte d'un débat, sur un sujet si capital, dont chacun, aujourd'hui, s'accorde à reconnaître qu'il n'avait jamais encore eu lieu auparavant.

Pourquoi par exemple vouloir interdire aux Parlements nationaux de se saisir en 1997 de la question centrale, qui est celle du passage à la monnaie unique ? Curieuse conception de la démocratie que celle qui prétend rendre irréversible un choix qui devrait être fait cette année à la hâte et dans le noir, pour une application effective qui n'interviendra qu'à la fin du siècle !

Les États-Unis ont mis cent trente ans avant de se doter du Federal Reserve Board, créé en 1912 seulement. Pourquoi tant de précipitation ? Ne serait-il pas plus sage de « donner du temps au temps » ?

Pas plus que l'échec de la CED n'avait empêché la dynamique européenne de reprendre son cours (le traité de Rome a été signé trois ans plus tard), pas davantage la renégociation de Maastricht ne nuirait à l'Europe, bien au contraire.

Elle permettrait de mieux cerner les objectifs et d'associer les peuples dans une démarche à la fois raisonnée et partagée.

Réalisme

et démocratie

Deux défis majeurs sollicitent l'Europe : on son sein, un chômage de masse ; à ses portes, à l'Est comme au Sud, une instabilité grandissante, qui peut à nouveau la faire chavirer.

La politique étrangère et de sécurité commune est certes lourde. Elle peut s'avérer paralysante (on l'a vu dans l'affaire yougoslave). Mais elle n'est que victorieuse. Elle sera vraiment ce qu'on en fera.

Il en va tout différemment pour l'Union économique et monétaire. A défaut de revoir les critères et les échéances, il faudrait à tout le moins réintroduire le rôle du Parlement national dans le passage à la troisième étape (celle de la monnaie unique). Cette perspective, seule, pourrait tempérer l'ardeur des monétaristes.

Avant de présenter les trois axes d'une renégociation dont il vaudrait mieux qu'elle intervienne tôt que tard, je voudrais faire l'éloge du réalisme qui, en politique, n'est pas l'ennemi de la démocratie, bien au contraire.

Il faut faire l'Europe avec les peuples et non pas sans eux, encore moins contre eux. Chacun a son histoire, ses références, sa langue,

son rythme. Chacun est exposé à des secousses particulières : la France en 1968, l'Allemagne depuis la réunification.

Il est de bon ton de moquer, comme des archaïsmes, les souverainetés et les monnaies nationales, et bien sûr les frontières. Mais ce sont des souplesses bien utiles, des amortisseurs indispensables dans la vie des peuples.

La souveraineté est l'art de rendre égales les choses inégales : les Danois s'en sont souvenus. En cas de crise grave (les événements de 1968 en France), une dévaluation de la monnaie vaut mieux qu'un ajustement douloureux et prolongé. S'il avait existé des frontières en Bosnie-Herzégovine, la guerre n'y aurait pas eu lieu. Même dans la vie commune, un certain quant à soi mérite d'être préservé. Etrange méconnaissance de l'histoire et des cultures, qui fait considérer l'Europe comme une table rase ou comme un espace homogène.

Il n'y a pas d'idéal qui vaille quand il méconnaît le réel.

Trois réorientations

Pour construire une Europe réaliste et démocratique à la fois, je propose trois réorientations majeures :

1) Simultanément revoir l'union monétaire et lancer une initiative européenne de croissance.

a) Revoir l'union monétaire. Les critères de Maastricht, imposés par la Bundesbank, tournent le dos au bon sens. De combien de millions de chômeurs supplémentaires faudra-t-il payer l'ajustement de technocrates asservis aux exigences du capital financier ? Même l'Italie, membre fondateur de la CEE, devrait faire antichambre à la porte de l'UEM. Cinq pays tout au plus – Allemagne, Benelux, France – seraient éligibles à l'écu.

Mieux vaut concevoir un système de parités fixes et ajustables, sorte de Bretton-Woods européen, destiné à apaiser progressivement les monnaies des pays qui auraient acquis la capacité d'en faire partie. L'écu serait la monnaie commune. Il entrerait dans la composition des réserves des banques centrales. Un mécanisme de compensation inspiré de l'Union européenne des paiements, qui rendit jadis tant de services dans la reconstruction de l'Europe occidentale, faciliterait l'intégration de l'Europe de l'Est et du Maghreb dans le marché européen. Resterait à imaginer un « plan Marshall » européen pour faciliter les financements.

b) Une initiative européenne de croissance s'impose en effet, aussi bien pour faire reculer le chômage à l'Ouest que pour stabiliser les démocraties nouvelles à l'Est et au Sud. Elle servirait aussi de locomotive à une reprise de l'activité économique mondiale.

Une telle initiative devrait favoriser un nouveau modèle de développement et reposer sur des projets concrets : réseaux TGV, sécurité nucléaire, environnement, réhabilitation des chemins de fer et des villes en Europe de l'Est, dépollution de la Méditerranée, politique industrielle dans les secteurs sensibles (automobile, électronique, aéronautique), préservation d'une industrie de défense européenne, projets spatiaux, aménagement du territoire (zones de conversion, régions périphériques, espace rural), politique sociale, tendant à réorganiser le

processus de travail, à en aménager le temps, à mieux utiliser les compétences aujourd'hui négligées, bref, à faire intelligemment reculer le chômage. Enfin politique commerciale, permettant de préserver nos équilibres sociaux et de gérer, de manière équilibrée, nos relations avec le Japon et les États-Unis.

Parce qu'une relance par l'investissement implique des financements considérables (de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de francs par an), elle devrait reposer sur des politiques budgétaires coordonnées. Une telle politique d'inspiration clairement keynésienne, appuyée sur de grands projets de développement ou de mise à niveau, implique évidemment une rupture avec les critères de Maastricht et avec les modes de pensée monétaristes : soumission aux marchés financiers et sélection de projets en fonction de la seule rentabilité à court et à moyen terme.

Un système de garantie des investissements en Europe de l'Est et au Maghreb complèterait heureusement le dispositif : pour encourager nos entreprises à investir, il faut mutualiser les risques. L'Europe véritable a besoin d'imagination et d'audace. Il lui faut un autre horizon que la lueur de l'écu. Pour mobiliser les peuples, il faut donner à l'Europe un contenu positif. Un billet de banque ne saurait résumer son identité.

2) Affirmons clairement la vocation confédérale de l'Europe. Le plus tôt sera le mieux pour couper court aux querelles théologiques et aux cafoillages. L'élargissement prévu et prévisible de l'Europe s'ores et déjà périmé l'idée d'un État supranational confiné à la petite Europe. Ouvrons certaines sessions du conseil européen ou des conseils des ministres aux dirigeants des nouvelles démocraties. Sachons développer avec elles des coopérations à géométrie variable. En relançant la croissance, nous offrirons aussi à ces pays des débouchés. Ils apprendront ainsi à travailler. Au total, leur développement servira le nôtre. La grande Europe ouverte vers l'Est et vers le Sud sera non seulement demain le plus grand marché du monde mais aussi celui dont la croissance sera la plus rapide.

A cela, une condition : que le réveil des nationalismes et des conflits ethniques ne remette pas en cause les fragiles équilibres de l'Europe. Même récentes, les frontières politiques sont intangibles, sauf accord mutuel pour les modifier. Encore faut-il que les droits des minorités soient préalablement garantis, ce qui n'était pas le cas en Yougoslavie. Le modèle français de la nation citoyenne ne peut triompher sans une longue éducation à la vie commune. Aux deux principes posés par la CSCE l'Europe a intérêt à rester fidèle. Prospérité et sécurité vont de pair.

3) La construction européenne doit se faire avec la démocratie et non pas à ses dépens.

Il est nécessaire de définir restrictivement les compétences des institutions européennes et le cadre dans lequel elles sont habilitées à intervenir.

Il faut rétablir le rôle des Parlements nationaux, non seulement en les associant à l'élaboration des textes dits communautaires, mais en soumettant à leur ratification les actes essentiels. Parce que les Parlements nationaux expriment pour

l'essentiel la légitimité populaire, il faut privilégier la coopération des exécutifs et des législatifs nationaux sur la délégation systématique à des instances technocratiques, soustraites au contrôle des assemblées élues, et qui rendent leurs décisions dans l'opacité et l'arbitraire.

Sur les seules décisions qui seront déléguées à l'échelon communautaire, sur la base de règles clairement définies, il faudra organiser un contrôle public et démocratique. La légitimité du Parlement européen n'a pas aujourd'hui de réalité. Je serais partisan, une fois redéfinies les compétences des institutions européennes d'être les députés européens dans des circonscriptions, chaque pays disposant d'une représentation proportionnelle à sa population. Au moins les députés européens auraient-ils des comptes à rendre aux citoyens.

La dérive accélérée des institutions européennes vers une démocratie purement juridique ou juridique n'est pas acceptable. La démocratie citoyenne, celle de la volonté générale, est trop ancrée dans notre tradition pour que le peuple français mais aussi beaucoup d'autres peuples européens acceptent sans réagir de se voir déposséder de leurs droits civiques, et leurs élus réduits au rôle de potiches.

Sinon l'arrogance des technocrates ne connaîtrait plus de bornes. L'inégalité devant la justice – *a fortiori* européenne – consacrerait le règne des oligarchies. Le citoyen garderait certes son bulletin de vote, mais la contrainte dite « européenne » ayant pris le visage de la fatalité antique, son vote serait privé d'effet. Le rideau du surmarché tomberait sur la scène désormais désertée de la démocratie.

Revenons sur terre. L'Europe de Maastricht repose sur la croyance à un au-delà prochain des nations. L'idéologie post-nationale fleurit chez nous, alors même qu'elle est jossée de mode, là où elle était née, de l'autre côté du Rhin après 1945.

Au fidéisme maastrichtien et à la croyance aux miracles, opposons la méthode expérimentale : partons des réalités, c'est-à-dire des nations, briques de base de la démocratie, pour donner corps et vie à l'idée européenne et l'identifier aux vœux de peuples à des projets et à des valeurs dignes d'inspirer l'enthousiasme.

Une Europe « européenne », démocratique et sociale, implique une France consciente d'elle-même.

Les valeurs de citoyenneté, de laïcité, d'antiracisme font corps avec l'héritage de la République. Elles ne se retrouvent pas dans l'Europe de Maastricht. La France est en Europe une puissance de mesure et d'équilibre. Elle est, par sa position géographique, une charnière essentielle entre le Nord et le Sud, qu'une fracture toujours plus profonde tend à séparer. Sur son rôle propre repose, en priorité, l'avenir de la francophonie.

C'est parce que je crois en la France que je ne me résigne pas à l'Europe de Maastricht.

Et quelque chose me dit que le peuple français, tout assommé qu'il soit, comme aux plus beaux jours du Golfe, d'une propagande à sens unique, a envie, lui aussi, d'inventer une autre Europe.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- Association Hubert-Beuve-Méry
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 112, r. M.-Gustave 94852 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	800 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour tous abonnements, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros propres en capital à l'impression.

PP. Plus 10% 201 MCM 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Gulu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Farenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

100 000 150

La fin de la réunion annuelle des chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés

Le sommet annuel des chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industriels (G7) devait s'achever mercredi 8 juillet, officiellement en milieu de journée avec la publication du communiqué économique, officiellement en début de soirée après la rencontre avec le président de la Russie, M. Boris Eltsine. Les dirigeants des Sept devaient immédiatement se rendre à Helsinki (Finlande), où se rencontrent jeudi et vendredi les 52 membres de la CSCE (Conférence sur la sécurité

et la coopération en Europe). Les grands pays industrialisés ont publié, mardi 7 juillet, une déclaration spécifique consacrée à la Yougoslavie ainsi qu'une déclaration politique rappelant les dangers de la prolifération nucléaire, et demandant un renforcement de la mission de paix de l'ONU.

Mardi 8 juillet, le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, a déclaré que M. Boris Eltsine avait accepté le plan d'allègement de la dette de l'ex-URSS, dont les détails devaient être

connus en fin de journée. Le communiqué économique, publié mercredi, met l'accent sur la nécessité d'agir ensemble pour que « la reprise l'activité se renforce et la croissance reprenne », notamment en « réunissant les conditions pour un abaissement des taux d'intérêt ». A propos du GATT, les Sept n'ont pu constater leur incapacité à résoudre leur différend commercial et se sont engagés, une nouvelle fois, à obtenir une conclusion de l'Uruguay Round avant la fin de l'année.

La création d'un fonds multilatéral destiné à améliorer la sécurité des centrales nucléaires d'Europe centrale et orientale a été décidée : ce fonds, doté d'apports des différents Etats et d'un mécanisme multilatéral, dont le montant n'est pas encore connu, sera géré par le G-24 (organe de coordination de l'aide à l'Est) ainsi que par la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

Les Sept s'engagent à soutenir les réformes de M. Eltsine

MUNICH
de notre envoyé spécial

Arrivé dès mardi soir à Munich afin de rejoindre les sept chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus industrialisés, le président russe devait obtenir une déclaration favorable à un allègement de la dette des Républiques de l'ex-URSS. Il attendait « de bons résultats tangibles », ainsi qu'il l'avait déclaré à Moscou avant de prendre l'avion. A son arrivée, il a reçu « un signal puissant d'encouragement aux réformes démocratiques », selon l'expression de M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain.

L'an dernier, M. Mikhail Gorbachev était reparti quasiment bredouille du sommet de Londres. Cette année, pour ce premier sommet de l'après-soviétisme, il y a « une chance historique d'établir un partenariat économique Est-Ouest », a plaidé M. Major, le premier ministre britannique. Les Sept sont unanimes sur ce thème. Le sommet de Munich doit « jeter les bases d'une conception d'aide globale à l'Est », a expliqué M. Dieter Vogel, le porte-parole allemand.

L'accord conclu dimanche dernier entre le FMI (Fonds monétaire international) et le gouvernement russe constitue le premier pas vers le déblocage de l'aide occidentale d'un montant total de 24 milliards de dollars, annoncée en avril dernier, mais restée jusqu'ici en suspens, en dehors du versement de plusieurs crédits bilatéraux inclus dans le total. Un plan en

trois phases a été défini (le Monde du 7 juillet), qui va permettre de placer la Russie au rang des clients normaux du FMI, puis d'aider à la stabilisation du rouble. Des plans similaires sont évoqués pour les autres Républiques.

On ne connaissait pas encore mercredi matin les détails de l'accord, notamment les conditions précises posées par le FMI à l'octroi de son aide. M. Eltsine devait les exposer lui-même mercredi. Mais on supputait qu'elles comporteraient une réduction du déficit budgétaire (actuellement évalué à 17 % du PIB, le produit intérieur brut), de l'inflation (actuellement de 15 % à 20 % par mois). Bien entendu, on attendait également M. Eltsine sur l'avancée des réformes structurelles (libéralisation progressive des prix de l'énergie, privatisations...).

Du côté occidental, les membres du G7 s'engagent à mettre en œuvre une série d'aides financières et techniques (par exemple dans le domaine de l'énergie) qui seront d'ordre public ou privé. Les gouvernements ont souligné dans leur déclaration leur volonté d'appuyer les entreprises de l'Ouest pour établir des coopérations à l'Est. Concernant la dette de la CEI - évaluée à environ 70 milliards de dollars -, les Sept ont annoncé leur appui au principe d'un allègement. Pour le moment, ils renvoient M. Eltsine devant le Club de Paris, qui rassemble l'ensemble des créanciers officiels. Mais personne ne doute du résultat malgré les réserves japonaises : « Nous espé-

rons qu'il y aura un ajustement général au Club de Paris », a avancé M. Baker.

Le sous-secrétaire américain au Trésor, M. David Mulford, s'est montré optimiste sur le processus de réformes en Russie, a évoqué un allègement du service de la dette de 2,5 milliards de dollars pour l'année 1992, soit la somme prévue dans le « paquet » de 24 milliards. Le terme d'« allègement » reste vague : il peut s'agir d'un délai de paiement des intérêts ou du capital de la dette, ou bien d'une véritable remise de cette dette.

Ne pas oublier
les pays en développement

Aidant les pays de l'Est, il fallait montrer au monde en développement qu'on ne l'oubliait pas. A cet égard, deux décisions ont été prises qui constituent, aux yeux de Paris, « un résultat très satisfaisant ». Concernant les pays les plus pauvres d'abord, le mécanisme dit de « facilité renforcée d'ajustement structurel » qui autorise un pays à emprunter à coût réduit auprès du FMI, est renouvelé pour un an. Cette décision s'applique en particulier aux pays subsahariens, selon M. Jean Musitelli, le porte-parole français.

En second lieu, les pays qui sont un peu moins pauvres (pays dits à revenu intermédiaire de la tranche inférieure) continueront de bénéficier d'un réexamen au cas par cas de leur dette. Pour la Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Congo, cet examen a déjà été positif.

La Japon a pour sa part annoncé la création d'une enveloppe de dons de 700 millions de dollars au profit de l'Afrique, déboursable au cours des trois prochaines années.

Sur l'autre sujet majeur de Munich, le GATT - les Sept ne sont pas parvenus à s'entendre. Les conseillers personnels (les « sherpas ») se sont réunis mardi dans la soirée pour tenter de rapprocher les positions, mais le communiqué final se borne à annoncer l'espoir de la conclusion des négociations avant la fin de l'année.

Un compromis a finalement été trouvé sur la question des centrales nucléaires à l'Est. Américains et Japonais s'étaient déclarés peu favorables à la proposition européenne de créer un fonds multilatéral doté de 700 millions de dollars d'aide pour rendre les centrales nucléaires de l'Est plus sûres. Ils craignaient officiellement de créer une nouvelle administration « bureaucratique ». Officieusement, ils refusaient de confier cette gestion multilatérale à la BERD.

Echec
sur le GATT

Les partisans de ce projet, la Commission européenne, la France et l'Allemagne, faisaient valoir qu'il ne s'agit en aucun cas de créer une nouvelle organisation et ils soulignent que l'aide est actuellement exclusivement fournie par la Communauté européenne (270 millions de dollars engagés en 1991 et 1992) et environ 130 millions de dollars prévus en 1993.

Sur ce dossier, outre les réticences envers la BERD, il faut comprendre que l'aide bilatérale permet de promouvoir les industriels nationaux. Un accord minimal a cependant été trouvé mercredi sur ce problème qualifié d'« urgent » par le chancelier Kohl, le G-24 (organe créé lors du sommet de l'Arche de la Défense en 1989 pour coordonner l'aide à l'Est) et la BERD ayant été chargés d'assurer une coordination des politiques bilatérales et une gestion de quelques crédits multilatéraux.

L'échec est en revanche, consommé sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Sans doute le G7 n'est-il pas le lieu d'une négociation, les sommets étant des instances de discussion. Mais les efforts de M. Kohl comme ceux de M. Delors semblent être restés vains. En fait, les positions sur le différend agricole - qui bloquent l'ensemble de la négociation du GATT - sont désormais assez proches. La réduction des exportations européennes subventionnées de céréales devrait atteindre 24 %, exigent les Américains, 20 %, acceptent les Européens : la différence est désormais minime. Mais la France demeure figée ; les six homologues de M. Mitterrand ont compris ses difficultés et ils accepteraient d'attendre que le référendum sur Maastricht soit passé.

ERIC LE BOUCHER

Le chancelier et le petit rat

MUNICH
de notre envoyé spécial

M. Kohl et le chancelier s'étaient les ballons. Les écoles de danse allemandes se faisaient ainsi de recevoir des subventions de l'Etat fédéral, alors que la culture relève ici du pouvoir et de l'argent des Länder.

Pour honorer ses invités, M. Kohl les a conviés à un spectacle qui précède le dîner, mardi soir, offert par le ministre-président de la Bavière, en présence de M. Boris Eltsine. Il a été présenté dans le théâtre des Cuviers, situé à l'intérieur de la Residenz, l'immense palais de la famille des Wittelsbach, princes-électeurs et rois de Bavière, où s'est déroulé le sommet. La délicate théâtre, une merveille de l'art rococo, avec ses rouges, ses ors et ses angelots confèrait un côté charmant qui tranchait avec le grand trépas du G7.

Des pièces courtes ont été données, préparées par les ballets des différentes capitales régionales. A la fin de la première, dansée par l'Ecole de Munich, les plus jeunes élèves ont présenté des bouquets de fleurs aux épouses des chefs d'Etat et de gouvernement. La salle a souri. Les dames ont remercié les petites filles par un baiser. Le chancelier n'a pu résister. Et l'on a vu le petit rat disparaître entièrement dans les grands bras du géant. La salle a ri. Alors, comme ému d'avoir osé, le chancelier a rougi...

E. L. B.

Les principaux extraits de la déclaration de politique générale

Vers un nouveau partenariat

« L'Est. - (...) Les pays d'Europe centrale et orientale et les nouveaux Etats de l'ex-Union soviétique sont confrontés à d'immenses défis. Nous leur apporterons notre soutien à mesure qu'ils progresseront vers l'établissement de sociétés pleinement démocratiques et vers la liberté politique et économique. Nous les encourageons à créer un cadre constitutionnel et juridique stable pour leurs programmes de réformes et saluons leurs efforts de réduction substantielle de la part des dépenses publiques consacrées au secteur militaire (...) »

« Maastricht. - « Le traité signé à Maastricht est une mesure historique sur la voie de l'union européenne. Sa mise en œuvre renforcera la stabilité politique sur le continent européen et offrira de nouvelles chances de coopération (...) »

« OTAN. - « La création du Conseil de coopération de l'Atlantique nord a renforcé les relations de coopération entre l'Alliance atlantique, les pays de l'Europe centrale et orientale et les Etats de l'ex-Union soviétique. L'UEO renforce, elle aussi, ses relations avec des pays d'Europe centrale et orientale (...) »

« CSCE. - (...) Tous les Etats de la CSCE doivent régler leurs différends par des moyens pacifiques et garantir un traitement égal à toutes les minorités. Nous appelons le sommet de la CSCE à Helsinki à adopter des décisions renforçant les capacités de la CSCE en matière de prévention des conflits, de gestion des crises et de règlement pacifique des différends. Nous appelons également la création d'un forum de coopération en matière de sécurité au sommet de Helsinki. Nous accueillons favorablement les décisions prises récemment par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN et de l'UEO quant au soutien des opérations de maintien de la paix menées sous la

responsabilité de la CSCE. (...) »

« Russie. - « Nous nous félicitons de l'attachement de la Russie à une politique étrangère fondée sur le principe du droit et de la justice. Nous sommes convaincus que cela constitue une base pour l'entière normalisation des relations russo-japonaises par le règlement de la question territoriale (...) »

« TNP. - (...) Nous appelons instamment les pays qui ne sont pas encore parties prenantes au traité de non-prolifération nucléaire (TNP) à y adhérer. Nous espérons y voir adhérer prochainement, en tant qu'Etats non nucléaires, la Biélorussie, l'Ukraine, le Kazakhstan, ainsi que les autres Etats non russes de l'ex-Union soviétique (...) »

« Nucléaire. - « Le monde exige que l'action la plus efficace possible soit menée pour contrôler les matières nucléaires et pour détecter ou prévenir le transfert ou la production illicite d'armes nucléaires (...) Nous sommes favorables à ce que l'AIEA soumette des cas non résolus de prolifération au Conseil de sécurité des Nations Unies (...) »

« Armements. - « Les accords de contrôle des armements signés par l'ex-Union soviétique, notamment les traités START et CFE, doivent entrer en vigueur (...) »

« ONU. - « Nous apportons notre soutien aux mesures prises par le secrétaire général des Nations unies en vue de réformer l'organisation, y compris la nomination d'un coordinateur de haut niveau pour les secours d'urgence. Le rapport du secrétaire général, « un calendrier pour la paix », constitue une contribution précieuse (...) Nous l'assurons de notre pleine disposition à fournir la soutien politique et les ressources nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales (...) »

Munich, sommet morose

Suite de la première page

Le sommet du G 7, qui devait donner le signal d'un nouveau départ, n'est pas arrivé à enlever un pessimisme général. Mardi matin, la déclaration consacrée à la Yougoslavie a une nouvelle fois confirmé la difficulté de trouver des réponses aux crises qui surgissent. Le constat n'est guère plus encourageant sur la capacité des pays industrialisés de retrouver la vigueur économique qui les aiderait à franchir le cap.

Dans leur déclaration politique, les chefs d'Etat et de gouvernement rappellent que « la liberté politique et la liberté économique sont étroitement liées » et que le respect des droits de l'homme est un des critères importants pour l'octroi d'une aide économique. Ils soulignent que « sont apparus instabilités et conflits nouveaux dus à une résurgence du nationalisme et à des tensions inter-ethniques ». Ils insistent sur la nécessité pour tous les nouveaux Etats de « régler leurs différends par des moyens pacifiques et garantir un traitement égal à toutes les minorités ».

Un long chapitre de la déclaration est consacré à rappeler les dangers de la prolifération d'armes nucléaires et de destruction massive et l'importance d'un contrôle effectif des armements. Les nouvelles Républiques de l'ancienne Union soviétique, autres que la Russie, sont d'ailleurs invitées avec insistance à renoncer à tout armement nucléaire. Et pour finir, chose inédite dans ce genre de rencontres, les Sept se tournent vers l'Organisation des Nations unies et souhaitent la voir renforcée dans sa mission de paix.

Le président Boris Eltsine, qui vient d'effectuer une visite triomphale aux Etats-Unis où l'on s'est efforcé de lui faire oublier les déboires de séjours précédents, reste toujours un peu une sorte de « bébé chouchou ». Il a fini par forcer le respect mais les attitudes à son égard restent ambiguës. On ne lui fait pas tout à fait confiance, mais, comme le notait un responsable occidental, « on a encore plus peur à l'idée qu'il puisse un jour disparaître, balayé par ceux qui n'attendent qu'une occasion pour enterrer la courageuse politique de réformes engagée sous la conduite de son premier ministre, M. Egor Gaidar ».

M. Boris Eltsine était attendu comme le « messie » pour révéler un sommet qui finirait par assouplir sur l'économie mondiale. Il est venu sans fanfare et sans trop de protocole prendre sa place parmi les grands de ce monde lors du banquet qui leur était offert par le chef de gouvernement de Bavière sous l'immense voûte de la salle d'apparat de sa résidence. M. Eltsine arrivait directement de Moscou où il avait rencontré les responsables des autres Républiques de la CEI. Au milieu de cette société chamarrée, en smoking et robes longues, celui que l'on baptise le nouveau « tsar » était le seul en simple costume, dans la tradition des dirigeants de la défunte Union soviétique.

Le chef de la Russie avait fait savoir tout haut avant son départ qu'il n'arrivait pas en quémendeur et que Moscou préférerait toujours renoncer aux offres d'aide qui lui étaient faites plutôt que d'accepter des conditions humiliantes. Il a refusé le marché, avant de quitter Moscou que l'important pour le bien de tous était de permettre à la Russie de prendre sa place dans la communauté internationale.

Il a souligné que, si on avait entamé la guerre froide, la ligne de fracture entre l'Est et l'Ouest n'aurait pas encore disparu. Rejetant les prétentions du Japon à lier le problème des Kouriles, ces îles japonaises occupées par l'armée rouge après la guerre, à celui de l'aide à apporter à l'ex-URSS, il a indiqué qu'il ne venait pas à l'idée qu'il ne se contentait territoriaux.

Un crédit
forcé

Malgré leur bonne volonté, les Sept n'étaient pas décidés à tout lui passer. Ils lui ont demandé dans leur déclaration politique d'appliquer un différend sur les Kouriles les principes du droit sur lesquels il prétend fonder sa nouvelle politique étrangère. C'était le minimum que réclamaient les Japonais dont le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, s'est du coup déclaré prêt à aider la Russie à réaliser ses objectifs économiques. Moscou s'est également vertement fait tancer, notamment à la

demande du président Mitterrand et du chancelier Kohl, pour son refus d'engager le retrait des troupes de l'ancienne armée soviétique encore stationnées dans les Républiques baltes (voir l'article de Françoise Nieto).

Les Occidentaux n'ont pas d'autre choix cependant que de faire crédit, au propre comme au figuré, au président russe. Après l'accord conclu dimanche dernier entre les dirigeants russes et le Fonds monétaire international, les Sept étaient prêts à une certaine souplesse, notamment en matière de rééchelonnement de la dette.

Les membres du G 7 n'ont pas suivi la proposition américaine d'engager tout de suite Moscou dans leur club restreint, mais ils veulent développer avec elle une véritable relation de partenariat fondée sur la reconnaissance des intérêts mutuels. L'idée est de renforcer la confiance de la Russie en elle-même. Il faut éviter, disait un haut responsable occidental, que, comme dans d'autres régions de l'Est, « il n'y ait plus que le nationalisme qui compte ».

L'insoluble
cas yougoslave

La réunion des Sept n'a pas apporté à propos de l'ex-Yougoslavie de nouveautés majeure. Le texte qui lui a été consacré à Munich reprend pour l'essentiel la déclaration faite par les dirigeants européens à Lisbonne, avec la menace d'un recours éventuel à la force pour garantir l'acheminement de l'aide humanitaire à la Bosnie-Herzégovine. L'envoi de secours dans le sillage de la visite surprise de M. François Mitterrand est jusqu'ici le seul résultat tangible obtenu par la communauté internationale. Les Sept entendent le poursuivre et l'étendre à d'autres villes de Bosnie. Ils mettent en garde quiconque s'en prendrait aux vols et aux convois humanitaires ou aux soldats de l'ONU qui les protègent.

S'il attribue la plus grande responsabilité aux Serbes, le texte de Munich met en cause aussi les Croates et demande aux uns et aux autres de respecter l'intégrité territoriale de la Bosnie. MM. Douglas Hurd et Roland Dumas en particulier, les ministres britannique et français des affaires étrangères, ont estimé que la Croatie « n'est pas exempte de reproche ». A la demande de la France, le texte évoque également sans précision la possibilité de mettre sur pied à terme une conférence internationale qui associerait les instances européennes s'efforçant de dégager une solution politique - la conférence Carrington - et « les autres pays concernés sous

l'égide des Nations unies ».

La Yougoslavie est l'exemple type de ce que l'on redoute de voir se propager dans l'est du continent : des conflits nationalistes que l'on sait pour l'instant ni prévenir ni régler. Les dirigeants présents à Munich, à l'exception du premier ministre japonais, devaient partir mercredi soir pour Helsinki où pendait les deux jours suivants ils discuteraient avec leurs homologues de tous les autres pays d'Europe occidentale et orientale des moyens de mieux assurer la paix dans le cadre de la CSCE, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les préparatifs de cette réunion ont fait ressurgir le traditionnel conflit franco-américain à propos des rôles respectifs des Etats-Unis et de l'Europe en matière de sécurité.

Le dîner qui avait réuni dimanche soir à Munich MM. Bush et Mitterrand n'a peut-être pas été inutile pour dissiper certains malentendus. Le fait que la déclaration des Sept, y compris donc les Etats-Unis, qualifie le traité de Maastricht de « mesure historique » est un signe de l'évolution des esprits. Parallèlement, l'un des problèmes qui encombreront l'agenda d'Helsinki, a été réglé dès Munich : la CSCE pourra avoir recours à l'OTAN pour des opérations de maintien de la paix.

La France y était hostile, estimant que ce n'était pas la vocation de l'organisation militaire de l'alliance atlantique. Elle a assoupli sa position. Dans leur déclaration politique, les Sept se disent en effet favorables à la participation de l'OTAN et de l'UEO, l'Union européenne occidentale, à de telles opérations « la responsabilité de la CSCE ».

D'autres désaccords subsistent, à propos notamment des propositions françaises de créer des mécanismes juridiquement contraignants pour prévenir les conflits armés, ou encore à propos des suites à donner au processus de désarmement. Ils sont le reflet d'une situation qui n'est stabilisée ni à l'Est, où la désintégration du bloc communiste n'a pas encore fini de faire sentir ses effets, ni à l'Ouest, où le partage des responsabilités n'est pas encore clairement fixé. La capitale finlandaise ne sera pas plus que Munich le théâtre de la célébration dans la joie du « nouvel ordre européen » comme on l'avait espéré il y a dix-huit mois lors du dernier sommet de la CSCE à Paris.

HENRI DE BRESSON
et CLAIRE TRÉAN

150 de 140

EUROPE

La Serbie, forteresse assiégée

Isolé et affaibli, le régime de Belgrade tient bon face à une opposition divisée et encore prisonnière des mythes nationalistes

BELGRADE

de notre correspondant

Impuissant à chasser du pouvoir le président Slobodan Milosevic, le mouvement de contestation qui avait occupé pendant huit jours consécutifs le parvis du Parlement fédéral dans le centre de Belgrade s'est donc sabordé (*Le Monde* du 7 juillet). Admettant avoir «essuyé un échec», le Mouvement démocratique serbe (DEPOS) – la coalition qui avait appelé à la manifestation – estime que l'opposition a toutefois «montré sa force» et continuera à faire pression sur le pouvoir pour obtenir le départ de M. Milosevic et l'organisation de nouvelles élections à l'automne.

Si, dans les dix jours, le régime de Belgrade ne répond pas aux exigences de l'opposition, le DEPOS envisage de lui lancer un nouveau défi en appelant à la désobéissance civile, à des marches de protestation à travers la capitale et les villes de province et, en dernier recours, à la grève générale. Les étudiants qui occupent depuis trois semaines les facultés de Belgrade s'apprennent également à suspendre leurs activités jusqu'à la fin août et appelleront ensuite à la poursuite de la grève générale dans toutes les universités de Serbie.

Tout semble donc indiquer que le régime de M. Milosevic disposera de quelques semaines de répit avant d'affronter une nouvelle offensive. D'ici la fin de l'été, huit cent mille salariés seront mis au chômage technique en raison de la chute spectaculaire de la production pro-

voquée par l'embargo international imposé à la Serbie. De plus, les agriculteurs de Voïvodine, le grenier à céréales du nord de la Serbie, ont déjà commencé, ces derniers jours, à bloquer les axes routiers pour protester contre les nouvelles mesures gouvernementales imposant le rachat par l'Etat des récoltes.

Pour le moment, les dirigeants serbes cachent leur inquiétude. M. Mihajlo Markovic, le numéro deux du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir, prétend qu'il ne s'agit là que «des premiers symptômes de la crise». «L'heure où Milosevic devra partir n'est pas encore venue», ajoute-t-il. Jugant «inconstantes» les accusations de l'opposition qu'il qualifie de minoritaire, M. Markovic est persuadé que s'il y avait de nouvelles élections en Serbie, M. Milosevic les remporterait facilement.

L'assurance dont fait preuve le régime de Belgrade pourrait entraîner un durcissement de son attitude envers ses opposants. Les semaines de répit qui lui ont été offertes par une opposition renforcée mais déçue risquent de ne pas aboutir au compromis indispensable pour désamorcer la révolte qui s'annonce. M. Zoran Djindjic, dirigeant du Parti démocratique qui prône la transition douce, estime que si l'on ne parvient pas rapidement à un compromis on assistera à «une radicalisation de l'opposition et du pouvoir qui marginalisera le centre».

Cette perspective inquiète une grande partie de l'opinion et de l'opposition. Foutue par l'urgence et paralysée par la hantise d'une guerre

civile en Serbie, crainte dont le pouvoir se sert, la majorité de l'opinion est encore prête à accepter des changements limités. M. Ivan Vojvoda, de l'Institut d'études européennes et membre de l'Alliance civique (regroupant intellectuels et partis nonnationalistes), admet en l'occurrence que «si le régime arrive à piloter la transition et à obtenir la levée des sanctions de l'ONU, il assure la victoire aux prochaines élections».

«Eteignez la télé et ouvrez les yeux!»

L'arrivée de l'écrivain M. Dobrica Cosic, perçu comme l'homme du consensus national, à la tête de la nouvelle Yougoslavie (serbo-monténégro), et la nomination du militaire américain d'origine serbe, M. Milan Panic, au poste de premier ministre fédéral, ont contribué, selon Ivan Vojvoda, à faire baisser la tension en laissant entrevoir la possibilité d'une ouverture. Toutefois, remarque-t-il, si la politique du nouveau gouvernement venait à trahir les espérances de l'opinion publique, l'opposition aurait alors toutes les chances de chasser définitivement l'équipe au pouvoir.

En attendant, le régime joue sur l'ambiguïté de l'opposition qui, selon lui, n'est pas capable de proposer une véritable alternative en Serbie. Le DEPOS, qui se veut le porte-parole de la «nouvelle Serbie», reste un mouvement hétéroclite, encore trop empreint du culte de la tradition. Les références au passé, le folklore nationaliste, le patriotisme à outrance et la primauté de la question serbe, sont justement les éléments sur lesquels M. Milosevic a assis son pouvoir. Le conservatisme de cette opposition regroupée au sein du DEPOS laisse perplexes les intellectuels de l'Alliance civique.

Pour M. Bogdan Bogdanovic, l'opposition est «contaminée par le nationalisme» et semble ne pas avoir conscience de la guerre. Ce «poète des mouvements», architecte de nombreux manoirs élevés à la mémoire des victimes de la deuxième guerre mondiale, estime que «le DEPOS et le régime fonctionnent sur les mêmes mythes»: ils nourrissent «une mentalité épique,

poétique, mythique» incapable de différencier le rêve de la réalité.

M. Bogdanovic retrouve chez les étudiants contestataires de Belgrade une volonté de cosmopolitisme, une énergie positive – aux antipodes de l'idéologie du DEPOS – qui pourraient aider la Serbie à faire un pas vers l'Europe. Cependant, si les étudiants ont contribué à «sauver l'honneur de la Serbie» en refusant, d'abord, d'aller sur le front et en protestant, ensuite, contre la politique de M. Milosevic, la majorité d'entre eux sont prisonniers de «la civilisation du mensonge». Les responsabilités de la guerre restent un thème tabou en Serbie et aussi parmi une jeunesse qui accreditée souvent la thèse officielle selon laquelle l'isolement de la Serbie est le résultat d'un complot international et non d'une politique nationaliste serbe, qui a déclenché de sanglants conflits dans l'ex-Yougoslavie.

«Eteignez la télé et ouvrez les yeux!», avaient scandé à juste titre les étudiants dans les rues de Belgrade. Ils avaient également défilé devant le siège de la télévision en sifflant et huant le média le plus contrôlé par le pouvoir. Toutefois, les sondages constatent que 40 % de la population croit aveuglément toutes les informations du journal télévisé. Ils indiquent également que la presse indépendante (le quotidien *Borba*, l'hebdomadaire *Vreme*, etc.) n'est lue que par 2 % de la population.

FLORENCE HARTMANN

□ Manifestation d'étudiants. – Environ dix mille étudiants ont bloqué pendant plusieurs heures, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 juillet, les principaux axes de Belgrade pour protester contre le régime du président Slobodan Milosevic. Empêchés par les forces de l'ordre de manifester devant la résidence privée du président serbe, les étudiants se sont répandus dans la ville, bloquant peu à peu ses plus grands ponts et les carrefours clés. Les étudiants, qui occupent les facultés depuis la mi-juin, ont toutefois annoncé leur intention de suspendre, vendredi, l'occupation des universités jusqu'à la rentrée d'automne. – (AFP)

BOSNIE-HERZÉGOVINE : malgré l'avertissement du G7

Sarajevo a été de nouveau soumise à d'intenses bombardements

Malgré la menace d'une intervention militaire en Bosnie-Herzégovine pour assurer la sécurité des convois humanitaires, formée mardi 7 juillet à Munich au sommet des sept pays industrialisés, des bombardements d'une rare intensité ont repris, dans la nuit de mardi à mercredi, à Sarajevo. Les tirs de chars des milices serbes ont touché les quartiers nord-ouest de la ville et se sont ensuite étendus au centre de la capitale bosnienne et autour du bâtiment de la présidence. A Washington, le porte-parole du Pentagone a indiqué qu'un soldat de l'armée de l'air américaine a été blessé lorsqu'une rafale d'arme à feu a été tirée sur la tour de contrôle de l'aéroport alors qu'un avion américain déchargeait son fret.

Ce pilonnage incessant n'a pas empêché la poursuite du pont aérien humanitaire. Seize appa-

reils de transport militaire ont atterri, mardi, à l'aéroport, et une douzaine d'autres étaient attendus mercredi. D'après le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, environ soixante mille habitants de Sarajevo ont reçu des vivres.

Toutefois, les responsables de la Force de protection des Nations unies (FOPRONU) regrettent l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations, entamées lundi, avec les belligérants sur l'ouverture de deux corridors terrestres pour acheminer l'aide internationale de l'aéroport au centre-ville, distants d'environ 8 kilomètres.

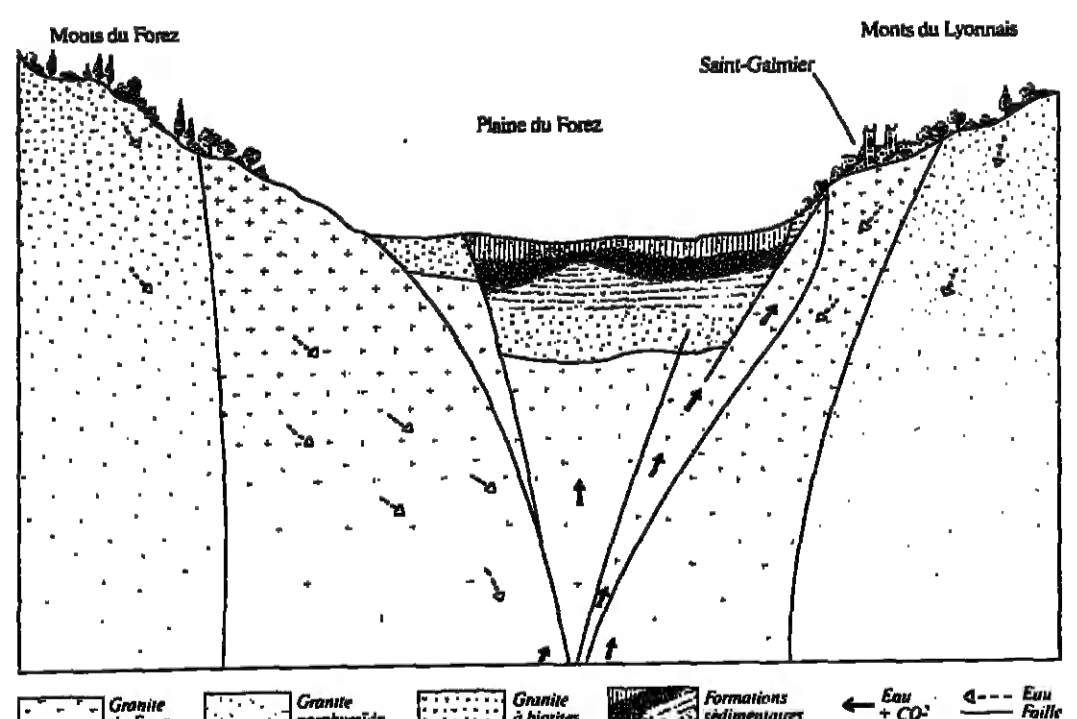
En revanche, l'opération d'échange de soixante-douze prisonniers serbes et bosniaques, interrompue lundi par des tirs de mortiers, s'est achevée mardi en la présence d'observateurs de la FOPRONU. – (AFP, Reuters, AP)

□ En Macédoine, le Parlement a censuré le gouvernement. – Par quatre-vingt-onze voix pour, deux contre et sept abstentions, les députés ont massivement adopté une motion de censure contre le gouvernement de Skopje, mardi 7 juillet, pour protester contre son échec à obtenir la reconnaissance de la Macédoine, rapporte l'agence Tanjug. La Macédoine est la seule des ex-Républiques yougoslaves dont l'indépendance n'a pas été reconnue par la communauté internationale. Sa demande se heurte, au sein de la CEE, à l'opposition de la Grèce, qui reproche à Skopje

d'usurper un nom appartenant au patrimoine hellénique. – (AFP, Reuters)

□ TURQUIE : la violence politique a fait plus de mille morts depuis le début de l'année. – Dans un rapport rendu public, mardi 7 juillet à Ankara, la Fondation turque des Droits de l'Homme estime que la violence politique a provoqué la mort de mille trente-huit personnes (civils et forces de l'ordre) au cours des six premiers mois de 1992. Le rapport souligne notamment l'usage persistant de la torture, qui a encore fait de nombreuses victimes. – (AFP)

... mais rassurez-vous il y aura toujours de la Badoit car, quoi qu'il arrive, la nature fonctionnera toujours.



Coupe géologique du site de Badoit (St Galmier)

La nature a des cycles. Ceux-ci renouvellent en permanence les ressources en eau et permettent à la source de Badoit d'avoir un débit régulier toute l'année.



Nous ne pouvons que respecter et préserver ce don de la nature pour que vous puissiez en profiter, ainsi que vos enfants et les enfants de vos enfants.

EUROPÉENS AVANT L'HEURE

Deuxième génération en Eurocratie

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre envoyé spécial

Ce fut Jean Monnet, père mythique du projet européen, qui recruta en 1950 un distingué jeune homme, issu de la Résistance. Quarante-deux ans plus tard, Jacques Rabier, toujours en piste, rappelle «les débuts de la grande aventure». Haute silhouette à peine voûtée, voix douce pour un théâtre d'ombres... La guerre finie, il fallait construire. Pour le charbon et l'acier, «imaginer de plus vastes ensembles»: la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) fut fondée à Luxembourg, et l'éminent Rabier en créa le service d'information à la demande de Jean Monnet. «Alliances et Français allaient prendre ce sort en main, ennemis d'hier, pionniers de demain». A l'aube de l'an 2000, «le couple garde l'initiative. C'est normal».

Avec le président Delors, le vieil homme sent «souffler le vent de l'histoire», l'esprit bâtisseur de Jean Monnet. «No l'écrit pas. Cela lui ferait trop plaisir». Soudain, un léger regret voile le ton. «Il y a un indéfinissable déficit démocratique». Jargon d'initiés? «Nous n'avons pas pris le temps de nous expliquer devant les citoyens. Nous devions forcer à grande pas». Toute sa vie, Jacques Rabier a voulu agir en harmonie avec ses convictions. Ainsi habite-t-il toujours l'Abreuvoir, une résidence construite dans l'air du temps en 1970, «une oasis communautaire».

Amis cooptés, à chacun son appartement et tâches d'entretien partagées. Le dimanche soir, dans le living commun au centre du bâtiment, l'on tenait

table ouverte. «L'Abreuvoir était alors une famille». Les ardoises et les briques sombres ont à peine terni, et dans le jardin subtil les saules ont grandi avec les enfants.

La deuxième génération se marie à l'Abreuvoir. Les unions se font et se défont en Eurocratie. Un Grec épouse en deuxième noces une Hollandaise rencontrée à la Commission, où tous deux sont fonctionnaires. En juillet, l'on fête l'union d'Annabella, une jeune Portugaise entrée au service juridique de la Communauté, et de Jean-Christophe, fils d'un fonctionnaire français de Bruxelles et correspondant de l'Agefi. Rose avenir, aux yeux des ancêtres de l'Abreuvoir... Qui ne serait tenté de faire entrer son rejeton dans les couloirs européens? Salaires confortables, calme et volupté à Woluwe, le vert quartier de la «famille» communautaire, et surtout le cosmopolitisme cultivé à deux pas de chez soi. Mêmes des adolescents rebelles qui partent explorer le monde finissent par rentrer au bercail de la CEE.

Betty, par exemple, de père vénitien fonctionnaire, se sent désormais chez elle, «ici, et non à Rome ou à Madrid». Son cœur «vibre à l'Europe». Nourrie de cultures partagées dès l'enfance, elle défend les couleurs du langage qui émerge dans la deuxième génération d'Eurocratie. «Le français», ou encore ces mots empruntés aux diverses langues nationales dont chacun ponctue sa conversation. «Involvement, comment voulez-vous le traduire? Il n'a aucun équivalent».

DANIELLE ROUARD

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

De violents incidents
ont fait un mort
et vingt blessés
à New-York

NEW-YORK

de notre correspondant

Des affrontements entre les forces de l'ordre et environ 150 manifestants d'origine dominicaine ont fait un mort et vingt blessés, dont sept policiers, dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 juillet, dans un secteur de Washington Heights (quartier de New-York situé au nord de Harlem), à forte majorité hispanique. Les manifestants, dont l'un, poursuivi par les forces de l'ordre, est mort en tombant d'un immeuble, étaient au départ venus se recueillir à l'endroit où, quarante-huit heures plus tôt, un de leurs compatriotes avait été tué par un policier. Les façades brûlées de trois immeubles, les carcasses calcinées d'une soixantaine de voitures et la douzaine de magasins dévalisés témoignent de la violence des heurts, chacun ayant à l'esprit le souvenir des récentes émeutes de Los Angeles.

L'origine de cette flambée de violence, une semaine avant que New-York n'héberge la convention démocrate, remonte à la nuit du 3 juillet. Après une course-poursuite, l'officier de police Michael O'Keefe avait tiré sur un suspect, M. José García, le fusant sur le coup. Selon la version officielle, M. García, un Dominicain âgé de vingt-trois ans connu pour être un « petit dealer de drogue », brandissait un pistolet chargé lorsque le policier a tenté de l'appréhender, agissant ainsi en état de légitime défense.

Cette interprétation est contestée par plusieurs témoins qui affirment que le jeune homme, père de deux enfants, n'était pas armé et que l'officier « lui a tiré dessus sans raison ». Une première autopsie semble confirmer qu'il a moins de deux balles qu'il a reçues, sous un porche d'immeuble, l'a atteint dans le dos.

Le maire de la ville, M. David Dinkins, relayé par les autorités religieuses de la ville et les représentants de la communauté dominicaine, est intervenu à plusieurs reprises à la radio et sur les chaînes de télévision hispaniques locales depuis lundi soir, pour lancer des appels au calme. Tout en affirmant comprendre la « frustration » que pouvait ressentir la population, M. Dinkins a rappelé le rôle ingrat des forces de l'ordre, en particulier dans ce quartier de Manhattan « infesté de drogue » où le nombre des homicides est le plus élevé de toute la ville.

SERGE MARTI

■ M. O'Keefe nommé secrétaire par intérim à la marine. — Le président Bush a nommé un civil, M. Sean O'Keefe, secrétaire par intérim à la marine, à son appui, mardi 7 juillet, à Washington. Cette nomination doit être confirmée par le Sénat pour devenir définitive. L'ancien titulaire du poste, M. Lawrence Garrett, avait démissionné après qu'eurent été étouffées pendant un an les plaintes de vingt-six femmes, militantes pour moitié, accusant des officiers de les avoir harcelées sexuellement (le Monde du 29 juin). — (AFP, Reuters.)

■ Un ancien ambassadeur à Bahreïn inculpé pour avoir reçu illégalement des fonds du Koweït. — Un grand jury fédéral a inculpé, mardi 7 juillet, M. Sam Zakhem, ancien ambassadeur des États-Unis à Bahreïn, et deux autres personnes pour avoir accepté 7,7 millions de dollars du Koweït, utilisés notamment pour lancer une campagne publicitaire en faveur de l'intervention militaire américaine contre l'Irak, avant la guerre du Golfe. Ils sont également accusés d'avoir détourné 5,7 millions de dollars de ces fonds pour leur bénéfice personnel. — (AFP, AP.)

■ PÉROU : attaque massive de la guérilla Tupac Amaru dans les Andes. — Au moins quatre policiers ont été tués et une vingtaine de personnes blessées, lundi 6 juillet, lors d'une attaque de quelque 400 guérilleros du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) contre la caserne de la Gendarmerie, frontalier avec l'Équateur, a annoncé la police péruvienne. Plusieurs colonnes du MRTA ont fait irruption dans cette localité, attaquant deux postes de police, des banques et des bâtiments publics. Le MRTA chercherait à démontrer qu'il reste opérationnel malgré l'arrestation, début juin à Lima, de son chef, Victor Polay Campos. — (AFP, UPI.)

CANADA : dans le cadre d'une vaste réforme de l'immigration

Ottawa souhaite réduire de 40 % le nombre de demandeurs du statut de réfugié

Le gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney a déposé un projet de loi devant le Parlement visant à réformer le fond en comble le système d'immigration et à mieux filtrer les arrivants, en particulier les réfugiés. Ce texte, présenté la mois dernier, suscite de vives inquiétudes dans un pays qui est par essence terre d'asile et d'immigration.

MONTREAL

correspondance

Le projet de loi qu'Ottawa voudrait voir adopté d'ici la fin de l'année donnerait au gouvernement fédéral de vastes pouvoirs réglementaires pour « gérer plus efficacement » les quotas d'immigration fixés par le Parlement. Serait traitée en priorité les demandes d'immigration émanant de la famille immédiate des résidents canadiens, de réfugiés reconnus aux termes de la Convention de Genève et de riches investisseurs étrangers.

Dans le souci d'apporter des bénéfices économiques à toutes les régions du Canada, le texte introduit le concept de lieu de résidence obligatoire pendant les deux premières années de séjour, pour les immigrants admis au pays au seul motif de leurs compétences professionnelles. Le médecin qui s'engageait, par exemple, à s'établir dans une région éloignée accroitrait ses chances de voir sa demande d'immigration acceptée mais pourrait être expulsé s'il ne respectait pas cet engagement.

Le texte vise aussi à réduire de 40 % les entrées en territoire canadien de demandeurs du statut de réfugié et à simplifier l'étude des cas pour en ramener la durée moyenne à six mois au lieu d'un ou deux ans actuellement. L'an dernier, 30 000 demandes de ce type ont été enregistrées et chacune coûte de 30 000 à 50 000 dollars à traiter. Les demandeurs en provenance d'un pays tiers considéré par le gouvernement canadien comme un asile « sûr » seraient renvoyés dans ce pays. Comme le tiers des demandeurs d'asile au Canada ont 10 % par les pays de la CEE, Ottawa compte négocier des accords bilatéraux à cet effet avec Washington et Bruxelles.

Photos et empreintes digitales de tous les aspirants au statut de réfugié seraient en outre prises systématiquement à la frontière, où les agents d'immigration auraient autorité pour les fouiller et leur refuser l'entrée sur le sol canadien si leur demande est, à l'évidence, irrecevable. Cette mesure suscite un tollé au Canada, où ce genre de traitement stigmatise un criminel en poissence.

Un courant

anti-immigrant

Le gouvernement plaide la nécessité d'identifier les demandeurs d'asile, dont beaucoup arrivent sans papiers, de les retrouver plus facilement pour les expulser si leur demande est ultérieurement rejetée et de limiter les recours abusifs au régime de prestations sociales canadiennes. En attendant qu'un tribunal administratif se prononce sur son cas, le demandeur n'a pas le droit de travailler (la nouvelle loi lui don-

nerait un permis de travail temporaire), mais bénéficie de soins gratuits et de l'aide sociale. Certains fraudeurs ont fait grand bruit en réussissant à toucher jusqu'à dix-sept fois le montant mensuel auquel ils pouvaient légitimement prétendre.

A Ottawa, le bureau du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a estimé que le projet de loi était de nature à « servir les intérêts de tous les demandeurs d'asile qui ont besoin de protection ». Mais le conseil canadien pour les réfugiés en a dénoncé les mesures « inutiles », tandis que le comité intergénéral a vu une tentative du gouvernement fédéral d'accroître ses pouvoirs arbitraires en matière d'immigration.

Pour le principal parti d'opposition (libéral), ce n'est qu'un geste de « complaisance des conservateurs envers le courant anti-immigrant du Parti de la réforme ». Surtout implantée dans les provinces de l'Ouest, cette formation, qui talonne le Parti conservateur sur sa droite, s'est attirée un succès certain, en ces temps de récession économique, en reprochant aux immigrants d'aggraver le chômage.

Depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir à Ottawa en 1984, le nombre d'immigrants admis annuellement au Canada est passé de 88 000 à 220 000 l'an dernier et devrait atteindre, à partir de 1992, le chiffre de 250 000, soit environ le quart des demandes reçues chaque année et l'équivalent de 0,92 % de la population canadienne actuelle.

CATHERINE LECONTE

AFRIQUE

ALGÉRIE

L'application de la loi sur la généralisation de l'usage de l'arabe est reportée « sine die »

L'ancien président algérien Ahmed Ben Bella s'est félicité de la recomposition du HCE et de la nomination de M. Ali Kafi à sa présidence en estimant que ce dernier a « une conception saine de l'alternance du pouvoir qui permettra à de nouvelles forces et à de nouveaux hommes de prendre la relève de ceux de la génération de Novembre 1954 ».

Le Front des forces socialistes, dirigé par

circonstance entre les représentants du FLN et ceux du Front islamique du salut, aujourd'hui dissout, la loi sur l'emploi généralisé de l'arabe, qui devait entrer en vigueur le 2 juillet, était reportée sine die. La réforme linguistique stipulait notamment que toutes les administrations publiques, institutions et autres associations étaient tenues d'utiliser la langue arabe comme unique instrument de travail. L'adoption, le 26 décembre 1990, de cette loi par l'Assemblée nationale, grâce à une alliance de

M. Ali Ahmed, a, pour la première fois, solennellement dénoncé « le terrorisme » et condamné « avec la plus grande fermeté » l'assassinat, dans la nuit du 4 au 5 juillet, de cinq policiers près d'Alger (le Monde du 7 juillet).

Par ailleurs, le Conseil consultatif national (CCN) vient de relancer un vieux et vif débat en proposant le report de la généralisation de l'usage de la langue arabe en Algérie.

Les milieux économiques étrangers s'étaient violemment élevés contre la mise en application de cette loi, menaçant même de geler toutes leurs transactions commerciales et financières avec leurs partenaires algériens s'il leur était fait obligation de négocier dans une langue faible en termes techniques et scientifiques. Dans le pays, la réforme s'était heurtée à une vigoureuse opposition du FFS, dont les partisans, en majorité berbères, avaient défilé par dizaines de milliers dans les rues d'Alger, le 27 décembre 1990 pour protester (le Monde du 29 décembre 1990). Puis en novembre 1991, d'impor-

tants mouvements de grève avaient secoué les universités où l'on dénonçait la mise à l'arrêt de certains professeurs francophones (le Monde du 11 novembre 1991). M. Mohamed Boudiaf, l'ancien président du Haut Comité d'État (HCE), s'était rangé à l'idée d'un report, en déclarant récemment que « l'amour de la patrie n'est pas une question de langue ».

La décision du CCN ne va pas manquer de relancer le débat. Déjà, le journal *El Massa* se demande si le CCN « n'a pas voulu exploiter le courant de sympathie avec le [président] défunt pour faire passer cette mesure, avant que les nouveaux dirigeants ne se rendent compte de cette faute ». Dans un communiqué rendu public, lundi 6 juillet, le CCN s'en était pris violemment à « ceux qui veulent assombrer la langue nationale pour l'utiliser à des fins politiciennes, violemment basses ».

NIGER

Crise gouvernementale... à propos de Taïwan

Une grave crise, susceptible d'entraîner la démission ou la suspension du premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, s'est ouverte au Niger, après que celui-ci eut annoncé la décision de son gouvernement de reconnaître Taïwan. L'initiative qui impliquait une rupture avec Pékin aurait permis au pays — en faillite économique — de recevoir une « prime » d'environ 250 millions de francs, promise par Taïpei.

Le 28 juin, M. Cheffou avait dû suspendre cette décision, prise une semaine plus tôt, le Haut Conseil de la République (l'Assemblée législative provisoire), et plusieurs partis politiques ayant estimé

qu'elle était contraire aux recommandations de la conférence nationale. Mardi 7 juillet, à l'ouverture d'une session extraordinaire du HCR, le président de l'Assemblée, le P. André Salifou, a déclaré que « quelle que puisse être la décision finale du premier ministre dans cette affaire de Taïwan, le HCR doit clairement se prononcer sur le sort à réserver à M. Amadou Cheffou ». « L'avis du Niger est pris dans un violent orage » en raison des « erreurs commises par le pilote Cheffou », a ajouté M. Salifou, qui s'oppose au premier ministre depuis le début de la période de transition. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Après l'attentat au Kurdistan irakien

M^{me} Mitterrand affirme n'être pas « fille à renoncer »

A son retour à Paris, mardi 7 juillet au soir, après son voyage au Kurdistan irakien, M^{me} Danielle Mitterrand a affirmé qu'il ne faisait « aucun doute » que c'est son convoi qui était visé dans l'attentat à la voiture piégée qui, lundi, près de Souleimaniyeh, a fait sept morts, au total, selon elle. « Quatre peshmergas (combattants kurdes) sont morts sur le coup, un autre est décédé un peu plus tard et deux sont morts dans la nuit » de lundi à mardi, a déclaré M^{me} Mitterrand, visiblement émue. « C'est un crime. Ce sont d'autres victimes qui étaient visées. Mais de toute façon, c'est un crime », a-t-elle ajouté.

Interrogée sur la poursuite de son action à la tête de la fondation France-Libertés, elle s'est exclamée : « Est-ce que je suis une fille à renoncer ? » Et d'indiquer qu'elle comptait se rendre en septembre au Brésil.

« Je continuerai mon action jusqu'à ma mort », a déclaré d'autre part M^{me} Danielle Mitterrand à Europe 1, mercredi 8 juillet, « je serais malheureuse de renoncer après cet attentat. Que penseront ces gens qui risquent leur vie tous les jours si j'arrêtais ? » La présidente de la Fondation France Libertés a souligné sa détermination à continuer de plaider la cause des kurdes qui reviennent dans leurs villages ravagés et vivent dans une misère extrême : « Nous avons repéré d'énormes projets de reconstruction que nous espérons mener à bien ».

M^{me} Mitterrand estime qu'il n'y a pas de contradiction entre son action et la position du gouverne-

ment français sur les Kurdes : « France Libertés soutient une population et non la création d'un Etat kurde. D'ailleurs les kurdes irakiens revendiquent leur nationalité irakienne ». Elle a confirmé qu'elle n'avait pas de visa pour entrer en territoire irakien. « Depuis bien longtemps les associations humanitaires françaises et étrangères ont renoncé à demander un visa à Bagdad qui les refuse, a-t-elle expliqué. Je savais qu'on me le refuserait. Je ne voulais pas de cet affront ».

De son côté, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, qui accompagnait M^{me} Mitterrand et qui est demeuré en Turquie, s'est borné à déclarer qu'il fallait « continuer à aider les irakiens » du nord. Il a indiqué qu'il réservait ses impressions sur sa visite dans le Kurdistan au ministre des affaires étrangères, M. Huguette Bello, qu'il devait rencontrer mardi dans la soirée.

Le Quai d'Orsay a rappelé pour sa part que la visite de M^{me} Mitterrand et de M. Kouchner dans le Kurdistan irakien avait un caractère « privé ». « Il ne faut pas inférer de l'action humanitaire menée par M^{me} Mitterrand des positions que l'on prêterait au gouvernement français », a déclaré M. Maurice Gourdault-Montagne, porte-parole du ministère des affaires étrangères, en soulignant que Paris n'était pas favorable à un Etat kurde et « respecte le droit et la souveraineté des Etats où il y a des Kurdes et particulièrement la souveraineté turque ».

IRAK : les difficultés du désarmement

Le Conseil de sécurité met de nouveau Bagdad en garde

Le Conseil de sécurité des Nations unies a demandé une nouvelle fois, mardi 7 juillet, à l'Irak de permettre à la mission d'experts de l'ONU, chargée de superviser le démantèlement de ses armes chimiques, d'accéder au bâtiment du ministère de l'Agriculture à Bagdad, qui abriterait des documents importants sur cet arsenal. Le président du Conseil, l'ambassadeur du Cap-Vert, M. José Luis Jesus, a convoqué le chargé d'affaires irakien, M. Samir Al-Nima, pour lui renouveler l'avertissement de la veille (le Monde du 8 juillet) et exiger que « la sécurité de l'équipe d'experts », qui attend depuis dimanche devant le bâtiment l'autorisation d'y accéder — soit assurée en vertu des engagements de l'Irak et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ».

« Quatre bus sont arrivés devant

le ministère et des femmes qu'ils transportaient ont lancé des fruits et des légumes contre les véhicules de la mission d'experts, leur demandant de s'en aller », a déclaré à la presse le président du Conseil. Quelques heures plus tôt, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmad Hussein Al Khodair, avait qualifié de « surprenante et ridicule » l'injonction intimée la veille par le Conseil. « La perquisition du siège d'un ministère n'a rien à voir avec les activités des missions [de l'ONU]. C'est un acte de chantage, une injure au gouvernement et une atteinte à la souveraineté », avait ajouté le ministre, pour qui cette affaire a été « délibérément montée, pour justifier le maintien de l'embargo injuste imposé au peuple irakien ». — (AFP.)

LIBYE

M. Bush proroge les sanctions américaines contre Tripoli

Estimant que la Libye continue de faire peser « une menace extraordinaire sur la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis », le président George Bush a prorogé, mardi 7 juillet, les sanctions économiques américaines contre Tripoli, décidées le 7 janvier 1987 et renouvelées, depuis, tous les six mois. Ces sanctions, consistant essentiellement en un embargo sur toutes les transactions avec la Libye, accusée de soutenir le terrorisme.

De leur côté, les sept pays les plus industrialisés réunis dans le cadre du G7 à Munich, ont, dans leur déclaration finale, « demandé à tous les pays d'appliquer rigoureusement les sanctions contre la Libye, afin que ceux qui sont responsables des attentats à la bombe contre les vols PanAm et UTA puissent être traduits en justice et que la Libye cesse de soutenir le terrorisme ». Des ressortissants libyens sont tenus pour responsables des attentats qui ont visé, en décembre 1988, un Boeing de la PanAm au-dessus de Lockerbie, en Écosse (270 morts) et un DC-10 d'UTA, en septembre 1989, au-dessus du Niger (170 morts). Des sanctions internationales, portant principalement sur l'interruption des liaisons aériennes avec la Libye, ont été décidées le 15 avril par le Conseil de sécurité de l'ONU. — (AFP.)

ISRAËL

Accord entre les travailleurs et deux partis religieux

Le Parti travailliste, vainqueur des élections législatives du 23 juin, a conclu, dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 juillet, un accord sur le programme de gouvernement avec deux formations religieuses ultra-orthodoxes, ont indiqué à la radio les responsables de ces partis. Les représentants du Shas (six députés), du Parti unifié de la Torah (quatre députés) et les travailleurs (44 députés) sont parvenus à un compromis sur la question des exemptions du service militaire pour les étudiants des yeshivot (séminaires talmudiques).

Ils sont également convenus de maintenir le statu quo » entre la religion et l'Etat, en vertu duquel toute loi concernant la religion devra être approuvée par tous les membres du gouvernement, avant d'être soumise au Parlement, ce qui assure aux orthodoxes un droit de veto.

Par ailleurs, plus d'une vingtaine de Palestiniens ont été blessés mardi soir, dans la bande de Gaza, lors de heurts violents entre des militants du Fath et d'autres du mouvement islamique Hamas.

Commentés au cours du week-end (le Monde du 8 juillet), ces affrontements traduisent de profondes divergences à propos du processus de paix, auquel les islamistes sont hostiles. — (AFP.)

Jeudi 9 juillet 1992

ASIE

La fin de l'Indochine

La présence de l'ONU au Cambodge signifie la fin du rêve indochinois
des dirigeants communistes vietnamiens

PHNOM-PENH
de notre envoyé spécial

A Phnom-Penh, comme à Vientiane et à Hanoï, c'est désormais chacun pour soi. A la réception offerte au siège de l'ONU, le 19 avril, en l'honneur de M. Boutros Boutros-Ghali, un couple d'âge mûr se tenait discrètement à l'écart de bruyantes conversations entre experts civils, généraux, diplomates, de toutes nationalités, et membres du CNS, le Conseil national suprême du Cambodge dont le président, le prince Sihanouk, avait le champagne en compagnie du secrétaire général de l'organisation internationale.

Le moment venu, ils ont écouté, impassibles, les discours de l'armée indochinoise, des parachutistes en treillis. Lui, en complet-veston gris, avait l'air anonyme, mais, comme elle était la seule femme à porter l'ao-dai, la tunique vietnamienne, il s'agissait donc bien du successeur de M. Ngo Dien, celui que Sihanouk appelait « mon proconsul », l'ambassadeur du Vietnam au Cambodge, appelé à Hanoï le 13 novembre, la veille-même du retour triomphal du prince à Phnom-Penh.

Cette scène garde valeur de symbole. L'Indochine qu'avait voulu bâtir Ho Chi Minh, suivant le souhait initial du Komintern, est morte. Elle est tout à la fois victime des errements des communistes, de l'effondrement de l'Union soviétique et du poids de l'histoire. Le Laos, enclavé et très pauvre, reprend une politique d'équilibre entre ses trois puissants voisins, le Vietnam, la Thaïlande et la Chine, où le président loïtien, M. Kaysone Phomvihane, poursuit vieux compagnon de route des Vietnamiens, a séjourné, fin avril et début mai, pour la deuxième fois en moins de trois ans.

Dans les rangs des bérêts bleus de l'ONU au Cambodge figurent non seulement des éléments du génie militaire chinois mais aussi des bataillons malaisiens, indonésiens et thaïlandais, ainsi que des policiers de Singapour et des Philippines. En outre, dans le cadre

d'un accord bilatéral avec le CNS, un bataillon du génie thaïlandais finit de réparer la route entre la frontière thaïlandaise et la ville de Battambang. Pendant plus de dix ans, ce pays ont appuyé et armé les Khmers qui luttaient contre les troupes vietnamiennes stationnées au Cambodge, contraignant Hanoï à retirer, officiellement, son corps expéditionnaire en septembre 1989.

A la porte
de l'ASEAN

Certes, les Vietnamiens sont encore présents chez leurs deux voisins indochinois. Dans le sud du Laos, une communauté très active tient une partie du commerce. Au Cambodge, leur présence est encore plus évidente : ils exercent les petits métiers, vende ambulants, maçonnerie, mécanique, restauration, pêche... Le Laos et, surtout, le Cambodge constituent de véritables soupapes de sécurité pour un pays où le chômage sévit encore brutalement. Le poids démographique du Vietnam - soixante-dix millions d'habitants, contre quatre millions au Laos et de sept à huit millions au Cambodge - n'a pas fini de se faire sentir.

En outre, d'anciens militaires ou des déportés vietnamiens, qui ont fait souche au Cambodge et y ont monté de petites affaires, y demeurent à la disposition de l'armée de Phnom-Penh, qui fait appel à eux en cas de besoin. Quand les Khmers rouges menaient tel bourg où ils résident, on leur distribuait des armes et, moyennant rétribution, ils participaient à la protection du secteur. « Il doit y en avoir de trois à quatre mille dans l'ensemble du pays. On les appelle les mercenaires. Mais ils ne se battent pas que pour de l'argent, ils le font aussi pour leur propre sécurité car, en cas de menace des Khmers rouges, ils savent qu'ils sont des cibles prioritaires », explique-t-on de source vietnamienne officielle.

Hanoï a retiré ses billes du Laos comme du Cambodge. Une garnison de quelque quarante mille hommes a été progressivement rapatriée du Laos il y a quelques années. L'armée de Phnom-Penh, de son côté, ne peut plus compter sur l'appui de son ancien protecteur vietnamien. « On leur a même retourné, avant la signature des accords de Paris, leurs chars en réparation dans nos ateliers. Et leurs officiers, qui voulaient installer leurs familles chez nous, se sont vu opposer une fin de non-recevoir », affirme la même source.

Surtout, entre le Vietnam et l'Etat du Cambodge (le régime de Phnom-Penh), tous les liens institutionnels, d'Etat à Etat, de parti à parti, ont été rompus, et les accords militaires déclarés caducs. La Conférence des peuples indochinois, véritable forum des trois Etats, a été dissoute. Le Vietnam et le Laos manœuvrent déjà pour rejoindre leur adversaire d'hier, l'ASEAN, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Une fois doté d'un gouvernement élu, le Cambodge en fera probablement autant.

« Une page d'histoire
s'est refermée »

Signe des temps également, les Australiens finissent, près de Vientiane, la construction du premier pont qui, enjambant le Mékong, reliera le Laos à la Thaïlande en 1993. Sans attendre cette date, les exportations thaïlandaises vers le Laos ont en augmentation de 40 % d'une année sur l'autre. Le baht, la monnaie thaïlandaise, est, sur la rive laotienne du Mékong, un instrument commun d'échange.

Il est également en train de devenir dans l'ouest cambodgien, où les chercheurs thaïlandais monopolisent, dans la zone frontalière de Pathum tenue par les Khmers rouges, les concessions minières et forestières. En outre,

une trentaine de sociétés thaïlandaises convoitent ou exploitent déjà les forêts cambodgiennes, et les Thaïlandais sont parmi les premiers spéculateurs fonciers à Battambang et même à Phnom-Penh.

Les Chinois d'outre-mer, très présents dans les Etats de l'ASEAN, où ils sont l'un des leviers du développement, s'installent de nouveau au Laos et surtout au Cambodge, où ils se sont bien intégrés. Leurs relations avec le demi-million de Chinois de Cholon - le quartier chinois d'Ho-Chi-Minh-Ville - se sont nettement renforcées depuis que Pékin et Hanoï ont normalisé leurs relations.

Cette donnée contribue également à écarter le Vietnam d'un jeu qui se noue sur les places financières de la région, de Hongkong à Singapour en passant par Bangkok et même Taipei. A l'avenir, les Vietnamiens peuvent seulement espérer, mais ce n'est pas sans intérêt, jouer les contrepoids face, notamment, à l'agressivité des milieux d'affaires thaïlandais, au Cambodge comme au Laos.

Culturellement, le Laos et le Cambodge sont beaucoup plus proches de la Thaïlande, où se pratiquent une religion et un genre de vie identiques. Pour rompre un isolement croissant, le Vietnam a été obligé de renoncer à imposer une « paix vietnamite » au Cambodge et à entretenir des liens privilégiés avec Vientiane et Phnom-Penh. « La signature des accords sur le Cambodge, le 23 octobre à Paris, a marqué la fin de l'Indochine, une page d'histoire s'est refermée », constate un vieux communiste vietnamien.

JEAN-CLAUDE POMONTI

D'une Chine à l'autre

L'ouverture d'un procès politique
à Pékin coïncide avec la levée
de mesures de bannissement à Taïpeh

Tandis qu'à Taïwan la libéralisation se poursuit avec la levée, décidée mardi 7 juillet, de mesures de bannissement frappant des indépendantistes, un nouveau procès politique se prépare sur le continent.

PÉKIN

de notre correspondant

La coïncidence de calendrier souligne le contraste entre les deux régimes chinois. A Taïpeh, le Yuan législatif (Parlement) a entériné mardi l'annulation d'une interdiction de séjour frappant des activistes du mouvement indépendantiste réfugiés, pour la plupart, aux Etats-Unis. Cette nouvelle étape dans la libéralisation suit l'élargissement de presque tous les activistes encore emprisonnés pour leurs prises de position en faveur de l'indépendance de l'île où s'était réfugié en 1949 la République de Chine, le régime de Tchang Kaï-chek.

Recul de l'arbitraire
traditionnel

Sur le continent, on s'attend en revanche à l'ouverture - en principe le 12 juillet - du procès du plus haut responsable politique à être traduit en justice pour son rôle dans l'agitation qui avait mené en 1989 à la tragédie de Tiananmen (le Monde du 8 juillet). Il s'agit de M. Bao Tong, secrétaire particulier de M. Zhao Ziyang, le secrétaire général du Parti communiste limogé à la suite des événements.

Divers responsables du régime ont argué que M. Bao avait envenimé la crise en renseignant les étudiants qui occupaient la place Tiananmen sur les délibérations secrètes des instances supérieures du PCC, notamment les débats de la mi-mai 1989 lors desquels M. Zhao avait été démis de ses fonctions pour n'avoir pas réprimé l'agitation en temps utile. M. Bao, formellement arrêté le 15 janvier

après avoir été détenu en résidence surveillée pendant deux ans et demi, risquerait une dizaine d'années de prison.

Le plus frappant dans ce nouvel exercice de « justice prolétarienne », qui n'a pas encore été annoncé officiellement, est l'arbitraire qu'il dénote, caractéristique de ce fait du principe dont M. Deng Xiaoping est coutumier. Selon les informations disponibles, M. Bao semble en effet devoir jouer le rôle du bouc émissaire, de manière à exorciser son ex-patron, un temps l'héritier politique de M. Deng, de responsabilités trop lourdes dans la crise de 1989.

M. Deng passe pour souhaiter que le cas de M. Zhao, objet d'une « enquête » qui n'a toujours pas abouti, soit réglé lors du 14^e congrès du PCC à l'automne. Toute mise en cause trop prononcée de M. Zhao reviendrait à une critique de la politique de libéralisation économique avalisée par M. Deng depuis 1978, ce que ce dernier veut éviter à tout prix.

Inversement, la levée des mesures de bannissement à Taïwan illustre un recul notable, à défaut d'une abolition totale, de cet arbitraire gouvernemental hérité de la tradition chinoise. Le décret sur la sécurité nationale qui a été amendé, auquel était annexée une liste de 282 dissidents interdits de séjour, avait été promulgué en 1987 pour prolonger certaines mesures de l'ancienne loi martiale au moment où celle-ci fut levée par le défunt président Tchang Ching-kuo, fils de Tchang Kaï-shek.

Ne restent plus, aujourd'hui, que cinq activistes encore interdits de séjour. La nouvelle version de la loi anti-sédition, approuvée le 13 mai, ignore à présent le délit d'opinion et prévoit des poursuites et des peines de prison d'un mois à sept ans uniquement dans les cas où des activistes pro-indépendantistes ou pro-communistes prôneraient des menaces de violence ou de sabotage.

FRANCIS DERON

EN BREF

■ BURUNDI : deux condamnations à mort après les troubles de novembre 1991. - Deux personnes, accusées d'avoir participé à une série d'attaques armées en novembre 1991 à Bujumbura et dans le nord du Burundi ont été condamnées, lundi 6 juillet, à la peine capitale, et quatre autres à la réclusion à perpétuité. L'identité des condamnés n'a pas été révélée mais ils appartiennent tous à l'ethnie hutu, selon une source informée. - (AFP)

■ CÔTE-D'IVOIRE : visite du président chinois. - Le président de la République populaire de Chine, M. Yang Shangkun, est arrivé, mardi 7 juillet, à Yamoussoukro, la capitale ivoirienne, pour une visite officielle de cinq jours. M. Yang s'était rendu auparavant au Maroc et en Tunisie. - (AFP)

■ DJIBOUTI : le gouvernement dément les rumeurs selon lesquelles des forces de l'ordre, le ministère de l'Intérieur a démenti, lundi 6 juillet, les informations de l'Association djiboutienne des droits de l'homme et des libertés (ADHIL), selon lesquelles les forces de l'ordre ont ouvert le feu, dimanche, contre des manifestants du quartier d'Arhiba. « Douze personnes ont été légèrement blessées par des éclats de grenades lacrymogènes », tirées par les forces de l'ordre pour disperser « quelques agitateurs », mais aucune balle réelle n'a été utilisée », a précisé le ministère.

■ KENYA : une équipe de Médecins sans frontières agressée et détournée. - L'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF) a annoncé, mardi 7 juillet, qu'un groupe de sept hommes armés avait attaqué et retenu en otage une équipe de volontaires belges, la veille, dans le camp de réfugiés de Hagadera, dans le nord du Kenya. Les agresseurs se sont emparés des biens de valeur et de l'argent de l'équipe, qui a été évacuée vers Nairobi. - (AFP)

■ LIBÉRIA : la reprise des combats contraint les « casques blancs » à un retrait partiel. - La Force d'interposition ouest-africaine de maintien de la paix au Libéria

(ECOMOG) a retiré ses unités sénégalaises stationnées dans deux villes stratégiques du comté de Grand Cape Mount, à la frontière de la Sierra Leone. Un communiqué de l'ECOMOG, publié mardi 7 juillet, précise que ce retrait des « casques blancs » a été décidé « à la suite de la reprise et de l'escalade des hostilités » entre factions rebelles libériennes. - (AFP)

■ MALI : un sous-préfet tué dans une attaque attribuée à des rebelles touaregs. - L'Agence malienne de presse a indiqué mardi 7 juillet que le chef de l'arrondissement (sous-préfet) de Dioura, dans la région de Mopti, avait été tué la veille au cours de l'attaque de la localité. Les autorités ont attribué cette attaque au Front unifié de libération de l'Azawad, branche dissidente du Front populaire de libération de l'Azawad. A Paris, les Mouvements et fronts unifiés de l'Azawad (MFUA), coordination des différents groupes rebelles, a diffusé mardi un communiqué selon lequel « l'armée malienne continue d'exercer, au nord du pays, une répression aveugle et injustifiée ». - (AFP, Reuters)

■ MONGOLIE : suspension des vols intérieurs. - Tous les vols intérieurs de la compagnie nationale mongole MIAT ont été suspendus, mardi 7 juillet, en raison d'une pénurie de kérogène. L'économie mongole est dans une situation catastrophique depuis le printemps de 1990, quand Oulan-Bator a rejeté le communisme et adopté le multipartisme et l'économie de marché. Les vols devraient reprendre le 10 juillet. - (AFP)

■ VIETNAM : Hanoï accuse la Chine d'avoir occupé un récif dans l'archipel des Spratleys. - Le Vietnam a accusé la Chine, mercredi 8 juillet, d'avoir violé sa souveraineté en prenant possession d'un récif dans l'archipel des Spratleys, situé en mer de Chine méridionale, en y posant une « borne de souveraineté ». L'archipel est revendiqué en totalité ou en partie par le Vietnam, la Chine, Taïwan, les Philippines, la Malaisie et Brunei. - (AFP)

CONSEIL REGIONAL DE BASSE-NORMANDIE
VILLE DE CAEN • MINISTERE DE LA CULTURE

Les Arts
Florissants

WILLIAM CHRISTIE

JUILLET 1992

MONTEVERDI

SELVA MORALE E SPIRITUALE

COUTANCES

Cathédrale le 15 à 21 h 00

BEAUNE

Basilique le 17 à 21 h 00

AIX-EN-PROVENCE

Cathédrale Saint-Sauveur le 22 à 21 h 30

IL COMBATTIMENTO
DI TANCREDI E CLORINDA

SAINTAMAND-DE-COLY

Abbaye le 19 à 21 h 00

AIX-EN-PROVENCE

Hôtel Maynier d'Oppède le 21 à 21 h 30

AOUT 1992

MONTEVERDI - GESUALDO - D'INDIA
MADRIGALUX

GLASGOW

Stevenson Hall le 7 à 20 h 30

TURKU

Saint-Michaelis Church le 14 à 21 h 00

SALZBOURG

Mozarteum le 19 à 20 h 00

MAJORQUE

Claustre San Domingo le 26 à 22 h 00

M-A CHARPENTIER
FILIIUS PRODIGUS
CAECILLA, VIRGO ET MARTYR

VERSAILLES

Chapelle Royale le 8 à 21 h 00

VILLERS-SUR-MER

Eglise Saint-Martin le 12 à 21 h 15

SALZBOURG

Academica Aula le 22 à 20 h 00

PURCELL

THE FAIRY QUEEN
version concert

TURKU

The Turku Concert Hall le 15 à 18 h 00

LUDWIGSBURG

Forum am Schlosspark le 17 à 20 h 00

SALZBOURG

Mozarteum le 20 à 20 h 00

MONTREUX

Fondation Gianadda le 24 à 20 h 00

SEPTEMBRE 1992

RAMEAU
CASTOR ET POLLUX
version concert

METZ

Arsenal le 19 à 20 h 30

VERSAILLES

Théâtre Gabriel le 23 à 20 h 30

OCTOBRE

CAEN

Théâtre le 2 à 19 h 30

AMBRONAY

Abbatiale le 4 à 16 h 00

PECHINEY

POLITIQUE

Le rapport sur la corruption

Déontologie

Suite de la première page

Cet objectif-là n'a pas été atteint, ne serait-ce que parce qu'aucun représentant de la vie économique ne siègeait dans cette commission. Celle-ci n'a donc pu aborder cet aspect de son travail qu'en faisant remarquer que, s'il y a des fonctionnaires et des élus corrompus, c'est parce qu'il y a des intérêts privés qui les corrompent. Cette rapidité ne lui a pas permis, non plus, de mettre à jour des mécanismes inconnus ni de dresser un constat précis de l'étendue du mal.

Le diagnostic de cette commission permet, malgré tout, de remettre quelques idées en place et de pointer du doigt les mécanismes permettant à ceux qui acceptent de l'être, d'être corrompus. Ainsi, sans qu'il ne l'écrive brutalement, ce rapport, s'il ne cache pas les possibilités de corruption dans l'appareil de l'Etat, s'étend longuement sur celles qui existent dans le fonctionnement des collectivités locales. Non qu'il soupçonne les fonctionnaires et les élus locaux d'être moins honnêtes que les autres, mais parce que la décentralisation des pouvoirs est trop récente pour que ces effets pervers aient déjà été tous corrigés et qu'il ait été mis en place tous les instruments de contrôle utiles, voire indispensables.

La démonstration est en apportée par l'analyse détaillée de sept secteurs jugés « sensibles ». Les travers de la législation actuelle de l'urbanisme commercial sont, bien entendu, à nouveau analysés (lire ci-contre), comme ceux de la réglementation de l'urbanisme en général, pour lequel la commission se réfère essentiellement au travail déjà fait par le Conseil d'Etat dans ce domaine (le Monde du 17 avril). L'analyse des règles de passation et d'exécution des marchés publics n'est pas, non plus, très nouvelle, mais le constat qu'il « ne faut attendre aucun progrès décisif d'un renforcement » de ces règles est inquiétant, même si la commission propose dix mesures pour les améliorer.

Un contrôle strict des associations

En revanche, elle innove davantage à propos des délégations de service public, dont elle regrette qu'elles ne fassent l'objet d'« aucun encadrement normal » et soient donc laissées à « pouvoir totalement discrétionnaire » des gestionnaires des collectivités locales. La commission propose que le dispositif de contrôle et de recours sur les marchés publics soit étendu à ces délégations.

Particulièrement intéressante est l'analyse des rapports entre les administrations et la publicité ou la communication, qui, « échappant à la rationalité économique (...), passe pour receler des pratiques de financement illicites ». A l'image de la commission de la concurrence, la commission qui a travaillé sur la corruption est particulièrement sévère avec les pratiques d'achat d'espace publicitaire. Cependant, là

M. Léotard conserve son mandat de conseiller municipal

M. François Léotard, qui avait exprimé l'intention de se démettre de « tous ses mandats électifs » après son inculpation pour ingérence, trafic d'influence et corruption dans l'affaire de Port-Fréjus, s'est démis de son mandat de député du Var et de sa charge de maire.

Mais l'ancien ministre n'a pas renoncé à son mandat de conseiller municipal de Fréjus, a-t-on appris mardi 7 juillet.

Le porte-parole de l'opposition socialiste, M. Serge Rambaud, qui exige de nouvelles élections municipales, a déclaré : « Une fois de plus, M. Léotard ne met pas ses actes en conformité avec ses paroles ». « En n'abandonnant pas son mandat de conseiller municipal, il démontre que ses effets d'annonce n'étaient qu'un coup médiatique destiné à abuser l'opinion », a-t-il ajouté. Ceux qui lui avaient trouvé du panache en sont pour leurs frais.

M. Léotard et les cinq autres inculpés, dont le premier adjoint au maire, M. Gilbert Lecat, conseiller général (UDF-PR) du Var, ont été confrontés, mercredi matin 8 juillet, dans le bureau du président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, à leurs accusateurs, le promoteur René Espanol, les frères Gori et Séverin Milanello, qui sont à l'origine des poursuites.

A.R.

encore, elle doit constater que seule une intervention législative est possible, et qu'elle est bien délicate.

Ses propositions sont particulièrement précises pour clarifier le fonctionnement des associations bénéficiaires de financements publics, dont, après beaucoup d'autres, la commission constate qu'au mieux, elles servent à la puissance publique, à se soustraire aux lourdes règles de la comptabilité publique, au pire, elles permettent l'enrichissement illicite de leurs dirigeants. Sans remettre en cause le principe constitutionnel de leur liberté, elle suggère une série de mesures permettant un contrôle efficace et public de leurs comptes, de leurs actions et de ceux qui en bénéficient. Son raisonnement est identique pour les sociétés d'économie mixte locales, dont elle reconnaît l'utilité, mais dont elle constate qu'elles peuvent permettre le délit d'ingérence.

Une répression « rapide et ferme »

Tous ces dévoiements impliquent « une répression rapide et ferme ». La commission souhaite qu'elle s'exerce dans « l'égalité de tous devant les poursuites », ce qui l'amène à mettre en cause tous les privilèges, y compris celui de la Haute Cour pour les ministres, même si elle constate qu'une proposition de réforme constitutionnelle n'est pas de sa compétence. Elle regrette aussi que, malgré le souhait de Gaston Defferre, les élus locaux ne soient pas responsables devant la Cour de discipline budgétaire, instance juridictionnelle chargée de sanctionner les comptables publics ayant failli à leur mission. Elle demande « une clarification de l'action du ministère public », c'est-à-dire que les interventions du ministre de la justice soit



Saint Pierre et le Dragon

systématiquement faites par écrit et ne s'imposent au parquet que lorsqu'elles demandent l'ouverture d'une information. Elle suggère, aussi, une centralisation régionale de l'action de la justice en la matière.

Plus globalement, la commission escompte un développement de la « transparence » des actes des administrations nationales et locales. Pour cela, elle s'appuie sur la loi d'organisation territoriale de la République, en cours d'application, dont elle se félicite qu'elle permette un contrôle des élus minoritaires sur les actes des maires et des présidents de conseil régional et général. Elle propose, même, d'étendre à certains fonctionnaires l'obligation de déclarer son patrimoine et que celui-ci ainsi que celui des élus soient rendus publics, comme les impôts que les uns et les autres doivent acquitter. Le véritable rêve de cette com-

mission est un retour de la déontologie et de l'éthique dans le fonctionnement de la puissance publique. Pour qu'il devienne réalité, elle souhaite la rédaction de « codes de déontologie » dans chaque administration et entreprise publique, avec des comités chargés d'en surveiller l'application et « un haut comité » qui les coordonnerait au niveau national. Ce sont, au total, soixante-cinq mesures, relevant soit de l'incitation, soit de la circulaire ministérielle, soit du décret, soit de la loi, qu'elle propose. En fait, elle doit bien constater que celles-ci ne seront véritablement efficaces que si les élus et les fonctionnaires respectent les règles de base de la démocratie, au nom de laquelle ils sont fondés à agir.

THIERRY BRÉHIER

Moraliser la loi Royer

« Malgré ses défauts, la loi Royer doit être conservée... » Si tel n'est pas le début avec l'eau du bain, le rapport de la commission de prévention de la corruption préconise de nombreuses modifications pour que cessent les dérapages occasionnés par la loi Royer, du nom du maire de Tours, ministre du commerce et de l'artisanat dans le gouvernement de M. Pierre Messmer, qui réglemente, depuis 1973, les ouvertures de magasins à grande surface. Afin de lutter contre l'engorgement des commissions départementales d'urbanisme commercial (CDUC), le rapport propose, notamment, un relèvement des seuils à partir desquels elles sont compétentes (par exemple, elles interviendraient pour les projets de plus de 3 000 mètres carrés et non plus 2 500 pour les communes de plus de 40 000 habitants). D'autre part, la commission nationale de l'ur-

banisme commercial (CNUC) deviendrait compétente pour les projets « d'importance est très supérieure à la moyenne ». L'autorisation des commissions devrait être présumée a priori, si bien que seuls les opposants à un projet d'implantation, ou le préfet, seraient conduits à saisir la CDUC, requête motivée à l'appui.

L'autre objectif est, comme toujours, d'améliorer la transparence des décisions, ce qui « ne pourra être obtenu qu'au prix d'une modification importante de la nature des deux commissions ». Estimant que la CNUC « ne remplit pas son rôle de façon satisfaisante » et que son lien avec les décisions rendues au sein du commerce « reste peu clair », l'auteur estime qu'elle doit être transformée en autorité administrative indépendante, ayant pouvoir de décisions. Une légère modification des CDUC peut aussi être

utile, sans pour autant prévoir un chertissement complet, puisqu'un texte datant de février dernier entraîne déjà leur renouvellement.

Enfin, s'il maintient la distinction entre l'urbanisme commercial et le droit de l'urbanisme ordinaire, le rapporteur préconise des dispositions pour améliorer leur cohérence. Sur le point le plus critique — les participations aux équipements collectifs d'une commune, proposées par les promoteurs d'un projet, — le rapport suggère que la commission chargée d'instruire le dossier soit en possession d'une « convention d'implantation précisant [ses] modalités juridiques, budgétaires et financières » de ces participations. « La commission pourrait être amenée à se prononcer sur ces projets en écartant les propositions abusives, trop éloignées du projet lui-même ou trop coûteuses », précise-t-il.

F. V.

Jusqu'à son adoption définitive par le Sénat

Le PS et la droite ont coopéré pour refondre le code pénal

Les sénateurs ont adopté définitivement, mardi 7 juillet, les livres I, II, III, et IV du projet de code pénal, présenté par M. Michel Vauzelle, garde des sceaux. Commencé le 9 mai 1989 au Sénat, la réforme du code pénal, que le président de la République avait lui-même présentée comme une des « priorités » de son second septennat, a donné lieu à un travail législatif considérable. En dépit de vives polémiques sur les sujets de société les plus sensibles, tels que l'homosexualité, la protection des mineurs ou l'échelle des peines, le débat a mis en évidence des convergences inédites entre la droite et la gauche. Seuls les communistes ont fait preuve d'une hostilité constante à ce texte, qu'ils jugent trop répressif. Les députés des trois groupes de l'opposition se sont abstenus à l'Assemblée, alors qu'au Sénat la droite s'est associée aux socialistes pour voter en faveur du projet.

Bien sûr, les premiers jours, il y a eu un sentiment d'éternité, ou peu s'en faut. Un de ceux qui font se presser les parlementaires sur les bancs du Sénat ou de l'Assemblée nationale, avec l'espoir d'y humer le parfum de l'histoire. Mais légiférer pour le siècle à venir semble bien chimérique quand on est élu pour cinq ou neuf ans. Surtout lorsque, à côté de l'éternité, on doit aussi se consacrer à l'évolution des dépenses de santé, au code des assurances, au budget de l'aménagement du territoire, ou... à sa propre réélection. Très vite, le débat « historique » s'est donc restreint, dans la confidentialité des séances de nuit, à des échanges entre juristes.

Si la politique y a sans doute perdu un peu de son intérêt, la rigueur juridique y a assurément gagné. Les déchirements auxquels avaient donné lieu le loi sécurité et liberté, ou les lois Pasqua-Fondudé de 1986 contre la criminalité et la délinquance, n'ont presque pas eu droit de cité. Avec l'examen de ce nouveau code pénal, une période d'instabilité juridique s'achevait, en même temps que certains débats de société. Ni la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse ni l'abolition de la peine de mort n'ont été remises en cause.

La peine de sévère

La majorité, soucieuse de mener à bien l'ambition présidentielle de « doter la France d'un instrument juridique digne d'une démocratie moderne », était prête à de nombreux compromis. La droite guettait avec gourmandise ces concessions tardives à une vision plus « raisonnable » de la justice. Comment n'aurait-elle pas souscrit à cet aveu du rapporteur du livre IV à l'Assemblée nationale, M. François Colcombet (PS), ancien président du Syndicat de la magistrature, qui expliquait qu'« un code pénal n'est pas une œuvre angélique » ?

Cette volonté de compromis s'est manifestée dès le livre premier, qui fixe les principes généraux du code pénal. Les sénateurs et les députés de droite avaient insisté sur la nécessité d'instituer une très lourde peine de détention criminelle, qui se substituerait à la peine de mort. A ces arguments sécuritaires, le garde des sceaux de l'époque, M. Pierre Arpaillange, et le rapporteur à l'Assemblée nationale, M. Philippe Marchand, avaient répondu que « pour tout individu, même le plus abominable, il faut une toute petite lueur d'espoir ». L'opposition devait obtenir en partie gain de cause avec l'inscription d'une peine de sévère de vingt-

deux ans en cas de réclusion criminelle à perpétuité, portée à trente ans pour les crimes, accompagnés de violences, commis sur des mineurs de moins de quinze ans.

Comment la droite n'aurait-elle pas également applaudi à la reconnaissance, par la majorité, que « l'expérience accumulée depuis 1986 » en matière de lutte contre le terrorisme constituait « une base solide » pour la rédaction du nouveau code ? Comment ne se serait-elle pas réjouie de voir les socialistes reprendre à leur compte, mot pour mot, les termes de la loi de 1986 contre le terrorisme ?

Les parlementaires de l'opposition ne s'attendaient sans doute pas, en revanche, à voir le gouvernement céder sur le maintien, à l'instigation du Sénat, de la pénalisation de l'interruption volontaire de grossesse de la femme sur elle-même. La mobilisation des associations féministes, l'hostilité résolue de certains parlementaires socialistes à une disposition « extrêmement archaïque, pour ne pas dire barbare » n'y ont rien changé : l'ossature de parvenue au plus vite à un accord l'a emporté. Cette poussée de fibre rassurait sur la permanence des frontières traditionnelles entre la gauche et la droite. Elle n'a pas été la seule. Que réapparaissent les questions sur l'homosexualité, la protection des mineurs ou l'âge de la majorité sexuelle, et, aussitôt, se reconstituaient les clans entre les partisans d'un code pénal « normal » et, donc, d'un interventionnisme accru en matière de mœurs, et ceux pour qui la règle de droit doit se limiter à interdire les comportements dangereux pour la société.

Pas de délit d'homosexualité

Rouvrant un débat clos par une loi de 1982, les sénateurs ont tenté, sans succès, de rétablir le délit d'homosexualité sur mineur de quinze à dix-huit ans. Les annales du Sénat racontent l'appel au « bon sens des populations rurales » de M. Etienne Dailly (UDF) contre l'« homosexualité, quelque chose qu'on ne souhaite pas voir se répandre dans le pays ». Et tandis que les associations d'homosexuels manifestaient sous les fenêtres du palais du Luxembourg, M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS) dénonçait, en réponse, la tentative de la droite sénatoriale d'instituer un « code pénal ».

La même division est apparue à propos de l'incrimination par le Sénat des personnes « conscientes et avérées » qui se seraient rendues coupables de « la dissémination d'une maladie transmissible et épidémique », une expression pudique pour parler du sida. Pour les partisans de cette mesure, M. Jacques Sourdis (RPR) au Sénat, ou M. Pascal Clément (UDF) à l'Assemblée, il ne s'agissait pas de « jeter l'opprobre sur telle ou telle catégorie de malades », ce que redoutait M. Michel Pozze (PS), rapporteur du livre II à l'Assemblée, mais « d'appeler à la responsabilité sexuelle ». L'amendement du Sénat, supprimé par les députés, n'a pas été rétabli par les sénateurs en seconde lecture.

La tentation d'introduire dans le futur code pénal un dispositif de lutte contre une épidémie qui représente, aujourd'hui, un problème majeur de santé publique, mais dont on doit espérer qu'il ne soit que conjoncturel, traduit bien la difficulté de « légiférer pour le troisième millénaire », selon la formule de M. Arpaillange. Comme on évoque avec incrédules les barbaries de l'Ancien Régime, « la roue, le feu, la marque au fer rouge », sourira-t-on demain de la volonté de condamner pour l'éternité, en les inscrivant dans le droit pénal, ces modestes barbaries des temps modernes que sont les « tags » ou les « squats » ?

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

ISTH
Plus qu'un Institut, une institution

- HEC-ESCP 2^e année entrée directe
- E.N.M. - C.F.P.A.
- DROIT-SCIENCES ECO

D.E.U.G. et 3^e année

STAGES INTENSIFS ET PREPAS ANNUELS

SUCCES CONFIRMES

FRÉDÉRIC BOBIN
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES LIVRES

150 000 000

سكنا عن الامن

POINT/LE NOUVEAU CODE PÉNAL

Au nom des droits de l'homme

La fin d'un texte obsolète

A la veille de la Révolution, le 1^{er} mai 1788, Louis XVI s'interrogeait sur la pérennité des lois criminelles de son royaume en se rappelant les préceptes des législateurs de l'Antiquité. « Leur sagesse, soulignait-il, ne pouvait que se transmettre à la postérité... »

crées par la conscience collective, notait-il le 19 décembre 1788, lors de la garde des sceaux. Entre le temps des diligences et celui de la fusée Ariane, la criminalité et la délinquance ont grandement changé, comme la société française elle-même. Aujourd'hui, certaines dispositions du code napoléonien sont caduques - c'est le cas de l'article 278, qui punissait de six mois à deux ans d'emprisonnement « tout mendiant et vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou plusieurs effets de valeur supérieure à un franc » - et le tout, à force d'ajouts, manque de cohérence et de clarté.

Une fonction « expressive »

Certes, ce code a subi depuis lors d'importants toilettages : un cinquième seulement des articles de notre code pénal datent de 1810. On ne coupe plus le poing droit du paillard avant de l'emprisonner, pas plus qu'on ne punit de l'emprisonnement à perpétuité celui qui aura mis le feu à une récolte. Mais, malgré ces aménagements, le code pénal français reste, selon M. Robert Badinter, un « instrument juridique obsolète ».

Gardant en mémoire l'échec des réformes entamées en 1822, 1934 et 1978, M. Badinter décide en 1981 de présider lui-même les travaux d'une commission chargée de la révision du code pénal (2). Cinq ans plus tard, les trois premiers livres sont achevés et déposés au Sénat. L'alternance interromp le processus, mais dès le retour des socialistes, en 1988, le Parlement inscrit le texte à son ordre du jour. Dès lors, un travail de titan commence : il faudra trois ans, sept sessions, et deux cent heures de débat pour arriver, en juillet 1992, à la version finale du texte qui succèdera au code napoléonien.

« L'individualisme des droits de l'homme qui ressemble plus à un droit des personnes : le code protège le patrimoine individuel, qu'il s'agisse du corps ou des biens, mais il ne dit rien de la citoyenneté. Les droits du travail, de la consommation et de l'environnement sont passés sous silence et la notion d'ordre public financier, qui recouvre à la fois la lutte contre la fraude fiscale et le contrôle des activités boursières, est totalement absente. C'est l'une des graves lacunes de ce code ».

Au nom des droits de l'homme, invoqué à plusieurs reprises par la commission, les crimes et délits contre les personnes ont été placés en tête du nouveau code, avant les crimes et délits contre les biens et les atteintes à l'État et à la paix publique. Un certain nombre d'innovations répondant au besoin de modernisation affiché dès la première rédaction du texte. Celui-ci comprend ainsi une nouvelle définition des crimes contre l'humanité, l'introduction de la responsabilité pénale des personnes morales, de nouvelles dispositions relatives à la criminalité organisée (trafic de stupéfiants et proxénétisme) et une définition de l'irresponsabilité plus conforme aux travaux de la psychiatrie. Mais l'un des soucis majeurs du nouveau code est également de

« Indigne d'une démocratie moderne »

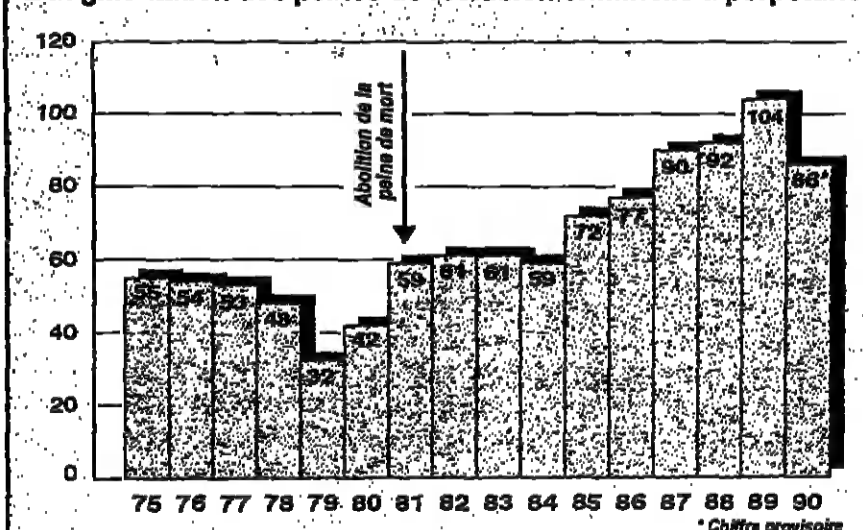
Après une phase d'attente, les syndicats de gauche du monde judiciaire ont dénoncé l'orientation « répressive » du texte voté par le Parlement. Révoltés par la création de la peine de trente ans de réclusion criminelle, l'introduction de la notion de légitime défense des biens et le maintien des périodes de sûreté, le Syndicat des magistrature et le Syndicat des avocats de France ont demandé au mois de mai 1991 le retrait pur et simple de ce texte « indigne d'une démocratie moderne ». « Croire que l'augmentation des peines et des peines de réclusion criminelle, déjà particulièrement élevées, la criminalisation de certains délits, la création de nouvelles incriminations et l'élargissement du champ d'application des peines de sûreté sont de nature à résoudre le phénomène de la délinquance, n'est qu'une dangereuse naïveté, soit d'une démagogie particulièrement intolérable ».

Les ultimes arbitrages qui ont précédé, jeudi 2 juillet, l'adoption du texte par les députés leur ont fourni de nouveaux arguments : sous la pression du Sénat, la peine de sûreté platonique jusqu'alors à vingt-deux ans a été portée à trente ans pour les « assassinats ou meurtres aggravés accompagnés de viol, de tortures ou d'actes de barbarie sur mineurs de moins de quinze ans » et l'incrimination d'avortement pratiquée par la femme sur elle-même, qui figurait parmi les « archaïsmes » dénoncés en 1986 par M. Badinter, a finalement été rétablie. « Nous proposons de supprimer les peines d'emprisonnement de moins de six mois, de mettre fin au principe du doublement de la peine en cas de récidive, de définir une responsabilité pénale du chef d'entreprise, et d'interdire toute forme de légitime défense des biens », note ainsi M. Alain Vogelweh, le secrétaire général adjoint du SM. Ce nouveau code va dans le sens inverse : il augmente les peines de certains délits, comme le trafic de stupéfiants.

Certains dénonçant également l'absence du second volet de ce gigantesque effort de rénovation : la réforme du code de procédure pénale. Le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a affirmé à plusieurs reprises que le projet de l'ancien ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, serait examiné par le Parlement lors de la session d'automne mais certains syndicats restent sceptiques. « Nous aurons bientôt un code pénal plus sévère », notent ainsi M. Edouard de Larosière, le président de l'Union des jeunes avocats de Paris, et M. Elisabeth Grabli, responsable de la commission pénale de l'UJIA. Il nous faut donc son corollaire : un code de procédure pénale qui fasse plus de place aux droits de la défense afin de rétablir l'équilibre du système judiciaire.

A. C.

L'augmentation des peines de réclusion criminelle à perpétuité



Les principales dispositions

■ Responsabilité pénale des personnes morales. - La responsabilité pénale des personnes morales est prévue pour les collectivités publiques, les associations, les partis ou groupements politiques et les syndicats professionnels, à l'exception de l'État et des collectivités locales lorsque celles-ci exercent des activités qui ne sont pas susceptibles d'être déléguées. La responsabilité pénale des personnes morales n'exclut cependant pas celles des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes infractions.

■ Légitime défense. - Le projet de code pénal étend expressément le droit de légitime défense à la défense d'un bien, sauf dans le cas - également prévu pour la légitime défense des personnes - où il y a disproportion entre les moyens de défense utilisés et le résultat obtenu, à l'exception de l'homicide volontaire.

■ Sûreté. - La période de sûreté, qui ne figurait pas dans le texte initial du gouvernement (actuellement elle figure dans le code de procédure pénale), a été réintroduite dans le livre I en première lecture par le Sénat. Députés et sénateurs ont ensuite confirmé son caractère automatique pour les infractions les plus graves. Cette peine de sûreté ne pourra excéder vingt-deux ans sauf pour les cas d'assassinat ou de meurtre aggravé, accompagnés de viol, de tortures ou d'actes de barbarie, sur mineur de moins de quinze ans, cas pour lesquels la période de sûreté peut être portée à trente ans.

■ Crimes contre l'humanité. - La notion des crimes contre l'humanité est introduite dans le livre II du code pénal. Ces infractions reçoivent une définition nouvelle dérogant de toute référence au statut du tribunal de Nuremberg, annexé à l'accord de Londres de 1945.

■ Protection des mineurs et personnes vulnérables. - Le nouveau code pénal accorde une protection toute particulière aux mineurs et aux personnes « dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse est apparente ou connue de son auteur ». Le délit d'abus de confiance est ainsi passible de sept ans de prison et de 700 000 F d'amende, « sauf si les circonstances du délit sont telles qu'elles assurent la santé et la sécurité de celui-ci ». Le code prévoit également le maintien des dispositions envers les Minors roses. Le fait de fabriquer, de transporter, de diffuser par quelque moyen que ce soit et quel qu'il soit le support un message à caractère violent ou pornographique, ou de faire commerce d'un tel message est puni de trois ans de prison et de 500 000 F d'amende « lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur ».

■ Peines accessoires. - A propos des peines accessoires, les députés et les sénateurs ont décidé de maintenir le principe selon lequel certaines condamnations entraînent de plein droit des interdictions, déchéances ou

incapacité, notamment à caractère professionnel. Cependant les interdictions de droits civiques, civils et de famille doivent être expressément prononcées par le juge.

■ Interdiction de territoire. - Parmi les peines complémentaires, l'interdiction du territoire a un caractère facultatif. Complètement judiciaire dans le nouveau code, elle peut être prononcée à titre définitif ou pour une durée de dix ans et notamment possible pour le mineur. Elle n'est cependant pas applicable pour un condamné résidant habituellement en France depuis l'âge de dix ans, ou bien père ou mère d'un enfant français, ou enfin marié depuis au moins six mois avec un conjoint de nationalité française.

■ Viol. - Le projet initial prévoyait pour le viol des peines de dix ans de réclusion criminelle portées à quinze ans en cas de circonstances aggravantes (commis sur un mineur ou sur une personne particulièrement vulnérable, avec usage ou menace d'une arme ou par plusieurs personnes en qualité d'auteurs ou de complices...). En cas de décès de la victime, la peine encourue est la réclusion criminelle à perpétuité. Compte tenu de la suppression de l'échelon de dix ans de détention criminelle intervenue au cours du débat, les parlementaires ont décidé de fixer à quinze ans, ou vingt ans en cas de circonstances aggravantes, la peine pour viol, afin de lui maintenir la qualification de crime.

■ Avortement. - La qualification d'avortement, qui existait pour les interruptions de grossesse effectuées dans des conditions légales, a été supprimée. En revanche, sous la pression du Sénat, l'interruption de grossesse pratiquée par la femme sur elle-même a été rétablie dans le texte du gouvernement. Elle est passible de deux mois d'emprisonnement et de 25 000 F d'amende. Toutefois, « en raison des circonstances de détresse ou de la personnalité de l'auteur », le tribunal peut décider que ces peines ne sont pas applicables.

■ Crime organisé. - Le projet de code pénal, pour tenir compte des formes modernes de la criminalité, renforce particulièrement les sanctions à l'encontre du trafic de stupéfiants et du proxénétisme lorsqu'ils sont commis de façon « en bande organisée » (trente ans pour le trafic de stupéfiants, vingt ans pour le proxénétisme).

■ Coercition spéciale. - Le projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal, qui n'a pas encore été examiné par le Sénat, prévoit, comme pour les crimes de terrorisme, la constitution d'une cour d'assise spéciale, composée uniquement de magistrats, pour la répression des crimes liés aux stupéfiants.

■ Harcèlement sexuel. - A l'initiative de l'Assemblée nationale, les parlementaires ont inséré dans le code une peine punissant le fait de « harceler autrui en usant d'ordres, de menaces ou de contraintes, dans le

but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle, par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ». Il est puni d'un an de prison et de 100 000 F d'amende.

■ Atteintes au respect de la vie privée. - Le nouveau code pénal ajoute une circonstance aggravante à la violation de sépulture qui est punie plus lourdement lorsqu'elle est commise « à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, des personnes décédées à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ».

■ « Tags » et « squats ». - A l'initiative du Sénat, le « tagage » est désormais puni de 25 000 F d'amende lorsqu'il n'en résulte qu'un dommage léger et de 50 000 F dans les cas précis (lorsque le bien dégradé est destiné à l'utilité ou à la décoration publique, qu'il est classé ou inscrit...). De même, à l'initiative de M. Jacques Toubon (RPR, Paris), les parlementaires ont adopté une rédaction permettant d'incriminer, à propos de la violation de domicile, le maintien dans les lieux, qu'il s'agisse de l'introduction frauduleuse dans ceux-ci.

■ Terrorisme. - Les entreprises individuelles ou collectives ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur constituent des actes de terrorisme, consacrés comme crimes autonomes. Une peine spécifique, nouvelle, est prévue pour le terrorisme écologique. Le nouveau code pénal prévoit également, conformément au code actuel,

l'exemption de peine pour les repentis qui, en aversant l'autorité judiciaire ou administrative, ont permis d'éviter des attentats et d'identifier, le cas échéant, les autres coupables.

■ Incapacité. - Le code prévoit certaines dérogations aux mesures prises pour lutter contre la corruption et l'ingérence dont les peines sont aggravées. Dans les communes de moins de 3 500 habitants, les maires adjoints et conseillers municipaux délégués peuvent traiter avec la commune dont ils sont élus, dans la limite d'un montant annuel de 100 000 F, pour le transfert de biens mobiliers ou immobiliers ou pour la fourniture de services. Ils peuvent également acquérir une parcelle d'un lotissement communal pour leur propre usage ou acquérir un bien communal pour le développement ou la création de leur activité professionnelle, après un avis favorable du conseil municipal, au cours d'une délibération à laquelle ils ne peuvent assister.

■ Décision de justice. - Les députés et les sénateurs ont rétabli dans le texte gouvernemental la sanction du fait de chercher « à jeter le discrédit », publiquement, par actes, paroles, écrits ou images de toute nature, sur un acte ou une décision de juridictionnelle, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance, passible de six mois d'emprisonnement et de 50 000 F d'amende.

LES BARRAGES SUR LES ROUTES

Ayant obtenu l'assurance de contreparties économiques

Les deux syndicats patronaux appellent à l'arrêt du mouvement

Les deux principales organisations patronales de chauffeurs routiers, mercredi 8 juillet, à la reprise du travail et à la levée des barrages. Ce revirement est consécutif à deux négociations séparées dans la soirée du mardi 7 juillet.

D'un côté, les représentants de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) recevaient, à Matignon, des assurances de la part du premier ministre sur le permis à points et la prise de mesures économiques propres à améliorer les conditions d'exploitation des entreprises. De l'autre, l'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) obtenait, dans le même temps, des engagements de la part des ministères de l'économie et des transports sur un projet de loi sur la sous-traitance.

Les organisations patronales veulent des mesures gouvernementales

qui les aident « à faire du social ». La libéralisation tarifaire, initiée en 1986, et un recours accru à la sous-traitance ont entraîné une guerre des prix aniconcurrentielle, estime l'UNOSTRA. Il peut exister des écarts de prix de 25 % entre des sous-traitants accablés à passer des contrats bon marché et d'autres PME qui essaient de couvrir leur frais, explique M. Jean-Louis Amato, président de l'UNOSTRA. Cette organisation réclamait depuis plusieurs mois « un assainissement de la concurrence » et un projet de loi sur la sous-traitance.

« Certaines entreprises externalisent leurs charges et leurs contraintes permanentes et dévoyées, considère M. Amato. Ce n'est qu'en venant à bout de ces pratiques que les PME pourront faire du social comme le souhaite le gouvernement. » Le texte du projet de loi retenu dans la soirée

du 7 juillet par les ministères de l'économie et des transports devrait prévoir des sanctions dans le cas où un sous-traitant passe un contrat « dont le prix ne lui permet pas de couvrir les coûts entraînés par le respect des obligations légales et réglementaires en matière sociale et de sécurité ».

Il devrait faire l'objet d'un examen lors de la prochaine session parlementaire. « Il faut que le prix des transports se stabilise et se redresse et que les entreprises obtiennent la juste rémunération de leurs prestations », insiste le président de l'UNOSTRA. Certains sous-traitants signent des contrats annuels qui leur font perdre d'environ 200 000 F.

Dans le même temps, la Fédération nationale des transporteurs routiers négociait avec M. Pierre Bérégovoy sur le permis à points. « Nous avons obtenu l'assurance du premier ministre que la suppression du recours

au chronotachygraphe pour le contrôle des vitesses allait faire l'objet d'une mesure réglementaire », expliquait M. Hubert Chagnon, délégué général de la FNTR. Par conséquent, la Fédération annonçait mercredi matin qu'elle allait retirer son recours devant le Conseil d'Etat contre le permis à points.

En outre, le gouvernement a accepté de prendre des mesures économiques dans le cadre de la loi de finances 1993 « propres à améliorer les conditions d'exploitation des entreprises », assurant mercredi matin la Fédération. Il pourrait s'agir de mesures d'ordre fiscal qui s'ajoutent au projet de loi sur la sous-traitance pour permettre aux entreprises d'appliquer les mesures sociales décidées par le gouvernement lors de la négociation patronal-syndicale-pouvoirs publics dans la nuit du lundi au mardi 7 juillet.

MARTINE LARONCHE

Les accords

L'accord signé dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 juillet par le gouvernement et l'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) porte sur les conditions de prix et de concurrence dans le secteur des transports routiers.

Dès la prochaine session parlementaire, un projet de loi sur la sous-traitance portera sur le point cinq du protocole signé le 11 février 1992 par les organisations représentatives et qui prévoyait la définition d'une infraction portant sur la pratique de prix trop bas entre professionnels des transports.

Le projet de loi prévoit que si un opérateur conclut avec un autre professionnel des transports un contrat dont le prix ne permet pas de couvrir les coûts entraînés par le respect des obligations légales et réglementaires auxquelles sont soumises les entreprises de transports (notamment en matière sociale et de sécurité), il pourra être sanctionné par les tribunaux. L'action pourra être engagée par tout professionnel lésé devant les juridictions civiles ainsi que par les pouvoirs publics, y compris en l'absence de preuve. A titre de présomption, ces derniers se fonderont sur les éléments de coûts établis par les organismes officiels. Afin de faciliter la mise en œuvre de ces dispositions, les contrats d'affrètement et de location devront être écrits.

Quant au relevé des conclusions, signé dans la nuit du lundi 8 au mardi 7 juillet par le gouvernement et les organisations professionnelles et syndicales des chauffeurs routiers, il porte sur l'aménagement du temps de travail des conducteurs et l'adaptation du permis à points.

Le système d'équivalence, qui fait la distinction

entre la durée effective et la durée légale du travail, devrait être à terme supprimé. Si les négociations paritaires, prévues sur trois mois, n'aboutissent pas, le gouvernement procédera par décret. Dans l'immédiat, une première réduction interviendra dès le 1^{er} août par décret. Pour les conducteurs de courtes distances (150 kilomètres), la durée « équivalente » de trente-neuf heures sera dorénavant payée par les employeurs pour une durée effective de travail de quarante et une heures au lieu de quarante-deux heures. Pour les conducteurs de longues distances, les heures de travail effectuées en dehors des heures de conduite seront rémunérées à 85 % contre 88 % jusqu'à présent (le temps de travail maximum est ainsi ramené de cinquante-cinq à cinquante-deux heures).

L'adaptation du permis à points

Pour l'adaptation du permis à points, un prochain décret devra préciser les responsabilités du donneur d'ordre et de l'employeur dans le cas d'un dépassement de vitesse du conducteur. En cas de suspension ou d'annulation du permis de conduire d'un salarié, toutes les mesures de reclassement devront être envisagées par l'employeur et les partenaires sociaux afin d'éviter la rupture du contrat de travail. Enfin, le principe de la prise en charge financière du coût des stages permettant au salarié de récupérer des points perdus a été accepté, de même que la rémunération du conducteur pendant la durée de ces stages ainsi que la confidentialité de la situation du salarié à l'égard de son permis à points.

O. F.

Après intervention des forces de l'ordre

La plupart des barrages ont été levés

Le ministère de l'intérieur a annoncé, mercredi 8 juillet en début d'après-midi, que presque tous les barrages qui paralysaient l'ensemble du réseau routier depuis neuf jours avaient été levés. Ainsi, les chauffeurs des 800 camions qui bloquaient la circulation à Fontainebleau (Seine-et-Marne) ont cessé leur mouvement dans la matinée. Seuls les accès à la ville de Toulouse restaient difficiles.

Mardi 7 juillet, tous les barrages avaient été levés dans une quinzaine de départements, la plupart du temps après intervention des forces de l'ordre. La liaison Lille-Paris-Lyon-Marseille par autoroute était à nouveau possible.

Le Centre national d'informa-

tions routières faisait cependant état d'une circulation très difficile en raison des files interminables de camions qui réintégraient le trafic, souvent en menant des opérations escarapées.

Les forces de l'ordre sont intervenues une nouvelle fois, le 7 juillet, sur l'A1, près de Lille, où une cinquantaine de camions avaient reconstitué un barrage. Brisant les vitres, utilisant des grenades lacrymogènes, les gendarmes ont délogé sans ménagement les chauffeurs routiers. Seize d'entre eux ont été conduits, menottes au poignet, devant une commission administrative de suspension du permis de conduire.

De nouveaux barrages avaient

cependant été mis en place le 7 juillet. Le Sud-Ouest, en particulier, connaissait une situation difficile. Les accès à de nombreuses villes (Périgueux, Castres, Figes, Narbonne, Perpignan, Bayonne...) restaient paralysés. Des agriculteurs continuaient à protester contre la politique agricole commune en interrompant la circulation des trains autour de Toulouse et sur la ligne Clermont-Ferrand-Paris.

Un incident s'est produit le 7 juillet sur la RN 43 près de Mende. Un chauffeur routier au chômage, qui voulait empêcher le passage d'un camion à un barrage, a trouvé la mort écrasé sous les roues de la remorque.

Trois accidents provoqués par des barrages mal signalés ont fait six blessés graves dans le département des Landes dans la nuit du 6 au 7 juillet.

Les quatre chauffeurs-routiers qui avaient molestés des touristes allemands, le 2 juillet à Cluses (Haute-Savoie), ont été inculpés de « violences avec armes et de voies de fait avec préméditation ».

Trois nouvelles inculpations sont intervenues dans l'accident qui avait fait deux morts et deux blessés graves le 3 juillet près de Montpellier.

M. Bérégovoy recommande au CNPF de dialoguer... avec la FNTR

Le CNPF s'inquiète des conséquences pour l'économie française de la grève des chauffeurs routiers. Le premier ministre aussi. Il n'a donc pas été surpris par la lettre que lui a envoyée, lundi 6 juillet, M. François Perigot.

Mais, dans un communiqué, publié mardi matin, M. Pierre Bérégovoy faisait remarquer que « le gouvernement n'a pris les dispositions nécessaires au rétablissement de la liberté de circulation par les forces de l'ordre et a provoqué une réunion des partenaires sociaux sur les conditions de travail des routiers, qui s'est conclue de façon positive ».

Ensuite, le premier ministre faisait observer que « la Fédération nationale des transporteurs routiers a maintenu, ce matin, un mot d'ordre de grève de nature à pénaliser l'ensemble des entreprises » et, donc, « il recommande au CNPF d'engager des conversations avec la FNTR, branche professionnelle qui lui est affiliée, pour la reprise normale du trafic ».

Les constats d'un sociologue des transports

« On demande trop aux transporteurs pour les prix qu'on leur concède »

nous déclare M. Patrick Hamelin (INRETS)

M. Patrick Hamelin, directeur de recherches à l'établissement d'Arcueil (Val-de-Marne) de l'Institut national de recherches sur les transports et leur sécurité (INRETS), organisme public qui a contribué à l'étude du permis à points, décrit les inconvénients socio-économiques du système français de négociation des prix du transport.

« 1984, 1991, 1992 : à trois reprises, une partie de la France a été paralysée par de longues grèves de transporteurs routiers. Ces conflits comportaient-ils, selon vous, une part de « non-dits » ?

« A chaque fois, ces conflits avaient trait à la structure économique du secteur, marquée par une grande dispersion des entreprises et, je dirais même, de chacun des processus de travail dans lesquels sont investis les conducteurs. Ces derniers restent capables de se rassembler pour affronter un problème global, mais les cas sont rares.

« L'abandon de la tarification routière obligatoire (TRO), sorte de barème de prix minima pour le transport en zone longue, a provoqué la disparition d'organismes qui réunissaient les transporteurs, les groupements professionnels routiers. C'était un lien sociologique assez ténu et il n'existe plus, aujourd'hui, que la concurrence absolue.

« Dans toutes les professions, il existe une différence entre le « travail

prescrit » et le « travail réel », ce que certains sociologues ont appelé de la « fraude ». Pour le transporteur routier, c'est un ensemble d'écarts à la règle, qui se situent non pas sur un territoire privé mais sur un territoire public. En se prononçant en faveur du permis à points, en 1989, on a voulu gérer cet espace public mais, avec la baisse des prix constatée pour le fret, avec des vitesses excessives ou des surcharges, on a continué de plus belle.

« Le processus de travail devient impossible si l'on contrôle sérieusement la manière dont il est effectué. Le permis à points a révélé des formes de désarroi provoquées par un phénomène structurel et, évidemment, pas du tout par la mauvaise volonté des gens. C'est historiquement fondé depuis pas mal de temps.

« La véritable origine de ces conflits ne se trouve-t-elle pas dans le service que demande la société française, avec un système de distribution et une organisation spatiale qui ont profondément évolué ?

« Je vous répondrai par un « oui », ferme et définitif. On demande trop aux transporteurs pour les prix qu'on leur concède. Le système embête les prix du transport vers le plus bas.

Nous assistons forcément à une « bataille à la misère », et c'est redoutable. Il n'y a pas de régulation possible d'un système quand, pour faire

un minimum de profit, on est obligé de tirer à ce point sur la corde, et depuis longtemps. Vouloir réguler le fonctionnement d'un certain nombre de gens sur un territoire public, simplement par des mesures de police, cela fait porter indûment la contrainte sur celui qui se trouve en bout de chaîne.

« Le transfert d'une partie du fret vers la voie ferrée ou la voie fluviale vous semble-t-il à la mesure de la croissance des transports de marchandises ?

« Il ne faut pas se faire trop d'illusions sur les substitutions modales. Ce débat est devenu un peu dénué. Il y a sûrement des contributions de la chaîne de transport à trouver, mais le problème essentiel demeure de réduire les coûts du transport. On peut agir par la vitesse, les améliorations techniques des matériels, les économies d'échelle, l'organisation de relais, mais, actuellement, en bout de chaîne, vous êtes obligé de « tirer » sur le coût de main-d'œuvre. Ces questions peuvent être résolues si l'on accorde à la fonction transport de meilleurs prix, pour un meilleur service, et si le profit n'est pas autant retenu au niveau des redistributeurs du fret, c'est-à-dire au niveau le moins lié à la production, mais le plus lié à l'aspect spéculatif de l'échange. In fine, il faut bien les bouger, physiquement, ces marchandise... »

Propos recueillis par GÉRARD BUETAS

Perturbations variables dans l'industrie

Les perturbations dues aux blocages routiers continuent d'avoir des répercussions très contrastées en fonction des entreprises. Mais globalement, mercredi matin 8 juillet, les optimistes l'emportent sur les pessimistes.

Chez Citroën, toutes les usines fonctionnaient normalement à l'exception de Rennes, qui avait défilé à mercredi la journée de chômage prévue pour le 24 juillet. On notait une légère amélioration du ravitaillement en

pièces détachées. Chez Renault, toutes les usines de montage tournaient, à l'exception de Maubeuge (R 19 et Express). La fabrication d'Espace était arrêtée à l'usine de Maubeuge.

Chez Peugeot, l'usine de Poissy a pu être approvisionnée et devait fonctionner normalement toute la journée, contrairement à ce qui était prévu la veille. En revanche, Sochaux et Mulhouse étaient fermés. Chez l'équipementier automobile Valeo, toutes les usines continuaient de fonctionner et les produits étaient acheminés.

Du côté des produits frais, « ça va beaucoup mieux », estime-t-on chez Bongrain. Toutes les usines tournent et les livraisons s'effectuent dans toute la France. Ce qui explique aussi la relative sérénité de la grande distribution.

Autre son de cloche chez Chambourcy où deux usines sur cinq étaient fermées. La moitié des livraisons seulement ont pu être effectuées. La marchandise non acheminée à bon port devra être détruite, déplore-t-on dans l'entreprise.

Pessimisme aussi chez Michelin où, mercredi matin, sur certains sites clermontois, les secteurs de fabrication étaient touchés dans une proportion de 50 %. Nous indiquons notre correspondant à Clermont-Ferrand. Les établissements du Puy-en-Velay (Haute-Loire) et de Roanne (Loire) devaient également prendre des mesures identiques, toujours dans la journée de mercredi.

L'industrie du bâtiment serait « gravement perturbée », selon la Fédération nationale du bâtiment : 13 des 25 premières entreprises du Rhône auraient arrêté leur production le 6 juillet.

Les Centres Leclerc font état, mercredi matin, de difficultés croissantes dans l'approvisionnement en carburants : les trois cinquièmes de la quarantaine de stations-service de Normandie étaient fermées faute de carburant, les dernières en fonctionnement étant menacées également de pleuhuer si l'assurance n'arrive pas ce jour. Dans le Sud-Est, la trentaine de stations n'étaient pas approvisionnées ce matin.

Les salariés d'une dizaine de magasins du couloir rhodanien ont été mis en chômage technique, ainsi qu'une centaine de personnes de la centrale approvisionnant Lyon.

Les opérations de police ont dégénéré à Lyon

« Envoyez des renforts nous sommes submergés »

LYON

de notre bureau régional

Le choix de la fermeté affiché par le gouvernement pour dégrader les routes s'est soldé, mardi 7 juillet à Lyon, par une après-midi de violences dans le quartier de Gerland. Le matin, le dégarage du pont Pasteur, barrage réputé le plus « dur » de la région, s'était effectué fermement, mais sans donner lieu à des incidents majeurs (le Monde du 3 juillet). Deux journalistes, contre lesquels le responsable du maintien de l'ordre, le commissaire divisionnaire Hézard, souhaitait faire dresser procès-verbal pour « obstruction au maintien de l'ordre » parce qu'ils ne portaient pas de brassard de presse, s'étaient fait arracher leur carte professionnelle par des policiers nerveux. Ce n'était que le prélude aux incidents de l'après-midi.

Vers 14 heures, sur la rive gauche du Rhône, en face du pont Pasteur, plusieurs dizaines d'ambulanciers et de taxis entament une opération escarapée autour de la place Antonin-Périn. Trois camions viennent se mêler au flot de voitures. Les forces de l'ordre interviennent. Sans ménagement, elles extraient un routier de sa cabine et le matraquent longuement. L'homme resta au sol. Un ambulancier lui porte les premiers soins et, « voyant que son pouls part », le fait vite évacuer par les pompiers.

L'attroupement qui se forme est sévèrement dispersé. Des policiers entrent dans un restaurant et frappent les manifestants réfugiés et les clients attablés.

La rumeur grandit selon laquelle le routier serait mort : soudain, le ferme qui était à ses côtés lors de l'intervention se met à hurler. La centaine de

manifestants y voit la confirmation de la mort du routier. La nouvelle se propage sur la CE. Deux routiers remontent alors dans leur camion et avancent vers le barrage de policiers. L'un des chauffeurs est traqué par un pistolet, puis sorti de sa cabine. La pression est forte. Le commissaire Hézard hurle dans son talkie-walkie : « Envoyez des renforts, nous sommes submergés. »

Première charge. Les grenades, les pierres s'abattent. Un policier est touché à la face. Les habitants des cités prennent fait et cause pour les routiers. La police, coupée, envahit à nouveau la place, s'en prenant à une caméra de TF 1 qui filme des interpellations violentes, des hommes couchés au sol, menottes dans le dos. Deuxième charge. Cette fois, les policiers cassent aussi la camionnette d'un vendeur de « frites-merguez ». La population descendue aux côtés des manifestants est chargée une troisième fois. Les nuages des lacrymogènes enveloppent les hôtels Mercure et Ibis du pont Pasteur. Les policiers poursuivent les gens jusque dans les homes d'immables, frappent un homme de soixante-dix ans sur le pas de la porte de son appartement. Une grenade lacrymogène est lancée dans une cage d'escalier.

A 19 heures, la place est « nettoyée », les voitures de police repartent sous les huées des habitants. A 20 heures, sur l'Antenne 2, M. Paul Quilès télécite les policiers pour le sang-froid dont ils ont fait preuve au cours des opérations de dégarage. A Lyon, la nouvelle de la mort du routier est catégoriquement démentie.

SERGE AIROLDI et ROBERT MARMOZ

o Rectifié. — Contrairement à ce que nous indiquions dans nos éditions du 7 juillet, la loi du 10 juillet 1989, relative à diverses dispositions en matière de sécurité

routière, ne fixe pas elle-même le nombre de points du nouveau permis. L'article L. 11-7 du texte précise que ce nombre est arrêté par décret après avis du Conseil d'Etat.

Le gouvernement s'in

FINS D'EMPIRE

Le Monde

150

صلى الله عليه وسلم

MUTES

Les autres

Le Monde ■ Jeudi 9 juillet 1991 ■ 11

SOCIÉTÉ

Avant de reconduire ses subventions à l'association

Le gouvernement s'inquiète d'irrégularités dans la gestion de France Plus

Une commission spéciale du Fonds d'action social pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS), principal bailleur du fonds de France Plus, vient d'être créée. Elle a pour mission d'examiner l'audit financier de cette association, qui a révélé l'existence d'irrégularités de gestion, et de dépenses « dont le lien avec l'objet de l'association n'est pas évident ». France Plus, fondée en 1982 pour favoriser la participation civique des jeunes issus de l'immigration, est parallèlement secourue par une crise interne, plusieurs responsables dénonçant la « gestion autocratique » de son président, M. Arezki Dahmani.

« Location régulière de Renault 25 », carte bancaire au nom du président, enregistrement « invraisemblable » des frais de fraie, conventions sans état des lieux de la province... Le rapport d'audit sur France Plus, remis à la commission du Fonds d'action sociale (FAS), révèle un train de vie et un fonctionnement surprenants pour une association qui incite les jeunes issus de l'immigration à s'engager pleinement dans la vie de citoyens. Jusqu'en décembre dernier, ce document explosif vient d'être transmis à la commission des suites du FAS, l'établissement public qui gère l'intervention de l'Etat dans le domaine de l'intégration des immigrés. L'Etat intervient à quelques jours de l'examen, par le conseil d'administration du FAS, de la demande de reconduction de la subvention de France Plus (1,8 million de francs en 1991).

Le rapport d'audit insiste sur « des dépenses non justifiées » par l'association, comme quelques milliers de francs de taxi, et sur le « caractère anarchique des notes de frais ». Il dénonce également des « irrégularités de France Plus, qui a dépensé plus d'un million de francs en 1990, soit près du tiers du budget de l'association, et dont 57 % ont été

affectés, au président. Un autre document, établi en mai dernier par le commissaire aux comptes de l'association, note avec satisfaction que la « carte bleue de l'association, dont disposait le président, « lui a été retirée en 1992 ». Mais le rapport qualifie les 31 000 francs versés en 1991 à l'achat de vêtements et de chaussures par M. Dahmani au titre de « frais de représentation », de « dépenses déguisées susceptibles de faire perdre à France Plus son caractère d'association sans but lucratif ».

La commissaire aux comptes, tout en saluant les efforts de l'association, relève la « situation financière inquiétante », et qui l'amène à préconiser des « mesures plus strictes afin d'éviter une dégradation des paiements qui n'est pas à exclure ».

Graves conflits internes

M. Dahmani termine l'essentiel du rapport d'audit, justifiant les difficultés de trésorerie par le paiement tardif des subventions du FAS, et affirme avoir toujours agi « dans le respect du principe d'intégrité morale ». Il précise que ses frais de missions correspondent à l'activité des bureaux locaux du mouvement, et que les frais d'hôtel couvrent l'accueil de délégués étrangers invités.

Les faits en cause interviennent à un moment où France Plus est secourue par de graves conflits internes. Plusieurs maires locaux, dont ceux de Paris et de Nice, ont révoqué M. Dahmani, mettant en cause l'absence de démocratie, dénonçant parachutages et limogements autoritaires, selon eux. En avril dernier, M. Aziz Sahiri, adjoint au maire de Grenoble et ancien président de France Plus dans l'Isère, avait été inculpé de détournement de fonds de l'association (3 avril). La déléguée départementale du Val-d'Oise, Mme Fyfe Naoui, elle, vient de claquer la porte de ce qu'elle appelle, avec la colère que donne le dépit, « une association bâtarde », tout en réaffirmant qu'elle continuera à militer pour « l'idéal démocratique et républicain ».

Les difficultés actuelles ne doi-

vent pas masquer, en effet, le rôle pédagogique joué par France Plus parmi les jeunes issus de l'immigration. Fondée en 1982 par une poignée de militants du mouvement SOS-Racisme, France Plus était à cette époque soutenue par quelques personnalités politiques, dont de l'apprentissage civique des jeunes issus de l'immigration, et de l'enjeu qui pouvait constituer pour le 10 leur inscription sur les listes électorales. En prenant la présidence de l'association un peu plus tard, M. Arezki Dahmani, membre de conférences au économie à l'université Paris-XIII (Villetaneuse), lui a donné une image plus indépendante. Il négocie avec la présence de jeunes boursiers ou fils de cadres des entreprises locales, ou des listes pour le parti de gauche que de droite, jouant à l'occasion de la concurrence entre ces partis per-

cevoir que l'opération allait leur valoir les voix des jeunes issus de l'immigration. Certains reprochent au président de se comporter en porte-parole d'un lobby imaginaire. Mais les ministres de la cohabitation, comme M. Séguin et M. Malhuret soutiennent France Plus, relayés après 1988 par M. Rocard, qui voit dans l'association un utile contrepoids à SOS-Racisme, proche des extrémistes.

Le discours de M. Dahmani, qui défend le « droit à la reconnaissance » et une conception de « l'intégration républicaine » proche de l'assimilation, est une influence négligeable sur l'évolution de la gauche, mais plus de 100 000 en matière d'immigration. Prenant son public à contre-courant, il milite non prioritairement le droit de tous les étrangers à l'égalité la plus stricte laïcité dans l'exercice de la citoyenneté.

Conquérir une image médiatique

Ses positions électorales en rapport avec la guerre du Golfe, son soutien à la gauche, son rôle dans les actions initiées parmi les jeunes, qui lui valent volontiers son surnom de « jeune converti ». Etudiant algérien, militant anti-FLN, M. Dahmani a été expulsé d'Algérie en 1981. Il vit en France depuis lors et a réintégré la nationalité française qu'il a obtenue sans complexe.

France Plus est probablement loin de compter les dix mille adhérents qu'elle revendique, et ses actions ont souvent un retentissement plus symbolique que réel. Mais l'association rassemble un échantillon de l'élite des jeunes issus de l'immigration maghrébine

très attachés aux références démocratiques et républicaines. Aujourd'hui, certains ont si bien assimilé les enseignements de France Plus qu'ils revendiquent précisément ces valeurs pour dénoncer son fonctionnement autocratique.

Au sein de cette situation ne saurait être résumée à tel ou tel symptôme individuel. Elle est symptomatique des profondes mutations de la vie associative depuis une décennie. Faute de « vrais » adhérents, les associations ne vivent que par l'image médiatique qu'elles peuvent conquérir. Et la tendance à une extrême personnalisation, comme dans le cas d'Harlem Désir et d'Arezki Dahmani.

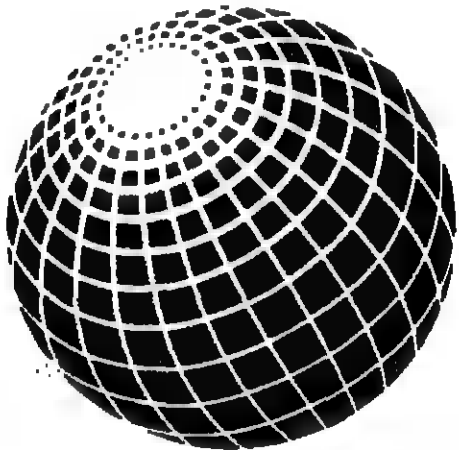
Privées de cotisants, les associations sont devenues totalement dépendantes des crédits d'Etat, sans véritable transparence. Comme d'autres, France Plus tire la quasi-totalité de son budget de subventions publiques. Outre le FAS, qui l'alimente pour 80 %, une dizaine d'autres ministères, de l'éducation nationale au travail en passant par les DOM-TOM et les droits de la femme, font vivre l'association, qui a reçu au total 4,2 millions de francs en 1991.

Formellement, les subventions ministérielles aux associations ne répondent à des « actions » précises, dont certaines ne sont que

l'habillage d'une aide - vitale - au fonctionnement. A cette hypocrisie s'ajoute le fait que, depuis les années 80, l'Etat délègue l'essentiel de ses interventions sociales en matière d'immigration à des associations, par l'intermédiaire des subventions du FAS. Les procédures bureaucratiques des établissements publics ont transformé peu à peu les responsables associatifs de ce secteur en professionnels du chantage de subvention, de la glissade budgétaire, et... des lambris mal isolés.

En 1990, les hommes politiques de France Plus avec le courant rocardien ont été traduits par le Tribunal de France des subventions de l'Hôtel Maignon, mais que l'indique l'audit financier. A l'époque, et en particulier dans la guerre du Golfe, M. Dahmani jouait le rôle, bien apprécié, de médiateur permanent de l'Etat d'esprit de l'immigration, venant combler le déficit d'informations dans ce domaine. Avec tous les risques que comporte une telle situation de quasi-monopole. Les ennemis de France Plus pourraient, à ce domaine aussi, inciter à d'autres réflexions.

PHILIPPE BERNARD



La Grande Fiesta: c'est pour tout le monde

La Grande Fiesta bat son plein. Plus de 3 000 000 de visiteurs sont déjà venus découvrir cette incroyable aventure internationale. D'anciens drakkars Viking y côtoient des téléviseurs Haute Définition. Déjeunez au Japon et dînez à la Terre de Feu. Plus de 50 000 spectacles vous y attendent. Vous trouverez tout cela à EXPO'92 beaucoup d'autres choses encore.

Souhaitez-vous participer à cette grande aventure? Appelez dès maintenant votre agence de voyages pour obtenir de plus amples informations. Un large choix de logements est à votre disposition. Chambres d'hôtels à des prix, auberges, bateaux, campings. Dans la ville, à l'intérieur des terres ou sur la mer. Vous êtes certain de trouver une formule à votre convenance. Ne manquez pas EXPO'92. C'est maintenant ou jamais.

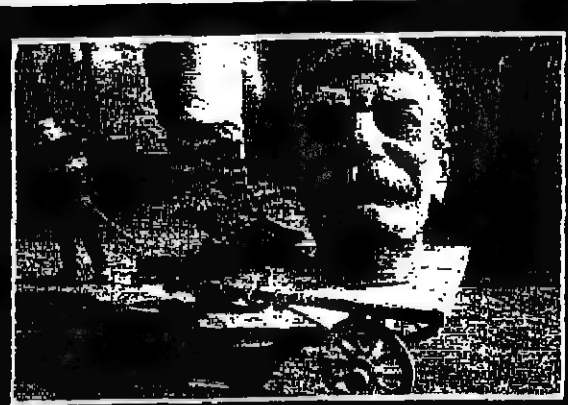
EXPO'92
SEVILLA

JUSQU'AU 12 OCTOBRE, 1992

MAINTENANT OU JAMAIS

FINS D'EMPIRES

sous la direction de Jean-Pierre RIOUX



Dans le Monde, pendant tout l'été, une équipe d'historiens retrace ses quarante-cinq siècles les aventures de l'Empire. De la Perse à Rome, de Byzance à Venise ou à Moscou, une reconstitution des vicissitudes, des succès et des espoirs qui ont fait et défait tant d'empires.

Fins d'empire, un roman feuilleton à lire cet été.

Le Monde

CHAQUE JOUR, A PARTIR DU LUNDI 20 JUILLET 1992
(numéro daté mardi 21)

EDUCATION ♦ CAMPUS

La recherche universitaire à l'aune internationale

Un rapport inédit du ministère de l'éducation s'efforce de poser les bases d'une évaluation rigoureuse des laboratoires français

PEU-T-ON classer les universités françaises en fonction de la qualité, de la productivité, de la pertinence nationale ou internationale de leurs activités ? Presque... et il y a quelques années dans un université hexagonale une « conférence de bienveillance tolère l'expression orale de toute opinion », mais interdiction, justement (1), la publication de tout jugement écrit. Surtout quand de tels jugements risquent d'être lancés sur la place publique... et de susciter une réaction défavorable, aux yeux de la plupart des universitaires, aux subtilités académiques ou à la rigueur scientifique...

En poursuivant cette question dérangeante que s'efforce de répondre un rapport encore inédit de la Direction de la recherche et des études doctorales (DRED) du ministère de l'éducation nationale et de la culture. La justification première de la mesure est simple : il s'agit de mesurer, au sein des universités, les crédits et les postes attribués à chaque université le sont « à bon escient ». « Or dans notre pays, souligne le rapport de la DRED, le salaire est fonction du rang d'un enseignant-chercheur ou d'un directeur de son maître principal... La mesure de la déperdition est donc cette apparence d'égalité qui n'est qu'un même rang. »

« Je suis sûr à quel point les jugements portés sur les mil-mil-clos sont implacables. L'analyse met nécessairement au jour des inégalités. » Perspective redoutable, mais qui permet de remettre en question le principe même d'un salaire objectif et transparent.

Cet impératif de bonne gestion des deniers, ajoute la DRED, ajoute une autre motivation. Dans un monde scientifique sans frontière, l'évaluation des universités, des laboratoires et des enseignants chercheurs est, dès à présent, conduits par d'autres qui n'ont pas attendu d'autorisation pour se donner les moyens de recréer le dynamisme de la recherche universitaire française.

Trois grandes bases internationales de données sur les publications sont immédiatement utilisables. Pour les sciences, le *Science Citation Index* (SCI) recense les articles et les revues de quatre mille périodiques scientifiques en 115 nombreux pays. Le *Social Sciences Citation Index* (SSCI) et le *Arts and Humanities Citation Index* (AHC) font de même pour les sciences sociales et les sciences humaines en analysant les revues d'une quarantaine de pays.

notamment à la bibliothèque centrale de l'INRA pour l'index des sciences, à la Maison des sciences de l'homme pour l'index des sciences humaines et à la bibliothèque de la Sorbonne pour les sciences humaines. Les bases de données ont été fait l'objet d'études bibliométriques conduites par le CNRS ou le ministère de la recherche et ont été utilisées à titre expérimental par la DRED. Ainsi les publications scientifiques de l'ensemble des trois cycles littéraires ont été analysées ainsi que les publications

■ enseignants ■ deux universités parisiennes (Paris-I et Paris-VII) ■ a bénéficié d'une prime d'encadrement doctoral. A l'avenir, la direction de la recherche du ministère envisage ■ généraliser l'utilisation ■ indices de citations ■ de publications ■ établissement pour compléter ■ affiner ■ indicateurs.

C'est en fait l'un des enseignements du rapport de la DRED. Après quelques années de relance de la politique de soutien à la recherche universitaire — à travers les concours quadriennaux, les primes d'encadrement doctoral, le développement rapide de l'enseignement de la recherche, la mise en place de quelques équipes ou de quelques écoles doctorales —, ministères et communes disposent d'une batterie d'actions qui fournissent autant d'éléments d'une « typologie des universités françaises » permettant aux unes et aux autres de se comparer, de mesurer leurs différences, leurs lieux forts ou leurs faiblesses relatives. S'il écarte le principe d'un classement, le rapport de la DRED fournit néanmoins, pour chaque établissement, quelques indicateurs significatifs.

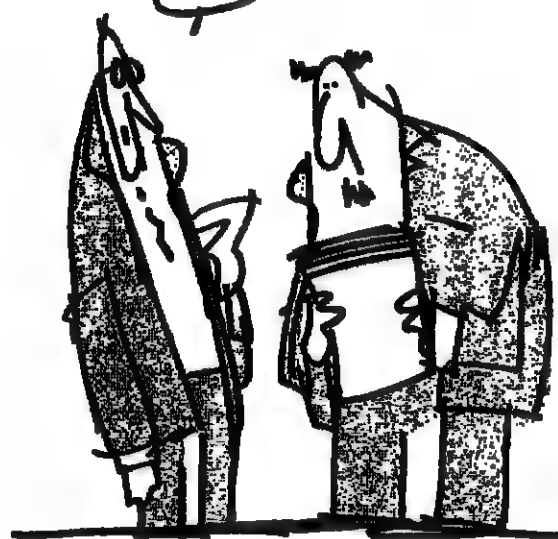
Palmarès « typologie » ?

Ainsi le nombre de these soutenus est en baisse, mais le nombre d'enseignants-chercheurs varie considerablement d'une universite il l'autre. Les etablissements parisiens, ce n'est pas une surprise, beneficient dans ce domaine d'une reconnaissance et d'un bien connu par ailleurs, mais il est interessant de constater que les universites de province ont tendance a se distinguer par une certaine originalite et une certaine autonomie. Elles ont une autre justification et une autre image, etrange du prestige compare des diplomes, entretenu, il est vrai, par des pratiques des commissions de selection qui ne sont pas les memes. Les universites lors d'un entretien avec l'enseignant superieur.

Les universités parisiennes se voient donc, logiquement, se partager le haut de la fourchette : les deux grosses scientifiques (Paris-VI et Paris-XI-Orsay) présentent respectivement un taux moyen annuel de 0,54 et 0,40 des encadrés par enseignant. Les autres universités parisiennes se situent dans une zone comprise entre 0,33 et 0,39, donc supérieure à 0,3 par enseignant, à l'exception de Paris-III (0,25), tandis que les universités périphériques présentent un taux de 0,12 à 0,17, soit par

Dans le ~~monde~~ des lettres et sciences humaines, d'importantes universités de province semblent -

C'EST MA THÈSE:
RECONNAISSANCE UNIVERSELLE
ET CHARME DE LA VIE DE PROVINCE



pour leur part, Lille III (0,07), Nancy-II (0,09) et Reims-II (0,07)... ces équipes mériteraient évidemment d'être complétées à l'avenir par des séries sur une plus longue période.

« Ces indicateurs d'ensemble doivent donc être corrigés du nombre de primes de recherche attribuées à chaque université. Des anomalies apparaissent cependant, en particulier dans les établissements où le pôle médical — le poids des personnels hospitalo-universitaires est important — comme Clermont-Ferrand-I où (0,40) alors que le pourcentage des primes — recherche — faible (0,14). A l'inverse, le ministère a manifestement souhaité dynamiser la recherche — grâce aux primes — des universités petites ou moyennes comme Avignon, Angers, Brest, Chambéry, Caen, Havre, Le Mans, Pau, Reims, etc. »

Enquête e notorieté

Ces clubs sont notés par « l'indice de créativité » calculé par la DRED à partir du nombre de « jeunes équipes » comparé à la taille des équipes reconnues au titre du championnat quadriennal. Avignon, Chambéry, Mulhouse ou Pau sont particulièrement dynamiques sur ce

Enfin, au-delà des ces indicateurs quantitatifs, la DRED s'est aventurée

sur un terrain très inhabituel en France, en lançant une enquête sur la priorité de la recherche universitaire française auprès de scientifiques américains, britanniques, soviétiques et russes.

sont évidentes, et la DRED ne se
 pas. Avec cinq ou six cin-
 taines de disciplines - comme le
 de l'ingénieur - ne suffi-
 sient. En outre, les destinataires du
 questionnaire n'ont pour l'essentiel
 à leur tour respectifs à la ma-
 et leur jugement sur la
 recherche française apparaît, à cer-
 égards, « suranné » et peu au
 fait d'initiatives ou de développe-
 ments récents. Mais, comme le note
 le rapport de la DRED, une enquête
 plus entachée d'erreur que les résul-
 tats d'une assemblée de pairs. Si
 trente-deux personnes
 fois jugé « partie constituant
 commission d'évaluation qui n'est pas
 ridicule, qu'en est-il d'une
 d'étrangers n'ont rien à nous tradi-
 rien limités par nos tradi-
 tions »

Discipline ■ discipline ■ établis-
■ par établissement, ■ regard
porté par les étrangers ■ la
~~réglementation française~~ ■ ■ ■ instructif.
D'une manière générale, il confirme de façon prévisible le poids parfois
et, plus encore, ■ quelques grandes institutions ■ le Col-

lège de France, supérieure ou l'Ecole hautes études en

Cette monopolisation de la notoriété internationale — particulièrement flagrante en mathématiques où les lauriers accordés unanimement à la — française vont, pour l'essentiel à Paris-VI, Paris-XI, Paris-VII, et Paris-IX, au Collège de France et à l'école de la rue d'Ulm. Les universités — province (Grenoble, Strasbourg, Bordeaux-I, Marseille-I, Nice) — partagent que les miettes.

La concentration est encore plus forte en physique où Strasbourg derrière les poids lourds que Paris-XI Orsay et l'université supérieure de la rue d'Ulm. A l'inverse la notoriété des centres de chimie est beaucoup mieux partagée, une dizaine d'universités de province sortant leur épingle du jeu derrière Strasbourg qui se manifestent du prestige de Jean-Marie Lehn. Enfin, en sciences humaines et sociales, l'Ecole normale de Saint-Denis de la Réunion, la Sorbonne, les études, de la France, Paris-IV, à un moindre degré, Paris-IV, Paris-X et Paris-VIII ne laissent guère la place aux autres universités.

Au-delà de ces indications qui demandent, pour échapper à l'écueil d'un *ethnocentrisme* démesuré, de se pencher davantage sur les particularités plus nombreuses, les réponses des scientifiques étrangers fournissent de notations sur la qualité et le dynamisme des différentes disciplines. A l'exception des mathématiques ou de l'histoire, peu de secteurs échappent à des remarques acides ou positives. Sont ainsi cités, par exemple, la psychologie («*où il ne se fait pas grand-chose*») ou la philosophie (plus appréciée, note un correspondant étranger, par la presse française que par les philosophes français), les latinistes (dont le prestige passe d'est en est), ou les sociologues (conférences dans leurs chapelles et trop peu de recherche internationale).

D'autre part, d'une manière générale, les universitaires étrangers soulignent deux travers de leurs collègues français : leur trop grand isolement sur la scène scientifique mondiale et surtout leur insuffisante mobilité, y compris au plan national, qui conduisent à une certaine « consanguinité », les enseignants français étant trop souvent leur carrière dans l'établissement où ils ont suivi leurs études et passé leur jeunesse. « Ces défauts, nous ne les rapporte de la DRED, ne nous ont pas inconnus. Mais l'insistance de nos correspondants nous oblige à les considérer avec attention », disent-ils, « à tenter, peut-être, leur porter remède. » Vaste programme...

(1) Les rapports du Comité national d'évaluation ont depuis quelques années

(2) Pour mémoire, on retiendra que, pour pouvoir bénéficier d'une prime d'encadrement doctoral, un enseignant-chercheur doit avoir encadré au moins deux étudiants au cours des quatre dernières années, soit 0,5 thèse par an. Compte tenu de la durée de préparation d'une thèse, cela équivaut à suivre au moins deux thèses en permanence.

Lycéens olympiques

A1 B1

correspondant

Vingt-huit élèves du lycée professionnel hôtelier de Mazaamet sont partis, samedi 4 juillet, pour Barcelone. Destination : Jeux olympiques, bien sûr, pour ces candidats au bac professionnel de restauration et un **professeurs**.

Le **départ** s'inscrit bien davantage dans la poursuite de leur formation **dans** un séjour touristique **et** sportif.

Ces jours derniers, un effet, rejoindre le lycée professionnel provisoire installé à Barcelone par le ministère de l'Enseignement technique. Sur les lieux, village olympique, huit cents cinquante élèves venus de cinquante pays européens, français, (auxquels se joignent, en coopération oblige, une centaine d'Espagnols) et deux cents professeurs et professeurs de l'administration composent ce établissement pilote can-tonné dans les montagnes de l'été et chargé de participer au fonctionnement du restaurant des Jeux. C'est dans le cadre d'un tel projet que l'été 1968, passé par le secrétariat d'Etat avec un groupe français SODEXO, quatrième mondial de la restauration sportive, qu'il a eu ce marché.

Cette main-d'œuvre sera chargée, aux côtés de professionnels, de restaurer rapidement, depuis les ruelles jusqu'aux grilles, le patrimoine de la ville. Il faudra aller vers le sud de la ville, entre 1 heure du matin et minuit, quelques heures sans repas par jour et jusqu'à quarante-cinq mille en période de pointe.

Pour le professeur mazémé tain Joël Cadilhac : « Nous réussissons parce que nous n'avons aucun droit à l'erreur. Nous sommes formateurs et ils iront jusqu'au bout. Ce sera dur, mais même, mais formatrice. Ils puis nous montrer de participer, pour montrer que l'enseignement technique français est un grand savoir-faire. »

Volontaire, comme l'ensemble des participants à l'expérience pédagogique, l'enseignant quitte son domicile pour un mois et demi et n'aurea pas de grandes vacances cette année. Pour lui, l'enjeu est clair : « Si un marathonien mange des spaghettis le matin, qu'il trouve des légumes, nous devons fournir à partir de techniques grammaticales imposées. Les prescriptions sanitaires et diététiques sont draconiennes. En plus, nous subissons tous des tests prophylactiques car l'hygiène devra être parfaite et il faut aussi que qu'on ne s'incrimine le service de restauration dans la contre-performance d'un autre ».

Leur expérience au plus haut niveau promet d'être doublement enrichissante pour les jeunes lycéens. Puisque l'expérience professionnelle sera mise en même temps qu'il seront mis au point les techniques les plus modernes dans le domaine de la robotique. Une question pour eux d'aller là-bas seulement pour gamir un album de souvenirs que bien d'autres jeunes pourraient leur envier.

Ces **JO** de vacances seront tout **à fait** différents par une attestation spécifique qui entrera pour partie dans les vingt semaines en entreprise inscrites à leur programme annuel de formation. En complément ils toucheront un pécule de 5 000 francs alors que le **niveau** de celui de l'encadrement pédagogique n'a pas été **élevé**. Mais **ce** sont les dachets que **nous** aujourd'hui l'idéal olympique et **les** fantastiques enjeux que représentent les JO sur le terrain de la consommation.

JEAN-PIERRE BARJOU

A L'ISTEC 3 = 4

Enfin il y a plus de 30 ans.

L'ISTEC EST UN INSTITUT DE ~~FORMATION~~ SUPERIEURE DE
CADRES DE HAUT NIVEAU ET DE MANAGERS D'ENTREPRISES.

DE LOIN RECONNU PAR L'ETAT

- Durée des études : Bac + 3 ou Bac + 4.
- Une formation ■■■■ haut niveau, de vrais généralistes de la fonction commerciale en 3 ans au lieu de 4.
- Une 4ème ■■■■ spécialisation en option.
- En relation permanente avec ■■■■ entreprises.
- Une ■■■■ associative active : ■■■■ anciens ■■■■ dynamiques.
- Un environnement économique privilégié :
■■■ département des Hauts-de-Seine.

**ENTREE DIRECTE EN DEUXIEME
ANNEE POUR LES TITULAIRES DE
BTS OU DUT**

Epreuves orales le 3 septembre 1992

Renseignements ■■ inscription :
Tél. : (1) 46.21.41.23
Minitel : 3614 Chap * ISTECE
Accueil : 102, ■■■ du Point du Jour - 92100 BOULOGNE

ISTEC : L'EXCELLENCE, LA REUSSITE

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE
SUPÉRIEURE

Centre de préparation
aux HEC et à Sciences Politiques
créé en 1976

- Classes prépa ESC
et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- personnalités et
- homogènes
- Admission sur pour
bacheliers B, C, D.

Classes "pilotes" HEC

Conditions d'admission

- Voie générale
bac C plus mention et/ou
admissibles aux concours
- Voie économique
Bac B et D plus mention et/ou
admissibles aux concours
- Départ des dossiers à partir
de janvier

GROUPE ESLSCA - PCS
rue de la Libération 92165 Paris
(1) 45 56 59 98
enseignement supérieur privé

**Le Centre de Formation Continue
de l'Ecole Supérieure de Gestion**
propose à des jeunes diplômés BAC + 3
possédant une bonne connaissance de l'anglais
d'intégrer le stage :

**ACTION COMMERCIALE
EUROPEENNE**
(5ème promotion)

Durée : 30 Septembre 1992 - Durée : 9 mois à temps plein.
Sélection juillet et Début Septembre.

Ce stage est réalisé avec le concours financier
du Conseil Régional d'Ile de France
avec rémunération possible des stagiaires.


ECOLE
SUPERIEURE
DE GESTION



ENVOYER CV + PHOTO +
LETTRE DE MOTIVATION ■ :
ESG FORMATION CONTINUE
19, Rue Erard. 75012 PARIS.

صلى الله عليه وسلم

EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

Déserts français de la formation

par Jacques Bodineau

EN septembre 1991, vingt-huit instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) accueillent quelque 66 000 étudiants. Ils préparent à la carrière des professeurs des écoles, des collèges et des lycées. Environ 27 000 d'entre eux, inscrits au niveau de la licence, sont inscrits en première année pour préparer les concours de recrutement.

La mise en place de ces instituts, conformément à la loi d'orientation sur l'éducation de 1989, répond à un besoin de renouvellement de la formation des enseignants dont les missions sont : leur rôle de spécialistes d'une discipline, leur rôle de médiateurs entre la culture et les élèves à bâtir et réaliser un projet d'orientation, d'établir des relations avec les partenaires extérieurs de l'école, de participer à une activité pédagogique, etc. Mieux former les enseignants, c'est dans une conception plus globale de l'environnement, c'est un objectif auquel, sur le principe, il faut adhérer. Encore faut-il que les conditions matérielles de formation correspondent à une grande champ disciplinaire.

La réalité répond mal à cet objectif général, et le secteur universitaire qui assure la formation des enseignants souffre déjà de la concurrence du secteur privé, ne peut qu'aggraver la situation de pénurie. L'implémentation d'un IUFM par académie aurait dû être une meilleure prise en compte des besoins régionaux et, pour y répondre, de

la mise en place de politiques de regroupement des IUFM par l'attribution d'allocations et la perspective pour l'étudiant de demeurer dans sa région ou dans une région proche. Les exemples de regroupement de IUFM dans des cas où il n'y a rien de plus qu'une façade de jacobinisme ne peuvent être que de mauvais exemples.

Ce qui se passe au niveau des IUFM est infiniment plus accentué pour les préparations à l'agrégation. C'est ainsi que l'agrégation de génie mécanique, touchant la fabrication, ne concerne plus cette fois que l'université de Lille pour un nombre réduit d'étudiants et l'Ecole normale supérieure de Cachan, qui fournit traditionnellement une vingtaine de futurs professeurs (pour 101 places) pour le monde extérieur.

Devient les étudiants géographes, y aurait-il également des déserts régionaux avec des déficits inquiétants dans la formation d'enseignants dans les secteurs technologiques essentiels ? Or il s'agit, là encore, d'un domaine stratégique, dans que l'on doit dans le même temps le doublement des effectifs des écoles d'ingénieurs en l'an 2000, ce qui implique une formation de haut niveau dans le premier cycle universitaire.

Pour grave qu'elle soit, la situation actuelle ne semble pas insurmontable pour peu que l'on s'efforce de mesures simples et réalisables à court terme. On peut suggérer, par exemple, l'adoption d'une structure de pilotage

impulsant et fédérant des regroupements interacadémiques au même temps qu'elle contribuerait à harmoniser et à favoriser les échanges dans un même champ disciplinaire entre les divers centres de formation. Certes, un tel dispositif peut apparaître comme une re-création d'une spécificité de l'enseignement technique, mais, dans un contexte aussi difficile, il ne faut pas se donner les moyens d'une action concertée.

Soldats de l'an II

Dans le même esprit, alors que l'Ecole normale supérieure de Cachan assure l'ensemble des formations de maîtres et qu'elle pourrait mieux répondre aux besoins en enseignants et en enseignants-chercheurs en doublant ses flux annuels d'agrégés, les disciplines confondues, il apparaît possible d'accueillir dans les mêmes locaux les étudiants des écoles de maîtres d'IUFM, trouveraient à des heures de promotion et répondraient, ce faisant, à la demande d'enseignants de haut niveau dans le premier cycle universitaire.

La formation des maîtres en effet en amont et conditionne les autres mesures, car le nombre d'enseignants formés et de leur qualité dépendront toutes les réformes, toutes les évolutions. C'est le point de passage décisif pour l'adaptation du système éducatif et la mise en œuvre de la loi d'orientation de 1989, c'est la prévisible à une mutation du niveau de qualification des jeunes.

Former au présent les enseignants de demain c'est avoir assuré des succès de recrutement et de formation adaptés au contexte régional tout en préservant une coordination stratégique indispensable pour atténuer les disparités géographiques et favoriser la diffusion des innovations pédagogiques. Rien ne comme qu'en l'an I des IUFM, c'est en l'an II que les succès du même nom marquent les victoires de la formation des maîtres. Les grandes perspectives de la formation de l'Ecole normale supérieure de Cachan.

Profession : manager de rock

JUSQU'À 1989, l'association entre les termes « rock » et « Berry » passait par le prénom Chuck. Mais à l'automne de cette année-là, une vingtaine de jeunes gens se sont retrouvés à Issoudun, en plein cœur du Berry, pour y apprendre le métier de manager de rock. C'est qu'à Issoudun, on trouvait au milieu des années 80, un groupe de rock formé de très jeunes gens, Zéro de conduite, responsables de quelques disques énergiques. Au cours de la brève carrière de Zéro de conduite, Bertrand Ledoux, manager du groupe, père de l'un des musiciens, avait le temps d'évaluer la somme des connaissances qui lui étaient nécessaires pour mieux faire son métier. D'où l'idée d'une formation professionnelle. Justement, André Laignel, maire d'Issoudun, était, en 1989, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle.

Comment à trouver les organismes capables de réaliser un projet de ce type. Le CIR (Centre d'information du rock et des variétés), qui venait de publier le guide *Profession manager*, était indiqué pour réunir des intervenants capables d'expliquer l'art de manager une tournée, de les gérer, de la négocier d'un point de vue géographique. L'INIREP (Institut inter régional d'éducation permanente), organisme de formation professionnelle, se chargeait de la logistique.

Ce vient donc de célébrer, à la fin du mois de juin, la fin du troisième stage de « manager du monde de la musique ». Les vingt stagiaires ont été recrutés sur dossier en septembre 1991. Ils ont tous une expérience dans la musique, même si elle était restée limitée. Anciens de associations, managers de groupes, organisateurs de spectacles, ils voulaient tous se repérer dans le monde des réglementations sociales, débroussailler les textes sur la propriété intellectuelle et les droits voisins, apprendre à évaluer le coût d'un concert et à l'organiser en conséquence.

Depuis cette année, la formation est devenue un cursus. Le stage n'était plus qu'un accueil. Les stagiaires par ailleurs, implique Bruno Bouteux, directeur du CIR. Les stagiaires peuvent donc passer entre la formation d'artistes, la production

discographique et la production et organisation de spectacles. Parmi les stagiaires de la session 1990-1991, 11 % sont aujourd'hui dans la profession.

Pourtant, les promus de l'année, la satisfaction est parfois tempérée. « On dirait qu'ils préfèrent nous laisser en emploi à cause des fiches dans leur dossier de disques photo », se plaint Cléo, qui tente de créer une « nouvelle aventure culturelle » dans une usine à Mulhouse. Frédérique, animatrice de l'association Emmetrop qui organise, entre autres, le festival « off » durant la Printemps de Bourges, râle à l'idée d'avoir travaillé à satisfaire aux conditions de travail pour pouvoir envisager de remplir un seul bulletin de salaire à son intention.

Mais, à l'inverse, certains stagiaires ont ravis à l'idée de travailler chez les plus gros producteurs de spectacles français, dans les multinationales du disque. Jusqu'ici, les professionnels de la musique semblaient considérer que leurs métiers procédaient de l'apprentissage sur le tas, dans le meilleur des cas, en la science infuse. D'année en année, le stage de manager d'Issoudun leur apporte une autre vision.

THOMAS SOTINEL

► Dépôt des dossiers pour le stage 1992-1993 jusqu'au 31 août. Dossiers à retirer auprès du CIR sur appel téléphonique au (1) 42-00-12-11.

Droit-Eco ça se prépare

Préparation 2^e Session
4 Semaines en Août
Stages de Pré-entrée
4 Semaines en Septembre

IPEC Quartier Latin
Institut Privé
Tél. 46 33 81 23
ou 43 29 03 71

La réalité répond mal à cet objectif général, et le secteur universitaire qui assure la formation des enseignants souffre déjà de la concurrence du secteur privé, ne peut qu'aggraver la situation de pénurie. L'implémentation d'un IUFM par académie aurait dû être une meilleure prise en compte des besoins régionaux et, pour y répondre, de

Déficits pour la technologie

L'existence de ces déficits de formation pour le secteur industriel, où les enseignants souffrent déjà de la concurrence du secteur privé, ne peut qu'aggraver la situation de pénurie. L'implémentation d'un IUFM par académie aurait dû être une meilleure prise en compte des besoins régionaux et, pour y répondre, de

COURRIER

Ouverture à l'international

Dans l'article intitulé « Collèges bilingues », paru dans le Monde du 28 mai, j'écris, de façon inexacte : « Quant à l'Allemagne, elle répond à la loi qui veut que par son (s) mais délaissant les autres. Le lycée international des Pontonniers à Strasbourg, pourtant situé à deux pas de l'Allemagne, fonctionne ainsi avec des enseignants natifs d'Allemagne mais titulaires du CAPES ou de l'agrégation, maître-éducateur dit des fonctionnaires français ».

En fait, en cas de figure, c'est la section anglophone. La situation de la section allemande du lycée international des Pontonniers est celle décrite dans l'article. Les enseignants (le Bundesverwaltungsamt) la reconnaissent comme Begegnungsschule, l'égal des établissements de Saint-Germain-en-Laye et Versailles. A ce titre elle bénéficie de l'apport d'un professeur envoyé par l'organisme fédéral compétent (Zentralstelle für Auslandschulwesen) ; par ailleurs, le consulat d'Allemagne fournit les moyens pour l'enseignement des enseignants. De leur côté, les professeurs de la section anglaise disposent de qualifications professionnelles obtenues en Grande-Bretagne. Cela leur permet d'être rétribué par l'Etat français. La section anglophone est donc aussi gratuite pour les élèves. Par ailleurs,

internationales : pour les parents ou bien ceux de l'enseignant. Si certaines sections, pour diverses raisons, sont à la charge des parents qui les ont choisies, la partie ne devrait pas passer pour le tout. A Strasbourg, toutes les sections sont gratuites, comme l'école publique en général. Le type de fonctionnement des sections est très proche de celui d'un lycée d'enseignement général, en réalité, comme l'indique d'ailleurs le rapport de l'IGEN dont vous citez certains passages mais pas celui intitulé : « Les collèges relatifs limités au regard des formations dispensées ». Par exemple, les horaires spécifiques (langue, littérature, histoire) en langue étrangère, principale particularité des sections, sont en général de six heures. Un élève « traditionnel » a droit à trois heures de première langue et deux heures d'histoire ; cela fait cinq heures. Quel que soit l'enseignant, français ou étranger, il faut le rémunérer. Le lycée des Pontonniers hebdomadaire de cours en plus qui permettrait de qualifier l'enseignement des sections internationales de coûteux ?

J.-P. FERRIER
(professeur adjoint au lycée international des Pontonniers, Strasbourg).

Rigueur contre la triche

Il s'agit de la lettre d'une lecture intitulée « Triche pour un diplôme » (le

Mardi 4 juin 1991, je voudrais adresser la réponse à un enseignant.

Qu'il se « sentent concernés » ou non, les professeurs le sont tous. Les circulaires administratives relatives aux examens et concours sont très nombreuses et le sujet de la plupart de nos collègues se font un devoir de les appliquer avec rigueur. En effet, pour évaluer avec précision le niveau des étudiants, le choix du sujet et la qualité de la correction sont les critères de base, l'absence de toute possibilité de tricherie est la condition première. Il est trop facile de se réjouir d'une fonction que ce qu'elle présente de valorisant et de ne pas se sentir concerné par les attributions moins prestigieuses. « Ne nous laissez pas des flics », mais nous sommes tous concernés, comme nous le sommes tous par la justice.

Je me suis senti l'année dernière plus concerné que l'année précédente par le phénomène de tricherie récemment : plusieurs élèves d'une prestigieuse typographique parisienne, « boulevardiers » elles-aussi, m'ont écrit la manière dont ils se sont préparés aux épreuves du concours concours blanc, à l'évidence mal préparés, ne peuvent donc pas la pratique de tricherie ou non, mais quelle déception quand on voit la qualité de la correction et la précision des réponses ! Que certains professeurs de DEUG pléthoriques ne se sentent concernés, c'est peut-être possible, mais ceux d'Henri-IV !

JACQUES AUGER
(Tours).

eslsc

3 CYCLES SPÉCIALISÉS

Un plus pour votre formation en Management

4 programmes d'un an dispensés par un corps professoral de spécialistes experts assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.

TRADING
INGÉNIERIE FINANCIÈRE
MANAGEMENT DES ENTREPRISES
GESTION DE PATRIMOINE

Renseignements : 3^e Cycle Spécialisé GROUPE ESLSCA
1, rue Bougainville - 75007 Paris - tél. : (1) 45 51 32 59

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

Un guide pratique indispensable

L'Étudiant Chercheur en Littérature

Y. Chevrel 160 p. 120 F

HACHETTE Supérieur

Chaque enfant est unique... sa réussite aussi.

INSTITUT GUILLAUME APOLLINAIRE
45, rue Faubourg Montmartre
75001 PARIS
Tél. : 47.70.63.12

ÉCOLE SAINT-JOHN PERSE
(PARIS NORD)
14, rue de Valenciennes
75018 PARIS
Tél. : 43.87.73.10

GROUPE MONTAGNE ET CHARLES DE FOUCAULD
1, bd Richard Lenoir
92200 NEUILLY s/Seine
Tél. : 46.24.56.16

COURS SAINT-JOHN PERSE (PARIS SUD)
3, rue de l'Éure
75014 PARIS
Tél. : 45.43.05.15

COURS BEAUSÉJOUR
23, bd Beauséjour
75017 PARIS
Tél. : 45.25.45.33

COURS ARTHUR RIMBAUD
8, rue Saint-Augustin
75002 PARIS
Tél. : 42.61.81.14

IPME SECONDAIRE ET PREPA
70, rue Chardon Lagache
75011 PARIS
Tél. : 42.88.45.34

COURS POLLÉS
81, rue Lecourbe
75015 PARIS
Tél. : 43.06.43.50

ENSEIGNEMENT PRIVÉ INDÉPENDANT

Classes secondaires de la 6^e aux baccalauréats
Classes préparatoires

سكنى للمهن

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Jeudi 9 juillet 1992 17

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			PARIS			PARIS		
1^{er} ARRONDISSEMENT			1^{er} ARRONDISSEMENT			1^{er} ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 100 m², 1 ^{er} étage	51, rue J.-J. Rousseau AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 400 + 817 = 10 217	STUDIO 66 m², 1 ^{er} étage Parking	2-6, rue Pierre-Louis SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 940 + 881 4 277	4 PIÈCES 100 m² Rez-de-chaussée	COURBEVOIE 333, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Honoraires de location	8 030 + 590 4 612
3^e ARRONDISSEMENT			3^e ARRONDISSEMENT			3^e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 100 m², 1 ^{er} -2 ^e étage Parking	11, rue du Grand-Veneur SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 100 + 1 000 5 000	5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 1 ^{er} étage Balcon	4, rue F.-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	4 870 + 524 4 153	4 PIÈCES 83 m², 1 ^{er} étage Parking	GARCHES 1, rue La Fayette du Golf AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 335 + 1 000 3 135
7^e ARRONDISSEMENT			7^e ARRONDISSEMENT			7^e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 100 m², 1 ^{er} étage	10, rue de la République SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	29 900 + 3 000 21 500	4 PIÈCES 100 m², 1 ^{er} étage	4, rue F.-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	5 500 + 1 000 16 177	3 PIÈCES 109 m² Rez-de-chaussée	NEUILLY 12, rue Chaumoulin AGIFRANCE - 48-00-89-89 Frais de commission	8 000 + 1 000 7 060
8^e ARRONDISSEMENT			8^e ARRONDISSEMENT			8^e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 100 m², 1 ^{er} étage Parking	11, rue George-V CIGIMO - 44-86-45-45 Frais de commission	32 000 + 3 000 18 000	4 PIÈCES 100 m², 1 ^{er} étage	117, rue Cardinet SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 000 + 1 620 7 225	5 PIÈCES 100 m², 3 ^e étage	NEUILLY 131, bd du Général-Leclerc AGIFRANCE - 48-03-43-04 Frais de commission	15 000 + 2 000 13 000
14^e ARRONDISSEMENT			14^e ARRONDISSEMENT			14^e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 53 m², 7 ^e étage Parking	80, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 310 + 525 4 000	4 PIÈCES 100 m², 1 ^{er} étage	117, rue Cardinet SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	17 000 + 2 000 640	STUDIO 100 m², 1 ^{er} étage Possibilité parking	NEUILLY 4-8, av. de la République SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 000 + 1 000 6 307
15^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 81 m², 5 ^e étage Parking	148-153, rue Raymond-Losserand AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	14 700 + 1 100 10 000	3 PIÈCES 85 m², 5 ^e étage Parking	10, rue de la République CIGIMO - 44-86-45-45 Frais de commission	4 805 + 1 173 3 277	STUDIO 100 m², 1 ^{er} étage Parking	NEUILLY 20, bd du Général-Leclerc AGF - 40-16-28-68 Frais d'actes	4 800 + 500 293
16^e ARRONDISSEMENT			16^e ARRONDISSEMENT			16^e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 53 m², 1 ^{er} étage	80, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 310 + 525 4 000	STUDIO 27 m², 1 ^{er} étage Parking	2, rue Tolain AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	2 580 + 512 1 822	STUDIO 45 m², rez-de-ch. Parking	SURESNES 93, rue de la République CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de location	3 840 + 400 3 035
17^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 81 m², 5 ^e étage Parking	148-153, rue Raymond-Losserand AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	14 700 + 1 100 10 000	78 - YVELINES			78 - YVELINES		
19^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 100 m², rez-de-ch. jardin 78 m² Parking	11, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 500 + 950 5 337	4 PIÈCES 100 m², rez-de-ch. jardin 78 m² Parking	BAILLY 38, square des Martyrs SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	5 300 + 1 000 4 375	2 PIÈCES 45 m², rez-de-ch. Parking	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	3 700 + 834 2 934
20^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 81 m², 4 ^e étage Parking	38-41, rue Olivier-de-Serres AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 500 + 1 407 6 760	3 PIÈCES 86 m², 1 ^{er} étage Parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Martyrs AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 000 + 1 000 3 720	3 PIÈCES 76 m², 2 ^e étage Balcon 2 parkings	LE KREMLIN-BICÊTRE 1-5, av. du Docteur-Lacroix LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	7 000 + 1 000 5 310
1^{er} - VAL-DE-MARNE			1^{er} - VAL-DE-MARNE			1^{er} - VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES 89 m², 2 ^e étage Balcon, parking	4, rue du Commerce LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	7 000 + 597 5 382	4-5 PIÈCES 120 m², 1 ^{er} étage Balcon, parking	VERSAILLES 9, place Royale CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	1 600 + 1 903 4 903	3 PIÈCES 71 m², 2 ^e étage parking	SAINT-MAURICE 1, rue de la Pompe SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 260 + 680 3 717
2^e - VAL-DE-MARNE			2^e - VAL-DE-MARNE			2^e - VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES 55 m², 1 ^{er} étage	51, av. Bugeaud AGIFRANCE - 47-27-44-79 Frais de commission	7 867 + 819 3 000	2 PIÈCES 57 m², 1 ^{er} étage Parking	ASNIÈRES 100-101, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 800 + 400 3 000	3 PIÈCES 72 m², 1 ^{er} étage Parking	NOGENT-SUR-MARNE 2, rue Hoche SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 120 + 1 000 3 685
3^e - VAL-DE-MARNE			3^e - VAL-DE-MARNE			3^e - VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES 50 m², rez-de-ch.	23, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 400 + 550 3 843	6 PIÈCES DUPLEX 132 m², 5 ^e -6 ^e étage Parking	ASNIÈRES 38-46, rue de l'Alma SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	1 054 + 1 054 7 000	4 PIÈCES 83 m², rez-de-ch. Terrain : 20,65 m² 2 parkings	VINCENNES 1, rue de la République LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	8 100 + 670 4 662
4^e - VAL-DE-MARNE			4^e - VAL-DE-MARNE			4^e - VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES 50 m², 1 ^{er} étage Box	50-52, rue Henri-Martin AGF - 44-86-45-45 Frais d'actes	23 000 + 4 362 825	2 PIÈCES 77 m², 3 ^e étage Parking	BOULOGNE 24, rue de la République AGIFRANCE - 48-03-81-83 Frais de commission	339 + 1 423 3 000			

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CIGIMO
GROUPE GTF

GFC

GENERALI

LOC INTER
Téléphone 01 47 19 19 19

PHENIX
GESTION
AGF GROUPE DES
ASSURANCES
DE FRANCE

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)
Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise
Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

Carrières

prolongation exceptionnelle

100 dernières
20% 30%
à payer, en fin
au prix

NE

• 44. 45.
• 46. 47.
• 48. 49.
• 50. 51.

Jeux d'Albertville sélectionnés
50 millions de francs

سكنا عن المرحون

ÉCONOMIE

BILLET

Le plaidoyer du M. Boris Eltsine au sommet de Munich

Et le lecteur ?

Fusionner un quotidien du matin (le *Tribune* de l'Expansion) et un quotidien de l'après-midi (le *Desfossé*) dans l'espoir de combiner deux gisements publicitaires (publicité restreinte et publicité financière) pour paraître est une idée. Mais le pari est risqué. M. Georges Ghosn, président de la Cote d'Azur, postule que la fusion fera un journal de référence et que la lecture sera plus intéressante. Une condition indispensable à la réussite d'une telle opération, c'est que le lecteur ne se sente pas trahi. Or, dans l'introduction qu'il a accordé au *Figaro*, mercredi 8 juillet, M. Ghosn a écrit : « L'opération ne se fera pas sans le consentement des lecteurs. [...] surtout ne pas casser le fonds de commerce de la Cote qui a été construit par la Tribune, ajoute-t-il, il faut essayer de continuer à le satisfaire... » C'est donc la cohérence éditoriale que la Tribune qui risque de faire les frais de cette fusion. Les journalistes de la Tribune ne s'y sont pas trompés, qu'ils craignent pour leur emploi - et pour l'idée qu'ils se font de leur journal -, ont lancé un mouvement qui a entraîné la non-parution du titre mercredi 8 juillet.

Cette décision de préservation du lectorat - la Tribune va continuer à paraître - a entraîné un changement de cap depuis 1987. M. Ghosn devra réussir à convaincre les lecteurs de la Tribune de l'impression et de la distribution. Malgré deux impressions - une à l'ouest et l'autre à l'est - et deux distributions, les économies d'échelle sont envisageables. Il faut aussi compter sur la CGT du Livre, qui s'inquiète toujours de la disparition d'un titre. Le *Figaro* Chuzel a rappelé dans son rapport sur la situation de la presse écrite : les coûts de distribution de la Tribune en France sont les plus élevés d'Europe. Mais, dans une phase d'avant fusion, peut-être le préjudice de parier des déséquilibres potentiels. Pour l'instant, seule l'équation financière du départ compte. M. Ghosn a donné des précisions sur son groupe : il a indiqué que son chiffre d'affaires est de 230 millions de francs et que son endettement atteignait 155 millions de francs. Un rapport qui lui fait obligation de travailler rapidement sa fusion. C'est dans la pénurie de titres propres qui handicape les projets à long terme de nombre d'entreprises de presse.

YVES MANOU

Les embarras de la réforme économique russe

Fort des réformes économiques menées depuis le début de l'année, et d'un programme de stabilisation du rouble, M. Boris Eltsine, président russe, a demandé aux membres du groupe des Sept réunis à Munich un soutien pour la transformation de l'économie russe vers l'après-midi de la fin de l'année (voir page 3).

Après avoir louvoyé, multiplié les conseils et les propositions économiques, reporté les réformes, l'URSS a disparu, en décembre 1991, pour laisser entreprendre un véritable processus de réforme économique. Les dirigeants russes, à l'automne 1991, ont officiellement engagé la transformation de l'économie planifiée, volonté concrétisée le 2 janvier 1992 par la libéralisation de 80 % à 90 % des prix de gros et de détail.

La situation présentée mercredi 8 juillet par M. Boris Eltsine aux chefs d'Etat et de gouvernement des Sept principaux pays industrialisés (G7) est à cet égard difficile. Le rouble a chuté de 15 % en un an à Londres, par M. Mikhail Gorbachev, l'hyperinflation est devenue incontrôlable (les prix ont augmenté de 100 % au premier trimestre), la chute de la production et des exportations s'est accélérée, tandis que la libéralisation de l'économie a été limitée.

Point central de la réforme, les prix de gros et de détail ont été libérés, ceux de l'énergie partielle relevés, les cours de change des roubles plus fixés artificiellement et la privatisation de milliers de petites entreprises a été entamée. Malgré les vives oppositions politiques, l'équipe en charge de la réforme économique garde le cap, autour du jeune Eltsine, promu en quelques mois premier vice-premier ministre, puis premier ministre par intérim.

Si les rues de Moscou ont changé de visage en quelques mois, en raison de la prolifération de petits commerces (et trafics), si le marché commence à se réveiller sous ses diverses formes (petites entreprises, Bourses de commerce...), la photographie des structures de l'économie n'a cependant pas changé d'aspect fondamental. Selon une étude que vient de publier la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), 3,5 % seulement des entreprises sont contrôlées par les agriculteurs privés et 80 % des « coopératives » (forme d'entrepreneuriat privé) sont contrôlées par l'Etat. Au point que la BERD conclut sévèrement : « La réforme économique ne sera pas, aujourd'hui, devenue irréversible. »

« No man's land »

M. Jeffrey Sachs, professeur à Harvard et conseiller controversé de M. Eltsine, n'est pas aussi optimiste. Pour lui, bien sûr, rien n'est irréversible, mais il rappelle que, même si le pire se produisait, il serait impossible de restaurer une économie planifiée comme le fut celle de l'URSS. Car les liens entre les Républiques ont été rompus et le système de commandement administratif durablement déstructuré. Reste un « no man's land » entre l'économie planifiée et l'économie de marché, dans lequel la Russie risque de se laisser perdre un long moment.

Si les réformes ne poursuivent, trois changements importants peuvent être, selon M. Sachs, attendus pour l'an prochain, lorsque les Sept recevront de nouveau à leur table de discussion les responsables

économiques. Premièrement, les réformes économiques menées depuis le début de l'année, et d'un programme de stabilisation du rouble, M. Boris Eltsine, président russe, a demandé aux membres du groupe des Sept réunis à Munich un soutien pour la transformation de l'économie russe vers l'après-midi de la fin de l'année (voir page 3).

Après avoir louvoyé, multiplié les conseils et les propositions économiques, reporté les réformes, l'URSS a disparu, en décembre 1991, pour laisser entreprendre un véritable processus de réforme économique. Les dirigeants russes, à l'automne 1991, ont officiellement engagé la transformation de l'économie planifiée, volonté concrétisée le 2 janvier 1992 par la libéralisation de 80 % à 90 % des prix de gros et de détail.

La situation présentée mercredi 8 juillet par M. Boris Eltsine aux chefs d'Etat et de gouvernement des Sept principaux pays industrialisés (G7) est à cet égard difficile. Le rouble a chuté de 15 % en un an à Londres, par M. Mikhail Gorbachev, l'hyperinflation est devenue incontrôlable (les prix ont augmenté de 100 % au premier trimestre), la chute de la production et des exportations s'est accélérée, tandis que la libéralisation de l'économie a été limitée.

Point central de la réforme, les prix de gros et de détail ont été libérés, ceux de l'énergie partielle relevés, les cours de change des roubles plus fixés artificiellement et la privatisation de milliers de petites entreprises a été entamée. Malgré les vives oppositions politiques, l'équipe en charge de la réforme économique garde le cap, autour du jeune Eltsine, promu en quelques mois premier vice-premier ministre, puis premier ministre par intérim.

Si les rues de Moscou ont changé de visage en quelques mois, en raison de la prolifération de petits commerces (et trafics), si le marché commence à se réveiller sous ses diverses formes (petites entreprises, Bourses de commerce...), la photographie des structures de l'économie n'a cependant pas changé d'aspect fondamental. Selon une étude que vient de publier la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), 3,5 % seulement des entreprises sont contrôlées par les agriculteurs privés et 80 % des « coopératives » (forme d'entrepreneuriat privé) sont contrôlées par l'Etat. Au point que la BERD conclut sévèrement : « La réforme économique ne sera pas, aujourd'hui, devenue irréversible. »

« No man's land »

M. Jeffrey Sachs, professeur à Harvard et conseiller controversé de M. Eltsine, n'est pas aussi optimiste. Pour lui, bien sûr, rien n'est irréversible, mais il rappelle que, même si le pire se produisait, il serait impossible de restaurer une économie planifiée comme le fut celle de l'URSS. Car les liens entre les Républiques ont été rompus et le système de commandement administratif durablement déstructuré. Reste un « no man's land » entre l'économie planifiée et l'économie de marché, dans lequel la Russie risque de se laisser perdre un long moment.

Si les réformes ne poursuivent, trois changements importants peuvent être, selon M. Sachs, attendus pour l'an prochain, lorsque les Sept recevront de nouveau à leur table de discussion les responsables

économiques. Premièrement, les réformes économiques menées depuis le début de l'année, et d'un programme de stabilisation du rouble, M. Boris Eltsine, président russe, a demandé aux membres du groupe des Sept réunis à Munich un soutien pour la transformation de l'économie russe vers l'après-midi de la fin de l'année (voir page 3).

Après avoir louvoyé, multiplié les conseils et les propositions économiques, reporté les réformes, l'URSS a disparu, en décembre 1991, pour laisser entreprendre un véritable processus de réforme économique. Les dirigeants russes, à l'automne 1991, ont officiellement engagé la transformation de l'économie planifiée, volonté concrétisée le 2 janvier 1992 par la libéralisation de 80 % à 90 % des prix de gros et de détail.

La situation présentée mercredi 8 juillet par M. Boris Eltsine aux chefs d'Etat et de gouvernement des Sept principaux pays industrialisés (G7) est à cet égard difficile. Le rouble a chuté de 15 % en un an à Londres, par M. Mikhail Gorbachev, l'hyperinflation est devenue incontrôlable (les prix ont augmenté de 100 % au premier trimestre), la chute de la production et des exportations s'est accélérée, tandis que la libéralisation de l'économie a été limitée.

Point central de la réforme, les prix de gros et de détail ont été libérés, ceux de l'énergie partielle relevés, les cours de change des roubles plus fixés artificiellement et la privatisation de milliers de petites entreprises a été entamée. Malgré les vives oppositions politiques, l'équipe en charge de la réforme économique garde le cap, autour du jeune Eltsine, promu en quelques mois premier vice-premier ministre, puis premier ministre par intérim.

Si les rues de Moscou ont changé de visage en quelques mois, en raison de la prolifération de petits commerces (et trafics), si le marché commence à se réveiller sous ses diverses formes (petites entreprises, Bourses de commerce...), la photographie des structures de l'économie n'a cependant pas changé d'aspect fondamental. Selon une étude que vient de publier la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), 3,5 % seulement des entreprises sont contrôlées par les agriculteurs privés et 80 % des « coopératives » (forme d'entrepreneuriat privé) sont contrôlées par l'Etat. Au point que la BERD conclut sévèrement : « La réforme économique ne sera pas, aujourd'hui, devenue irréversible. »

« No man's land »

M. Jeffrey Sachs, professeur à Harvard et conseiller controversé de M. Eltsine, n'est pas aussi optimiste. Pour lui, bien sûr, rien n'est irréversible, mais il rappelle que, même si le pire se produisait, il serait impossible de restaurer une économie planifiée comme le fut celle de l'URSS. Car les liens entre les Républiques ont été rompus et le système de commandement administratif durablement déstructuré. Reste un « no man's land » entre l'économie planifiée et l'économie de marché, dans lequel la Russie risque de se laisser perdre un long moment.

Si les réformes ne poursuivent, trois changements importants peuvent être, selon M. Sachs, attendus pour l'an prochain, lorsque les Sept recevront de nouveau à leur table de discussion les responsables

économiques. Premièrement, les réformes économiques menées depuis le début de l'année, et d'un programme de stabilisation du rouble, M. Boris Eltsine, président russe, a demandé aux membres du groupe des Sept réunis à Munich un soutien pour la transformation de l'économie russe vers l'après-midi de la fin de l'année (voir page 3).

Après avoir louvoyé, multiplié les conseils et les propositions économiques, reporté les réformes, l'URSS a disparu, en décembre 1991, pour laisser entreprendre un véritable processus de réforme économique. Les dirigeants russes, à l'automne 1991, ont officiellement engagé la transformation de l'économie planifiée, volonté concrétisée le 2 janvier 1992 par la libéralisation de 80 % à 90 % des prix de gros et de détail.

La situation présentée mercredi 8 juillet par M. Boris Eltsine aux chefs d'Etat et de gouvernement des Sept principaux pays industrialisés (G7) est à cet égard difficile. Le rouble a chuté de 15 % en un an à Londres, par M. Mikhail Gorbachev, l'hyperinflation est devenue incontrôlable (les prix ont augmenté de 100 % au premier trimestre), la chute de la production et des exportations s'est accélérée, tandis que la libéralisation de l'économie a été limitée.

Point central de la réforme, les prix de gros et de détail ont été libérés, ceux de l'énergie partielle relevés, les cours de change des roubles plus fixés artificiellement et la privatisation de milliers de petites entreprises a été entamée. Malgré les vives oppositions politiques, l'équipe en charge de la réforme économique garde le cap, autour du jeune Eltsine, promu en quelques mois premier vice-premier ministre, puis premier ministre par intérim.

Si les rues de Moscou ont changé de visage en quelques mois, en raison de la prolifération de petits commerces (et trafics), si le marché commence à se réveiller sous ses diverses formes (petites entreprises, Bourses de commerce...), la photographie des structures de l'économie n'a cependant pas changé d'aspect fondamental. Selon une étude que vient de publier la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), 3,5 % seulement des entreprises sont contrôlées par les agriculteurs privés et 80 % des « coopératives » (forme d'entrepreneuriat privé) sont contrôlées par l'Etat. Au point que la BERD conclut sévèrement : « La réforme économique ne sera pas, aujourd'hui, devenue irréversible. »

« No man's land »

M. Jeffrey Sachs, professeur à Harvard et conseiller controversé de M. Eltsine, n'est pas aussi optimiste. Pour lui, bien sûr, rien n'est irréversible, mais il rappelle que, même si le pire se produisait, il serait impossible de restaurer une économie planifiée comme le fut celle de l'URSS. Car les liens entre les Républiques ont été rompus et le système de commandement administratif durablement déstructuré. Reste un « no man's land » entre l'économie planifiée et l'économie de marché, dans lequel la Russie risque de se laisser perdre un long moment.

Si les réformes ne poursuivent, trois changements importants peuvent être, selon M. Sachs, attendus pour l'an prochain, lorsque les Sept recevront de nouveau à leur table de discussion les responsables

La crise de l'immobilier de bureaux

Cinq marchands de biens sauvés de la faillite

Une vingtaine de banques ont parvenues dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 juillet à un accord à l'amiable, élaboré sous l'égide du tribunal de commerce de Paris, avec cinq marchands de biens qui évitent ainsi un dépôt de bilan. Le patrimoine immobilier en jeu s'élève à 11 milliards de francs.

On ne connaissait pas mercredi matin les détails de l'accord à l'amiable, qui devrait rester théoriquement confidentiel, ni l'ampleur du sacrifice - sans doute important - consenti par les banques créancières des cinq marchands de biens en question : M. Christian Schwartz, Yves Rohou, Eric Robelin, Patrick Bouchet et Guy Bousquet. M. Schwartz est l'un des auteurs de l'affaire de la BP à la Défense, le premier de la faillite il a été inculpé et incarcéré. M. Rohou et Robelin étaient ses deux associés au sein du *Société Pili* qui a joué un rôle clé dans cette affaire. M. Rohou a d'ailleurs été inculpé. En revanche, les deux autres marchands de biens n'ont rien à voir avec le dossier de la tour BP, leurs activités provenant de la mise en œuvre d'une opération immobilière menée avec Pili sur la rue Berryer, entre la rue Royale et la rue Boissy-d'Anglas, près de l'église de la Madeleine à Paris.

Dans le dossier des cinq marchands de biens, l'action du tribunal de commerce a consisté à éviter un dépôt de bilan et à parvenir à un accord à l'amiable limitant les dégâts, s'appuyant sur le fait que, datant de 1984, cette démarche devrait servir de référence pour le traitement des affaires qui risquent de se présenter dans les semaines ou les mois à venir, tant la crise de l'immobilier de bureaux est profonde à Paris (notamment dans le « triangle d'or ») et d'éviter les faillites retentissantes comme celles auxquelles on assiste à l'étranger.

Un accord à l'amiable entre les banques créancières et les promoteurs ou marchands de biens, surpris par le retournement du marché, permettrait de regrouper au sein de sociétés ad hoc (dont les banques seraient actionnaires) les biens immobiliers en jeu, qu'elles gèreraient, voire écouleraient progressivement sur le marché. On évite ainsi un bradage aux conséquences multiples : d'abord, il déstabiliserait le tissu des banques, les établissements à leur tour, ensuite, l'arrivée massive sur le marché de mètres carrés de bureaux alimenterait la baisse des prix et entraînerait une impossibilité d'apprécier des biens n'ayant plus de locataires ou ne pouvant être loués, soit d'enclencher un processus de panique sur le marché. Le dernier risque était que ces mètres carrés mis en vente brusquement attireront des repreneurs non recommandables.

F. V.

M. Gérard Renon présidera la SNECMA

Un grand commis rattrapé par la politique

En attendant qu'un prochain conseil des ministres officialise sa nomination, M. Gérard Renon, ancien secrétaire d'Etat à la défense, a été chargé, mardi 7 juillet, d'assurer l'intérim à la présidence de la SNECMA, dont le PDG, M. Louis Gallois, est devenu le PDG du groupe Aérospatiale (le Monde du 30 juin). M. Renon sera le quatrième PDG de la SNECMA depuis que M. Jacques Bénéchou a quitté ce poste, au début de 1987.

Sous une apparente ponctualité, M. Gérard Renon cache des idées bien arrêtées. Ce major de Polytechnique il dix-neuf ans, entré ensuite à l'Ecole des mines, est de ces quelques hommes, après René Dautry, Pierre Guillaumat, Jean Blancard ou André Giraud, qui ont consacré une part importante de leur carrière à la puissance énergétique de la France et, plus spécialement, au nucléaire.

Rattrapé par la politique, lorsque, par exemple, M. Pierre Bérégovoy, alors secrétaire général de l'Elysee, originaire de Gaz de France comme lui, lui demanda de devenir conseiller technique auprès de M. François Mitterrand en 1981, cet ingénieur reste avant tout l'homme du nucléaire. Plus tard, secrétaire d'Etat à la défense, puis, successivement, de M. Jean-Pierre Chevènement et M. Pierre Joxe, il n'envisage pas sa carrière dans la politique mais dans celle qu'il pressent.

M. Renon a suivi la cursus traditionnel des grands commis de l'Etat dans le domaine de l'énergie. Qu'il s'agisse de la direction des carburants au ministère de l'Industrie, de la délégation générale à l'énergie, des Charbonnages de France ou du Gaz de France, il est l'homme pour qui il faut remédier à la situation de l'énergie en développant le nucléaire et en menant des négociations - délicates - avec les fournisseurs éventuels de la France, à commencer par l'Algérie et l'Union soviétique.

Discret et loyal

L'aboutissement de cette carrière de haut fonctionnaire est venu naturellement. En 1983, le poste d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) En 1986, la droite, au pouvoir, ne renouvella pas son mandat. Il fut alors « récupéré » à la présidence du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et promu, en 1987, ingénieur général des mines. En juin 1988, il devient secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et des risques majeurs au sein du gouvernement de M. Michel Rocard, et, en 1989, à l'occasion d'un remaniement, il fut nommé au poste de secrétaire d'Etat à la défense, au côté de M. Chevènement, dans le du temps du CERS, partagé entre la défense et la civilisation.

Dans cette fonction qu'il occupa jusqu'en mai 1991, au côté de M. Joxe, M. Renon, discret et loyal envers ses ministres, ne s'occupa de deux lourds dossiers : les armées nucléaires et les armées d'armes, qui font souvent la fièvre de la presse.

Il s'en est acquitté avec efficacité sans états d'âme particuliers. Il aura cependant exercé une responsabilité quand son ministre était parti en vacances, il aura eu à affronter la « grogne » des généraux durant l'été 1989 et, de toute évidence, surpris par l'événement, il ne s'y était pas - ou assez mal - préparé.

Après son départ du gouvernement, M. Renon avait été chargé par M. Joxe d'une mission délicate : celle qui consistait à faire affaiblir aux Etats l'ex-URSS qu'ils avaient banni d'une aide extérieure - française, américaine - pour leur pléthore d'armes nucléaires dans leurs

L'une des plus importantes caisses d'épargne américaines passe sous contrôle fédéral

La huitième plus importante caisse d'épargne américaine, la HomeFed Bank de San-Diego (Californie), a été placée sous contrôle fédéral, a annoncé lundi 6 juillet le Bureau fédéral de contrôle des caisses d'épargne. Il s'agit de la plus importante caisse d'épargne américaine à faire l'objet d'une mesure de la crise des établissements d'épargne américains, ouverte voici quatre ans, et de la onzième depuis juin.

La HomeFed Bank de San-Diego comptait 750 agences, 750 000 clients et 13,55 milliards de dollars d'actifs pour un passif de 13,54 milliards. Victime de prêts immobiliers à haut risque engagés dans les années 80, qui représentaient jusqu'à 40 % de ses placements, la HomeFed Bank avait perdu 268 millions de dollars en 1990 et 732 millions de dollars en 1991. (AFP)

Michel Gaillard remplace Roger Fressoz à la tête du « Canard enchaîné »

« Au revoir. » En deux mots, Roger Fressoz, 61 ans, a annoncé aux lecteurs du *Canard enchaîné*, date son dernier jour du mercredi 8 juillet, qu'il quittait son poste de PDG du *Canard enchaîné*. Il est remplacé à la tête du journal satirique par Michel Gaillard, 52 ans, ancien journaliste du *Canard*.

Prolongation exceptionnelle jusqu'au 31/7

100 dernières PEUGEOT 1992
205.309.405.605
à enlever, en livraison immédiate
au prix de revient

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 4, rue de Calvaire 75008 PARIS ☎42.55.54.34
• 8, rue de la République 75002 PARIS ☎42.61.65.62
• 23, bd des Batignolles 75006 PARIS ☎42.93.99.52
• 227, bd. Anvers-France 93200 ST-DENIS ☎48.33.61.60

A L'ISTEC 3 = 4

Créé il y a plus de 30 ans, l'ISTEC est un institut de formation supérieure de haut niveau et de managers d'entreprises. **DIPLOME RECONNU PAR L'ETAT**

- Durée des études : Bac + 3 ou Bac + 4.
- Une formation dense et de haut niveau, de vrais généralistes de la fonction commerciale en 3 ou 4 ans.
- Une 4ème année de spécialisation en option.
- En relation permanente avec les entreprises.
- Une vie associative active : des anciens élèves dynamiques.
- Un environnement économique privilégié : le département des Hauts-de-Seine.

ENTREE DIRECTE EN DEUXIEME ANNEE POUR LES TITULAIRES DE BIS OU DUT

Epreuves orales le 11 septembre 1992

Renseignements et inscription :
Tél. : (1) 46.21.41.23
Minitel : 3614 Chap ISTEC
Accueil : 102, rue du Point du Jour - 92100 BOULOGNE

ISTEC : L'EXCELLENCE. LA REUSSITE

ÉCONOMIE

Le rapport annuel de la Cour des comptes (suite)

Le budget annexe des PTT : « des pratiques peu orthodoxes »

Le budget annexe des PTT, toujours émaillé de magistrats de Cour des comptes. La réforme du statut des PTT les prive de l'avenir d'un choix. Personnes morales de droit public depuis le 1^{er} janvier 1991, La Poste, d'une part, France Télécom, d'autre part, disposent désormais d'une autonomie financière. Leur activité et leur situation patrimoniale relèvent des règles de la comptabilité générale et non plus de celles des finances publiques.

Ce changement de statut a contraint les deux exploitants publics à plus de rigueur, soulignent les magistrats dans leur rapport annuel. Tout comme elle prive l'Etat des facilités que lui accordait le rattachement des comptes de l'administration des PTT au budget général.

Revenant sur les budgets annexes de 1990, les magistrats relèvent des pratiques peu orthodoxes, déjà mises en lumière par le passé. Le prélevement de l'Etat sur le budget des télécommunications a une nouvelle fois été effectué en 1990, même que leur résultat définitivement fixé, au début d'une décision rendue en 1984 par le Conseil constitutionnel.

La Cour des comptes d'autre part, l'importance des opérations de régularisation dans les comptes définitifs des télécommunications. Ces opérations, expliquent les magistrats, comblent l'écart entre les résultats provisoires rendus publics par le ministre de tutelle au début d'une année et les résultats définitifs connus plus tard. Elles ont ainsi joué le rôle de variable d'ajustement. « Le soul de ne pas contredire les résultats annoncés par le ministre plusieurs mois avant que ces opérations ne soient effectuées a parfois conduit à prendre des décisions au principe d'images fidèles des comptes », notent les magistrats.

Sur ce chapitre, la Cour des comptes épingle aussi La Poste dont le bénéfice 1990, annoncé à 1,1 milliard de francs en janvier 1991, puis à 1,3 milliard en juin, a été finalement réduit... à zéro en novembre de la même année. « Si le ministre poursuit de réserver

la possibilité d'améliorer, par une provision, le résultat ultérieur, on prévoit, concluent les magistrats, le procédé peut d'autant moins être admis. »

Entités autonomes, La Poste et France Télécom ont un bilan de départ. Les comptes définitifs n'ont pas encore été arrêtés. La situation patrimoniale des deux opérateurs publics s'avère difficile à apprécier et d'enjeux.

La situation de La Poste est la plus délicate. La clôture de l'exercice 1990 laisse apparaître des fonds propres négatifs à hauteur de 19 milliards de francs, conséquence de plus de vingt milliards cumulés qu'il n'a pu éliminer des profits réalisés entre 1984 et 1990.

Le problème des capitaux propres

La réforme a aggravé encore ce problème de capitaux propres. La dotation de la Caisse nationale d'épargne, qui figurait jusqu'à présent en haut du bilan de La Poste, a été transformée en fonds de réserve et de garantie prélevé au profit du budget de l'Etat. Le changement de statut rend par ailleurs impossible l'emploi de certains artifices qui permettaient à l'exploitant public de fonctionner avec une trésorerie nette négative. « Il appartient aux pouvoirs publics de déterminer le fonds de roulement indispensable au nouvel exploitant et de le financer par des moyens appropriés », met en demeure le rapport.

Dans sa réponse, le ministre des PTT justifie les anomalies relevées par la Cour par « le contexte spécifique de la réforme ». Il rappelle la situation particulière de La Poste, la réforme renvoie aux travaux réalisés sur l'assainissement du bilan d'ouverture. « L'équilibre des relations financières entre l'Etat et l'exploitant doit être soigneusement établi dans le cadre du contrat de plan pour tenir compte de ses contraintes et lui assurer une autonomie financière sans assumer un préjudice pour le trésorier concurrentiel qui lui est dû », explique-t-il outre le ministre.

C. M.

Le Vieux-Colombier et la Gaîté-Lyrique : et l'art ?

Le rapport de la Cour des comptes sur le Vieux-Colombier et la Gaîté-Lyrique amalgame les deux théâtres en une mauvaise utilisation des deniers publics et des jugements de valeur sur le bien-fondé de l'utilisation des salles, jugements qui visiblement dépassent la compétence de la Cour.

Pour le Vieux-Colombier, il reproché des projets successifs contradictoires : dirigée par Giorgio Strehler, seconde salle de la Comédie-Française... Et aussi des conditions critiques d'acquisition, un travail juridique complexe, des travaux de plus en plus coûteux : 64,5 millions de francs, 15 pour l'acquisition, 14 pour le fonctionnement, dont pour les dépenses artistiques.

On pourrait discuter sinon les chiffres, du moins les commentaires sur l'utilisation des sommes citées. D'autant que la Cour interroge le droit de juger la Cour du Vieux-Colombier « mal adaptée à la Comédie-Française », incapable à résoudre « le sous-emploi des comédiens » (?). Enfin, affirme-t-elle, « son exploitation entraînera un déficit au financement incertain ». On peut se demander si ce type de réflexion est le rôle de la Cour des comptes. Les auteurs du rapport connaissent-ils bien « les besoins » de la Comédie-Française ? Pourquoi l'Odéon leur paraît-il moins coûteux que le Vieux-Colombier ? Certes, la jauge de l'Odéon est supérieure à celle du Vieux-Colombier, mais également. Mais le budget de fonctionnement est le coût d'un spectacle plus élevé.

En fait, les rapports du ministre de la culture et de l'administrateur

général de la Comédie-Française remettent au point chiffres et objectifs. Le talent fera le reste. Cependant, quand il s'agit de la Gaîté-Lyrique, ce n'est pas le cas. On lit sous la plume du rapporteur : « La Gaîté-Lyrique est une salle mal adaptée ». Ce jugement municipal, l'un des plus beaux de la capitale, avait été émis par Silvia Monfort, mais les subventions qui lui auraient permis de l'entretenir. Michel Guy l'avait utilisé pour le Festival d'Automne, Patrice Chéreau y a créé la Dispute, Bob Wilson y a présenté le Regard du monde, mais la Cour des comptes ne se préoccupe pas du prestige et des capacités artistiques d'un théâtre.

Le meurtre d'un théâtre

Que signifie donc exactement, dans l'esprit des auteurs du rapport, « mal adaptée » ? La Ville de Paris a délaissé la Gaîté-Lyrique, quand elle a accepté le projet d'un théâtre municipal, l'un des plus beaux de la capitale, avait été émis par Silvia Monfort, mais les subventions qui lui auraient permis de l'entretenir. Michel Guy l'avait utilisé pour le Festival d'Automne, Patrice Chéreau y a créé la Dispute, Bob Wilson y a présenté le Regard du monde, mais la Cour des comptes ne se préoccupe pas du prestige et des capacités artistiques d'un théâtre.

Conclusion : « Les mésaventures de la Gaîté-Lyrique illustrent une nouvelle fois les dangers des garanties d'emprunt accordées par les collectivités publiques à des entreprises privées. » Rien, pas un mot sur le gâchis artistique, sur le massacre architectural, sur le meurtre d'un théâtre irréparable.

C. L.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris



Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 3 juillet 1992 à Paris, les Groupes MATRA et NORTHERN TELECOM LIMITED ont annoncé la conclusion d'un accord d'alliance stratégique avec MATRA COMMUNICATION, filiale de MATRA, l'un des principaux constructeurs européens d'équipements téléphoniques. Le dispositif d'application de cet accord, qui subordonne l'agrément des autorités concernées, comporte deux volets.

En premier lieu, le volet financier, il convient de rappeler tout d'abord la situation actuelle du capital (après dilution entraînée par les options de souscription en cours) de MATRA COMMUNICATION :

- GROUPE MATRA :	59 %
- PARIBAS :	17,5 %
- AEG :	10 %
- Public :	13,5 %

L'entrée de NORTHERN TELECOM sera articulée autour des points suivants :

- Constitution d'un holding, sous forme de Société en Commandite par Actions, dont le capital sera détenu quasi intégralement par le Groupe MATRA qui sera géré sur une base paritaire par MATRA et NORTHERN TELECOM.
- Lancement par le holding d'une offre publique d'achat simplifiée s'adressant aux actionnaires minoritaires de MATRA COMMUNICATION au prix unitaire de 295,70 F, afin de concentrer l'actionariat dans les mains industrielles. AEG s'est engagée à garder ses titres jusqu'en 1995, ne les présentera pas à l'offre. La réponse à l'OPA simplifiée le permet, il sera demandé la radiation de MATRA COMMUNICATION de la cote du Second Marché. Compte tenu des actions MATRA COMMUNICATION présentées à l'offre et de celles dont le Groupe MATRA est déjà titulaire,

le holding disposera du nombre d'actions MATRA COMMUNICATION nécessaire pour en détenir le contrôle majoritaire.

- Prise de participation directe par NORTHERN TELECOM de 10 % dans le capital de MATRA COMMUNICATION, principalement par achat de PARIBAS de participation (17,5 %) au prix de 295,70 F par action.

Mise en place par NORTHERN TELECOM au profit du holding d'un prêt, remboursable dès 1995 en actions MATRA COMMUNICATION. La conversion en fonction des résultats 1993-1994 de MATRA COMMUNICATION. Compte tenu de son investissement initial et des actions MATRA COMMUNICATION qui lui sont ainsi attribuées en remboursement du prêt, la participation de NORTHERN TELECOM se situe alors entre 33,83 % et 43,75 %.

La structure obtenue confèrera à MATRA et à NORTHERN TELECOM le contrôle conjoint de la majorité du capital de MATRA COMMUNICATION.

L'accord comporte un second volet de nature industrielle qui prévoit la création de deux filiales communes à parts égales entre MATRA COMMUNICATION et NORTHERN TELECOM, respectivement dans le domaine des radio-communications (systèmes PCN) et dans celui des réseaux de télécommunications publiques.

Cet accord entre MATRA et NORTHERN TELECOM s'inscrit dans le cadre plus large de l'établissement d'une relation industrielle à long terme entre NORTHERN TELECOM et le Groupe LAGARDERE. A ce titre, NORTHERN TELECOM a annoncé son intention d'investir 250 millions de francs dans le capital de MMB.

CIMENTS FRANÇAIS AUGMENTE SON CAPITAL

Participez !

LE 3^e CIMENTER MONDIAL, VOUS OFFRE :

- un produit financier attractif et innovant,
- des perspectives de plus-values importantes,
- la possibilité d'accompagner un groupe puissant (16,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991), international (implantation réussie dans 15 pays), et disposant d'une technologie de pointe.

MONTANT DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL 5 MILLIARDS DE FRANCS
par l'émission de 12 484 536 actions nouvelles, avec droit de vote et dividende prioritaire cumulatif pendant 5 ans.

Vous avez la possibilité de devenir actionnaire de CIMENTS FRANÇAIS en acquérant des titres au prix de 400 F, un certain nombre d'actionnaires ayant renoncé à leurs droits. Pour cela, adressez-vous dès maintenant à votre intermédiaire habituel.

Prix d'émission	400 F
Jouissance	1 ^{er} janvier 1992
Dividende prioritaire cumulatif pendant 5 ans	17,50 F net - 26,25 F global
Rendement global	6,5%
Période de souscription	du 9 juillet au 29 juillet 1992
Période de réservation	du 29 juin au 10 juillet



Le prospectus de l'opération est reçu visa COB n° 92 229 du 23 juin 1992 et est disponible sur simple demande au siège de la Société (Service Communication) : Tour Générale - Cedex 22 - 92088 PARIS LA DÉFENSE, ou sur appel au Numéro Vert : 05 01 30. BALO du 25 et 26 juillet.

هكذا بين الامين

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 JUILLET

Cours relevés à 14 h 00

Company	VALUES	Cum. price	Premier	Domestic	%	Company	VALUES	Cum. price	Premier	Domestic	%	Company	VALUES	Cum. price	Premier	Domestic	%	Company	VALUES	Cum. price	Premier	Domestic	%
4890	CALE 3%	4700	4868	4870	- 0.84	Compass	550	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
1405	S.A.P. T.P.	500	500	500	0.00	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
1405	G.L. Lys. T.P.	500	500	500	0.00	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
1405	Neuak T.P.	1800	1800	1800	0.00	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
1405	Rhone Pail T.P.	1800	1800	1800	0.00	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
1405	Thomson T.P.	1800	1800	1800	0.00	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
1405	ADCOX	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	725	725	712	- 1.80	Compass	551	551	538	535	- 1.11	Valuers	338	338	323	319	- 4.79	100	338	338	323	319	- 4.79
780	Alp Aquide	72																					

COMPTANT (selection)

(selection)

SICAV (selection)

(selection)

7/7

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préal. incl.	Préal. net	VALEURS	Emission	Préal. incl.	Préal. net	VALEURS	Emission	Préal. incl.	Préal. net
Obligations																							
Emprunt 9,95/87	100 00	0 08	CIC 1978	102	105	Petit Paris	185	180	Acifon	195 90	190 00	France Obligat.	485 97	485 32	Privat. Essauil.	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
10,80/95	101 30	0 08	C.I.M.	1000	075	Petit Orléans	210	210	Amig-Gen	0075 04	0010 02	France	1 000	1 000	20701 34	20701 34	20701 34	20701 34	20701 34	20701 34	20701 34	20701 34	
Empr. 13,45/92	104 86	7 32	C.I.T.A.M. (R)	2701	2701	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
Empr. 12,25/94	100 49	9 33	Cognac	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
10,25/95	103 97	1 31	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OAT 10/5 92/00	107 70	3 19	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OAT 9,95 12/1987	104 86	7 32	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
FTT 11,25/95	102 40	4 28	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
CFP 10,25/95	102 40	4 28	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
CFP 10,25/95	102 40	4 28	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OMA 10 16 1975	100 34	0 44	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280	280	Paribas Invest.	380	380	Amis	208827 00	208827 00	France Paris	1214 76	1179 37	Profat	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32	787 32
OM 16/95 5000F	99 10	0 16	Orléans	280																			

c. coupon détaché - e : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché commun

CULTURE

Les intermittents
à l'heure du dialogue

La protestation s'élargissant
les professionnels du spectacle qui occupent l'Odéon
ont été reçus ■ ministère du travail

Le mouvement de protestation des intermittents du spectacle a été élargi le mardi 7 juillet : 1 400 acteurs, danseurs, musiciens, chanteurs, auteurs, techniciens, ouvriers de l'audiovisuel et du spectacle ont réuni à la faveur d'une conférence de presse dans la grande salle du théâtre national de l'Odéon, occupé depuis le 1^{er} juillet. Tous protestent contre la remise en cause de leur système de protection sociale par le CNPF qui estime qu'il est pour partie la cause du déséquilibre du régime général de l'UNEDIC (lire l'encadré).

Après qu'un communiqué de l'épée a opposé, sur la scène du théâtre, un bretteur aux couleurs du CNPF à un « portant celles des intermittents », les personnalités (Brigitte Fossey, Martine Pascal, Francis Lalanne, Aldo Romano...) et anonymes ont écouté côte à côte la longue intervention de M. Michel Gauthier, secrétaire de la Fédération CGT qui a indiqué que « plus de deux mille cinq cents professionnels étaient venus à l'Odéon depuis le 1^{er} juillet » pour manifester leur soutien aux dizaines de personnes qui occupent le théâtre. M. Gauthier a ensuite dénoncé « le fait de faire du théâtre une culture devant les autres du CNPF ».

Le ministre a répliqué à cette critique dans la journée en rendant publique une lettre, adressée le jour même à M. François Perigot, président du CNPF, dans laquelle il écrit : « Je me fais auprès de l'interprète des intermittents du spectacle dont je partage l'émotion et les idées fortes m'ont toujours guidé : la première est que, dans la situation particulière des intermittents, leur régime social doit être spécifique. A l'initiative spéciale, réponse spéciale (...) La seconde est qu'il faut un régime social spécifique de solidarité interprofessionnelle. Les intermittents sont souvent le vivier du renouvellement de la création. Si ce régime spécifique de protection était brisé, c'est cette source que l'on tarirait (...) Casser ce régime reviendrait à une forme de régression inacceptable. C'est pourquoi je souhaite que dans le cadre de ces deux principes, une négociation puisse s'ouvrir entre les deux parties pour conclure un accord ».

Lors de la réunion de l'Odéon, M. Gauthier a déclaré par ailleurs que la CGT demandait « un acte gouvernemental majeur » pour arrêter la casse des annexes 8 et 10 (cinéma-spectacle) du régime général de l'UNEDIC et leur maintien en l'état au-delà du 31 septembre. La CGT exige en outre « la mise en chantier immédiate du projet de loi relatif à l'intermittence (Culture et Travail) » l'autorité des directeurs de l'Odéon, M. Jack Lang et de M. Martine Aubry, groupe prometteur par le ministre de la culture il y a plus de six mois et qui n'a jamais été constitué.

Les annexes 8 et 10

Après la rupture de la négociation paritaire, le 1^{er} juillet au soir, le 1^{er} octobre, les intermittents ont occupé la nouvelle convention de l'UNEDIC, les intermittents du spectacle ont été reçus par le ministre du travail, l'annexe 8 et 10 du régime de l'UNEDIC qui stipule que :

- 807 heures de travail (équivalent de 13 semaines de travail de 39 heures) sont dues à 12 intermittents ouverts le droit à 100 jours d'indemnisation chômage ;

- 1 014 heures de travail dans les 24 derniers mois ouvrent le droit à 235 jours d'indemnisation ;

- 2 070 heures de travail dans les 24 derniers mois ouvrent le droit à 426 jours d'indemnisation ;

Enfin la CGT, 80 % des intermittents ne bénéficient pas des annexes 8 et 10 et ne parviennent pas à bénéficier du seuil des 507 heures (13 semaines). Selon le CNPF, les professionnels du spectacle ont travaillé en 1991 à hauteur de 800 millions de francs et ont reçu 2,3 milliards de francs au titre du chômage, contre 20 % au titre de l'UNEDIC (8 milliards de francs en 1991). Les intermittents ont repris à leur compte par M. Martine Aubry, ministre du travail, l'annexe 8 et 10.

Le secrétaire de la Fédération CGT a dénoncé ailleurs l'attitude de nombreux producteurs de spectacles qui « ont déclaré les intermittents et donc les cotisations sociales. Chaque année, Paris, a expliqué M. Gauthier, les intermittents sont organisés en trois catégories : ceux qui sont salariés, ceux qui sont intermittents, ceux qui sont occasionnels, produits des puissances privées et publiques, échappent à toutes cotisations sociales. Cette attitude a été dénoncée par la Cour des comptes. On a vu que, au 31 juin 1990, plus de 11 millions de francs ont été ainsi perdus par le Groupement des ASSÉDIC de la région parisienne (GARP) qui ne perçoit pas, depuis cette date, plus de 12 millions de francs par an ».

De la
de toute évolution

La CFDT, de son côté, a regretté, dans un communiqué publié le 7 juillet, l'occupation de l'Odéon et l'intransigence de certains syndicats professionnels qui campent sur une position de refus de toute évolution et de maintien intégral des règles actuelles. Elle indique qu'elle rédige des propositions à l'intention des partenaires sociaux, co-signées par la CGT et la CFDT, « qui améliorent le niveau d'indemnisation des intermittents les plus précaires et préparent l'ouverture de droits et les durées d'indemnisation existantes ».

Le directeur de l'Odéon, le metteur en scène Louis Pasqual, qui réside à Avignon, le spectacle d'ouverture du Festival 1992, le Cheval d'Opéra, a écrit aux professionnels qui occupent le théâtre : « En tant qu'homme de théâtre, je comprends et partage vos revendications. La défense des droits des intermittents du spectacle est un élément essentiel de la survie de nos professions. Comme directeur de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, je ne puis, bien sûr, être en accord avec votre intervention. Je vous invite donc à renoncer à poursuivre votre occupation et à répondre à la proposition de M. le ministre Jack Lang ».

« Pourquoi pas une table ronde ouverte à la fois à une commission nationale artistique garantissant notamment aux intermittents pour toutes les formes de travail artistique, suggèrent, le lundi 7 juillet, dans un communiqué signé par une trentaine de professionnels du spectacle (Jean-Louis Bally, Daniel Mesguich, Ludmila Mikhaïlovna Planchon), les Etats généraux de la culture, mouvement animé par l'ancien ministre de la Culture, M. Rattier. « Nous sommes sûrs que les professionnels du spectacle, à travers leurs diverses organisations, y participent, avec la volonté de voir réaffirmée la nécessité de leur régime d'intermittence, et ont droit à une représentation des propositions et des assurances-chômage ».

Au soir du 7 juillet, les représentants de la CGT ont été reçus, sans le préalable de la levée de l'occupation de l'Odéon, par le directeur de M. Jack Lang, au cabinet de M. Martine Aubry, M. Guillaume Papy, et par le directeur du cabinet de M. Jack Lang, M. Dominique Laffont.

Cette réunion, qui s'est prolongée jusqu'à la soirée, a permis aux uns et aux autres de rappeler leurs positions et de faire le point sur la mission confiée au cabinet de M. Jack Lang, au cabinet de M. Martine Aubry, M. Dominique Laffont, et par le directeur du cabinet de M. Jack Lang, M. Dominique Laffont.

De nombreuses opérations d'information ont été organisées par la CGT et la CFDT à Avignon - où se trouve le siège de la Fédération CGT - par la Fédération CGT du spectacle en accord avec la direction du Festival qui a proposé de mettre à la disposition des intermittents la Maison du théâtre de la ville pour y mener « rencontres, ateliers et réflexions ». M. Crombecq, directeur de l'Odéon, a indiqué que « les préoccupations des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel sont des préoccupations communes et que nous sommes conscients des dangers qui pèsent sur le spectacle et sur la culture en tant que cause du statut des professionnels qui le font vivre. Sans les intermittents, le Festival d'Avignon n'existerait plus ».

OLIVIER SCHMITT

CARNET DU Monde

Mariages

M. et M^{me} CHÉRIFF
M. et M^{me} LELOUP

Le mariage de
leurs enfants

Nadia et Philippe,
le samedi 11 juillet 1992, à 14 heures

3, allée Gay,
93220 Gagny.

Décès

Christian Chaze,
Catherine, Jean, Marianne et Laure,
ses enfants,
Charlotte et Bastien Lacoste,
Lucie Auclair,
petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

Janine CHAZE,
née Vie,

le 11 juillet 1992.

Elle a été inhumée au cimetière de
Dieuleff, le 7 juillet 1992.

Le Renouveau,
chemin de Fontès,
26220 L'Isle-sur-Var.

M^{me} Joly,
Constant Joly,
Bernard Joly,
Sven Heed,

ont l'immeuble de faire part du décès de

Jacques JOLY,
professeur des Universités,

le 3 juillet 1992.

Les obsèques auront lieu à Nice,
à l'intimité.

Jacques Joly, né le 8 septembre 1938
à Nice, était ancien élève de l'Ecole
normale supérieure, agrégé d'italien et
professeur des Universités. Auteur
d'une thèse portant sur le théâtre ita-
lien du dix-huitième siècle, il avait
été un spécialiste reconnu des arts
du spectacle en Italie : théâtre,
opéra, cinéma. Il dispensait des cours à
la Faculté des lettres de l'université de
Nice et était directeur d'organiser le sé-
minaire international « Goldoni, l'oc-
casional du bicentenaire de l'écrit de
bientôt de la mise en scène de théâtre
italien ».

Le directeur,
Les enseignants,
Le personnel de l'UFR « Langues,
littérature et cultures étrangères » de
l'université Paris-VIII,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

Jacques JOLY,
professeur du département Français.

Nous perdons un ami et nous asso-
nons au deuil de ses proches.

La présidente de l'université
Paris-VIII,
Les enseignants,
Le personnel administratif de
l'UFR Langues,
Les amis,
Et les collègues de la formation doc-
torale « Culture et Littérature » (Paris-
VIII, Paris-VIII, Paris-XX),
ont l'immeuble de faire part du décès de

Jacques JOLY,
professeur de l'université Paris-VIII,
et s'associent à la peine de sa famille
et de ses proches.

Paris en visites

JEUDI 7 JUILLET

« De la galerie Athènes au musée
du Louvre, par le passage du
« Panoptique », 10 h 30, 1, rue du Lou-
vre (Paris, autorisés).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« Hôtels de Paris », 14 h 30, 1, rue de la
Vierge, 75001 Paris (M. Laffont).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

- Didier LAGNEY-DUMAS

pris de nous le mardi 26 mai
1992.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité de ses amis et de sa famille, le
mardi 2 juin 1992.

Ses cendres seront répandues là où il
fut heureux.

1, rue du Colonel-Oudot,
75012 Paris.

M^{me} Victoria Man,
M. Claude Estier,
et leur fille,
M. et M^{me} Jean-Pierre Pogorzelski
et leurs
M. Maurice Bloustein,
et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rachia MAN,
née Pasternak,

survenue le 6 juillet 1992, à l'âge de
quatre-vingts ans.

Les obsèques ont lieu au cimetière
parisien de Bagneux, mercredi 8 juillet,
à 16 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

136, rue Championnet,
75018 Paris.

M^{me} Joly,
Constant Joly,
Bernard Joly,
Sven Heed,

ont l'immeuble de faire part du décès de

Jacques JOLY,
professeur des Universités,

le 3 juillet 1992.

Les obsèques auront lieu à Nice,
à l'intimité.

Jacques Joly, né le 8 septembre 1938
à Nice, était ancien élève de l'Ecole
normale supérieure, agrégé d'italien et
professeur des Universités. Auteur
d'une thèse portant sur le théâtre ita-
lien du dix-huitième siècle, il avait
été un spécialiste reconnu des arts
du spectacle en Italie : théâtre,
opéra, cinéma. Il dispensait des cours à
la Faculté des lettres de l'université de
Nice et était directeur d'organiser le sé-
minaire international « Goldoni, l'oc-
casional du bicentenaire de l'écrit de
bientôt de la mise en scène de théâtre
italien ».

Le directeur,
Les enseignants,
Le personnel de l'UFR « Langues,
littérature et cultures étrangères » de
l'université Paris-VIII,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

Jacques JOLY,
professeur du département Français.

Nous perdons un ami et nous asso-
nons au deuil de ses proches.

La présidente de l'université
Paris-VIII,
Les enseignants,
Le personnel administratif de
l'UFR Langues,
Les amis,
Et les collègues de la formation doc-
torale « Culture et Littérature » (Paris-
VIII, Paris-VIII, Paris-XX),
ont l'immeuble de faire part du décès de

Jacques JOLY,
professeur de l'université Paris-VIII,
et s'associent à la peine de sa famille
et de ses proches.

Paris en visites

« De la galerie Athènes au musée
du Louvre, par le passage du
« Panoptique », 10 h 30, 1, rue du Lou-
vre (Paris, autorisés).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« Hôtels de Paris », 14 h 30, 1, rue de la
Vierge, 75001 Paris (M. Laffont).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (D. Fauriol).

« L'œuvre de Rodin au musée Rodin », 11 heures,
77, rue de Vaugoussier (

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de Météorologie nationale.)

هكذا من الاعمال

صدا عن الوطن

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

AVIGNON NUIT LATINE

Le Festival d'Avignon 1992, qui tient du 10 juillet au 3 août, rend hommage à l'Espagne et à l'Amérique latine, façon de célébrer le voyage de Christophe Colomb. La danse est très présente, dans les formes essentielles des recherches contemporaines, comme dans les traditions noires et indiennes. Les musiques, les expositions, les lectures, les ateliers, les textes inédits, le théâtre dans tous ses états. Comme toujours à Avignon.



1992

A cour d'honneur espagnole, et transformée en champs de bataille par des chevaux au galop, Luis Pasqual, directeur du Théâtre de l'Europe, a voulu célébrer le cinquième anniversaire de la découverte de l'Amérique en découvrant un auteur du seizième siècle, Lope de Vega. Il monte *Le Chevalier d'Olmedo*, une pièce folle, une grande histoire d'amour, de passion, de trahison, de mort, sans aucun rapport, à vrai dire, avec Christophe Colomb.

Christophe Colomb et son exploit d'il y a cinq siècles sont prétexte – comme pour l'Exposition universelle de Séville, ou les Jeux olympiques de Barcelone – à raccrocher le passé de l'Espagne à son présent. Le Festival avait même prévu des dates officielles en invitant l'an prochain les Comédies barbares de Valle Inclán. Finalement on somme à satisfaire, autant que faire se peut, la curiosité envers un pays qui n'a pas attendu le franquisme pour s'enfermer dans un orgueilleux isolement, tout en envoyant des voyageurs un peu partout dans le monde. Un pays qui a régné sur l'Europe, exporté ses conquérants, sa langue, sa religion au-delà de l'Atlantique.

Voilà pourquoi, en dehors de Lope de Vega, et de Cervantès, Robert Cramoix présente le *Siège de Numance*, en dehors d'une zarzuela, opérette populaire mais cependant sophistiquée, – typiquement madi-

lène donc, – *Historia de un patio*, et du flamenco qui terminera le Festival, voilà pourquoi Luis Pasqual met en scène des textes de Federico Garcia Lorca sur une musique de Luis Llach, avec Alfredo Alcon, un acteur argentin. Il fait en quelque sorte la liaison entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Monde d'ailleurs très présent à travers l'hommage que le Festival rend au poète Octavio Paz, à des musiques traditionnelles, accompagnées de danses, car là-bas, on danse comme on respire, comme on chante, comme on souffre, comme on aime, comme on prie. On danse comme on vit. Les musiques sont celles transmises par les anciens, celles noires, par les Indiens humbles. Celles des « dieux en exode ». Elles viennent de Cuba, du Venezuela, du Mexique.

C'est un Mexique qu'évoque Georges Lavandier dans *Terra Incognita*, spectacle fait de souvenirs reconstruits. Les bistrots du Mexique, et les rues encombrées, les Indiens aux yeux opaques, il semble que ceux des temps anciens, les plages de Vera Cruz, la ciel pâle, et les chansons, et les danses, et les...

Les Français sont casaniers, dit-on, et se fient à la géographie. Mais Georges Lavandier connaît bien le Mexique, pour y avoir souvent allé, pour y avoir travaillé. Il le comprend parce qu'il l'aime. Quant à Jean-Claude Gallota, il d'ailleurs ne plus l'absence des

Espagnols Don Juan. Un mythe qui libère les interprétations. L'une des raisons pour lesquelles le grand insolent de la scène contemporaine a été attaqué à la légende du libertin.

Des recherches contemporaines des formes traditionnelles, populaires, d'Amérique latine, ne se font pas qui prend la place la plus importante dans le Festival. Une chose est certaine, la danse sous toutes ses formes est le haut du pavé. Signe d'un besoin de mise au point chez les chorégraphes. Ils expérimentent, explorent, définissent les mouvements d'influence, ouvrent des portes, s'engouffrent sur des chemins neufs et redécouvrent. Ce faisant, ils retrouvent le sens de leur art, ils rejoignent alors les latino-Américains qui dansent sur le chemin des dieux.

Le théâtre n'est pas pour autant affaibli. Les auteurs écrivent. France Culture, le SACD, la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, profitent du public pour le faire connaître. A la Chartreuse, les musiciens du Centre Acoustique sont revenus. Studieux, curieux, aventureux. Ce sont les futurs génies de la composition, ou de simples amateurs mais très avertis, des pièces parfois qui méritent leur famille. Sans esprit de chapelle – bien assez rare pour être souligné – les pièces sont placées sous la direction de maîtres généralement aussi compétents que Xenakis, Boulez,

Nono... Mais cette année, ce sont quatre compositeurs de la « nouvelle génération » qui prennent en charge les élèves.

Giovanna Marini en musique sa version très personnelle du mythe de Prométhée. Le Festival latin, pas seulement espagnol. Jean-Louis Martinelli monte *Calderon* de Pasolini. Surtout, deux expositions, plus une série de lectures, sont consacrées à Catherine de Sienne, « vierge extatique », « affamée de Dieu », qui a vécu dans sa chair son amour pour le Christ et persuadé le pape de quitter Avignon pour revenir à Rome. Il l'a écoutée, elle a été béatifiée, sanctifiée, et ici, à Avignon, personne ne lui en veut.

Le Festival 1992 est foisonnant. Il est le dernier dirigé par Alain Crombecque. Il y a huit ans, il succède à Jean-Faivre d'Arcier, qui l'an prochain reviendra. En souvenir de cette période, Alain Crombecque a retrouvé pour ce numéro spécial du « Monde Arts et spectacles » des images qui marquent les marques de son œuvre par lui, les caractères du Festival – grands poèmes épiques, poètes d'aujourd'hui, naissance du cinéma, ouverture du théâtre, musiques contemporaines, extra-européennes, danse... Tout y est.

COLETTE GODARD



Aujourd'hui, la vitalité est locale

Le Crédit local de France finance et conseille les collectivités locales.

Chaque jour, celles-ci contribuent au développement de la vie culturelle.

En soutenant le Festival d'Avignon, le Crédit local de France

fait plus que financer la construction des théâtres ; il veut les faire vivre.

SAISON D'ÉTÉ
SEPTIÈMES JOURS

Le Français
en retard
d'une feuille

BOO

Dans les chroniques des Espagnols stupéfaits, tout est objet de scandale : l'alcool et la fornication, le tapage, les communautés congolaises ennemies (les Efo et les Efik) qui



s'affrontent sur les places publiques, armées de couteaux en arêtes de poissons : la fête ~~millénaire~~ ~~est une~~ danse avec la mort.

En ce grand jour, dès le lever du soleil, les rues se peuplaient de *diablitos* (des petits diables), ainsi qu'on appelle les membres des communautés congos. Revêtus de leurs vêtements à carreaux ou losanges de différentes couleurs, de leurs masques en éponge et de leurs capuchons à grelots, comme on les voit sur les gravures de Landerburg et de Melitz, ils parcourent la ville en dan-

La langue et le jeu de masques, les parcourements du village en costumes et en buvant, car – écoutez – ■ nouveau les archives, – « avec la permission du gouverneur, ce jour-là se passait comme en Guinée : les membres des communautés faisaient la même chose que dans leur pays natal, et Olobanapa, le palais du gouverneur, ouvrait ses portes à la foule noire, et le gouverneur lui-même, de ses propres mains, leur jetait les égrenures. »

Un document précieux concernant ces fêtes date du milieu du dix-neuvième siècle. Un auteur français qui voyageait à travers l'Amérique, Marmier, se félicite d'avoir vu La Havane le Jour des rois et nous donne des festivités une description qui en est la meilleure icono-

graphie : « Les chefs sont fastueux. Les uns avancent montés de hautes échasses, les Basques, quand ils fatiguent de leur marche aérienne, ils tombent dans les bras de leurs suivants qui les portent complaisance, tandis d'autres prennent leurs lourdes jambes de bois et les font défilier derrière eux, respect que les dames d'honneur portaient, jadis, la longue traîne des grandes dames. D'autres sont couverts de la fourrure d'ours, aux pieds par de fibres qui imite la fourrure d'ours.

» Il y en a qui portent sur la tête un château de plumes, une forêt de branches artificielles. D'autres encore ont le visage et le cou couverts d'un masque appelé *travers lequel* on voit bouger des yeux brillants. Quelques-uns tiennent à donner à leur visage l'apparence d'un oiseau de proie ou d'une tête féroce. Beaucoup marchent ■■■ jusqu'à ■■■ taille, tatoués, les joues, les épaules et ■■■ polirine peintes. Ceux-là ■■■ loin, comme ■■■ zébrés, ■■■ l'orece, ceux que voit, avec de la crête blanche, et d'autres, qui ne se ■■■ encore assez noirs, se font de longues rapures ■■■ cire ■■■ le corps. La majorité des femmes porte des robes de toile ■■■ couleurs très vives, une fleur dans les

cheveux, un cigare ■ ■ ■ bouche, ■ ■ ■ couche de peinture
■ ■ ■ verte ou blanche sur les joues. D'un pas léger, elles
suivent le cortège ■ ■ ■ font partie jusqu'à ce qu'elles
arrivent ■ ■ ■ l'endroit ■ ■ ■ elles s'arrêtent pour danser. Sous les
balcons ■ ■ ■ gouverneur, ■ ■ ■ place publique, au coin des
■ ■ ■ les plus fréquentées. Le chef donne le signal. Aussitôt
les musiciens ■ ■ ■ placent ■ ■ ■ côtés ■ ■ ■ leurs instruments.
■ ■ ■ quels instruments ?

■ donner ■ voir, ■ la façon la plus précise possible, un rituel qui, en principe, ■ secret, quel, ■ principe, ■ peuvent participer ■ initiés, ■ dont la fin ■ ■ ■ de l'extérieur, - une descende ■ l'orisha ■ une possession - ■ par les adeptes. Peut-on transporter ce rituel depuis les chambres *famba*, où résident ■ orishas, jusque sur une scène, voire dans un pays? Et ■ ou le peut, ■ sert-il ■ religion, la tradition, ■ au contraire, la détruit-il?

Montrer qu'il ne **montrer**? Simuler? S'adonner à la théâtralité pure? Ou peut-être montrer jusqu'à un certain point, tout **gardant** du

Récemment, j'ai participé à une émission de télévision sur la musique cubaine en exil, car il y a beaucoup de musiciens réfugiés à Miami ou à New-York. On a invité à venir convoquer le nouveau orchestre, et à inviter un nouveau exil. Quelle fut ma surprise quand j'ai vu trois tambours rituels montés sur des tréteaux devant des caméras ! J'ai interrogé la productrice, elle m'a découvert alors que les tambours n'étaient pas des copies métalliques : les originaux étant enfermés dans une armoire !

Ne pas parler de ce qui est, ne pas le dire : en cela la religion des Yorubas n'est pas ■■■■■ religions. L'expérience mystique, ■ en ■ Jean Baruzzi, le grand connaisseur ■ saint Jean de ■ Croix, serait d'accord ■ un *babalao*, appartient ■ domaine du non-manifeste, ■ ■ ■ être consignée ni par la parole ni ■ la musique.

Acceptons donc ces chants, ces danses, ■ « conversations » ■ les trois tambours sacrés non comme ■ témoignage d'une présence, comme la ■ visuelle et sonore d'une visitation, mais, au contraire, comme une invitation pressante : ■ exige de ■ dieux parfois capricieux, ■ indifférents, ■ distraits ■ d'autres occupations, qu'ils viennent enfin habiter ici. ■

(Une partie des ■■■■■ d'inspiration de cet article vient des ■■■■■ de Roger Bastide et de l'œuvre de Fernando Ortiz: Lydia Cabrera, Alejo Carpentier, Pierre Verger... et des nombreuses rencontres avec Jorge Arriado, Miguel Barnet.)

► **Severo Sarduy est écrivain et cubain.**

SAISON

92-93

PIANO

FRANÇOIS HOURDIN

ALAIN OLLIVIER

JOËL JOUANNEAU

STÉPHANE BRAUNSCHEWIG

JEAN-MARIE LEHEC

ETIENNE POMMERET

JEAN-LUC LAGARCE

ALAIN FRANÇON

MUSIQUE

CHARLIE COUTURE

PHILIPONIES CORSES

MICHEL PETRUCCIANI

DEE DEE BRIDGEWATER

ORCHESTRE NATIONAL D'ILE DE FRANCE

DANCE

LE CIRQUE PLUME

OPERA

AURILIA SINIVIA - MOSCINI

GUSTAVO FRIGERIO - BRITTEN

CHANS

SANKAI JUKU

BALLET DE L'OPERA DE PARIS

TRISHA BROWN

DANIEL LARRIEU

JOELLE BOUVIER, RÉGIS OBADIA

DOMINIQUE BAGOUET

CATHERINE DIVERRES

HERVÉ ROBBE

ABONNEMENTS

64 62 77 77

Centre d'Art et de Culture de Marignol-Vaux
Allée de la Ferme - 77427 Noisiel

Envoi gratuit du programme
sur demande au 64 62 77 00



La Ferme de Noisiel

TGP
42 43 17 17

Le procès de Jeanne d'Arc
Jeanne Sogard, Jean-Claude Bailly

Enfantillages
Christiane Deshayes, Jean-Claude Bailly, Anne-Marie Leloup

La ralentie chaînes
Henri Bauchaux, Catherine Abreau

Exécuteur 14
André Finklin

La Dispute
Jean-Claude Bailly, Jean-Claude Bailly

Articolor
Alain Escallon, Les marquis de la télévision, Les marquis de la télévision

Un fil à la patte
François Philippi, Olivier

L'excès-l'usine
Marie Guille, Bruno Leclercy, 14194, Kévin, Stanislas, Morley

Les chiens
Marie Guille, Bruno Leclercy

Minima moralia
Pier / Association Notoire

Le procès de Jeanne d'Arc
Jeanne Sogard, Jean-Claude Bailly

saison 92 * 93

2^{ème} COLLOQUE NATIONAL EN FRANCHE-COMTÉ
LA DÉCENTRALISATION CULTURELLE
RÉSEAUX CULTURELS - ESPACES RÉGIONAUX
ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Organisé par la
RÉGION

FRANCHE-COMTÉ

Avec le concours de

**OBSERVATOIRE
DES POLITIQUES CULTURELLES**

17 et 18 Septembre 1992
à BESANÇON

Renseignements et Réservations : ■ 88 51 58 .

[illegible]

SACD
 TEXTE

EN L'AMOUR
1912-13
1914-15
1916-17
1918-19

LA TENTATION DU SAUT PÉRILLEUX

par Francisco Rico

J'IGNORE dans quelle mesure le nom de Lope de Vega continue d'évoquer en France le portrait brossé par Boileau : « Un rimeur, sans pitié, delà les Pyrénées/Sur la scène un jour renferme les années/Là souvent, le héros d'un spectacle grossier/Enfant au premier acte, barbon au dernier. » Au nord des Pyrénées, en tout cas, la mise en perspective littéraire semble confirmer l'évidence chronologique : Lope de Vega précède Boileau, elle libère le théâtre espagnol, étape préalable à la rigueur d'un classicisme que la raison et les règles engage.

Au sud des Pyrénées, la situation est inverse : la comedia apparaît comme un dépassement des préceptes néo-aristotéliens (1). Boileau rejoint Cervantès quand il se met en pièces qui ne prennent garde à aucun bon discours, ni à l'art ni aux règles par lesquelles elles peuvent être guidées, ces pièces qui n'hésitent pas, par exemple, à « montrer un enfant au maillot » la première scène et le comique, ou la seconde, homme fait avec barbe au maillot (Don Quichotte, I, 48). Mais cette critique représente les idéaux de la génération antérieure à celle de Lope de Vega, qui tenta de grands succès d'acclimater « les préceptes de l'art », les règles classiques, sur la scène de la Péninsule. La théorie et la pratique de la comedia constituent en Espagne tout le contraire d'un horizon à atteindre : elles sont le point de départ au-delà duquel il s'agit d'aller.

Peu après 1580, lorsque Lope de Vega, âgé d'à peine vingt ans, fait irruption sur les scènes madrilènes, il se trouve lui aussi confronté à un « spectacle grossier » contre lequel il s'insurge : « Ces monstres, aux multiples apparences, vers lesquels accourent les hommes et les femmes qui canonisent ce triste exercice. » (Je cite ce passage de l'Art nouveau de faire les comédies, dans la traduction de Jean-Jacques Préau, récemment publiée par les Éditions Lettres).

On comprend que les « apparences » en question aient pu fasciner la masse des spectateurs : les chevaux trottaient sur les planches, les acteurs volant dans les airs ou englués par la terre, les décors laborieusement peints (où l'on pouvait voir, pour donner un exemple, telle allégorie représentant l'Espagne et la France « donnant l'accolade tandis que le bon Dieu bénit ») marquaient définitivement l'institutionnalisation, la mise à jour technique des trucs et artifices les plus couramment associés à l'idée même de spectacle, leur utilisation remontait aux miracles médiévaux.

La comedia du Moyen Âge et spectacles étaient gratuits, alors qu'au seizième siècle il fallait payer pour voir... Les compagnies italiennes en tournée étaient parvenues à faire passer à la caisse un public nombreux en lui présentant, par bribes, la tradition comique de l'humanisme tardif, qui par ailleurs offrait l'occasion de briller à des bistrions aussi superbes que Ganassa, lesquels « réservaient les plus spectaculaires » (A Paris également, le Parlement avait jugé excessif le prix des entrées : Vauquelin n'oublia jamais « le bon Pantalon », Zany, dont Ganassa représentait la façon et la grâce...).

En Espagne, la comedia est devenue une œuvre fructueuse pour les directeurs de troupe et une importante source de revenus pour les municipalités. La mise en place de ces permanents (presque toujours des corrales et jamais des théâtres dignes de ce nom) et la fréquence croissante des représentations avaient consolidé une machine, aussi productive que coûteuse, qu'il convenait d'alimenter en satisfaisant les goûts d'un public majoritairement composé d'artisans, de petits commerçants et d'oisifs. Comme on pouvait s'y attendre, les appréciations surtout les élites les plus grossières de la représentation.

Dans ces conditions, tenter le saut périlleux en faveur duquel plaident Cervantès et les partisans du classicisme pouvait paraître insensé. Si l'on voulait que le théâtre ne demeurât pas confiné dans les livres, il fallait s'adapter aux circonstances, trouver un terrain d'entente entre les corrales et la haute littérature. A première vue, tel était, sans plus, le but de Lope de Vega : « Puisqu'il faut bien que le vulgaire dompte par ses viles chimères de ce monde comique », et, d'autre part, « puisque de suivre l'Art il n'y a plus de moyen », il semblait mieux choisir, « entre deux extrêmes, un terme moyen ».

En art, les moyens termes et les compromis sont le général de piètre valeur. Néanmoins, Lope de Vega connaît un triomphe rapide et durable, dont on retrouve la trace dans une multitude de textes admirables qui n'ont pas perdu de leur fraîcheur. En bref, Lope remet en question l'orthodoxie aristotélienne pour revenir aux sources de la mimésis. Il assigne pour objectif à l'art dramatique d'établir un lien étroit avec la nature, et propose une conception généreuse de la « mimesis ». A l'Aristote de la Poétique, il préfère celui de la Rhétorique, « celui qui essaie de découvrir et systématiser les procédés permettant de gagner la faveur du public » (A. Blecua), et le touche à l'émouvoir, en premier lieu grâce à la beauté du langage.

Dans la Fingido verdadero (la Fiction véridique), Lope de Vega le montre de manière extrêmement claire quand, Saint-Genest proposant à Don Alonso de jouer une pièce de Plautus ou de Térence, l'empereur réplique qu'il « le goût d'un Espagnol » si on ne donne pas « vraisemblance, je ne fais pas attention » : « préceptes ; fleur rigueur ; fatigue plutôt, j'ai vu ceux qui cherchent à respecter l'art du naturel jamais n'atteignent leur but ».

Qu'y a-t-il, en effet, de plus « vraisemblable » de plus interdit que les « préceptes » qui mélangent le tragique au comique ? Cela dit, si Lope de Vega opte résolument pour un mélange, ce n'est pas — ou

ments, des idées et du langage de l'Espagne. Aucune tradition dramatique de l'époque n'a ouvert aussi largement sur la réalité immédiate, sans en exclure le plus infime et le plus intime. Lope de Vega représentait « le naturel », dont il avait fait son objectif, sub specie Hispaniae. Ne laissons pas égarer par les aventures singulières et les événements extraordinaires qui, souvent, introduisent et orientent l'intrigue, simples prétextes destinés à préparer l'entrée en scène du véritable sujet, à savoir la vie espagnole avec ses menus faits quotidiens, ses espoirs et ses obsessions. Mais toujours les couleurs de la poésie et de la passion.

Pour les personnages et la passion du poète. « Des tréteaux », deux acteurs et une passion » suffisaient, dit Lope de Vega, pour mettre sur pied une comédie. Il n'en est pas le meilleur exemple : ce Chevalier d'Olmedo choisi par Luis Pasqual, la virtuosité de construction est prodigieuse. Lorsque la pièce fut créée, en 1620, la totalité du public connaissait la légende du chevalier, et chacun en mémoire les paroles d'une épopée extrêmement connue : « C'est dans la nuit qu'ils l'ont tué ». La pièce est intégralement constituée d'un unique long flash-back : elle commence par la mort du chevalier dans la mémoire des spectateurs, puis revient en arrière pour révéler peu à peu les circonstances et l'injustice de sa mort. C'est pourquoi, dans les nombreuses, débordantes d'humour et de joie de vivre, interviennent continuellement des présages funestes ; le présent et la représentation convergent le futur et le passé de l'intrigue.

Le drame repose sur la condition de Don Alonso, le



C'est dans la nuit qu'ils l'ont tué », dit la chanson du chevalier d'Olmedo. Sa mort habite les mémoires, la pièce est comme un flash-back. Incarné en la personne de Jean-Marc Barr, il hante le Cour d'honneur.

parce que « c'est cette variété qui enchante plus que tout », mais d'abord parce que ce mélange peut, lui seul, répondre à l'ordre des choses, au « naturel », qui tire sa beauté de telle bigarrure.

Pour Lope de Vega, « chercher le naturel » signifie surtout s'ouvrir à la réalité contemporaine, l'explorer dans sa complexité et sa totalité, la faire apparaître à travers les moments les plus significatifs, y compris les plus triviaux, mais toujours magnifiés par la poésie. Car il s'agit de donner au théâtre la valeur d'exemple, et, sans jamais perdre de vue la vérité de la vie, peindre le monde, conformément aux leçons d'Aristote, comme il pourrait être.

C'est lorsqu'il poursuit ces enjeux que s'exprime le grand Lope de Vega. En faisant jouer ces petits sur des situations de la vie courante avec un petit nombre d'éléments très simples (sans doute suffit-il, comme le résume un jour Tirso de Molina, d'un « billet, deux rubans, un verre d'eau ou un gant »), en se délectant de la grâce et de l'élégance des mots, en offrant toutes leurs chances à la voix et au geste, Lope de Vega donne un éclat particulier à la veine la plus pure de la scène espagnole.

Son œuvre témoigne d'un savoir-faire théâtral extrêmement efficace, sans pour autant crouler sous les « effets » ni se réduire à du simple spectaculaire. Au contraire, elle garde toujours les yeux grand ouverts à la fin sur la réalité et la littérature. L'action est rapide et resserrée, impressionniste, mais il ne déplaît pas à l'auteur de s'attarder pour peindre un tableau de mœurs, pour ouvrir une parenthèse étrange à l'intrigue centrale, afin de faire passer le bouquet d'une conversation raffinée et spirituelle. Le lyrisme naît de la variété des mètres, des images, de la diversité des styles.

Le résultat, c'est la comédie des « dédains et équivoques » entre dames et galants de la petite noblesse. Ou bien, une intrigue plus piquante, plus romanesque, qui se joue dans des paysages et des temps lointains. Ou bien encore, une histoire moins frivole, peut-être même tragique, centrée sur un événement imprévu qui trouble la paix d'un monde où évoluent des riches, des dignes et prudents. Dans tous les cas de figure, il s'agit de comedia espagnole par excellence.

Comedia est espagnole, indéniablement. Espagnole, quels que soient le cadre, l'argument, qu'elle décrive une version stylisée des comportements, elle est espagnole.

chevalier d'Olmedo, qui partout, vit en étranger. N'étant pas citoyen de Medina, le fait même d'y gagner les faveurs de Dona Inés et de cultiver les triomphes de la ville entière, lui attire des ennemis qui le perdront. Obligé de se rendre à Olmedo et de s'en remettre à des intermédiaires pour éviter qu'on ne marie la dame à un autre, que peut-il faire si ce n'est se perdre dans un labyrinthe de chimères et de craintes, inspirées par des pressentiments plus que par des certitudes ? La progression dramatique culmine à l'intrigue approche son dénouement lorsque le chevalier rencontre l'Ombre, qui est, littéralement, la sienne propre : l'âme de Medina, incarnée à Olmedo, relégué aux marges de l'action, perdu dans ses rêveries et ses doutes, il finit par retrouver seul ses fantômes.

Lope de Vega met en évidence la fatalité de ce destin, la solitude du chevalier en le tenant éloigné de la scène pendant une grande partie de la pièce : il n'est plus un personnage qu'il ne le soit. Ainsi, Don Alonso est-il une « nostalgie », une silhouette qui passe, à peine entrevue, aussitôt évanouie. Plus, sans doute, que le jeu incroyablement rapide des temps, des lieux, des actions, l'important, c'est la passion qui anime le chevalier, c'est le des points de vue à partir desquels l'auteur explore tous les recoins de l'expérience, et saisit l'inepuisable palpitation de la vie.

Lope de Vega appelle le Chevalier d'Olmedo une « tragi-comédie ». Tragédie, en, conformément aux canons de la doctrine classique, la pièce se termine par la mort du héros et s'inspire d'une histoire réelle. Comédie, car, dans la perspective de l'Art nouveau, une grande partie du drame est faite de « actions humbles ou plébéiennes », pour y faire largement entrer le réel quotidien. Tragi-comédie, une formule capable de rendre justice au « naturel ». Ainsi Lope de Vega réfutait Cervantès qui avait écrit que Boileau.

(Traduit par Gérard Richet.)

(1) Terme désignant une dramaturgie qui, fondée sur l'illusion du vrai, l'identification des personnages, ainsi que le rôle du conflit.

Francisco Rico est professeur à la Real academia española de Madrid.



46 14 70 00

L'Eglise
Céline. Jean-Louis Martinelli

Molly Bloom
Joyce. Jean-Michel Dupuis

La confession impudique
Bernard Cavanna d'après Tanizaki. Daniel Martin

Fragments de Hölderlin
Wolfgang Iser/Hans Werner Henze. Claude Malric

Désir sous les ormes
O'Neill. Matthias Langhoff

On ne badine pas avec l'amour
Il ne faut jurer de rien
Jean-Pierre Vincent

Ou bien le débarquement désastreux
Heiner Goebbels

Le temps turbulent
Catherine Anne

Sextuor
Georges Aperghis

NANTERRE

AMANDIERS

صكنا من الامم

DANSE CONTEMPORAINE

retours aux origines

AVIGNON 92



Repertir de zéro, réinventer les danses qui conviennent à la fin du vingtième siècle.

DIONYSOS

LE CHAOS

TANT MIEUX

Le corps est en pleine rébellion. Ce débarras du corps : est-ce là la rêve de ce jeune chorégraphe ? Plié, catapulté, jeté, suspendu, le corps dansant vit des moments difficiles. La danse s'y sert à l'étré. Elle y impose. Déjouer les limites du corps, en refuser les contraintes, lui chercher des extensions possibles, comme au cinéma ou à la vidéo. Les chorégraphes s'ouvrent à tous les arts. Dégénérescence, régression, disent certains. Plutôt mise à plat pour repartir d'un pied nouveau, léger.

L'ART chorégraphique s'est ouvert à la théâtralité, à l'écrit, aux plastiques. Cette liberté d'emprunter sans vergogne explique le bond en avant de la danse contemporaine en Europe. Le corps est devenu, souvent, un moyen d'expression parmi d'autres. Les pessimistes disent même qu'il ne s'agit plus de danse. Plus précisément, ne sait-on plus donner à l'écriture chorégraphique ? Et s'il s'agitait plutôt d'un changement radical ? Une sorte de *tabula rasa* visant à renouveler formes et contenus. Des formes... Les modèles sont nombreux. On s'est aperçu qu'on ne pouvait pas chorégraphier comme l'on avait été formé à la technique Cunningham : cette méthode apprend à danser, pas à créer. Faut-il moins à acquérir la technique du maître, comme les imitateurs en ont eu, trop souvent, l'illusion. Il en va de même de toutes les techniques.

Il n'y a pas reculé de la danse. Il y a recherche de situations différentes. Se balancer par terre peut paraître sacrilège, symboliser le signe d'une société qui va mal : n'est-ce pas plutôt le désir de retrouver des liens proches de la terre, des énergies qui permettent de franchir les limites mêmes du corps ? Secousses au sol, gestes répétés à l'infini, rythme frénétique, chorégraphes indiquent le chemin de repartir de zéro, de réinventer les rituels qui conviennent à la fin de l'XXe siècle, en un simulacre d'appropriation de formes médiumniques (gesticulations, cris, souffles), l'espoir que le corps soit, le nouveau, habité, vivifié.

On ne dira jamais l'influence du buto sur la chorégraphie occidentale. La conception japonaise - celle laquelle le corps est un médium traversé par les forces négatives et positives du monde - éveille des résonances profondes parmi la jeunesse. Le buto est lent, violent, il intériorise. Ses références s'apparentent au surréalisme. Les japonais sont fascinés par la liberté mentale des Japonais, la manière dont ils mêlent la philosophie à l'acte de danser. Cette influence, forte au début du siècle, se prolonge, aujourd'hui, dans la forme exacerbée, parfois

Comme si cette usure qui ôtoit le vide avait le pouvoir de renouvellement. Epuiser le corps pour que l'émotion.

Est-ce un hasard ? Les chorégraphes intéressés par ces manipulations ont souvent reçu une formation visuelle. Karine Saporta a fait la photo, en même temps qu'elle étudiait la philo et la danse. Joëlle Bouvier a étudié l'Obadia et toujours dit leur mot à la peinture, qui a marqué leurs œuvres (Dado, Velickovic...). Les deux grands représentants de la tendance, les Flamands, Wim Vandekeybus et Daniel Larrieu (texte de Pétrarque). Démarche plus intéressante, plus ouverte sur l'avenir : celle des chorégraphes qui commandent un texte, comme on commande une musique ; un ensemble de mots qui le jour en même temps que les gestes. Le récit de Claude-Henri Buffard, qui courait d'un bout à l'autre de la *Légende de Roméo et Juliette*, nous avait personnellement paru plein d'intérêt, maladroites et complaisances comprises. Sa banalité volontaire, son humour plein de bon sens, montrait combien la vie, pour Galilée, est préférable à la mort, surtout quand il s'agit d'amour !

Aux Etats-Unis aussi, la parole envahit la danse. Une parole de colère. Elle dénonce la condition faite aux créateurs, aux Noirs, aux homosexuels. Elle change radicalement un style, jusque-là axé sur le mouvement et la forme. D'autres, à l'exemple d'Elisabeth Streb, cèdent aussi à la tentation du personnage transformé en boulet de canon, manipulé comme un objet. Un corps qui perd le souffle. Un corps pour s'oublier.

Il faut s'appeler François Verret pour aller danser la danse l'ombre des usines et des prisons. Il revendique la marginalité de l'artiste. Il se méfie de tout ce qui ressemble à l'institution. Il jette des passerelles entre lui et les exclus, les chômeurs, les prisonniers. Depuis *Faustus*, il y a deux ans, il explique que sa création « vraie » se situe en marge du spectacle, dans la gestation d'un travail qui se forge à l'écoute des abandonnés. Il annonce la démarche de Jean Weidt, danseur communiste allemand, qui après la seconde guerre

alchimie dangereuse chorégraphie-théâtre, Pina Bausch, qui a osé, dans la référence absolue à l'égale. La danse, qui, avant elle, pensait que les mots, les paroles, étaient des béquilles - l'aveu d'une impuissance à chorégraphier, - à peu près doués.

On peut inventer des pas sur un espace existant. Deux réussites : *Meublé sommairement*, de Dominique Bagouet (texte d'Emmanuel Bove), et *Gravures*, de Daniel Larrieu (texte de Pétrarque). Démarche plus intéressante, plus ouverte sur l'avenir : celle des chorégraphes qui commandent un texte, comme on commande une musique ; un ensemble de mots qui le jour en même temps que les gestes. Le récit de Claude-Henri Buffard, qui courait d'un bout à l'autre de la *Légende de Roméo et Juliette*, nous avait personnellement paru plein d'intérêt, maladroites et complaisances comprises. Sa banalité volontaire, son humour plein de bon sens, montrait combien la vie, pour Galilée, est préférable à la mort, surtout quand il s'agit d'amour !

Aux Etats-Unis aussi, la parole envahit la danse. Une parole de colère. Elle dénonce la condition faite aux créateurs, aux Noirs, aux homosexuels. Elle change radicalement un style, jusque-là axé sur le mouvement et la forme. D'autres, à l'exemple d'Elisabeth Streb, cèdent aussi à la tentation du personnage transformé en boulet de canon, manipulé comme un objet. Un corps qui perd le souffle. Un corps pour s'oublier.

Il faut s'appeler François Verret pour aller danser la danse l'ombre des usines et des prisons. Il revendique la marginalité de l'artiste. Il se méfie de tout ce qui ressemble à l'institution. Il jette des passerelles entre lui et les exclus, les chômeurs, les prisonniers. Depuis *Faustus*, il y a deux ans, il explique que sa création « vraie » se situe en marge du spectacle, dans la gestation d'un travail qui se forge à l'écoute des abandonnés. Il annonce la démarche de Jean Weidt, danseur communiste allemand, qui après la seconde guerre

mondiale, alors qu'il connaissait la France un succès d'estime, retourna à Berlin-Est, sa ville natale, mettre ses ballets au service des travailleurs. Dans les années 70, seule la parole militante importait... Dans les années 90, « l'établi » n'est plus un intellectuel travesti en ouvrier. Il chorégraphie : il parle au corps souffrant pour que la tête aille mieux.

Les danses qui s'inventent sur la musique des « rappers », leurs figures répétitives et complexes s'apparentent aux chorégraphies forcées de la recherche contemporaine, comme ceux de Louise LeCavalier, vedette du Montréalais Edouard Lock. A moins que ce ne soit l'inverse. Les clips vidéo, par le biais de la télévision, propagent des figures dans le monde entier. Expressions des minorités afro-américaines et hispaniques, adoptées, en Europe, par ceux qui se sentent eux aussi, exploités ou mal intégrés. Déjà, les jeunes Arabes, en France, une maîtrise de « rapper », plus déhanchée, plus souple aussi. Il se pourrait que le mélange avec la danse orientale (1)... Les Hispaniques des ghettos new-yorkais veulent partir à la recherche de leurs racines espagnoles : ils finiront bien par retrouver le vaudou, les danses d'exorcisme et les rythmes qui les accompagnent.

La lignée apollinienne - classique, Balanchine, Cunningham - est rompue : la danse, maladroitement peut-être, repart vers Dionysos, le chaos, le désordre, le mélange des genres, tout ce dont l'homme a besoin pour échapper aux pesanteurs de son existence. A la pression du temps, des contraintes sociales. Ces soubresauts, violents et primitifs, annoncent-ils le retour du sacré, annoncé pour le XXIe siècle ?

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Dans *Danses Magazine* n° publié dans le numéro d'avril dernier un dossier intitulé « Le rap et la culture hip-hop », 52 p., 40 F.

GALERIE ARIEL
Tempêtes
R.E. GILLET
GALERIE ARIEL
Rive Gauche
Sculptures

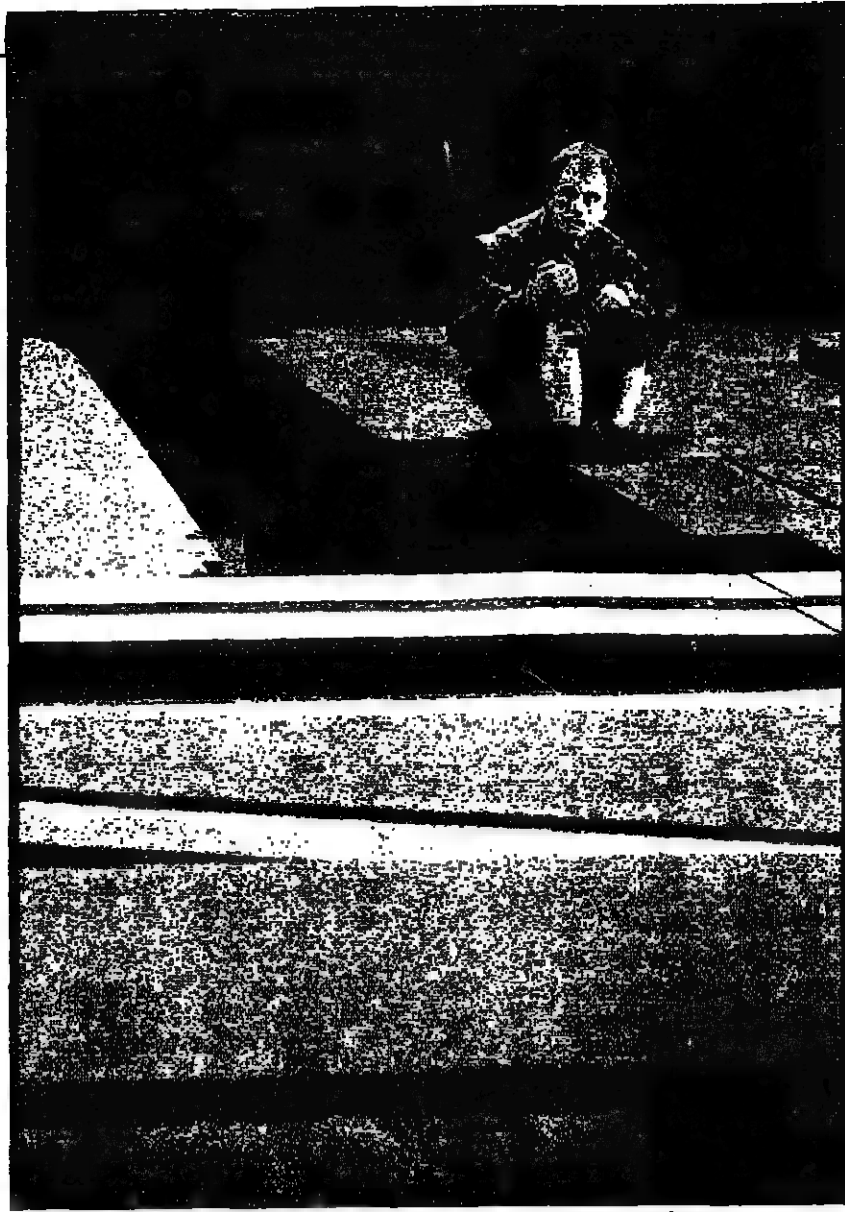
le journal mensuel
de la communauté politique
après-demain
Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendus dans les kiosques)
offre un contenu complet :
AFRIQUE CULTURELLE
Envoyer 40 F (hors taxes à 2,50 F ou chèque)
à APRES-DEMAIN, 27, Jean-Dolent,
75014 Paris, en spécifiant le dossier
demandé ou 150 F pour l'abonnement
annuel (100 % d'économie, qui
à l'envoi gratuit de ce numéro

LE VOLCAN
5 ARTS 30 N 2 2003
THEATRE
PRODUCTIONS ET COPRODUCTIONS
LA VOLIERE DROMESKO
ORDINAIRE ET DISGRACIE
MOLLET / R. M.
LE CHEVALIER D'OLMEDO
LOPE DE VEGA / LUIS PASQUAL
LE PELICAN
STRINDBERG / A. MILLIANT
PIERRE ET JEAN
MAUPASSANT / V. COLIN
"LA COMPAGNIE" PRESENTE
SAUVES
EDWARD
UN CAPTIF AMOUREUX
JEAN
CLASS ENEMY
NIGEL WILLIAMS
TEXTE
DE JEAN-POLE FARGEAU
RENSEIGNEMENTS-RESERVATIONS
35.21.21.10
LE VOLCAN 10631 LE HAVRE CEDEX

LES SOUVENIRS
d'Alain Crombecque

HUIT ANNÉES DE FESTIVAL

En 1985, succédant à Bernard Faivre d'Arcier, Alain Crombecque prenait la direction du Festival d'Avignon. En 1992, il prend celle du Festival d'Automne et, l'an prochain, Bernard Faivre d'Arcier reviendra à Avignon. Pendant ces huit ans, le Festival a répondu à l'évolution de la scène française et gardé sa place de « manifestation théâtrale la plus importante du monde occidental » et de « laboratoire pour la création. En même temps, il a été marqué par Alain Crombecque, personnage discret, qui ne croit pas aux vertus des affrontements mais sait faire adopter ses options et assumer les risques. C'est en images qu'Alain Crombecque nous a confié ses souvenirs. Dans la sélection des spectacles, il a choisi quelques-uns de ceux qui lui paraissent avoir représenté les caractères singuliers du Festival.



Ulysse Desarte dans « Hamlet », par Patrice Chéreau.



André Marcon dans « l'Inquiétude », de Novarina.



« Le Ramayana ».



« Mahabharata », de Peter Brook.

SAISON 92-93

Brochure disponible
sur simple appel
au 47 42 67 27

LE MARIN PERDU EN MER *

de Joël Jouanneau

COEUR DES TENEBRES *

de Joseph Conrad, mise en scène de Joël Jouanneau

Lectures sur le thème du voyage
Conrad, Gombrowicz, Lagerkvist, Pessoa, Supervielle...
Chants de marins

L'INQUIÉTUDE *

de Novarina, par André Marcon

LES FILLES NEANT

de Catherine Mariette, mise en scène de Maurice

ONDINE

de Jean Giraudoux, mise en scène François Rancillac

FAUST

de J. Wolfgang Goethe, mise en scène de Dominique Pitoiset

LE PILOTE AVEUGLE

de Giovanni Papini, mise en scène de Catherine

SA LETTRE DE MARIAGE

de Strauss, mise en scène de Patrick Haggag

* présenté par le Festival d'Automne à Paris

ATHÈNES
FESTIVAL D'AVIGNON

Le Mahabharata, par Peter Brook et Jean-Claude Carrière, un 1985, premier spectacle donné à la cour de Callet à Boulbon, un triomphe mondial, « un poème du monde ».

Poème du monde également, le Soulier de satin, de Claudel, dans sa version intégrale en 1987 à la Cour d'honneur. Un pari énorme d'Antoine Vitez, en quelque sorte l'accomplissement d'années de travail d'un metteur en scène avec des comédiens. Avignon est une étape régulière pour Antoine Vitez. Dans la Cour, avec Lucrèce Borgia, le Soulier de satin, la Célestine, et puis il y a eu les quatre pièces de Molière au

cloître des Carmes, Catherine à Théâtre-Ouvert, les Apprentis sorciers de Benoit-XII, Phèdre dans « off », les lectures au Verger, spectacles musicaux au Théâtre municipal et au cloître des Célestins... Antoine Vitez est une figure emblématique du Festival.

A plusieurs reprises, André Marcon est venu dire des mots de Valère Novarina. « La présence d'auteurs contemporains est indispensable. Novarina n'est pas le seul. La liste est longue - Marie Redonnet, Pascal Rambert, Louis-Charles Sirjacq, Catherine Anne, et autres, et en dehors même de « célébrités » : Georges Perec,

Robert Pinget, Nathalie Sarraute, Heiner Müller...

Chaque année, le théâtre rend hommage à la poésie du Festival à un poète. En 1990, René Char. Il y a eu aussi Francis Ponge, Michel Leiris, André Frénaud, Jean Tardieu, Edmond Jabès, Aimé Césaire... Cette année, Octavio Paz.

Un cheval noir dans la carrière Callet : c'était la magie de Zingaro, « théâtre équestre », après avoir été cabaret, avant de devenir opéra, toujours poésie, toujours équestre. Mieux que des montures, les chevaux sont les partenaires des cavaliers, c'est ce qui les rend les

uns et les autres si fascinants.

Une autre grande légende du monde après le Mahabharata, une autre grande légende indienne. L'épopée du Ramayana, venue cette fois de son pays d'origine pour signifier la présence de cultures extra-européennes, classiques et populaires, que depuis toujours Alain Crombecque aime et fait aimer. C'est ainsi que sont venus des artistes d'Afrique, du Pakistan, des Antilles, d'Indonésie, d'Iran, cette année d'Amérique latine centrale.

Intolérance, le film de Griffith projeté à la Cour

Les entrées
à Paris

150 000 000

**Tous les films
nouveaux**

Gladateurs

que découverte à New-York aux côtés d'une brave ingénue polonaise qui inventera d'originales méthodes de survie dans la métropole hostile.



12-12) : *Guinness Opera, dolby, 2* (42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 8 (43-25-69-83) ; La Pagode, dolby, 7 (47-05-12-15) ; Publics Champs-Élysées, dolby, TodAO, 8 (47-20-76-23) ; La Bas-

VO : Forum Horizon, bandes-vidéo, dolby.

Pan

Chute ■ rédemption d'une chanteuse
■ country rock, magnifiée par la pré-
sentation vocale ■ scénique ■ Bru:

VO : Bretagne, 1984, TodAO, 1- 22 22
70-37).

Le Saint-André-des-Arts. Tél. : 01 43 26 11 11
Jusqu'au 11 juillet

La sélection « Cinéma »
a été établie par

La sélection « Cinéma »
a été établie par
Jean-Michel Froidon.

• Ambiance musicale en Orchestre - P.M.B. : prix moyen de repas - J., H. : ouvert jusqu'à heures.

DINERS

RIVE DROITE

LA VILLA CRÉOLE • OPÉRA •
19, rue d'Asnières, 7
47-42-64-92

MARITIME D'OR de la cuisine créole, présentée par BOTTIN GOURMAND.
PIANO le soir. Menus : midi 110 F., le soir 159 F. S. sam. midi et dim. Cuisine raffinée.

LE FAUCON
1, bd Beaulieu, 16°
45-20-87-85 et
45-23-53-25

Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de poissons, viandes, plats français. Cuisine faite par le patron. Menus à 85 F. et 150 F. Fermé samedi.

RIVE GAUCHE

LES ANCIENS LES LIONS
33, rue Saint-Louis-en-l'Île,
46-33-66-07 et 66-12

Unique en son genre, fin 17°. Ambiance exceptionnelle. Menu ■ plats : ■ tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

LE MAHARAJAH
43-54-26-07
à emporter : racines 30

L'INDRE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5°, Mueblerie T.L.I. Non fumés ■ h à 23 h 30, ven., saeceti J. I. I. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. Climatisee.

SRI RAM
F. sam. ■ dim.
15, rue Jules-Chaplain (6) 43-25-12-84

J. I. I. 30. Spécialité TANDOORI. CURRY, BIRIANI. Menu midi 49 F. et 69 F. soir 99 F. Climatisee ■ musique ■ Varias, N.-D.-de-Champs. Carte 120 F env.

HENRI LAFAYETTE THOUVENOT
79, rue Saint-Dominique, 7°

de ■ et de ■ confit ■ canard. Ser jusqu'à 23 h ■ LES JOURS. Dim. ■ de 12 h ■ CLIMATISEES.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE À PARIS T.L.I.
43-26-89-36
9, rue Saint-André-des-Arts, 5° - Buffet
CHOUCHOUTES, grillades,
POISSONS
TERRASSE PLEIN AIR
DÉGUSTATION D'HUITRES
ET COQUILLAGES
Musique - Chanson avec d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse au quartier
HUITRES toute l'année
POISSONS DU MARCHE
Plats renommés. Vins à découvrir,
Décor et brasserie de luxe à
TERRASSE PANORAMIQUE
T.l.j. de 11 h à 30 h du matin,
4, place du 11 novembre 43-42-90-32.

THEATRE

Paris

Bal masqué

de **Lermontov**, mise en scène d'Anatoli **...** avec Jean-Luc Bourré, Christian Blanc, Drévillat, Eric Frey, Jean Dour, Sami, Didier, Carole et Caroline Appert. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les jeudi et samedi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-18. De 48 F à 200 F.

L'Eloge de la folie

d'après Erasmus, mise en scène de Laurence Favier, avec Laurence Favier. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

La fille sur la banquette arrière

de Bernard Stolo, mise en scène de Jacques Serey, avec Louis Velle et Julie Arnold. Thierry Murza, Vito, Véronique Bodoin et Nicolas Demarec. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

Madame de La Carrière

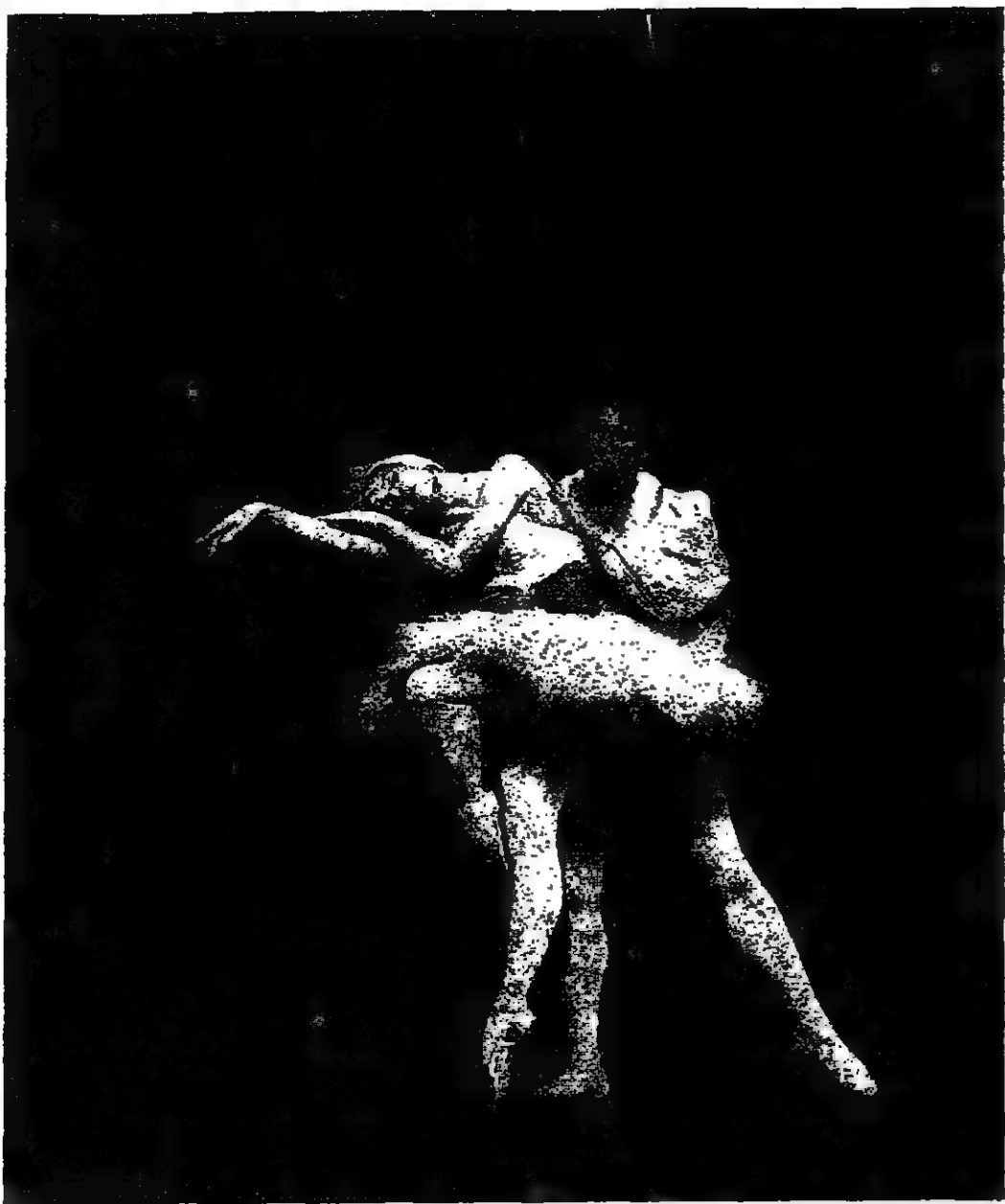
de Denis Diderot, mise en scène de Pierre Tabard, avec Catherine Salero et Pierre Tabard. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

La mort viendra et elle aura tes yeux

d'après Virginia Woolf et Dashiell Hammett, mise en scène de Pierre Tabard, avec Catherine Salero et Pierre Tabard. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

Fécamp

Orénoque d'Emilio Carballo, mise en scène de Bernard Charbonnet. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.



« Le Lac des cygnes » à l'Opéra de Paris.

Aux-Martins

En juillet, il y a Avignon quelques festivals, dont « les Arts du Bal », qui vont viennent... Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Le ballet classique le plus vu du monde, avec un répertoire... Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

Opéra-Bastille, jusqu'au 11 juillet, 19 h 30, les 11 et 18 à 14 h 30 et 20 heures, le 14 gratuite à 14 h 30. De 40 F à 290 F.

Aix-en-Provence

Opéra d'Aix, un spectacle de danse... Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

Basen Freydet, 76400 Fécamp. Les mercredi et vendredi à 19 h 30, le jeudi à 18 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 38-28-51-01.

Montpellier

Le festival se termine avec Saiki Juku... Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

Châteauneuf

Le Ballet d'Amsterdam avec... Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

Festival Montpellier Danse 62, jusqu'au 11 juillet. Tél. : 67-60-80-80.

Châteauneuf

Le Ballet d'Amsterdam avec... Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

Festival Montpellier Danse 62, jusqu'au 11 juillet. Tél. : 67-60-80-80.

Opéra-Bastille, jusqu'au 11 juillet, 19 h 30, les 11 et 18 à 14 h 30 et 20 heures, le 14 gratuite à 14 h 30. De 40 F à 290 F.

MUSIQUE

Classique

Sceaux Festival de l'Orangerie

Le 11 juillet, musique de chambre... Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

Régions

Aix-en-Provence

Festival d'art lyrique... Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi, mercredi, vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 40-06-38-02. De 55 F à 110 F.

English Chamber Orchestra, Stuart Bedford (direction). Les 16, 20, 25, 28 et 30, *The Rake's Progress*, de Stravinsky, avec Samule Ramey, l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, Nagano (direction). Aix n'est plus qu'il était, même si certains spectacles valent le séjour, et les tarifs deviennent incalculables : de 270 F à 970 F pour Mozart et Stravinsky, de 200 à 680 F pour Britten!

Bureau de location, tél. : 42-17-34-34 (opérateur, 24 heures sur 24, tél. : 42-21-14-40). Théâtre de l'Archipel.

La Châtre

Chopin chez George Sand Le 16, Dominique Merlet. Le 17, récital Dang Thai Song. Le 18, récital Chopin, par quarante artistes étrangers. Fia connaît de la musique de Chopin, Dominique Merlet (mais que ne connaît-il pas sur le bout des doigts ?) lui consacre un récital sur les lieux-mêmes où Chopin passait ses étés. Jouera-t-il les deux heures notées par Chopin lors de ses escapades berrichonnes ? Le 17, le pianiste vietnamien Dang Thai Song nous rappelle qu'il fut sacré vainqueur du Concours Chopin, en 1980, l'année où Ivo Pogorelich fut éliminé par des juges qui eurent sans doute le tort, ainsi que devait l'affirmer Magaloff, de ne pas se laisser impressionner par un quatuoriste.

Bureau de location, Office du tourisme, 14 rue de la République, 42-22-24. Du conseil et bazarie de l'Archipel de la Châtre.

Lyon

Nuits symphoniques de l'Orchestre national

Les 10 et 11 juillet, *Un Requiem Allemand*, de Brahms, avec Edith Wiens (soprano), Wolfgang Schoene (baryton), Emmanuel Krivine (direction). Emmanuel Krivine a dirigé le Requiem de Brahms, aux Lyonnais (...), dont la musique est une physique, très saine. Plus sain, en effet, qu'une cure de Vincent d'Indy!

Bureau de location, tél. : 78-90-37-19 (carte de crédit uniquement). Eglise Saint-Sébastien, 21 h 30.

Montpellier

Festival international de Radio-France et de Montpellier

Le 13 juillet, *Alto*, de Verdi (version originale), avec Michèle Lagrange, l'Orchestre de Montpellier, les chœurs de Radio-France, Daniel Robertson (direction). Le 17, récital Frank Braley. Le 18, *Edipe à Colonne*, de Sachini (création française), par l'Orchestre de Montpellier de Paris, Jean-Louis Koenig (direction). Du rare, de l'indéfini, le Festival de Montpellier se singularise toujours à chaque occasion de jeunes de faire entendre.

Bureau de location, tél. : 67-02-02-01.

Saint-Jean-de-Luz

Rencontres internationales de piano en Côte basque

Le 9 juillet, Jean-Paul Vieux (Schumann, Liszt). Le 11, Viktoriya Postnikova (Brahms, Schubert et Moussorgski). Le 12, récital Gerhard Oppitz (Schumann, Brahms). Le 13, récital Frank Braley (Haydn, Debussy, Albeniz, Schubert). Splendide programmation pianistique concoctée par Catherine Collard, avec Frank Braley, en bouquet final, Vainqueur du 1^{er} prix du concours Reine-Élisabeth à Bruxelles, ce jeune pianiste nous offre une pièce antitouristique qui beaucoup de grands noms peuvent lui envier.

Bureau de location, Comité touristique et fête de Guéthary, tél. : 59-26-56-60. Eglise de Guéthary et auditorium de Saint-Jean-de-Luz, 20 h 45.

Tours

Semaines musicales

Le 10, récital Alexander (Rachmaninov, Medtner, Scriabine). Le 11, L. V. Beethoven (Mozart, Britten, Liszt). Le 12, récital Alan Gampel (Beethoven, Balakirev, Serrate, Chopin). Toujours placé sous le signe de la découverte, ce festival musical qui accueille un orchestre de chambre de Belgrade et qui a la chance d'entendre le professeur Satz en récital, en France ? Ce pianiste a été le professeur de Lyta Zilberstein, à l'Institut Gnessin à Moscou.

Bureau de location, Conservatoire de musique, tél. : 47-20-89-95. Château d'Artigny, salle Jeanne-d'Arc au château de Cailly, 21 heures.

Vichy

Saison musicale d'été

Le 10 et 12 juillet, *Wotan et Erda* de Purcell et *Syllabaire pour Phébé* d'Obana, par l'Ensemble Musicatzeine, Roland Haymédian. Reprise du Syllabaire pour Phébé de l'Ensemble, une pièce de l'Ensemble musical composé en 1967. C'est-elle vieille ? Réponse le 10 juillet.

L'Ensemble Musicatzeine vient enregistrer pour Calliope *Les ensembles*, le *Lento* de Ignacio Sanchez Mejias, d'après Lanza, une des œuvres marquantes de l'après-guerre qui vient de se voir consacrer un livre chez Actes Sud.

Bureau de location, Opéra de Vichy, tél. : 70-59-50-53. Opéra, 20 heures et 17 heures.

Jazz

Eric Le Lann Michel Grallier

En duo, dans les quinze carrés les plus musicaux de Paris, avec Michel Grallier pour seule réplique, Eric Le Lann, le « jeune homme à la trompette » (voir *Musique* du 25 juin), extralucide et superbe musicien, se présente sans troncage ni dissimulation dans *l'impro* (à 20 h, propre) ou *dit d'un* (à 21 h, qui s'avance) instruments. Exercice

Les 8 et 9 juillet, Petit Opportun, 23 heures, 120 F.

Festivals

Gerry Mulligan à Vienne

L'inventeur de la forme, le cool, le créateur d'un instrument qui n'avait trouvé son expression qu'avec Harry Carney chez Ellington, le saxophone-baryton, Gerry Mulligan réunit un groupe pour faire resurgir le cool (*Rebirth of the Cool*). C'est très homogène. Ça correspond au désir de rapprocher du public, à la volonté des tour-opérateurs et à la seule musique qui reste parfois à faire. Au même programme, Bud Shank.

Festival de Vienne, tél. : 74-85-00-05.

Gonzalo Rubalcaba en Franche-Comté

Le pianiste fétiche de l'été, ça dure ce que ça dure, Cubain, découvert par Charlie Haden, pianiste, rieur et vif de musique, Gonzalo Rubalcaba est sur les marches de Franche-Comté. Au programme, une poignée de musiciens locaux.

Festival de Franche-Comté, tél. : 81-82-04-82.

Rock

Ringo Starr & All Starr Band

Ce n'est pas tous les jours qu'on a l'occasion de voir un ex-Beatle (et deux ex-Eagle, et un ex-Rockpile, et un ex-Street Band, et un ex-Nazis). Nous disons donc qu'un tel assemblage de talents confirmés ne se trouve pas sous le pied d'un cheval.

Le 8, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-60.

Ned's Atomic Dustbin

De tous les épigones du Clash qui fleurissent en ce moment en Grande-Bretagne, Ned's Atomic Dustbin est le plus violent et le plus fou, naïf et talentueux.

Le 8, Espace Osmose, 19 h 30.

Prince

De *l'école* méga-tournée, celle-ci est sans doute la plus belle, la plus spectaculaire, la plus réussie. Après le succès artistique commercial de *Delirious* and *Pearl*, Prince rassemble la tradition des spectacles extravagants, celle de *Lovesexy*.

Les 10, 11 et 12, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Tél. : 40-02-80-02. 190 F.

Tourneées

Les Cases-Pieds

Les fabuleux Cases-Pieds, qui ont fait remplacer Little Richard lors du concert des légendes du rock'n'roll (sauf que personne n'a pensé à le leur proposer), reprennent la route pour la plus grande joie des petits et des grands, et de leurs voisins qui enfin la paix tant qu'ils seront en tournée.

Le 10 juillet, Mâcon, parc des expositions, 21 heures, gratuit. Le 11, Saint-Agrève (Jura), château de Cour, à 10 h, 18 h, 20 h. Le 12, Béziers, arènes des Aires, 14 heures, 50 F. Le 13, Albi (Lot), dans le cadre d'Albi-Limousin Festival, en plein air, 21 h 30, 60 F.

Festivals

Calais

Les héros sont immortels

On peut attendre un fort contingent d'Anglais, qui n'auront qu'à traverser le Channel pour acclamer leurs héros du jour, Carter USM ou James. A noter aussi la présence des jeunes gens de Texas.

Jusqu'au 28 juillet, Fort Muey, De 160 F à 170 F pour un week-end, de 90 F à 110 F par soirée. Réservations et renseignements à la Maison pour tous de Calais, tél. : 21-34-89-53.

Belman
HOTEL CLAUDE BELMAN
CHAMBRES D'APPARTS
RESTAURANT (Paris 8, 1^{er} étage)
27, RUE FRANÇOIS I^{er}, PARIS 8 47 23 54 42

Alphonse TIÉROU
DooPlé
loi éternelle de la danse africaine
Un 16x24, 136 pages, 1991
Maisonnewe & Larose

Je m'appelle LISO

سكنى في المنزل

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

Le Monde ■ Jeudi 9 juillet 1992 III

→ Suisse

Leysin Rock Festival

Gros festival d'été qui provoque régulièrement une transhumance massive. C'est normal, le monde est à Leysin, de Bob Dylan à Kirsty McColl. Et si l'on se sent trop jeune, trop anticonformiste pour le thème remake de Woodstock, on peut aller passer ses nuits sous des tentes qui accueillent les artistes.

Les 8, 9, 10 et 11 juillet. Renseignements, tél. : 01-41-22-31-97-56. Informations et réservations par Minitel 3615 Codeur 3.

Saint-Martin-de-Crau

Festival Mimi 92

Joli festival qui réunit des musiciens d'exception. Des gens plus préoccupés d'explorer l'âme humaine que de planifier leur carrière, qui envisagent la musique avec l'enthousiasme d'un enfant recevant sa première poupée.

Les 8, 9, 10, 11 et 12 juillet. Des Aubains (entre Salon-de-Provence et Arles). Renseignements, tél. : 81-33-02-43.

Bagnols-sur-Cèze

Nuits de blues 92

Luther Allison, Nina Simone, Jean-Jacques Milteau, Johnny Hallyday (d'Oakland, dans la banlieue de San-Francisco), une vision large mais qui tombe juste.

Les 10 et 11 juillet, au Théâtre du verger du mont Cotton.

Chanson

Broadway Cab's

En attendant que la fête ne sera pas effluée des musiciens qui semblent souffrir de la débauche de ce genre (changements de personnel, départs, recours à des remplaçants), l'événement est de qualité d'une programmation quasiment parfaite.

Du 8 au 11, 20 h 30 ; le 12, 18 heures. Théâtre du verger, tél. : sur place.

Festivals

La Rochelle

Les Francocollies

La grande fête annuelle de la chanson franco-francophone se permet quelques écarts au dogme en invitant les anglophones de la New Orleans Revue. Mais l'essentiel est préservé, avec l'Aznavour, Renaud, Lavilliers et une sélection impressionnante de talents confirmés ou à découvrir.

Du 11 au 19 juillet. Renseignements, tél. : 48-73-77-57 (Paris) - 16/48-50-65-77 (La Rochelle). Minitel 3615 Code FOLIES.

Aries

Mosaique Gitane

De la rivalité entre Arles et Nîmes, métropoles gitanes du sud de la France, naissent les Mosaiques Gitane, l'association propose une sélection qui puise bien dans le patrimoine méditerranéen que l'orient.

Du 11 au 17 juillet. Renseignements, tél. : 48-73-77-57 (Paris) - 16/48-50-65-77 (Arles). Minitel 3615 Code FOLIES.

Nantes

Festival des cultures du monde

Amériques (Dragonnaires de Jamaïque), Océanie (Band d'Antigua, Irlande de Cuba), Asie (musiques et danses aborigènes), CEI (du Tadjikistan à l'Ukraine), Espagne, Europe centrale, aucune région du monde n'échappe au pouvoir d'attraction de ce festival.

Du 7 au 12 juillet. Réservations : office de tourisme, place du Commerce, 44000 Nantes. Tél. : 40-47-01-77.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lamache. « Jazz » : Francis Marmont. « Rock » : Thomas Sotinel. « Chanson » : et « Musiques du monde » : Véronique Montagne.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

ARTS

Nouvelle exposition

Montpellier

Frédéric Bazille

Bazille est né à Montpellier, il a cinquante ans. Sa ville natale l'événement par une grande rétrospective. On y verra l'essentiel de son œuvre, mais que tableaux et ses principaux amis, Monet, Sisley et Renoir.

Musée Fabre, 39, boulevard Bonne-Nouvelle, 34000. Tél. : 67-88-06-34. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 9 heures à 17 heures. Du 11 juillet au 8 octobre.

Paris

Les cinémas de Picasso

Les dessins sur cinéma de la Femme nue allongée exécutés en 1933 ont été tournés par le Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris. Ils sont à l'hôtel Salé, avec une centaine de photographies.

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 septembre. 25 F.

A visage découvert

Où il est question, non pas du portrait et de la ressemblance, mais du visage et de son expression, du cri, du silence et du silence. La peinture et la sculpture contemporaines y voisinent avec les arts africains, océaniques, extrême-orientaux. Parmi les pièces, il y a des œuvres rares, inédites. La Fondation Cartier ne nous avait pas habitués à cette qualité.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-44-44. Tous les jours de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 octobre. 25 F.

Denise Colomb

Une photographe avec le siècle, dont on connaît surtout les portraits de Picasso, de Braque, de Cézanne, de Chagall, de Miro, de Dalí. Sa rétrospective, un aperçu de sa donation à l'Etat, réunit aussi ses premières photos (poches à l'île de Sein, Antilles) et ses recherches (solarisations, nus).

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 23 août.

Guérin et Delacroix

Guérin (1774-1833), peintre d'inspiration néoclassique, a été le maître de Delacroix. Cette exposition, qui réunit une cinquantaine de leurs peintures du premier, de quelques-uns de la jeunesse du second, le rappelle.

Musée national Eugène-Delacroix, 6, rue de Furstemberg, Paris 6^e. Tél. : 43-54-04-07. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. 12 F.

Guimard

Cinquante ans après sa mort, une trentaine d'années après la destruction des maisons de métro qu'il avait dessinées pour Paris, voici la première exposition monographique de Hector Guimard, le maître de l'Art nouveau français. On découvre qu'au-delà des questions de style, son œuvre fut portée par une réflexion ambitieuse, faisant fusionner l'architecture, l'art et la vie.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Boétie, Paris 7^e. Tél. : 40-43-48-14. Tous les jours sauf lundi de 9 heures à 18 heures, mardi de 10 heures à 21 heures, dimanche de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 juillet. 32 F (billet jumelé musée-exposition : 45 F).



E. Messerschmidt : « le Bâilleur ». Exposition « A visage découvert » à la Fondation Cartier.

La daton Pierre Minier

Un bel ensemble de dessins de l'atelier paternel, des esquisses pour la chapelle de Vence, deux Miro, plusieurs Dubuffet... Les dessins dans la peinture de Minier, l'exposition de la daton Pierre Minier rend hommage au fils de l'artiste, galerie à New York en 1931 à sa mort, en 1977.

Musée Georges-Pompidou, 21, boulevard Marmottin, Paris 4^e. Tél. : 42-76-26-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 septembre.

Le dessin et l'architecte

L'architecture, qui passait plus ou moins justement pour être poissièreuse, a précisément fait parti de sa possibilité pour en exister, à l'architecture, à l'architecture de dessiner, une remarquable collection de dessins significatifs de l'ambivalence du métier, mais aussi un technicien. Le pavillon de l'Arsenal, organisé le plus actif de la capitale en matière d'architecture, a réussi de démontrer l'ensemble pour en faire une belle dynamique exposition.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Marmottin, Paris 4^e. Tél. : 42-76-26-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 septembre.

Les Vikings

Les Vikings étaient-ils ces brutes sanguinaires de sang et de pillages que nous dépeignent les chroniques médiévales ? Une exposition ambitieuse, organisée avec le concours de la ville de Copenhague, nous présente des commerçants habiles, des navigateurs inventifs et des poètes à l'imagination fertile. Une civilisation qui, très tôt, a su intégrer les apports extérieurs.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. de l'Europe, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 20 juillet. 40 F.

Manifeste

« Manifeste » est une exposition pluridisciplinaire proposant une mise en perspective de trente ans de création (1960-1990) : musique, cinéma, littérature, vidéo, arts plastiques. Ce sont les arts plastiques qui nous taillent le part du lion : presque tous les espaces du Centre Pompidou sont réquisitionnés pour la présentation d'une partie des œuvres du Musée national d'art moderne. Le Centre de création industrielle profite de l'occasion pour montrer la collection de design qu'elle vient de réunir.

Centre Georges-Pompidou, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures.

Mary Ellen Mark

Les vingt-cinq ans d'activité de Mary Ellen Mark, photographe des groupes sociaux et de tous les exclus : malades mentaux, aveugles, personnes âgées, drogués, gitans... Chef de file de la photo documentaire américaine, elle présente également un reportage inédit sur les cirques en Inde. Autres expositions à l'été du CNP : « La ménagerie du palais » (photo animalière) et Agustin-Victor Cassola, photographe mexicain du début du siècle.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 42-76-26-53. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 13 septembre. 25 F (entrée du musée).

Moore à Bagatelle

Henry Moore aimait installer d'énormes sculptures dans la campagne anglaise. On ne s'étonne donc pas de voir ses œuvres monumentales créées entre les années 50 et 60 envahir le parc de Bagatelle. Il s'agit de la première rétrospective parisienne importante consacrée à Moore depuis 1977.

Pavillon de Bagatelle, 101, rue de Bagatelle, Paris 16^e. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 septembre. 10 F.

Gustav-Adolf Mossa

Peintre méconnu, Gustave Mossa (1883-1971), qui se donna le prénom plus « exotique » de Gustav-Adolf, est l'un des derniers symbolistes. Entre 1904 et 1914, il multiplie les allégories (la vie, l'amour, le sexe, la mort), la production fabriquée après la première guerre mondiale.

Pavillon de Bagatelle, 101, rue de Bagatelle, Paris 16^e. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 septembre. 10 F.

Helio Otticia

Marqué comme nombre de ses compatriotes par l'édification de Brasilia au milieu des années 50, Helio Otticia est un touche-à-tout. Ses peintures, ses sculptures, ses installations l'avaient imposé comme l'un des chefs de file de l'avant-garde brésilienne. Il est un touche-à-tout. Ses peintures, ses sculptures, ses installations l'avaient imposé comme l'un des chefs de file de l'avant-garde brésilienne. Il est un touche-à-tout.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 42-76-26-53. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 13 septembre. 25 F (entrée du musée).

Dominique Perrault

Trente-neuf projets : Dominique Perrault, architecte âgé de trente-neuf ans, propulsé sur le devant de la scène par

printemps, sont à Paris pour l'été, sous le même toit, celui de l'ancien couvent des cordeliers. En prime, deux sculptures du maître, l'« Homme et l'Homme » de Paul Eluard, ont été provisoirement installées l'une place de Finlande (7^e), l'autre dans le jardin du Luxembourg.

Couvent des cordeliers, 15, rue de l'École-de-Médecine, Paris 5^e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 juillet.

Galleries

John Hilliard

Cet artiste anglais qui sert toujours plus somptueusement du médium photographique traite avec insistance, depuis une dizaine d'années, du mouvement et du temps - un temps qui a rôlé dans la vie de l'homme.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Rebecca Hara, Jean-Pierre Bertrand

Jean-Pierre Bertrand est au rendez-vous avec des bêtes, du monde du pléistocène à nos jours. L'artiste, ces derniers temps, dresse son monde à son refus du discours sur la peinture. Rebecca Hara est à l'étage, elle des multiples présentées pour la première fois. Il y a un neuf, neuf vitrines, qui racontent l'univers poétique de l'artiste.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Louis Jammes

Louis Jammes est allé à Tchernobyl. Il en a ramené des images dures, fortes, témoins sans emphase - d'un leur efficacité - de la brûlure nucléaire : au bromure d'argent sur acier, des portraits en pied des habitants, dont beaucoup d'enfants, de la ville qui jouxte la centrale nucléaire.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue de la Vierge, Paris 11^e. Tél. : 48-71-30-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 30 juillet.

Stanislav Kolibal

Les petits « dessins-espace » du Tchèque Stanislav Kolibal sont devenus grands. Les images en carton et pièces de contreplaqué se sont peu à peu métées à l'aluminium et aux matériaux transparents. Un art d'une forme formelle très pure se dégage de ces grandes structures géométriques.

Galerie Jacqueline Mouston, 110-123, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 48-41-75-91. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Marino Rautz

Cet artiste qui n'est plus un gamin, projette à l'horizon de son monde intérieur des figures insaisissables, presque au pointillé, dans les petits tableaux de bois de palette disposés à même les murs, le sol, ou crayonnés. Un poète.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 juillet.

EXPOSITION
BAZILLE
MONTPELLIER

L'ŒUVRE DU PEINTRE MONTPELLIERAIS, FREDERIC BAZILLE ET QUELQUES TOILES DE SES AMIS

FREDERIC BAZILLE
ET SES AMIS
IMPRESSIONNISTES

10 JUILLET
à OCTOBRE 1992

LE PAVILLON
DU MUSÉE D'ART MODERNE

RENSEIGNEMENTS
67 66 13 46

LE PAVILLON
DU MUSÉE D'ART MODERNE

MONTPELLIER FRANCE

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

Régions

Cajarc

Pierre Soulages

Onze polyptyques, dont quelques-uns très récents : ce sont les derniers développements de l'œuvre de Pierre Soulages que le musée de Cajarc expose. Des œuvres à dominante abstraite, variations du noir, nuances aux couleurs changeantes, ordonnées en œuvres monumentales.

Marseille

Jean-Michel Basquiat

Il réalise ses premiers graffitis en 1977, sur le pont de Brooklyn, puis à Manhattan. Il devient sprayeur, et en 1981 participa pour la première fois à une exposition. Après, succès à New York, une rétrospective.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 21 septembre.

Metz

Chefs-d'œuvre de l'archéologie chinoise

Quelques représentants de l'art de l'Empire du Milieu, de la dynastie des Han à celle des Ming, exposés à Metz pour l'été. Il s'agit de figures en terre cuite (grandeur nature), exhumées à Xian au début de la Chine à partir de 1974. Ces exceptionnelles œuvres sont l'œuvre de plus de 200 ans.

Eglise Saint-Étienne, 11, rue de la République, 57000 Metz. Tél. : 87-37-57-47. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Meymac

Jésus-Rafael Soto

Ce Vénézuélien de Paris, à Paris, a réalisé l'un des plus éminents représentants de l'art cinétique et son extension à l'environnement urbain. Le point sur son œuvre n'avait été depuis longtemps, aussi cette rétrospective tombe bien, qui réunit quelque quatre-vingt œuvres depuis 1955, dont un « pénétrable ».

Centre d'art contemporain, 11, rue André, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. : 85-95-23-30. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 septembre.

Toulouse

Jacques Callot

La célébration du quatrième centenaire de la naissance de Jacques Callot est l'occasion d'une rétrospective très complète du grand graveur des siècles, présentée au Palais Ducal, rénové pour la circonstance.

Musée historique toulousain, 11, Grande-Rue, 31000 Toulouse. Tél. : 56-21-78-74. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 septembre.

L'art en Lorraine au temps de Jacques Callot

Parallèlement à la célébration de Jacques Callot, un panorama de la peinture en Lorraine, au XVIII^e siècle, est organisé par Jacques Thuillier. On y découvre Jacques Bellange, Jean Le Clerc, Georges Lallemand, Claude Deret, et quinze autres artistes, plus grand que jamais.

Musée d'Art et d'Histoire, 11, rue de la République, 54000 Nancy. Tél. : 83-32-18-74. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 septembre.

Nantes

Sir Edward Burne-Jones

La Musée de Nantes vient de faire l'acquisition d'un portrait point par Burne-Jones, un portrait d'homme le musée français, avec celui d'Orsay, à posséder un artiste britannique. Pour l'événement, il propose cent dix de ses dessins, qui proviennent de collections du Fitzwilliam Museum de Cambridge. Une rareté.

Musée d'Art et d'Histoire, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 juillet.

Nîmes

Henri Matisse

Du Cateau-Cambrésis à Vence, en passant par Paris, Matisse ne manquant pas de revoir, en 1951, les aspects de l'œuvre de Matisse. A Nîmes, par ses sculptures, la quasi-totalité de son œuvre est exposée, ainsi qu'une œuvre de grande dimension.

Musée Matisse, palais de la Culture, 30033 Nîmes. Tél. : 86-78-73-47. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 septembre.

Musée Matisse, palais de la Culture, 30033 Nîmes. Tél. : 27-84-13-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

18 heures. Jusqu'au 14 septembre.

Fondation Émile-Hugues, place du 100140. Tél. : 93-24-24-23. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Noyon

Jacques Sarrazin

Jacques Sarrazin, qui était né à Noyon, a été de la faveur de Louis XIII et de Louis XIV, un jour d'une grande renommée, aujourd'hui il est oublié. Injustement. Ce premier homme de la sculpture française du XVIII^e siècle, qui a composé de nombreuses œuvres originales et de nombreuses reproductions de sculptures monumentales introuvables.

Musée du Noyonnais, 7, rue de la République, 80400 Noyon. Tél. : 44-09-43-41. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Saint-Étienne

Alain Kirili

Le fer, le marbre, la terre cuite, aucun de ces matériaux n'échappe à Alain Kirili, qui entend par là leur potentiel. A Saint-Étienne, son exposition confronte des pièces relativement nouvelles, telles que *Commandement* et *Le fer*, à ses toutes dernières œuvres.

Musée d'Art et d'Histoire, 42000 Saint-Étienne. Tél. : 77-22-22-22. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 septembre.

Saint-Paul-de-Vence

L'art en mouvement

Comment l'art du vingtième siècle a-t-il saisi le mouvement, et l'a-t-il décliné en tant que grave, amusé, grinçant. En exposition qui balaye un champ large, depuis les chronophotographies de Marey jusqu'aux œuvres de l'ingénieur, en passant par les futuristes et les cinéastes.

Musée Maeght, 06570 Saint-Paul-de-Vence. Tél. : 81-63. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Sète

Robert Combas

Combas donne rendez-vous à Sète, chez lui. Il y propose, dans un entrepôt, son hommage à Georges Brassaï, expose un choix de peintures depuis 1977, et Paul-Valéry, et on le retrouve en copains à l'espace Paul Boyé.

Musée Paul-Valéry, 34200 Sète. Tél. : 34200. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Lequel, quel Assemblée-Herbert, 34200 Sète. Tél. : 87-44-20-90. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Musée Paul-Valéry, 31, rue Paul-Valéry, 34200 Sète. Tél. : 87-83-78-88. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Tanlay

Bernard Réquichot

« Je travaille l'avenement de la ténacité », écrivait Réquichot, et il a décrit, dans la brève carrière, et il a mort à trente-deux ans, en 1961, une ponctuelle d'œuvres arrachées au corps : collages, reliquaires, et mises en boîtes chargées de matières provoquant fascination et répulsion.

Musée d'Art et d'Histoire, 86-78-76-33. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 F.

Valence

Etienne Martin

Comme elle l'avait fait pour Mark Di Suvero, Etienne Martin offre ses œuvres à Valence. Les œuvres de l'œuvre d'Etienne Martin, le sculpteur des Demeures. Dont la maison natale, à Loriol, justement tout près de Valence, est justement une œuvre d'inspiration du sculpteur.

Musée d'Art et d'Histoire, 7, rue de la République, 26000 Valence. Tél. : 76-79-20-80. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 septembre.

Villeurbanne

La Collection Christian Zuccato

D'Anselmo à Arte Povera de A à Z, à travers la collection militante de Christian Stein, à Turin, les œuvres fortes pour marquer le réouverture du musée de Villeurbanne, qui a été rénové.

Musée d'Art et d'Histoire, 11, rue Docteur-Dorville, 69600 Villeurbanne. Tél. : 78-27-12. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 octobre.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette, Architecture, Frédéric Edelmann, Photo, Michel Guerin.

DISQUES

Classique

Quintette à reeds Moragues

Quintette à reeds Moragues, 1987, au Festival de La Roque-d'Anthéron : « Il y a longtemps, une nature de qualité et de cette sensibilité musicale », devait déclarer le dernier des romantiques (Le Monde daté 21 août 1986).

1 CD Harmonia Mundi.

Ravel

Daphnis et Chloé, suite, 2-Balade-Valse, 1911.

Debussy

Trois Nocturnes-Pavane Suite, Orchestre symphonique de Detroit, Paul Paray (dirigeant).

Après avoir enregistré Chabrier, Saint-Saëns, Ravel, Roussel et une anthologie d'intermèdes et d'ouvertures d'opéras français du XIX^e siècle réalisés par Paul Paray aux États-Unis, durant les années 50 et 60, Philips publie un nouveau programme Ravel-Debussy sur CD.

Comme les précédents disques, celui-ci s'impose par la maîtrise d'un chef à la rythmique ferme, au rubato subtil, qui tire des sonorités brillantes d'un orchestre qu'il conduit avec un esprit de décision que l'on ne rencontre plus guère chez les jeunes, même plus

effectif instrumental (flûte, clarinette, hautbois, basson et cor) sont des œuvres admirables qui méritent parfois l'épithète de chef-d'œuvre. Ainsi le Quintette à reeds de Chabrier de Villa-Lobos, la Kleine Kammermusik op. 24 n° 2 de Hindemith (une musique pour fois ni grise ni bavarde) et peut-être plus encore, l'Adieu de Stockhausen composé à la mémoire d'un ami prématurément disparu dont les nombreuses cadences non résolues sont un régal. Pour jouer ces œuvres, pour les rendre captivantes au plus grand nombre, il fallait la justesse impeccable, la fin instrumentale de jeunes musiciens, leur virtuosité aïlée. Il leur fallait aussi un raffinement musical dont ils ont donné maintes fois la preuve, au concert, dans Mozart ou Dvorak.

1 CD Philips Mercury « Living Presence » 434 306-2.

Jazz

Rava/Jeanneau/Sellin/Mechali/Ceccarelli

Tribute to Miles. Au départ, il y a cinq musiciens. Les noms sont suffisants : Enrico Rava, François Jeanneau, Hervé Sellin, François Mechali et André Ceccarelli. Les connaisseurs connaissent. Les non-connaisseurs deviennent que lorsque l'on se contente d'aligner cinq noms sans spécifier (trompette, ténor, piano, basse, drums). C'est l'affaire est entendue. Au départ, il y a une idée, un répertoire, un tribut, une reconnaissance de dette. Et des airs chantants, après, magnifiques, avec des chutes de tension, des relances imprévues comme il s'en produit dans l'amour ou dans l'histoire des hommes. Bref, au départ, il y a Mingus, le personnage extraordinaire et comme perdu aujourd'hui, regret (il est mort en 1979), un des plus grands ingénieurs du siècle. Ingénieur en quoi ? Ingénieur en minguiserie, en jazz, en révolte, en gaieté. Lui qui était en colère tous les jours n'apportait que la joie. Une tribu se met à en découdre. La rythmique (Mechali, Ceccarelli), écoutez le rythmique. La rythmique et les airs, tous de

talentueux (il ne vaut mieux pas, ainsi que nous l'avons fait, jeter une oreille aux interprétations ravéliennes d'Ozawa ou d'Abbado).

Que l'histoire réédite maintenant la Mer de Debussy, Quartier Symphonie de Schumann, celle de César Franck et la Fantastique de Berlioz enregistrées par Paul Paray.

1 CD Philips Mercury « Living Presence » 434 306-2.

Rock

The Wedding Present

Depuis le début de l'année 1992, The Wedding Present, groupe de rock britannique, publie un 45-ème album. Chacun de ses simples est entré en hit-parade anglais, au dos de chaque composition originale (car il se vend encore du vinyl outre-Manche) on trouve une reprise. Hit Parade 1 réunit les efforts d'un premier album, et une reprise. Hit Parade 1 réunit les efforts d'un premier album, et une reprise.

David Gedge, le chanteur et directeur de conscience du groupe, chante d'une voix triste et raide, à l'image de son jeu de guitare, du son du groupe en général. C'est sûr, puisqu'il s'agit de rock, The Wedding Present est du bruit, mais n'arrive à trouver d'autres motivations à ces volumes que la présence de potentiomètres sur les amplificateurs, un binaire à la conquête de l'Everest. Pourquoi jouer fort ? Parce que les boutons sont là.

Austère au point de friser la pénitence, ce disque est composé pour moitié de reprises et titres inattendus - Monks, le sublime thème qu'Angelo Badalamenti avait composé pour Twin Peaks, le feuilleton - ce qui ajoute le bisme à la pauvreté et à l'inconfort. C'est excitant qu'un disque de mode chez les Amish.

1 CD Polygram 511961.

Chanson

Les Têtes raides

Premiers d'entre les récents de la multinationale Warner Music sur le marché hexagonal, ces d'Oiseaux concoctés par les Têtes Raides voguent dans la galère drolatique du néo-réalisme façon années 90. De Fréhel revienne en force, via les Boucheries Production (Ma grand-mère était rockeuse), de l'accordéon joyeux et cosmopolite des Négresses Vertes, des essais du noirceur fanfarone de l'indie complot, La Torde, en attente d'album, le style rock-chanson à la française, qui a intégré les musettes, la valse, les chansons de marins et d'un pessimisme début de siècle, s'affirme. On peut danser d'Oiseaux, fous de la Mano Negra sur les Têtes raides. Ou bien s'épancher dans la fanfare sur Auréli, à la peur des orties, plaindre le malheureux qui a perdu l'embauche 9A-2, s'amuser du condamné et du bourreau. « Le bourreau pleure/Qu'il l'emporte lui/c'était son amant », avec accordéon diatonique, violon, violoncelle, cymbales et grosse caisse. La promenade finit au café de la marine, s'y a capitaine/Il a le Pilsen noir/C'est un bateau qui se perd/Dans la bière au comptoir. Les Têtes raides, qui sont en progrès constants, sauront, n'en doutons pas, trouver rapidement leur juste place dans un univers plus contemporain.

1 CD Warner Music 511961.

Rock

The Wedding Present

Depuis le début de l'année 1992, The Wedding Present, groupe de rock britannique, publie un 45-ème album. Chacun de ses simples est entré en hit-parade anglais, au dos de chaque composition originale (car il se vend encore du vinyl outre-Manche) on trouve une reprise. Hit Parade 1 réunit les efforts d'un premier album, et une reprise.

David Gedge, le chanteur et directeur de conscience du groupe, chante d'une voix triste et raide, à l'image de son jeu de guitare, du son du groupe en général. C'est sûr, puisqu'il s'agit de rock, The Wedding Present est du bruit, mais n'arrive à trouver d'autres motivations à ces volumes que la présence de potentiomètres sur les amplificateurs, un binaire à la conquête de l'Everest. Pourquoi jouer fort ? Parce que les boutons sont là.

Austère au point de friser la pénitence, ce disque est composé pour moitié de reprises et titres inattendus - Monks, le sublime thème qu'Angelo Badalamenti avait composé pour Twin Peaks, le feuilleton - ce qui ajoute le bisme à la pauvreté et à l'inconfort. C'est excitant qu'un disque de mode chez les Amish.

1 CD Polygram 511961.

Chanson

Les Têtes raides

Premiers d'entre les récents de la multinationale Warner Music sur le marché hexagonal, ces d'Oiseaux concoctés par les Têtes Raides voguent dans la galère drolatique du néo-réalisme façon années 90. De Fréhel revienne en force, via les Boucheries Production (Ma grand-mère était rockeuse), de l'accordéon joyeux et cosmopolite des Négresses Vertes, des essais du noirceur fanfarone de l'indie complot, La Torde, en attente d'album, le style rock-chanson à la française, qui a intégré les musettes, la valse, les chansons de marins et d'un pessimisme début de siècle, s'affirme. On peut danser d'Oiseaux, fous de la Mano Negra sur les Têtes raides. Ou bien s'épancher dans la fanfare sur Auréli, à la peur des orties, plaindre le malheureux qui a perdu l'embauche 9A-2, s'amuser du condamné et du bourreau. « Le bourreau pleure/Qu'il l'emporte lui/c'était son amant », avec accordéon diatonique, violon, violoncelle, cymbales et grosse caisse. La promenade finit au café de la marine, s'y a capitaine/Il a le Pilsen noir/C'est un bateau qui se perd/Dans la bière au comptoir. Les Têtes raides, qui sont en progrès constants, sauront, n'en doutons pas, trouver rapidement leur juste place dans un univers plus contemporain.

1 CD Warner Music 511961.

Rock

The Wedding Present

Depuis le début de l'année 1992, The Wedding Present, groupe de rock britannique, publie un 45-ème album. Chacun de ses simples est entré en hit-parade anglais, au dos de chaque composition originale (car il se vend encore du vinyl outre-Manche) on trouve une reprise. Hit Parade 1 réunit les efforts d'un premier album, et une reprise.

David Gedge, le chanteur et directeur de conscience du groupe, chante d'une voix triste et raide, à l'image de son jeu de guitare, du son du groupe en général. C'est sûr, puisqu'il s'agit de rock, The Wedding Present est du bruit, mais n'arrive à trouver d'autres motivations à ces volumes que la présence de potentiomètres sur les amplificateurs, un binaire à la conquête de l'Everest. Pourquoi jouer fort ? Parce que les boutons sont là.

Austère au point de friser la pénitence, ce disque est composé pour moitié de reprises et titres inattendus - Monks, le sublime thème qu'Angelo Badalamenti avait composé pour Twin Peaks, le feuilleton - ce qui ajoute le bisme à la pauvreté et à l'inconfort. C'est excitant qu'un disque de mode chez les Amish.

1 CD Polygram 511961.

Chanson

Les Têtes raides

Premiers d'entre les récents de la multinationale Warner Music sur le marché hexagonal, ces d'Oiseaux concoctés par les Têtes Raides voguent dans la galère drolatique du néo-réalisme façon années 90. De Fréhel revienne en force, via les Boucheries Production (Ma grand-mère était rockeuse), de l'accordéon joyeux et cosmopolite des Négresses Vertes, des essais du noirceur fanfarone de l'indie complot, La Torde, en attente d'album, le style rock-chanson à la française, qui a intégré les musettes, la valse, les chansons de marins et d'un pessimisme début de siècle, s'affirme. On peut danser d'Oiseaux, fous de la Mano Negra sur les Têtes raides. Ou bien s'épancher dans la fanfare sur Auréli, à la peur des orties, plaindre le malheureux qui a perdu l'embauche 9A-2, s'amuser du condamné et du bourreau. « Le bourreau pleure/Qu'il l'emporte lui/c'était son amant », avec accordéon diatonique, violon, violoncelle, cymbales et grosse caisse. La promenade finit au café de la marine, s'y a capitaine/Il a le Pilsen noir/C'est un bateau qui se perd/Dans la bière au comptoir. Les Têtes raides, qui sont en progrès constants, sauront, n'en doutons pas, trouver rapidement leur juste place dans un univers plus contemporain.

1 CD Warner Music 511961.

Rock

The Wedding Present

Depuis le début de l'année 1992, The Wedding Present, groupe de rock britannique, publie un 45-ème album. Chacun de ses simples est entré en hit-parade anglais, au dos de chaque composition originale (car il se vend encore du vinyl outre-Manche) on trouve une reprise. Hit Parade 1 réunit les efforts d'un premier album, et une reprise.

David Gedge, le chanteur et directeur de conscience du groupe, chante d'une voix triste et raide, à l'image de son jeu de guitare, du son du groupe en général. C'est sûr, puisqu'il s'agit de rock, The Wedding Present est du bruit, mais n'arrive à trouver d'autres motivations à ces volumes que la présence de potentiomètres sur les amplificateurs, un binaire à la conquête de l'Everest. Pourquoi jouer fort ? Parce que les boutons sont là.

Austère au point de friser la pénitence, ce disque est composé pour moitié de reprises et titres inattendus - Monks, le sublime thème qu'Angelo Badalamenti avait composé pour Twin Peaks, le feuilleton - ce qui ajoute le bisme à la pauvreté et à l'inconfort. C'est excitant qu'un disque de mode chez les Amish.

1 CD Polygram 511961.

Chanson

Les Têtes raides

Premiers d'entre les récents de la multinationale Warner Music sur le marché hexagonal, ces d'Oiseaux concoctés par les Têtes Raides voguent dans la galère drolatique du néo-réalisme façon années 90. De Fréhel revienne en force, via les Boucheries Production (Ma grand-mère était rockeuse), de l'accordéon joyeux et cosmopolite des Négresses Vertes, des essais du noirceur fanfarone de l'indie complot, La Torde, en attente d'album, le style rock-chanson à la française, qui a intégré les musettes, la valse, les chansons de marins et d'un pessimisme début de siècle, s'affirme. On peut danser d'Oiseaux, fous de la Mano Negra sur les Têtes raides. Ou bien s'épancher dans la fanfare sur Auréli, à la peur des orties, plaindre le malheureux qui a perdu l'embauche 9A-2, s'amuser du condamné et du bourreau. « Le bourreau pleure/Qu'il l'emporte lui/c'était son amant », avec accordéon diatonique, violon, violoncelle, cymbales et grosse caisse. La promenade finit au café de la marine, s'y a capitaine/Il a le Pilsen noir/C'est un bateau qui se perd/Dans la bière au comptoir. Les Têtes raides, qui sont en progrès constants, sauront, n'en doutons pas, trouver rapidement leur juste place dans un univers plus contemporain.

1 CD Warner Music 511961.

Rock

The Wedding Present

Depuis le début de l'année 1992, The Wedding Present, groupe de rock britannique, publie un 45-ème album. Chacun de ses simples est entré en hit-parade anglais, au dos de chaque composition originale (car il se vend encore du vinyl outre-Manche) on trouve une reprise. Hit Parade 1 réunit les efforts d'un premier album, et une reprise.

David Gedge, le chanteur et directeur de conscience du groupe, chante d'une voix triste et raide, à l'image de son jeu de guitare, du son du groupe en général. C'est sûr, puisqu'il s'agit de rock, The Wedding Present est du bruit, mais n'arrive à trouver d'autres motivations à ces volumes que la présence de potentiomètres sur les amplificateurs, un binaire à la conquête de l'Everest. Pourquoi jouer fort ? Parce que les boutons sont là.

Austère au point de friser la pénitence, ce disque est composé pour moitié de reprises et titres inattendus - Monks, le sublime thème qu'Angelo Badalamenti avait composé pour Twin Peaks, le feuilleton - ce qui ajoute le bisme à la pauvreté et à l'inconfort. C'est excitant qu'un disque de mode chez les Amish.

1 CD Polygram 511961.

Chanson

Les Têtes raides

Premiers d'entre les récents de la multinationale Warner Music sur le marché hexagonal, ces d'Oiseaux concoctés par les Têtes Raides voguent dans la galère drolatique du néo-réalisme façon années 90. De Fréhel revienne en force, via les Boucheries Production (Ma grand-mère était rockeuse), de l'accordéon joyeux et cosmopolite des Négresses Vertes, des essais du noirceur fanfarone de l'indie complot, La Torde, en attente d'album, le style rock-chanson à la française, qui a intégré les musettes, la valse, les chansons de marins et d'un pessimisme début de siècle, s'affirme. On peut danser d'Oiseaux, fous de la Mano Negra sur les Têtes raides. Ou bien s'épancher dans la fanfare sur Auréli, à la peur des orties, plaindre le malheureux qui a perdu l'embauche 9A-2, s'amuser du condamné et du bourreau. « Le bourreau pleure/Qu'il l'emporte lui/c'était son amant », avec accordéon diatonique, violon, violoncelle, cymbales et grosse caisse. La promenade finit au café de la marine, s'y a capitaine/Il a le Pilsen noir/C'est un bateau qui se perd/Dans la bière au comptoir. Les Têtes raides, qui sont en progrès constants, sauront, n'en doutons pas, trouver rapidement leur juste place dans un univers plus contemporain.

1 CD Warner Music 511961.

Rock

The Wedding Present

Depuis le début de l'année 1992, The Wedding Present, groupe de rock britannique, publie un 45-ème album. Chacun de ses simples est entré en hit-parade anglais, au dos de chaque composition originale (car il se vend encore du vinyl outre-Manche) on trouve une reprise. Hit Parade 1 réunit les efforts d'un premier album, et une reprise.

David Gedge, le chanteur et directeur de conscience du groupe, chante d'une voix triste et raide, à l'image de son jeu de guitare, du son du groupe en général. C'est sûr, puisqu'il s'agit de rock, The Wedding Present est du bruit, mais n'arrive à trouver d'autres motivations à ces volumes que la présence de potentiomètres sur les amplificateurs, un binaire à la conquête de l'Everest. Pourquoi jouer fort ? Parce que les boutons sont là.

Austère au point de friser la pénitence, ce disque est composé pour moitié de reprises et titres inattendus - Monks, le sublime thème qu'Angelo Badalamenti avait composé pour Twin Peaks, le feuilleton - ce qui ajoute le bisme à la pauvreté et à l'inconfort. C'est excitant qu'un disque de mode chez les Amish.

1 CD Polygram 511961.

Chanson

Les Têtes raides

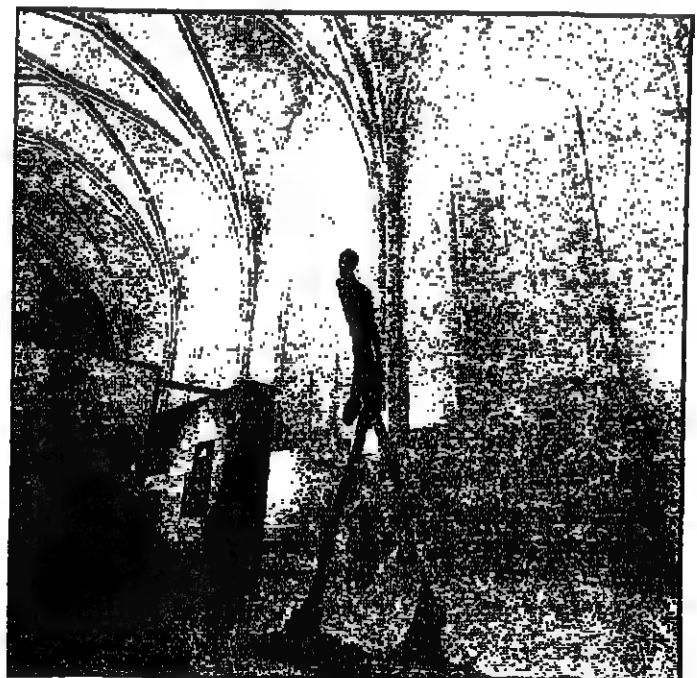
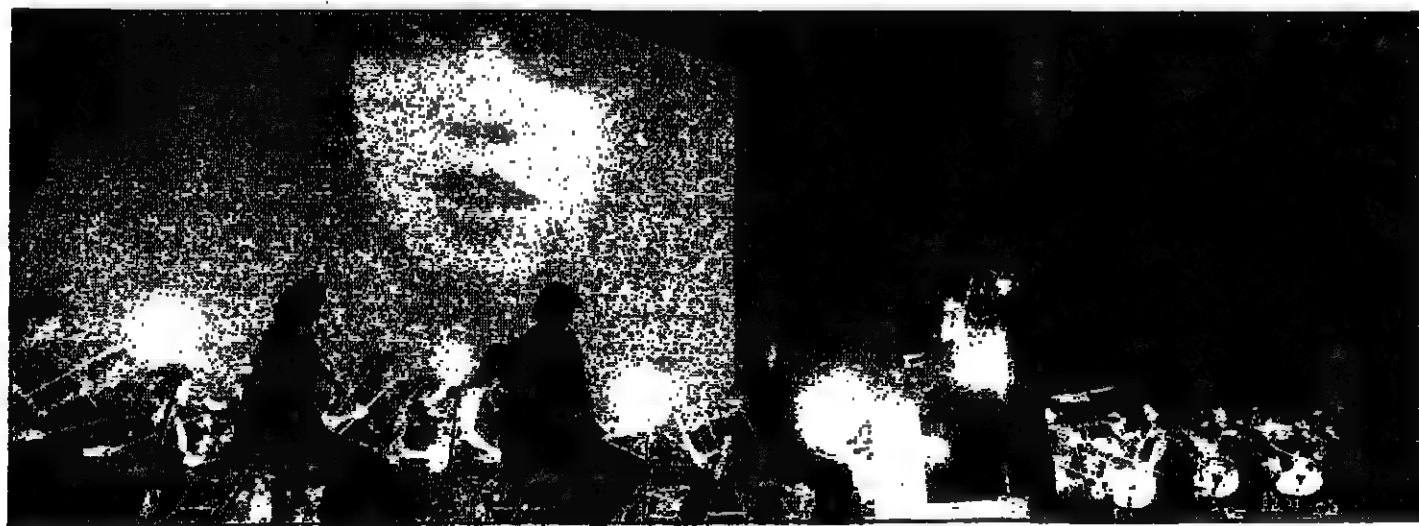
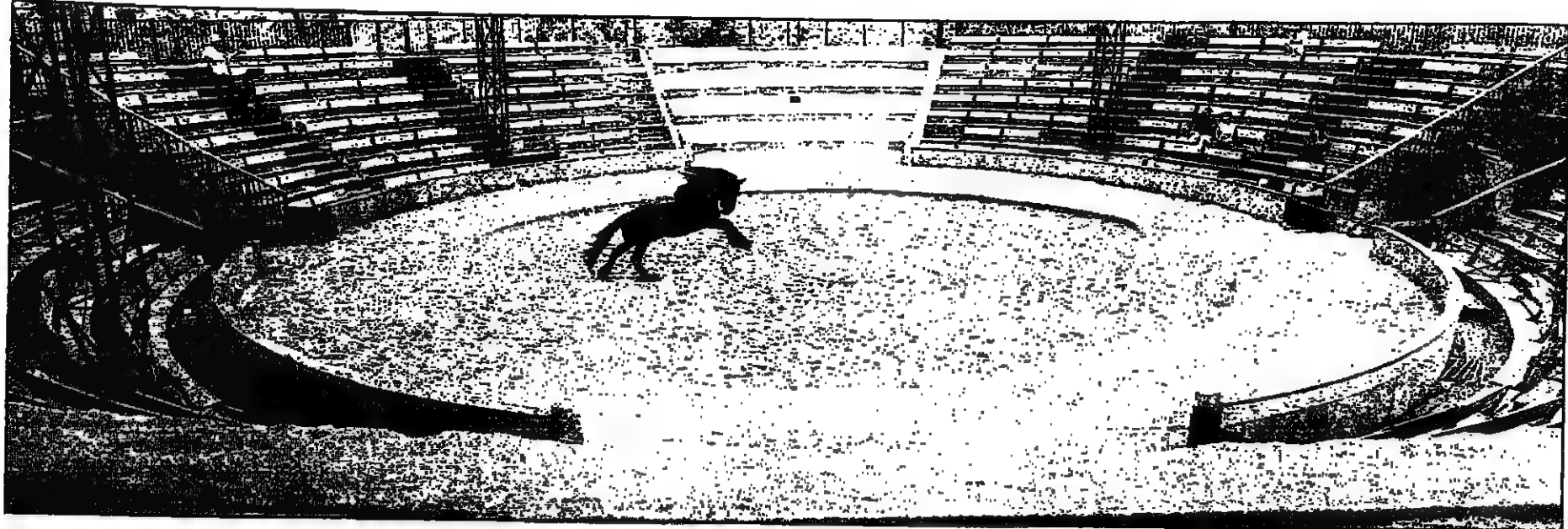
Premiers d'entre les récents de la multinationale Warner Music sur le marché hexagonal, ces d'Oiseaux concoctés par les Têtes Raides voguent dans la galère drolatique du néo-réalisme façon années 90. De Fréhel revienne en force, via les Boucheries Production (Ma grand-mère était rockeuse), de l'accordéon joyeux et cosmopolite des Négresses Vertes, des essais du noirceur fanfarone de l'indie complot, La Torde, en attente d'album, le style rock-chanson à la française, qui a intégré les musettes, la valse, les chansons de marins et d'un pessimisme début de siècle, s'affirme. On peut danser d'Oiseaux, fous de la Mano Negra sur les Têtes raides. Ou bien s'épancher dans la fanfare sur Auréli, à la peur des orties, plaindre le malheureux qui a perdu l'embauche 9A-2, s'amuser du condamné et du bourreau. « Le bourreau pleure/Qu'il l'emporte lui/c'était son amant », avec accordéon diatonique, violon, violoncelle, cymbales et grosse caisse. La promenade finit au café de la marine, s'y a capitaine/Il a le Pilsen noir/C'est un bateau qui se perd/Dans la bière au comptoir. Les Têtes raides, qui sont en progrès constants, sauront, n'en doutons pas, trouver rapidement leur juste place dans un univers plus contemporain.

1 CD Warner Music 511961.

Rock

The Wedding Present

Depuis le début de l'année 1992, The Wedding Present, groupe de rock britannique, publie un 45-ème album. Chacun de ses simples est entré en hit-parade anglais, au dos de chaque composition originale (car il se vend encore du vinyl outre-Manche) on trouve une reprise



d'honneur, sur ■■■■ géant et accompagné en direct par un ■■■■■ symphonique, a marqué en 198 ■■■■ début d'un programme qui s'est échelonné jusqu'en 1991 – *Salammbô* – et qui, sous ■■■■ responsabilité de Christian Belaygue, ■■■■ couvert la période allant ■■■■ la naissance du cinéma jusqu'à la fin du muet. Il y a eu les grandes machines à ■■■■ *Cour d'honneur*, et aussi des films rares accompagnés au piano ou par un petit orchestre au cloître ■■■■ Célestine, au Palace, dans ■■■■ cour de l'ancien archevêché.

L'un des événements du Festival 1988, c'était *Repons*, de Pierre Boulez, dans la carrière Callet.

« L'action du Centre Acanthes ■■ sa collaboration avec le festival sont essentielles. En dehors ■■ Pierre Boulez sont venus diriger des stades et donner ■■ concerts : Olivier Messiaen, Luigi Nono, Takamitsu, Elliott Carter, Yannis Xenakis... Enfin, ont été créées des œuvres de Pascal Dusapin, Mefano, Denis Levaillant, George Aperghis, Betsy Jolas, entre autres. »

La danse - cette année très présente - fait partie intégrante du Festival depuis que Jean Vilar a invité Maurice Béjart, en 1967, et c'est devenu une tradition. S'il a fait venir Cunningham ou Martha Graham, il a donné carte

blanche ■ Karine Saporta, Daniel Larrieu, à Nadia Croquet, ■ en 1992 ■ sont les « jeunes » qui sont ■ l'honneur.

Pendant six semaines, Tadeusz Kantor avait enseigné à des stagiaires les secrets de ses obsessions et de son humour au vitriol. A Avignon, non comprises les troupes permanentes, le théâtre ne vit pas seulement pendant le Festival. ■ Georges Lavaudant, Matthias Langhoff, Josef Svoboda, etc., sont venus diriger des stages, pour l'Institut supérieur de formation des techniciens du spectacle, sous la direction de Christiane Bourbonnaud, avec ■ l'horizon 1974 ■ Centre national du

théâtre, ■ l'Hospice Saint-Louis. ■

Mais, quelles que soient les diversifications du Festival, en fin de compte, les images qui demeurent sont celles des comédiens. Gérard Philipe dans le costume blanc du *Prince de Hombourg* symbolise autant Avignon que les murailles de la Cour d'honneur. Parmi tant d'images, de souvenirs d'émotions, c'était difficile de faire un tri. Le choix d'Alain Crombeque s'est porté sur Gérard Desarthe dans le *Hamlet* mis en scène par Patrice Chéreau en 1988.

**PHOTOS
ENGUERAND**

Dernière samedi

THEATRE DE L'ATELIER

ANÉMONE

PERSONNE d'AUTRE

BOTHO STRAUSS

Mise en scène

DANIEL BENOIN

seulement offert un rôle somptueux mais j'ai constaté que nous étions même au théâtre. Je suis bien qu'on soit sorti, depuis deux ou trois ans d'une période noire et sombre, d'une manière de raconter le désespoir gris, sans espoir, sans espoir d'un nihilisme morbide qui sous-tendait, sauf exception, l'essentiel de la création théâtrale. J'ai toujours pensé qu'on pouvait faire du désespoir, un exercice indispensable pour l'acteur, l'homme qui se tue plus de clarté, un vrai souci du spectateur. Ce souci du spectateur dans la manière de choisir un auteur ou une histoire. Cela n'a rien à voir avec la facilité mais avec... le soleil ! On peut être grave en affrontant aux gens des émotions avec élégance, en étant clair, léger, et tout à fait sain ». Louis Pasqual est tourmenté, souvent mais il est incroyablement clair, joyeux, solaire. Le jeu de l'amour et de la mort, étranges fiançailles, exige tonalité, générosité formidables. Je suis aujourd'hui plain-pied dans une époque où théâtre qui commence à naître, une époque qui va compter, une époque qui va révéler des acteurs solaires, concrets, capables de rêver des étoiles les deux pieds fixés sur la terre.

Redoutez-vous particulièrement la réaction du public et des professionnels quand on annonce le Festival d'Avignon ? **« Je ne sais pas. Depuis confiné en réponse à cette question que quelque chose s'est fait un peu mieux, même que le travail ne commence et à je dirai décidé du succès de l'aventure. C'est un mystère. »** Mais si les choses doivent se faire, il s'en faut qu'elles soient faites. Ce mystère, ce secret tient toujours à l'auteur. Shakespeare est un poète qui offre la poésie comme un cadeau extrêmement proche, un joyau paraissent très familiers et on sent aussitôt qu'il y a d'une extrême profondeur : un grandit, les gens, les acteurs, donc les hommes. Le premier « leader » de l'aventure est l'auteur. Cela vaut bien sûr pour Lope de Vega, qui est l'auteur de la Shakespeare espagnol. C'est avant tout quand on sait que Luis Pasqual s'est emparé du Chevalier d'Olmedo après plus de quinze ans de réflexion ».

Jean-Michel Dupuis perpétue, parallèlement à ses **travaux** d'acteur, une carrière de **metteur en scène** entamée au Conservatoire à relancée cet hiver par la **réalisation** de deux spectacles : le monologue du *Molly Bloom*, de Joyce, dans lequel il a dirigé **MM.** Vincent, et *Glady*, de Christian Pereira, qu'il a construit pour Michèle **Barreau**. Dans ces deux spectacles, la même générosité, le même regard amical et tendre sur des femmes singulières. « Je suis un **metteur en scène** occasionnel, je le fais quand on **m'en** demande, c'est un vrai plaisir **mais** ce n'est pas une nécessité organique. S'il est vital d'être **acteur**, n'est pas essentiel d'être **metteur en scène**. **Mais** si je finis par découvrir par **moi-même** des choses sur le métier d'acteur, je continuerai de faire les deux, comme je continuerai de faire de la télévision, d'écrire, de terminer cet enfer de scénario qui m'embarde depuis six ans, comme je continuerai de faire du cinéma **si** peut-être réaliser un film. C'est le même métier d'être devant **la** caméra. Quelle **soit** la place, l'essentiel **est** de ressentir **le** plaisir au travail. Si je donne du bonheur en faisant de la mise en scène, pourquoi ne pas continuer ? »

« Le théâtre **me** tellement donne, il m'a tout donné, il m'a **sauvé** la vie, je veux tout faire pour lui rendre ce qu'il m'a donné. Je **sais** le ciel de n'avoir plus vingt ans, c'est un âge très difficile. **Après tout** j'ai vécu un réel apaisement. J'ai le sentiment que je vais trouver le **point d'équilibre** d'une vraie cohérence d'acteur. Je bénis le ciel pour le temps qui passe. »

Lui qui **est** souvent un **bon** agacement face au tour pris **par** son métier, où l'on paraît préférer le **travail** à la **solidité**, s'est aujourd'hui beaucoup adouci et dresse ce constat amant : « Depuis quelques années, beaucoup ont constitué une petite obsession du théâtre subventionné. Il paraît moins soucieux de tenir une aventure artistique que de réunir des affiches médiatiques. Pour faire du cinéma, désormais, il faut mieux être chanteur. Pour faire du théâtre, il faut mieux faire du cinéma. Je ne peux m'empêcher d'en sourire. Même si j'ai été très goûté, si j'ai eu de vraies rencontres, c'est une drôle de relation avec le travail. Je ne peux pas ne pas en sourire. »

JEAN-FRANÇOIS DUROURE, vers la force intérieure

Comme danseur et chorégraphe, Jean-François Duroure a un habitué d'Avignon. Mais c'est la première fois qu'il travaille avec des comédiens, ceux de Georges Lavaudant, pour *Terra Incognita*. ■ ■ ■ **T**uillades. ■ Avec ■ comédiens, dit-il, je vais vers ■ simplicité, mais pas la facilité. Je place la barre assez haut. Je leur ai imposé des exercices, un entraînement intensif. Ils ■ morts de fatigue, disaient qu'ils ■ étaient plus capables de marcher, ■ ■ tenir ■ scène... Les danseurs ont l'habitude, eux. Leur façon ■ répéter, leur rythme plutôt monochale n'a ■ ■ ■ surpris. ■ ■ ■ fait, c'est le rythme dont ils ■ besoin pour s'imprégner d'une situation, pour l'intérioriser. ■ ■ ■ savais, bien entendu, mais la pratique, c'est autre chose.

■ Cette force intérieure qu'ils possèdent ■ transmettent ■ moindre ■ leur action donne ■ l'intensité à ■ mouvements, ■ gestes qui, avec ■ danseurs, risqueraient ■ paraître trop légers, trop superficiels, ■ simplement exécutés sans y mettre d'intention. D'un ■ côté, une ■ oeuvres oubliées, ■ problème des acteurs, c'est qu'ils

n'osent pas ■ faire confiance, ■ fier à leur corps. Ils n'osent pas ■ contenter de danser, ont tendance à surjouer, à rajouter ■ mimiques, ■ expressions de visages inutiles.

[illegible]

« L'écart le plus important entre théâtre et danse tient à la façon dont nous utilisons l'espace, dont nous le vivons, dont nous le vivons. Pour le théâtre, par exemple, les scènes et les sorties sont dictées par une logique dramatique. Pour les danseurs, elles ne le sont pas. Nous les utilisons de façon dispersée. Au temps de la danse, le travail du danseur en scène est différent de celui du comédien sur scène. Leur psychologie, leurs relations, tout est plus passionné. D'ailleurs, la danse a été ma recherche. Pour moi, la danse est un langage. Un langage, je me suis dit, qui a servi les périphéries de cette histoire qui m'a été un voyage initiatique. Puis j'ai voulu éliminer cet aspect figuratif pour que les danseurs puissent plonger à l'intérieur du conte, de ses symboles, pour qu'ils puissent en saisir l'essence, ceux, ce qui se passe entre eux. A partir de là, le spectateur se met à vivre. A la limite sans moi. Par lui-même, il existe. »

GG

FLORENCE GIORGETTI,
sur l'autoroute

HABITUDE **de** contemporains, Florence Gioretti, **de** Siege | Numance Cloître des Carmes, plusieurs siècles aborde Cerveaux. A vrai dire, dans une adaptation de Philippe Minyana. Elle incarne « son cer, chargé de faire revenir le vie au jeune soldat. A cet n'est pas forcément un personnage malaisant. Il possède un don, qu'il peut utiliser pour guérir. La preuve, on lui demande une résurrection. J'imagine un combat amoureux. pour voler ce jeune homme à la Mort. Je ne sais pas si c'est la pièce, mais travailler ce rôle - très court - de cette façon est amusant. est difficile, je n'ai pu l'écouter en langage, de l'écriture en vers libres. Enfin, Minyana a franchi les obstacles. Il nous écoute, il change, il arrange, se prête à des aménagements.

■ Le texte est difficile, nous avons ■ nous ■
■ nous-mêmes, ■ saigne beaucoup, on trimbalé
■ soit ■ panoplie de pharmacie. Moi peut-être
moins que d'autres, j'ai suivi ■ chemins diffé-
rents. Ma vie professionnelle a été d'une totale confi-
dence. J'avais la foi, et en ■ temps j'étais mal-
leable. Ce désordre qui m'a longtemps fragilisée je
pari par donner de la force, j'ai appris ce que je ne
voulais pas faire, ce que je devais éviter ■ plus
retrouver l'air ■ une image schématisée et qui
ne ■ convient ■. Ce genre ■ exige énormé-
ment d'énergie; et financièrement n'arrange pas
l'existence. Tout ■ économique. Les solutions ne
sont pas infinies : soit on ■ capable d'embaus-
mer sur ■ importe quel projet, ■ on a les moyens
d'attendre le coup de foudre. Entre ■ deux, on
mange de la vache enragée. Il paraît ■ fait du
bien, je n'en suis ■ certaine.

» Le problème ■■■ que l'on travaille ■■■ moins en moins, que la situation ne ■■■ s'améliorer ■■■ sitôt, donc quand on a la chance ■■■ se produire ■■■ on ■■■ travailler ■■■ tout ■■■ qu'on sait faire, au lieu ■■■ chercher au plus loin ■■■ que l'on peut donner ■■■ le rôle. Plus ou moins consciemment, ■■■ a ■■■ la tête les éventuels prochains engagements. On joue Tchekhov en ■■■ voir comment on pourrait jouer Feydeau. L'espérer ■■■ peine, d'autant que si un metteur en ■■■ voit dans du Tchekhov, il se lui viendra ■■■ l'idée qu'il pourrait ■■■ distribuer dans Feydeau. Pourtant, on a intérêt ■■■ maintenir un mystère, à ne ■■■ tout déballer de soi. Les ■■■ s'aiment ■■■ qu'on leur inflige ■■■ démonstration ■■■ nos ■■■ on ■■■ empêche de rêver.

» Avignon ne me fait pas peur. J'y suis déjà venue, également au cloître des Carmes, avec Jean-Pierre Lhote. J'ai pris tous les chemins de traverse pour me trouver sur une *avenue* ou sur un *boulevard*. Mais nous travaillons *ensemble* et forains, dans le pays au même tarif de misère. Cantarella s'est occupé *lui-même* de la production. Et tous, en *début* de la scène, nous avons *ensemble* à accomplir. En tant l'accossatrice et l'assistante en attendant le *moment* moi-même une mise en scène. J'ai sauté le *pas*, j'ai choisi une pièce et Lars Noren « deux personnages, pour l'an prochain. J'ai écrit un roman aussi, qui s'appelle le *Filage*, d'après *un roman* pendant qu'on répétait le *Château* de Strindberg à Geneveville. Mais d'abord, je vais jouer *Sourire* et *mondes souterrains*, une autre pièce de Lars Noren à la Colline. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de désordre, mais d'activité.»

CG.

AVEC Roger Planchon, Jean-Paul Roussillon, Michel Deville, Claude Lelouch, Bertrand Blier, ■■■■ comme au cinéma, Jean-Michel Dupuis s'est formé ■■■■ les grands. Il n'était ■■■■ venu à Avignon depuis 1986, année ■■■■ il jouait ■■■■ Carlos, de Schiller, sous la direction de Michelle Marquis. Pour la première fois, il jouait un ■■■■ en plein air. Une expérience dont il a tiré quelques enseignements : ■■■■ point de ■■■■ artistique, je crois ■■■■ jouer ■■■■ plein air soit vraiment du théâtre, c'est plutôt du spectacle que ■■■■ théâtre. Mais, ■■■■ on s'approche du Palais des papes, on a ■■■■ dans le air. J'ai été très impressionné, ému même, ■■■■ dans ce lieu surgit de chaque pierre l'histoire ■■■■ théâtre. Cela n'empêche ■■■■ qu'il faille tout faire pour éviter le côté ■■■■ lumière ■■■■ essayer de donner un maximum de force artistique ■■■■ notre travail. ■■■■

Lluís Pasqual avait rencontré Jean-Michel Dupuis il y a deux ans, quand il **avait** **eu** **un** **projet** **Llorca** **qui** **s'est** **réalisé**. Il **a** **gardé** **son** **nom** **dans** **un** **coin** **de** **la** **ville** **concrétisé** **sa** **première** **ambition** **pour** **le** **Chevalier** **d'Olmedo**. **J'attendais** **sa** **rencontre** **comme** **celle** **de** **Lluís** **Pasqual** **depuis** **longtemps**, **depuis** **celles** **que** **j'avais** **eu**. **Jean-Paul** **Roussillon** **et** **Roger** **Planchon**, **aujourd'hui** **l'acteur**. **Il** **m'a** **dit**

Jean-Michel Dupuis, comédien, affronte pour la première fois la cour d'honneur, dans « le Chevalier d'Olmedo ». Jean-François Duroure, chorégraphe, travaille avec Georges Lavaudant sur « Terra Incognita », aux Taillades. Florence Giorgetti, Mathieu Schambacher, comédiennes, jouent respectivement dans « le Siège de Numance » au Cloître des Carmes, et dans « Caldeirão » de Pasolini, salle Benoit-XII. Martine Altazar, danseuse, arrive du théâtre avec Jean-Claude Gallota, son époux, et « la Légende de Don Juan »... Cinq numéros au hasard ? En fait, le hasard n'a pas grand-chose à faire dans ce choix. Nous avons imaginé de présenter quelques-uns de ceux dont le travail et l'exigence nous ont accordé avec l'idée la plus haute du Festival d'Avignon. Le temps et l'espace nous ont limités à cinq. Cinq, parmi tous ceux que nous avions envie de faire mieux connaître.

9 2 M-C-93 9 3
BUBIGNY

THÉÂTRE

**Légendes
de la forêt viennoise**
ADON VON HORVÁTH / ANDRÉ ENGEL
29 SEPT → 22 NOV 92
FESTIVAL D'AUTOMNE

Ivanov
ANTON P. TCHERKHOV / PÉTER ADEK
DATES À DÉTERMINER
FESTIVAL D'AUTOMNE

Agésilas de Colchos
JEAN DE BUTOU / PHILIPPE BERLING
19 JANV → 7 FÉV 93

Sans titre
FEDERICO GARCIA LORCA / JEAN-LOUIS HOURDIN
27 AVRIL → 16 MAI 93

Les diaboliques
ROLAND DUBILLARD / CATHERINE HARNAS
10 → 27 NOV 92

**Le loup et les sept
Blanche-Neige**
KARL VALENTIN...
JEAN JOURDUEUIL ET JEAN-FRANÇOIS PETREY
5 JAN → 11 FÉV 93

Les marchands de gloire
MARCEL PAGNOL / JEAN-LOUIS MARTINELLI
2 JAN → 4 AVRIL 93

Karole Armitage
"HICKSTERS OF THE SOUL"
4 → 12 JUIN 93

Einstein on the beach
PHILIP GLASS / ROBERT WILSON / LUCINDA CHILDS
12 → 11 DÉC 92
FESTIVAL D'AUTOMNE

Soul jazz rebels festival
LONDRES / PARIS
11 → 11 NOV 92

Banlieues bleues
100 ANNIVERSAIRE
6 → 8 AVRIL 93

Les seigneurs de la forêt
MUSIQUES D'AFRIQUE TROPICALE
11 → 16 MAI 93

Orchestre national de France
DIRECTION : CHARLES DUTOIT
JUIN 93

(1) 48 31 11 45

هكذا من الاصل

سكزا لا مزل

MARTINE SCHAMBACHER, contre la cohérence

AUX héros prévisibles, aux personnalités monolithiques, Martine Schambacher préfère les êtres équivoques, les transformistes, sans cesse agités de pulsions divergentes, voire inconciliables. Faire le métier d'actrice, pour elle, c'est représenter l'incohérence. Elle a choisi ce métier dans l'émotion d'une rencontre avec un disciple de Fregoli. Bernard Haller tournait en Suisse un spectacle de sketches. A Genève, Martine Schambacher l'a vu incarner, tour à tour, une danseuse gracile de quinze ans et un vieil homme handicapé par une jambe raide et un excès de graisse. « J'ai désiré intensément pouvoir devenir aussi légère et aussi lourde. Alors j'ai suivi ce comédien, de ville en ville, jusqu'à Lausanne où j'ai pu lui parler. Il ne m'a pas communiqué de recette pour changer de poids et d'identité, mais il m'a donné l'adresse de l'école du TNS. »

Cette année-là, elle aspirait confusément à d'autres changements : quitter la Suisse, par exemple, découvrir un autre mode de relations, une autre façon de respirer. Elle songeait à l'Angleterre, à l'Italie. Ayant passé avec succès le concours d'entrée à l'école du TNS, elle trouva en France son « pays d'éveil », plus dépayssant qu'elle ne l'aurait cru. « En Suisse, les relations se fondent sur la sincérité. En France, pas du tout. On ne dit pas exactement ce qu'on pense, ce qui permet de se préserver, de se fonder sans problème dans la collectivité. » Mariageage généralisé, en quelque sorte.

Ses camarades de promotion lui ont fait connaître, en fondant avec elle le Théâtre du Troc, la liberté des troupes. « Quand on travaille en troupe, on peut tout inventer, tester des registres inédits, se risquer dans les rôles les moins flatteurs, puisque l'important n'est pas l'égo du comédien. » Dans le premier spectacle du groupe, *Haut les mains, peau de lapin*, l'enjeu était de suggérer une vie à partir d'un costume. « Il suffisait de le revêtir pour faire apparaître le contenu : une silhouette, une idée fixe... » C'étaient les belles années de la création collective, des rêves de vie sociale alternative, des échanges fondés sur le troc, de la foi dans la « fonction sociale de l'acteur porte-parole de la cité ». Un porte-parole boute-feu plutôt que rassurant, capable de « mettre les pieds dans le plat ».

Martine Schambacher n'a pas renoncé à cette fonction dérangeante après la dissolution du Théâtre du Troc. D'autant qu'elle a travaillé avec d'autres vigiles de l'utopie : Michel Deutsch, Jean-Paul Wenzel, Jean-Louis Houard. Les troupes françaises se raréfiant, elle est retournée en Suisse, auprès de Philippe Menz, de Matthias Langhoff, pour qui elle a joué la servante Christine dans *Mademoiselle Julie*. Là, elle a pu « travailler contre la cohérence », se surprendre, « jusqu'à l'épuisement », en incarnant des êtres aux antipodes d'elle-même.

Ses prochains rôles ne devraient pas la décevoir : une sorte de méne dans le huis clos d'une famille

franquiste - rêvée par Pasolini et réinterprétée par Jean-Louis Martinelli dans *Calderon*, - puis la mère paysanne de *Jackets* d'Edward Bond, que Bruno Boëglin va monter au TNP. Deux textes visionnaires, deux spectacles déstabilisants, deux occasions d'être une nouvelle fois méconnaissable, par excès de poids ou de légèreté.

MATHILDE ALTARAZ, presque le bonheur

ELLE naît à Grenoble. Ses parents, artisans, l'inscrivent à un cours de danse. Après un délai de résistance convenable - la danse est pour elle une punition, Mathilde Altaraz ne cache plus sa passion. Un drôle de garçon se présente, un jour, à son cours. Il a la bougeotte. Il ne tient pas en place - il entretient déjà un rapport très personnel avec le corps. Il s'appelle Jean-Claude Gallotta. Un provocateur. Il choisit Mathilde pour former le trio de son premier ballet : *Le Temps d'une histoire*. Il aime sa manière de bouger : elle bondit avec cet élan naturel que seuls possèdent les enfants.

En 1976, Jean-Claude gagne le Prix de l'humour au concours de Bagnolet. Confronté à l'effervescence de

la danse contemporaine - que l'on ne soupçonnait pas à Grenoble, - Gallotta connaît une période de flottement. Il se sent étranger à ce milieu. Je l'ai aidé à canaliser son énergie, à ne pas s'éparpiller. J'avais la technique, le savoir-faire. Il essayait avec moi ses idées de mouvement. »

1979 : le chorégraphe et la danseuse prennent des leçons chez Cunningham, à New-York. De retour à Grenoble, Gallotta décide qu'il en a fini avec les cours. Il se remet à son travail personnel. Robert Seyfried, Jean-Yves Langlais, alias Leo Standard à l'époque, Pascal Gravat arrivent. Le groupe Emile Dubois se constitue. Il est hébergé à la Maison de la culture, qu'il dirigera plus tard. Plus besoin d'aller s'exercer, le soir, dans le jardin public, face au Théâtre municipal. Mathilde a arrêté le laboratoire. Elle sera de toutes les créations. *Ulysse*, *Daphnis et Chloé*, *Yves P.*, les *Aventures d'Ivan Vaffan* : petite, brune, aussi vive que le personnage de Bolvita que Gallotta lui a taillé sur mesure dans la *Légende de Roméo et Juliette*, elle s'amuse, même le groupe des femmes avec une douce autorité. Sa danse lui ressemble : énergique et retenue.

Vient le temps des *Mammame*. Raoul Ruiz en donne une version filmée. Le groupe Emile Dubois est connu dans le monde entier. Les tournées succèdent aux festivals. Mathilde danse toujours beaucoup, sert toujours de cobaye à son chorégraphe préféré, et parle

toujours aussi peu. Gallotta se lance dans le cinéma. Mathilde Altaraz est distribuée dans *Rei Dom*. Le chef de tribu est fourbu. Il veut que sa vie retrouve de la légèreté. Mathilde va l'aider dans cette entreprise délicate. Elle devient son assistante, tout en restant danseuse.

Les membres du groupe Emile Dubois, peu à peu, se dispersent. Pour *Don Juan*, la dernière création, il n'y a que des petits nouveaux ou presque. « Certains n'ont jamais vu le travail de Jean-Claude. Je suis leur répétitrice. Ils me voient comme la mémoire de la compagnie. La quarantaine passée, j'ai toujours autant envie de danser. J'ai l'énergie. Je ne vois pas pourquoi je m'arrêteraï ! Vers trente-cinq ans, j'ai dû commencer à m'échauffer différemment. Maintenant, je n'ai pas toujours le temps de le faire correctement : les fonctions d'assistante sont prenantes. Je regarde la qualité de la danse, Jean-Claude, lui, est attentif à la structure, à l'ensemble. On se complète. » Pas d'enfant pour Mathilde Altaraz. Souvent une question cruciale pour une danseuse. Elle s'est totalement investie dans le travail de Gallotta. Aujourd'hui encore plus que jamais. Sa vie ? Elle lui plaît. Presque le bonheur. Mathilde Altaraz touche le bois de sa chaise.

D. F.



1992 | 1993

PROGRAMMATION NEUVIEME SAISON

Andrew DeGroat
Djamila Henni-Chebra
Leila Haddad
Jeannette Dumelx et Marc Vincent

Ya salam !
Danses contemporaines et orientales

Dominique Bagouet et Trisha Brown
So schnell et One story as in falling

Josef Nadj
Les échelles d'Orphée

Sidonie Rochon
L'érosion du provisoire

Catherine Diverres
Tauride

Christian Bourigaull
Materiau-Desir

Georges Appaix
F.

Michel Kelemenis
Cités citées

Santiago Sempere
Don-Quixote, petites et grandes morts

Pierre Droulers
Comme si on était leurs petits poucets

Christine Bastin
Gueule de loup

Marcia Barcellos et Karl Biscuit
Expérimental tetralogik

Thierry Niang
Le jour d'avant, après

Abonnement
3 spectacles
200 F
programme
42 74 44 22

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

Saison 1992 / 1993

Mystification
Diderot / Jacques Weber
Jean-François Balmer / Christine Murillo
DU 5 NOVEMBRE AU 31 DECEMBRE 1992

Les Rustres
Goldoni / Jérôme Savary
DU 20 NOVEMBRE 1992 AU 9 JANVIER 1993

Filumena Marturano
Edoardo de Filippo / Marcel Maréchal
Françoise Fabian / Dora Doll
DU 21 JANVIER AU 13 MARS 1993

Les Fausses Confidences
Marivaux / Christian Rist / Nathalie Baye
DU 3 FÉVRIER AU 20 MARS 1993

Lewis Carroll et Alice
Lewis Carroll / Daniel Soulier
DU 10 MARS AU 9 AVRIL 1993

La Mégère apprivoisée
Shakespeare / Jérôme Savary / Jacques Weber
DU 23 AVRIL AU 26 JUIN 1993

Eva Perón
Copi / Laurent Pelly
DU 27 MAI AU 3 JUILLET 1993

Orchestre National Bordeaux Aquitaine
Alain Lombard
DE FÉVRIER À JUIN 1993

Arts étonnants
DU 16 JUILLET AU 9 AOÛT 1992

Apéritifs-concerts

Abonnements / Renseignements / Location :
47 27 81 15

France Inter

*Black Label présent à ces dates est reporté ultérieurement

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

LE JARDIN DES POIRIERS

SAISON 1992-1993

BUREAU DE SPECTACLES
Chantal & Jean-Luc
1 rue Chapon 75003 PARIS

C'est en ce jardin que l'Empereur MINGHUANG installa le conservatoire de musique et de danse qu'il fonda au VIII^e siècle.

MUSIQUE TZIGANE DE ROUMANIE novembre 92
Morges - Théâtre de Beausobre - 5 et 6 nov.
Vevey - Théâtre de Vevey - 7 et 8 nov.
Confians Ste Honorine - Salle Simone Signoret - 10 nov.
Evreux - Théâtre d'Evreux - 12 et 13 nov.
Brest - Le Quartz - 14 nov.
Paris - Passage Nord Ouest - 19 et 20 nov.
Le Mans - Palais des Congrès - 24 nov.
Metz - L'Arsenal - 25 nov.

MARIONNETTES SUR EAU DU VIETNAM novembre - décembre 92
Reno - CNAT Le Manège - 20 et 21 nov.
Montpellier - CDN Théâtre des Treize Vents - 24 et 25 nov.
Amiens - Maison de la Culture - 1 et 2 déc.
Marquise - CDAC Cargo Bleu - 4 et 5 déc.
Combs la Ville - La Coupole - 8 et 13 déc.
Caen - Théâtre de Caen - 15 et 16 déc.
Meylan - L'Hexagone - 18 et 21 déc.

L'OPERA DU SICHUAN janvier - février 93
Paris - Le Rond Point - Théâtre Ranson-Barrault - 8 et 24 janv.
Confians Ste Honorine - Salle Simone Signoret - 12 janv.
Metz - L'Arsenal - 26 janv.
Reims - CNAT Le Manège - 27 janv.
Belfort - Le Granit - 28 janv.
Strasbourg - Le Mailloin - 29 et 30 janv.
Colmar - Atelier du Rhin - La Manufacture - 2 et 3 fév.
Meylan - L'Hexagone - 4 fév.
Morges - Théâtre de Beausobre - 5, 6 et 7 fév.
Lille - Opéra de Lille - 9 fév.
La Rochelle - La Courvoisier - 11 fév.
Cherbourg - Théâtre de Cherbourg - 13 fév.
Brest - Le Quartz - 16 et 17 fév.
Montpellier - Opéra - 19 et 20 fév.
Le Mans - Palais des Congrès - 23 fév.
Toulouse - Théâtre Garonne - 24 et 25 fév.
Aix - Centre Culturel - 26 fév.

LE JARDIN DES POIRIERS - Titane Spectacles
3, rue Chapon 75003 PARIS. Tél. 48 87 50 22.
Télécopie : 48 87 41 50. Telex WUKONG 216 710 C

A QUATRE CONTRE LE DIGAMMA

Le schwa et le digamma sont toute une époque de la philologie grecque, une fleur séchée dans le souvenir des sorbonnards du début des années 60, un détour qu'il n'est pas inutile d'emprunter quand on parle de pédagogie, et même d'enseignement de la musique.

Le schwa, comme son compère le digamma, n'a jamais existé sur aucun manuscrit, nul épigraphiste n'en a jamais repéré la trace. Ce sont, ajoutées à l'alphabet hellénique, des lettres fictives, purement spéculatives, dont les philologues d'une certaine époque ont décidé qu'elles devaient exister, qu'elles n'avaient pas le droit à l'existence : sans elles, leur théorie sur la constitution des racines indo-européennes s'écroulerait. La loi qu'ils avaient édictée était que ces racines archaïques comportaient trois lettres. Mais les exceptions étaient nombreuses de verbes essentiels dénués de consonne initiale. Alors les professeurs inventèrent le schwa et le digamma, qu'ils placèrent là où ils manquaient. Schwa et digamma sont des générations d'étudiants en philologie prirent l'habitude de déceler une présence d'autant plus aveuglante qu'elle était prouvée par l'absence. Logique.

A la même époque - mais les choses ont-elles tellement changé? - des professeurs d'harmonie ou d'histoire de la musique pratiquaient volontiers une méthode approchant - celle de la normalité cachée, - notamment quand ils examinaient la musique « affranchie de la tonalité », selon l'expression consacrée. D'un côté, ils repéraient dans les partitions les accords fondés sur l'harmonie « naturelle », dûment classés et numérotés. De l'autre, ils ne pouvaient pas ne pas remarquer, des accords gravement dissonants, aberrants d'une certaine façon, non justiciables immédiatement des lois dites « naturelles ». On parlait alors

Dans le cadre du Festival et des XIX^e Rencontres de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, le Centre Acanthes est devenu le lieu de passage obligé de tous ceux que la musique contemporaine intéresse. Il reçoit cette année quatre compositeurs dits de la nouvelle génération : l'Anglais George Benjamin, le Finlandais Magnus Lindberg, les Français Philippe Manoury et Tristan Murail. Ils seront les artisans de cours, d'ateliers de composition et de concerts publics qui ont fait d'Acanthes le Marlboro du XX^e siècle.

de notes « étrangères » (tout un symbole!), d'appoggiatures « ajoutées ». On décrivait, en fait, tout acte de liberté dans l'écriture harmonique comme un écart aux vieilles règles. Selon l'exacte perversion intellectuelle du schwa et du digamma, tout devait s'expliquer par des théories, surtout l'insupportable; le discours analytique devenait plus fermé et brutalisant au fur et à mesure que la fantaisie créatrice se révélait plus irrationnelle.

Mais qui expliquera jamais avec de telles méthodes qu'une succession d'accords parfaits parallèles, comme on en trouve si souvent chez Debussy, sonne plus « moderne » que les brutales inflexions à la tonalité composites dans les années 20 et 30 par Honegger et Milhaud? Pour cela, il fallait se représenter l'évolution de la musique au cours des siècles non plus comme une succession de transgressions de plus en

plus « graves » des anciennes règles, mais comme une chaîne ininterrompue de situations individuelles. Celles de créateurs plus ou moins conscients des normes édictées dans les traités, et certainement moins enclins à les transgresser qu'à découvrir pas à pas, cas par cas, leurs solutions personnelles.

Partir des œuvres telles qu'elles sont et non telles qu'elles devraient être. Ce fut la démarche d'Olivier Messiaen, dès après la guerre, dans sa classe d'analyse du Conservatoire de Paris. Mais ce fut surtout, après 1968, après la réforme du prix de Rome (ancien passage obligé des jeunes musiciens, comme des jeunes architectes, par le nombre d'or, l'académisme, les formes héritées des vieux maîtres), ce fut dans quelques conservatoires en pointe, dotés en particulier de classes d'électroacoustique, dans les universités définitivement marquées par l'esprit soixante-huitard (ainsi Vincennes, futur Saint-Denis) qu'on entreprit de mettre les bœufs devant la charrue et d'étudier l'harmonie non plus dans les traités mais dans la musique.

« Y a-t-il incompatibilité définitive entre l'écriture comme devoir et l'invention comme plaisir? », s'interrogeait Evelyne Andréani, enseignante pendant la grande époque à Vincennes, dans un mémorable *Anti-traité d'harmonie*. Et de poursuivre son diagnostic : « Est-ce à dire qu'il y a d'un côté l'école, de l'autre la musique, et qu'entre les deux le fossé est infranchissable? Faut-il se résigner à ce qu'il y ait toujours, d'une part, les élèves des « classes d'écriture », qui s'ennuient souvent avec distinction et attendent les prix et un poste dans l'enseignement, de l'autre les quelques fous de musique à qui les portes des sanctuaires du savoir sont fermées, parce qu'ils sont à la fois trop âgés et trop jeunes, ces boulimiques de sons dont les oreilles insatiables absorbent en vrac Bach, Stockhausen, Mozart, Boulez, Debussy, Monteverdi, Xenakis, et qui essaient de réinventer ce qu'ils ne savent pas? »

Le Centre Acanthes est né de ces interrogations, de ce constat. Après avoir parlé plus volontiers de « Rencontres » d'art contemporain (de La Rochelle) que de festival d'avant-garde (Royan en avait été l'archétype), Claude Samuel, qui s'était occupé des deux manifestations, qui avait mesuré les vertus et les faiblesses d'une diffusion à cru de la création contemporaine, avait entendu comme une prémonition ce que lui avait dit Boulez dans sa maison de Baden-Baden : « Il ne suffit plus de jouer les œuvres nouvelles; il faut maintenant les mettre en situation, les éclairer. » Ce fut dans un grand hôtel, probablement vers la même époque (1), que Karlheinz Stockhausen se prit à rêver devant le même Claude Samuel devant Michel Guy, fondateur du Festival d'Avignon et alors secrétaire d'Etat à la culture, d'un lieu « privilégié », où il pourrait « travailler tous les ans avec [ses] disciples, ensemble, dans la sérénité ».

Cette thébaïde trouva d'abord ses quartiers à Aix-en-Provence, mais ne fut que pendant l'été 1977 (sous le nom de Sirius) la résidence secondaire exclusive du compositeur allemand. Devenu Centre Acanthes, basé depuis 1987 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, ressenti dès lors par Alain Crombecq et Véronique Charrier comme un chapitre à part entière des manifestations avignonnaises, cette académie n'a toujours pas trouvé d'équivalent en France dans sa formule actuelle, sorte de Marlboro branché sur le ving-

tième siècle, lieu de travail acharné autour d'un grand maître, occasion de rencontres informelles, d'interrogations socratiques, de concerts en bonne et due forme, et même de coups de foudre professionnels (le groupe Les Pleiades, composé de six jeunes femmes percussionnistes autour de Sylvio Gualda, s'est formé là).

Bastion d'un clan, d'un style, d'une école d'écriture, de telle ou telle institution? Ligeti y a succédé à Xenakis, Pierre Henry à Kagel, Takemitsu à Nono, Boulez à Messiaen. Quant aux quatre compositeurs de la « jeune » génération qui se succèdent à la Chartreuse cette année, ils ne composent pas, à ce qu'on sait, la même musique ni tout à fait avec les mêmes instruments.

Le Centre Acanthes serait-il alors le rendez-vous des petits génies des classes d'écriture des Conservatoires nationaux? Ça peut arriver, mais pas forcément. Parmi les habitués, bien connus au siège de l'association, on relève un professeur de cinquant-quatre ans, son fils, percussionniste, vingt-huit ans, une femme de quarante-neuf ans travaillant à l'Opéra de Lyon, un élève en analyse musicale de trente-trois ans...

Laurence Chave, qui fit son premier stage à quatorze ans et qui, sept ans plus tard, appartenait aux Pleiades, raconte ce que le Centre lui a apporté : « Dans mes études, je m'étais arrêtée à Honegger. Pour en savoir un peu sur la suite, il fallait aller chercher dans les livres, c'était une vraie frustration. Pour faire de la musique contemporaine, j'ai abandonné le piano et me suis mise à la percussion. A Acanthes, la seule frustration vient du nombre des cours, des exposés théoriques, des répétitions : impossible de les suivre tous. Et il faut aussi travailler son instrument! Avec les compositeurs, on parle vraiment de musique, de pensée musicale et pas de recettes. On parle avec passion. »

Tristan Murail acquiesce, lui qui a l'habitude de ce genre de prestations (il enseigne comme personnalité invitée à l'IRCAM) et qui disposera cet été d'une petite semaine à Acanthes pour... Mais pour quoi donc? « Je ferai quatre exposés sur des thèmes que j'illustrerai par des exemples musicaux. Mes sujets ne sont pas encore déterminés. Je sais que l'environnement, la personnalité des stagiaires, l'interaction avec les jeunes compositeurs présents peuvent m'inciter à modifier mon programme. Quand j'enseigne, je ne donne jamais ma musique en exemple. J'évoque des problèmes d'écriture qu'ont aussi bien pu se poser Messiaen, Boulez ou moi-même. Je montre la solution imaginée par chacun. Ça incite à une discussion sur le fond, au-delà de ce qui est mal vu de ce qui est bien. Pendant longtemps, j'ai pensé qu'il était impossible d'enseigner la composition. J'ai changé d'idée sur ce point. On peut intervenir auprès d'un jeune compositeur pour mieux faire correspondre son idée initiale à sa réalisation finale. Le métier des uns peut aider l'inexpérience des autres. »

ANNE REY

(1) Quinze années d'histoire du Centre Acanthes ont été consignées dans un petit volume paru l'an dernier, avec l'interview des compositeurs et des principaux interprètes invités et une introduction de Claude Samuel (éditions Van de Velde).



ODEON
THEATRE DE L'EUROPE

COMEDIANTS Méditerranée

Comédiants : Joan Font

LOPE DE AGUIRRE, TRAIADOR

José Sanchis Sinisterra • José Luis Gomez

YO TENGO UN TIO EN AMERICA

Els Joflars • Albert Boadella

PABLO NERUDA VIENE VOLANDO

Jorge Diaz • Ictus • Gustavo Meza

EL VENDEDOR DE RELIQUIAS

d'après Eduardo Galeano • Hector Manuel Vidal

TRAMUNTANA TREMENS

Spectacle musical de Carles Santos

LE CHEVALIER D'OLMEDO

Lope de Vega • Lluis Pasqual

TERRA INCOGNITA

Georges Lavaudant

JOHN GABRIEL BORKMAN

Henrik Ibsen • Luc Bondy

LE PELICAN

August Strindberg • Alain Milanti

IL CAMPIELLO

Carlo Goldoni • Giorgio Strehler

(spectacle en langue italienne)

* Spectacles en langue espagnole, surtitres en français.

POUR RECEVOIR LA BROCHURE SAISON 92-93
TELEPHONEZ AU 43 25 70 32
A Avignon : Point Rencontre Odeon
4, Rue Grande Meuse (Parking des Halles)

SAISON 92/93 - ABONNEMENT

THEATRE DE RUNGIS

SAISON 92 / 93

MOULIERE

AMPHITRYON

OLIVIER PY
LA NUIT
AU CIRQUEMise en scène :
François Rancillac

SAMUEL BECKETT

OH!

LES BEAUX JOURS

Mise en scène :
Pierre Chabert

ANTON TCHÉKHOV

LA CERISAIE

Mise en scène :
Stéphane Braunschweig

GEORG BÜCHNER

LÉONCE ET LÉNA

Mise en scène :
Etienne Pommerehne

OLIVIER PY

LES AVENTURES

DE PACO GOLIARD

Mise en scène de l'auteur

CRÉATION

LA THÉORIE

DU VOYAGE

Chorégraphie :
Nathalie Collantes

45 60 79 00

COMMUNE

Aurélien Recoing

faust

Fernando

pessoa

marivaux

L'Ecole des mères
Les Acteurs de bonne foi
Claude Stratz

de David Pownall

master

class

Michel Vuillemoz

a

abonnez-vous
Aubervilliers
saison 92-93
48 34 67 67
demandez le programme

de Nicholas Wright

Brigitte

Jaques

Mme

klein

avec
Dominique Sanda
Michelle Marquais
Dominique Reynaud

Opéra
le jeu du

narcisse

Brigitte Jaques
de Marc-Olivier Dupin
et Gérard Waïfman

LE PLACARD

de Jacques Henri PONS
mis en scène et interprété par
André JULIEN
50 minutes précédé de

LE SCHMURZ

15 minutes avec
Philippe GLEYZE Eric BERANGER

THEATRE DE LA CONDITION DES SOIES
13 rue de la Croix - Avignon
10 Juillet au 3 Aout 92 à 20 heures

Le Centre national
de documentation pédagogique
présente

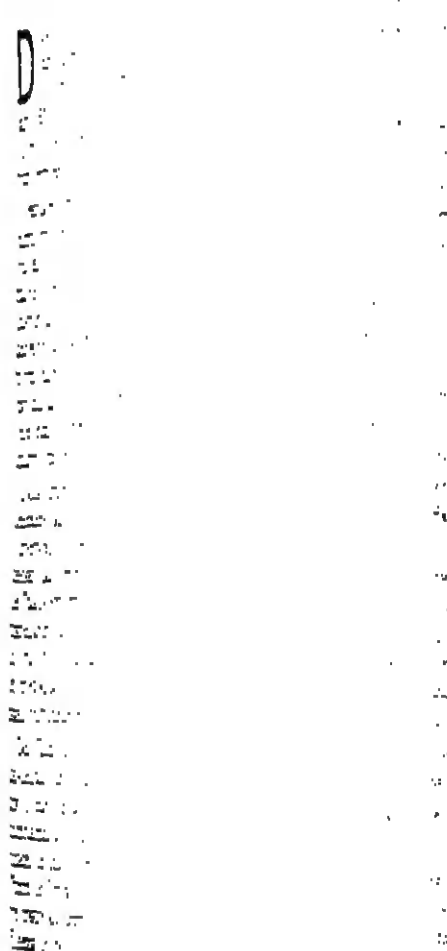
LA TRAGÉDIE GRECQUE

autour des Atrides

créés par le Théâtre du Soleil

Un livret de 56 pages
50 photographies
et 32 diapositives de répétitions
et de la scénographie
et de la représentation.

120F à la Librairie nationale du CNCP
13, rue du Four
75270 Paris cedex 06
Dans les CRDP et CDDP
Par correspondance à
CNCP - 77568 Lussaint cedex
Chèque à la commande - Réf. 002 21000



production
Spectacles
Le Centre national
de documentation pédagogique
présente

LA TRAGÉDIE GRECQUE

autour des Atrides

créés par le Théâtre du Soleil

Un livret de 56 pages
50 photographies
et 32 diapositives de répétitions
et de la scénographie
et de la représentation.

120F à la Librairie nationale du CNCP
13, rue du Four
75270 Paris cedex 06
Dans les CRDP et CDDP
Par correspondance à
CNCP - 77568 Lussaint cedex
Chèque à la commande - Réf. 002 21000

Jeudi 9 juillet 1992

هكذا بين الامم

« SIENNE A AVIGNON »
au Palais des papes

AVIGNON 92



LA SAINTE LES ARTISTES ET LES INGÉNIEURS

Avignon et Sienna célèbrent trente années d'épousailles - un jumelage réussi - par une série de manifestations, dont deux expositions importantes dans le Palais des papes. L'une est consacrée à Catherine de Sienna, l'autre aux ingénieurs-artistes siennois d'avant Léonard de Vinci, qui ont mis leur science au service de leur ville.

DÉSIGNER Catherine de Sienna comme figure emblématique pour célébrer le jumelage entre Avignon et Sienna peut sembler paradoxal : la sainte fille est réputée avoir convaincu le pape Grégoire XI, en 1376, d'abandonner son palais des rives du Rhône pour remonter sur le trône de Saint-Pierre à Rome.

Peintures, gravures, dessins, sculptures, objets et documents, provenant de la pinacothèque de Sienna, du Louvre, de collections étrangères, de grands et de petits musées, d'églises et de congrégations, ont été réunis pour illustrer la vie singulière de cette vierge extatique. On y découvre une « affamée de Dieu » qui intervenait néanmoins dans les affaires de la cité : elle dictait à ses proches aussi bien le récit des apparitions divines dont elle était honorée que des lettres aux seigneurs de la guerre pour leur enjoindre de rétablir la paix civile.

L'iconographie de Catherine de Sienna se fonde essentiellement sur une suite de douze gravures, des burins de l'Anversois Pieter de Jode, exécutés en 1597 d'après des dessins du peintre siennois Francesco Vanni. S'inspirant de l'hagiographie rédigée par Raymond de Capoue, le confesseur de Catherine de Sienna, il distribue autour de la *vera effigies* de la sainte les épisodes de sa vie terrestre et mystique, courte - elle mourut à trente-trois ans - mais particulièrement ardente.

Dès l'âge de six ans, Catherine voit le Christ en gloire au-dessus de l'église Saint-Dominique à Sienna. Peu après, elle s'essaye à la vie érémitique dans une grotte campagnarde mais elle est ramenée chez elle sur un nuage, ce qui détermine sa vocation urbaine. Elle revêt l'habit de l'ordre des dominicains et commence à se battre contre les démons qui ne cessent de l'assaillir, s'efforçant les pires des mortifications. Ainsi suce-t-elle les

bubons d'une malade pour se punir d'avoir éprouvé de la répulsion en la soignant.

Chez elle, qui refuse toute nourriture, le paroxysme est constant. L'eucharistie la fait gémir de plaisir au point de troubler son entourage. Son mariage mystique provoque des visions sanguinolentes. Elle rêve qu'elle mange l'Enfant Jésus tout cru. Le Christ lui retire le cœur de la poitrine pour le remplacer par le sien. Elle s'abreuve sans fin à la blessure du coup de lance au flanc du crucifié. Celui-ci lui tend la couronne d'épines qu'elle s'enfoncé voluptueusement sur la tête. Elle reçoit les stigmates. Dans le même temps, elle participe aux travaux domestiques dans le foyer de ses parents et conduit des ambassades pour le compte du pape.

Les commissaires siennois et avignonnais de l'exposition lui ont donné une orientation sociologique autant qu'artistique. Elle montre comment l'aventure spirituelle de Catherine s'insère dans la vie urbaine de l'Italie du Trecentio et, particulièrement, dans la commune de Sienna. On y apprend de quelle façon on adapte, en l'adoptant, une sainte tutélaire fortifiant l'identité citadine. L'Eglise, antérieurement à elle, privilégiait la contemplation hors le monde : Catherine, dans le tiers-ordre dominicain, s'adonne à la fois à la prière extasiée et aux activités séculières. Femme, et de condition modeste, elle devient le porte-parole d'une classe qui aspire au pouvoir et d'un sexe jusqu'alors refoulé par une société et une Eglise misogynes.

La promotion de Catherine, populaire d'abord à Sienna, puis en Toscane, béatifiée, sanctifiée, proclamée patronne de l'Italie par Pie XII en 1939 et, plus récemment, docteur de l'Eglise par Paul VI, n'échappa pas aux aléas de la concurrence. Sa stigmatisation, non visible

selon son souhait, fut longtemps contestée par les franciscains, qui entendaient réserver à leur seul patron, saint François, ce signe de l'identification au Christ. Les auteurs érudits du catalogue, commentant la légende de sainte Catherine et l'évolution des pratiques de dévotion, font entendre que l'élection divine, pour singulière qu'elle soit, n'en dépend pas moins de l'histoire des collectivités humaines, de leurs ambitions et de leurs antagonismes. La sainteté à ses contingences.

Ordonnateurs de l'exposition dans le Palais des papes, M^{me} Esther Moench et M. Jean-Pierre Blanc l'ont conçue comme un parcours aboutissant dans la chambre de Paroquet. C'est probablement là, si l'on écarte les doutes de certains historiens sur la réalité de cette audience, que la jeune Siennaise fut reçue par un pape déjà décidé au retour à Rome et qui la traita, semble-t-il, comme une devineresse, l'interrogeant sur l'avenir.

Dans la Trésorerie : les emblèmes de Catherine. Dans la salle de Jésus et le Revestaire du pape : les narrations de sa vie. Dans le Consistoire, dominé par les fresques de Simone Martini - cet autre Siennais qui, en 1339, avant Catherine, vint à Avignon, où il acheva sa vie, pour décorer le portail de Notre-Dame-des-Doms - les peintures « du corps et du sang ». La *Cella interiore*, reconstitution de l'espace mental de la sainte, abrite les tableaux les plus anciens. Le Tinel couvre l'expérience mystique, le ravissement, et la chambre de Paroquet, enfin, accueille les œuvres qui rappellent les rencontres de Catherine avec les hommes de son temps et les institutions de Sienna.

Ce parcours, jalonné d'œuvres de qualité artistique très inégale, mais toutes porteuses de signification, offre au visiteur plusieurs stations de méditation. Parmi les plus beaux ensembles : le tableau très mystérieusement nocturne d'un anonyme lombard à l'effigie de la sainte, une peinture voluptueusement ondoiyante de Paroquet, un buste-reliquaire d'une géométrie à la fois archaïque et moderne ; les chefs-d'œuvre du cabinet de dessins, ceux de Siennais Francesco Vanni et Ventura Salimbeni et du Florentin Fra Bartolomeo ; les tableaux des mêmes Vanni et Salimbeni et de Rutilio Manetti, qui s'efforcent d'exprimer gracieusement le cannibalisme mystique de Catherine ; les très anciennes et précieuses peintures sur bois des Siennais du Quattrocento et du Cinquecento, qui ornent la *Cella interiore* ; les *Mariages mystiques* de sainte Catherine, peints par Nicolas Mignard, Livio Melus et Waast Belgambe.

Mais la présence de Sienna dans le Palais des papes ne s'arrête pas à Catherine. Elle continue avec une autre exposition, organisée par l'université de la ville italienne. Sous le titre « Avant Léonard », elle dresse, dans la vaste chapelle élémentaire où furent accrochées autrefois les œuvres ultimes de Picasso, des structures étranges et belles.

Ce sont les maquettes en état de fonctionnement - des reconstitutions minutieuses, élégamment construites en bois et en métal - des machines dessinées par les ingénieurs-artistes siennois du Quattrocento, Taccola et Francesco di Giorgio. Hommes de culture, reliés à la pensée humaniste, grands lecteurs autant qu'inventeurs, ils s'efforcèrent de retrouver le savoir technologique des Anciens et de répondre aux besoins civils et militaires des villes qui les employaient.

Leurs machines à élever des colonnes, leurs bateaux dragueurs, moulins, scies hydrauliques, treuils-grues, catapultes et bombardes, apparaissent aujourd'hui comme des objets nés d'une imagination à la fois logique et poétique, évoquant pour nous une rêverie sur l'Antiquité

mêlée à des souvenirs de science-fiction. Ce que traduisent aussi les photographies de manuscrits colorés exposés en transparence sur des écrans lumineux. Les tours et détours de l'ingéniosité mécanique qui s'y révèlent à vie, les cocasseries, parfois, de la recherche, confèrent à ces machines à vivre et à tuer la valeur de documents sur l'esprit humain et la qualité d'œuvres d'art.

On n'a pas attendu les cérémonies du jumelage pour assurer une présence permanente de la peinture siennoise dans la cité avignonnaise. La collection de tableaux italiens des XIV^e et XV^e siècles abritée dans le Petit Palais, ancienne résidence des archevêques, en compte de beaux témoignages. On sait que, pour l'essentiel, ils proviennent des achats massifs effectués au XIX^e siècle par l'aventureux marquis Campana, directeur du Mont de Piété de Rome, qui confondait les caisses de l'institution et les siennes pour payer ses marchands.

Condamné au terme d'un procès qui fit scandale, il dut céder ses acquisitions au gouvernement pontifical. Les tableaux italiens furent achetés par Napoléon III pour constituer un musée autonome, mais ils furent ensuite malencontreusement dispersés dans plusieurs musées de province. Il fallut attendre 1976 pour que l'ensemble, à peu près reconstitué et attribué à Avignon, fût installé dans le Petit Palais restauré. Le conservateur, M^{me} Moench, sans trop bouleverser la présentation fixe des œuvres du musée, a souligné la part de Sienna dans ses collections.

Dans une salle basse, on retrouve le Francesco di Giorgio d'« Avant Léonard ». Le maître du réseau des eaux de la cité siennoise, dont les fontaines étaient alimentées par un aqueduc, l'ingénieur spécialiste des fortifications et des bombardes « sûres et efficaces », a peint l'une des plus suaves *Vierge à l'enfant* de la peinture siennoise, marquée ici d'influences florentines. La sinuosité des lignes, l'alanguissement des formes, l'aspect fantastique du paysage derrière la Vierge, la polychromie douce et harmonieuse, tout concourt à un effet de préciosité rêveuse. Non loin de cette Madone apaisante, l'un des chefs-d'œuvre du Petit Palais avignonnais : l'*Enlèvement d'Hélène*, réalisé sur un coffret de mariage par Liberale di Verona, qui travailla à Sienna vers 1465.

Dans les salles hautes, l'apport siennois se place sous l'invocation des « tondis » - quatre médaillons aux effigies de prophètes, - de Simone Martini, le maître du Trecento. S'il n'y a ni Pietro, ni Ambrogio Lorenzetti dans les collections du Petit Palais, du moins y figurent des maîtres qui relèvent de leur tradition, comme Giovanni di Paolo, dont l'admirable saint Jean-Baptiste est campé sur des terres géométriquement découpées. D'autres, comme Sano di Pietro ou Taddeo di Bartolo, rendent hommage à Simone Martini. Un maître, dit de Lecceto, sur lequel on ne sait presque rien, provoque la curiosité avec de petits panneaux peints sur le thème de l'histoire de Didon, où flamboie une imagination narrative.

Ce goût de la narration caractérise la peinture siennoise. La vie de Catherine, riche en péripéties, a suscité bien des images. On retrouve ici la stigmatisée, sous le pinceau de Matteo di Giovanni. Les plaies des mains ne sont pas montrées. Le visage reflète une extase sereine. Comme si la pathétique sainte qui torturait son corps, l'« affamée de Dieu », avait trouvé l'apaisement dans la peinture de ses compatriotes, qui ont voulu idéaliser sa passion.

JEAN-JACQUES LERRANT

saco

TEXTE

SAISON 92/93

productions
SYNGE / ADRIEN
Le Palais Du Monde Occidental
FICHET / CANTARELLA
Ternis Promises
SERREAU / BESSON
Quaisans et Grébais
JARRY / LELARDOUX / L'ARPEUTEUR
Ceu Roi
EMERGENCE
Festival Des Nouvelles Tendances Théâtrales
et
O'NEILL / LANGHOFF
Désir Sous Les Ombes
LA VOLIERE DROMESKO
NOVARINA / MARCON / BLEZINGER
L'inquiétude
TCHERKHOV / BRAUNSCHEWIG
La Césaire
DESCHAMPS / MAKEIEFF
Les Pieds Dans L'eau
A.T. DE KEERSMAEKER
JOELLE BOUVIER / REGIS OBADIA
JOSEF NADI
DUOS
THEATRE NATIONAL DE BRETAGNE - 1 RUE ST. HÉLIER - RENNES
ABONNEMENTS 99 30 88 88

41, avenue des grésillons
92230 GENNEVILLIERS
47 93 26 30

centre dramatique national
direction bernard sobel
Saison 92-93

théâtre de gennevilliers

18 sep. Anton Tchekhov/S. Braunschweig
18 oct. *La Cerise*
22 oct. Gertrude Stein/R. Wilson
31 oct. *Doctor Faustus lights the lights*
12 nov. Molière/Zinc Théâtre/G. Rouvière
19 déc. *L'Impromptu de Versailles*
Les Précieuses ridicules
Marivaux/Zinc Théâtre/G. Rouvière
Les Acteurs de bonni foi
La Dispute
12 déc. Opéra/Catanzaro/Martin
La Confession impudique
d'après Fontanelli
8 jan. Isaac Sobel/B. Sobel
21 jan. *Marie*
2 fev. Mikhaïl Volokhov/B. Sobel
14 fev. *Catche-Catche avec la mort*
5 mar. William Shakespeare/S. Seide
10 avr. *Hamlet VI*
5 mar. Odon von Horvath/A. Alexis
10 avr. *La Belvédère*
Hermann Ungar/A. Alexis
La Tonnelle

1992 1993

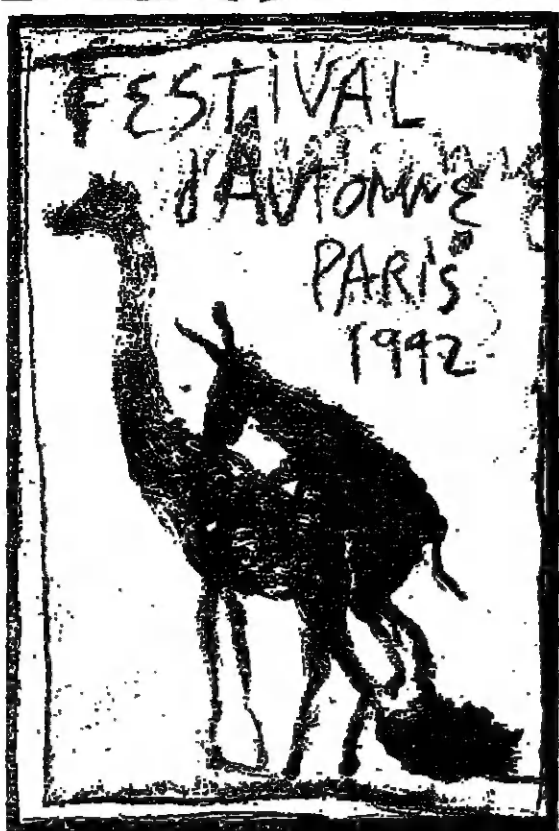
Avignon/Sceaux
Rendez-vous chorégraphiques exceptionnels

Programme Danse du Festival d'Avignon 92
Bouvier/Obadia - Nadj - De Mey
Robbe - Lattuada - Larrieu
Monnier - Fattoumi/Lamoureux

Théâtre
Bérénice/Raciné/Rist
Un Grand Meaulnes/Alain-Fournier/Znorko
Fin de Partie/Beckett/Tordjman
L'Homme, la Bête et la Vertu/Pirandello/Schiaretti
Le Chasseur de Lions/Tomeo/Préau

Lyrique
Hélène Delavault
Il Signor Bruschino/Rossini/Sinivia/A.R.C.A.L.
Curlew River/Britten/Friggerio/A.R.C.A.L.

LES GEMEAUX/SCEAUX
Scène Nationale
(1) 46 61 36 67



18 SEPTEMBRE 29 DECEMBRE

THEATRE

FRANCE, CREATIONS ET PREMIERES PRESENTATIONS A PARIS
ALLEMAGNE, CANADA, LITUANIE

PIERRE GUYOTAT

NOUVELLES IMPROVISATIONS PUBLIQUES

BRUNO BAYEN

WEIMARLAND L'ENFANT BÂTARD

STEPHANE BRAUNSCHWEIG

ANTON TCHEKHOV LA CERISAIE

ANDRE ENGEL

ODON VON HORVATH LEGENDE DE LA FORÊT VIENNOISE

JOËL JOUANNEAU

LE MARIN PERDU EN MER

JOSEPH CONRAD AU CŒUR DES TENEBRES

MARK BLEZINGER

VALERE NOVARINA L'INQUIETUDE

GILBERTE TSAI

APPARTEMENT-TEMOIN DE PLEIN FOUET

MARIE VAYSSIERE

FLANN O'BRIEN LE PLEURE MIERE

ROBERT WILSON

GERTRUDE STEIN DOCTOR FAUSTUS LIGHTS THE LIGHTS

ROBERT LEPAGE

LE POLYGRAPHE LES AIGUILLES ET L'OPIUM

WILLIAM SHAKESPEARE MACBETH CORIOLAN LA TEMPÊTE

EIMUNTAS NEKROSIUS

V. KOROSTYLOV PIROSMANI, PIROSMANI...

ANTON TCHEKHOV ONCLE VANIA

DANSE

MERCE CUNNINGHAM DANCE COMPANY

DOUGLAS DUNN AND DANCERS

COMPAGNIE BAGOUET

MATHILDE MONNIER, LOUIS SCLAVIS

ELIZABETH PETIT, LOUIS SCLAVIS, MATHILDE MONNIER

DANSE CONTEMPORAINE ESPAGNOLE

COMPAGNIE 10 & 10 DANZA - COMPAGNIE METROS

MUSIQUE

MUSIQUE TRADITIONNELLE DU MOZAMBIQUE
XYLOPHONES CHOPH

CONCERTS

PORTRAIT D'EMMANUEL NUNES EN QUATRE CONCERTS

LUCIANO BERIO, HEINZ HOLLIGER, JEAN-CLAUDE ELOY,

HEINER GOEBBELS, IANNIS XENAKIS

SPECTACLES MUSICAUX

CARLES SANTOS TRAMUNTANA TREMENS

ROBERT ASHLEY IMPROVEMENT (DON LEAVES LINDA) EL AFICIONADO

MEREDITH MONK FACING NORTH

OPERA

EINSTEIN ON THE BEACH PHILIP GLASS ET ROBERT WILSON

COMPOSEZ VOUS-MÊME VOTRE ABONNEMENT
FESTIVAL D'AUTOMNE

DATE LIMITE DE SOUSCRIPTION 28 AOÛT

RENSEIGNEMENTS 156 RUE DE RIVOLI 75001 PARIS TEL 42 96 12 27

PROGRAMME Avignon 92

THÉÂTRE

Le Chevalier d'Olmeda, de Lope de Vega, mise en scène de Llois Pasqual. Du 10 au 19 juillet (excepté le 14) à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

Le Siège de Numance, de Miguel de Cervantes, mise en scène de Robert Cantarella. Du 11 au 18 juillet (excepté le 14) à 21 heures. Cloître des Carmes.

Terra Incognita, de Georges Lavaudant, mise en scène de l'auteur. Du 11 juillet au 2 août (excepté les 14 et 24) à 22 heures. Les Taillades.

Los Caminos de Federico, textes de Federico Garcia Lorca dits par Alfredo Alcon, mise en scène de Llois Pasqual. Du 20 au 23 juillet à 22 heures. Cloître des Carmes.

Le Livre des fuites, d'après Le Clézio, par François Marthouret. Du 12 au 26 juillet (excepté le 14). Chapelle des Pénitents blancs.

Pawana, de Le Clézio, mise en scène de Georges Lavaudant. Du 26 au 31 juillet à 22 heures. Cloître des Carmes.

Caldes, de Pier Paolo Pasolini, mise en scène de Jean-Louis Martinelli. Du 22 au 31 juillet (excepté le 26) à 21 h 30. Salle Benoît-XII.

Seaside, de Marie Redonnet, mise en scène de Gilles Gleizes. Du 10 au 19 juillet (excepté le 14) à 22 heures. Chapelle Sainte-Claire-Théâtre des Halles.

Derrière les collines, de Jean-Louis Bourdon, mise en scène de l'auteur. Du 12 au 19 juillet (excepté le 14) à 22 heures. Salle Benoît-XII.

Comédie entre les murs, de Jean-Philippe Domecq, mise en scène de Pierre Bézières. Du 24 juillet au 1^{er} août à 22 heures. Chapelle Sainte-Claire-Théâtre des Halles.

L'Avion, conception générale d'Hervé de Lafont et de Jacques Livchine, par le Théâtre de l'Unité. Du 20 au 22 juillet à 20 h 40. Place du Palais.

Rafus, du 10 au 30 juillet (excepté les 14, 19 et 25) à 22 heures. Cloître de la Collégiale de Villeneuve.

Passacaille, de Bruno Meyssat, mise en scène de l'auteur. Du 11 au 17 juillet (excepté le 14) à 19 heures. Tinel de la Chartreuse.

Fous de théâtre, programme réalisé par Christian Comil, autour de l'Espagne, du 15 juillet au 30 août, à 17 heures, 20 heures, 21 heures. Faculté des Lettres.

XIX^e RENCONTRES DE LA CHARTREUSE

La Comédie des auteurs (Catherine Bidaut, Sylvie Chenu, Olivier Dutailly, Alain Gautré, Jean-Yves Picq, Anita Van Belle). Du 20 au 25 juillet à 19 heures. Tinel de la Chartreuse.

Joë Bousquet-Rac de Vardun, de Vivienne Théophilides, mise en scène de l'auteur. Du 27 juillet au 31 août. Tinel de la Chartreuse.

Rencontre européenne sur le thème « Profession, auteur de théâtre ». Du 15 au 19 juillet à 15 heures. Jardin du Procureur.

Les auteurs québécois le 20 juillet à 17 heures. Jardin du Procureur.

Lectures du 21 au 31 juillet à 17 heures. Jardin du Procureur.

SPECTACLES MUSICAUX

Zarzuela ! Historia de un patio, adaptation de Jean-Claude Carrière, musique de Marius Constant, mise en scène d'Alain Maratrat. Du 12 au 31 juillet (excepté les 14, 19 et 26) à 22 heures. Cour Hôtel-Dieu-Hôpital Sainte-Marthe.

Nuestra historia al sur (flamenco), spectacle conçu par Pedro Bacan. Les 2 et 3 août à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

Le cabaret, direction artistique de Michèle Guigon. Du 15 au 31 juillet à partir de 23 heures. La Manufacture.

LECTURES

Hommage à Octavio Paz, en sa présence. Du 11 au 16 juillet (excepté le 14) à 19 heures. Chapelle Sainte-Claire-Théâtre des Halles.

Texte en (cycle de lectures présenté par Claude Santelli, produit par la SACD). Du 23 au 28 juillet. Cloître du collège d'Ancey.

Les dits de lumière et d'amour (cycle de lectures réalisé par Marie-Paule André). Du 15 au 22 juillet. Cloître du jardin d'Ancey.

DANSE

La Légende de Don Juan, de Jean-Claude Gallota. Du 23 au 26 juillet à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

Mozart-Concertarios, d'Anne Teresa de Keersmaecker et Philippe Herreweghe. Du 30 juillet au 1^{er} août à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

Événement 92, de Joëlle Bouvier et Régis Obadia. Du 10 au 12 juillet à 21 h 30. Théâtre municipal.

Une femme chaque nuit-Voyage en grand secret, de Joëlle Bouvier et Régis Obadia. Du 20 au 22 juillet à 21 h 30. Théâtre municipal.

Stultifera Navis, de Francesca Lattuada, de Humanis Corporis Fabrica, d'Hervé Robbe. Du 11 au 13 juillet à 19 heures. Gymnase Aubanel.

Châteaux en Espagne, de Michèle-Anne De Mey. Le 15 juillet à 19 heures. Gymnase Aubanel.

Les chants de Wilhelm, de Joseph Nadj. Du 15 au 17 juillet à 21 h 30. Théâtre municipal.

Rencontres exceptionnelles avec Michèle-Anne de Mey, Sonatas, le 17 juillet à 19 heures au Gymnase Aubanel. Daniel Larrieu. Coda et reprise de pièces du répertoire, le 27 juillet à 21 h 30. Théâtre municipal. Fela Fattoumi et Eric Lamoureux. Fiesta, le 14 juillet à 21 h 30. Théâtre municipal. Mathilde Monnier et Viola Farber, le 29 juillet à 21 h 30. Théâtre municipal.

Dances indiennes du Mexique. Huit groupes en alternance du 12 au 31 juillet à 22 heures. Cloître des Célestins.

Traditions noires du Venezuela, Groupe Madera et Teatro Negro de Barriovento en alternance, du 11 au 19 juillet à 22 heures. Faculté des sciences.

Traditions noires de Cuba, Groupe traditionnel de Trinidad et Groupe Guillermo Moncada en alternance, du 20 au 31 juillet à 22 heures. Faculté des sciences.

Spectacles du groupe Madera, le 16 juillet, et Dances mexicaines, le 18 juillet, à 21 h 30 à la MJC de Champfleury.

MUSIQUE

Concerts publics du Centre Acanthes : le 12 juillet à 19 h 30, à l'église de la Chartreuse : Territoire de l'oubli, pour piano et Désintégration, de Tristan Murail ; Flight, pour flûte, Panorama, pour bande, et At First Light, de George Benjamin.

Le 14 juillet à 19 h 30, église de la Chartreuse : présentation des œuvres de George Benjamin et de Tristan Murail par les stagiaires du Centre Acanthes (entrée libre selon les places disponibles).

Le 15 juillet à 19 h 30, salle du Conclave-Palais des papes : Jupiter, pour flûte et système électronique en temps réel, de Philippe Manoury ; Ritratto, de Magnus Lindberg ; Allégories, de Tristan Murail ; et Upon Silence, de George Benjamin.

Le 18 juillet à 19 h 30, église de la Chartreuse : œuvres de Magnus Lindberg.

Le 21 juillet à 19 h 30, Cloître du cimetière de la Chartreuse : Pluton, pour piano et système électronique en temps réel, de Philippe Manoury.

Le 22 juillet à 19 h 30, église et cloître du cimetière de la Chartreuse : œuvres de Philippe Manoury et Magnus Lindberg.

EXPOSITIONS

Sienna à Avignon, jusqu'au 27 septembre : Avant Léonard de Vinci, grande chapelle du Palais des papes. Catherine de Sienna, Palais des papes, Palais Benoît-XII. Images de Sienna, jusqu'au 29 août. Salle de théologie. Parcours siennois, jusqu'au 31 octobre. Musée du Petit Palais. Sienna au XIV^e et XV^e siècles, jusqu'au 27 septembre. Centre de documentation du Petit Palais. Voyage en Italie, jusqu'au 30 septembre. Palais du Roure. Les animaux de la préhistoire entre Provence et Toscane, jusqu'au 20 novembre. Musée Requiem. Le Palio et les contrades, jusqu'au 27 septembre. Péristyle de l'hôtel de ville.

Dramaturgie et scénographie, du 9 juillet au 3 août. Hospice Saint-Louis.

Les arts du spectacle en Chine, du 9 juillet au 3 août. Maison Jean-Vilar.

Octavio Paz et la France, du 10 juillet au 3 août. Médiathèque Ceccano.

Hommage à Guy Dumur, du 10 juillet au 3 août. Institut de la Communication.

* Numéros utiles : location des places, 90-86-24-43. Office du tourisme d'Avignon, 90-82-65-11. Office du tourisme de Villeneuve, 90-25-61-33. Renseignement hôteliers, 90-82-05-81. Mairie, 90-80-80-00. CIRCA la Chartreuse, 90-15-05-46. Maison Jean-Vilar, 90-86-59-64. Renseignements SNCF, 90-82-50-50. Réservations SNCF, 90-82-56-29. Taxis, 90-82-20-20. CEMEA, 90-27-09-98. MNEF (à partir du 6 juillet), 90-85-99-22 (minitel 3615 code MNEF). Festival « off » : 48-05-20-97.

150 000 000